

(Lire page 13 le reportage de PHILIPPE BOGGIO.)

هكذا من الأهل

dates

Vingt ans de traité franco-allemand La revanche jugée en appel

par JACQUES NOBECOURT

Le 20 janvier 1963
était signé
le traité d'amitié
franco-allemand.
Cette réconciliation
officielle
a une histoire.

Tout commença par une guerre. Quitte à être intempératif, il faut bien le rappeler. Une guerre particulière, une guerre dans la guerre mondiale en quelque sorte. Celle que menaient les soldats de la 1^{re} armée française sous de Latre. Après le débarquement en Provence d'août 1944 et la libération de l'Afrique du Nord y avaient été rejoints par des engagés volontaires de la métropole. On ne se bousculait pas, d'ailleurs. Dire aujourd'hui : de Latre... Leclerc et sa 2^e D.B., de Gaulle à Paris, c'est briser un silence, éveiller une résonance qui n'est plus perçue que par les « vieux ».

Bref, la 1^{re} armée et la 2^e D.B. réglaient un compte très ancien avec l'Allemagne, contre laquelle, en leur sein, se réconciliaient un certain nombre de jeunes Français. Nous avions en commun près d'un siècle de souvenirs reçus de nos aînés. Nous avions encore pu entendre les grands-parents évoquer l'invasion « prussienne » en 1870, défilant jusqu'au fond des campagnes de l'Ouest. De Latre, notre général en chef, avait été blessé d'un coup de lance, comme lieutenant de dragons, en août 1914. Nous étions élevés dans la conscience d'être des fils de survivants, sans autre destin que l'espoir de notre propre survivance à la seconde guerre, qui viendrait inéluctablement. La ligne bleue des Vosges avait été reprise

par nos pères. La ligne grise du Rhin formait notre horizon. L'Allemagne, même en fuyant, pour certains, l'Europe pour l'Afrique, on ne lui échapperait pas.

Le même mécanisme tournait depuis deux siècles, tous ses rouages démontés, dans les bandes dessinées de l'histoire scolaire. Mais Louis XIV et Napoléon passant par le Rhin, que pesaient-ils devant Guillaume II et Hitler ? L'approche de l'humanisme allemand, le balbutiement des noms de Heine ou Goethe, l'initiation à Thomas Mann ou à Kleist, bien peu d'adolescents en bénéficiaient, trop peu en tout cas pour faire oublier les rumeurs d'une armée qui se levait et les discours sur le nazisme, reflet d'une « éternelle Allemagne ».

Les Français ! c'est le comble !

Rétorique d'ancien combattant ? Soit, pour l'adolescent d'aujourd'hui, incapable de concevoir ce climat. Pourtant, pas plus que les soldats de juin 1940 ou les captifs, ceux des derniers mois n'ont envie de raconter ce qu'ils vécurent. Notre jeunesse avait été par trop hantée des récits de la première guerre mondiale et de son horreur pour que nous fussions enclins à voir nos propres enfants dans le même enfer.

Nos compagnons d'Afrique du Nord étaient entrés dans Rome. Nous franchissions le Rhin, nous dévalions la Forêt-Noire vers le Danube, et notre route d'Alsace s'arrêtait au lac de Constance. Nos camarades de la division Leclerc capturaient le nid d'aigle de Hitler. Ce ne sont plus que des images, bien sûr, et les vaincus de 1945 dissimulent que nous étions de faux vain-

queurs. « Les Français sont là, c'est le comble ! », disait le maréchal Keitel en voyant de Latre s'asseoir à la table de l'armistice, à Berlin.

Politiquement, cette réaction se comprend. Nous, nous comptions nos vrais morts, ces amis, dont certains étaient partis en 1939, à peine sortis de Saint-Cyr, pour tomber dans une embuscade aux sources du Danube. Et nos vrais morts portaient témoignage d'une vraie victoire. Pour la dernière fois, cette guerre ne posait aucune question. Aucune mauvaise conscience ne s'en mêlait ni aucune crainte que le pouvoir politique n'en compromît le gain.

Une fois encore, la liberté était à l'armée du Rhin. Nous étions les derniers vainqueurs d'une guerre « classique » sur le sol d'Europe. L'affrontement des fantasmagories nationalistes et des morales manichéennes se liquidaient dans un « pour solde de tous comptes ». C'était bien une revanche, comme on disait encore. Elle ne viendrait plus jamais en appel.

La vérité ne se disait pas : nous nous sentions plus vainqueurs que nous ne l'étions vraiment. Nos uniformes, nos armes, nos rations étaient américaines. L'élan de notre victoire dépendait des livraisons d'essence de nos alliés. Les réalités quotidiennes se chargeaient de nous remettre au pas.

Les choses, sur le moment, ne furent pas aussi nettes ni les certitudes acquises. Si exsangue que fût l'Allemagne, totalement ajettée à la suite des vainqueurs, radifiée de la carte, elle semblait encore redoutable. La morale de la punition, la politique de la vengeance, s'inspiraient surtout de la terreur de « remettre

ça » contre cet increvable dragon mythologique.

La guerre déboucha, comme en 1920, sur l'occupation du sol du vaincu. En Forêt-Noire, en Rhénanie, la présence militaire française se transforma assez vite en quadrillage par des gendarmes et des fonctionnaires assimilés à l'armée. Tous, avec leurs familles, exploitaient le pays. Insupportable comme toute occupation, celle-ci s'habillait des frusques d'un colonialisme évangéliste qui attribuait à la « mission éternelle de la France » le devoir de « ré-éduquer » les Allemands. Ce verbe était d'usage courant et ne réclamait pas de guillemets.

Pourtant, non par miracle, mais grâce à quelques hommes, l'avenir germa dans une prise de conscience difficile. Il fut tout de suite probable que, dans l'état où se trouvait l'Europe, cette occupation ne déboucherait pas sur une guerre franco-allemande. Les vieux réflexes français de découpage de l'Allemagne perdirent vite de leur force. L'avant-guerre ne se répéterait pas.

Tout le mérite de la compréhension et de vouloir en tirer une action neuve revint à certains de ceux qui, dans les services du gouvernement militaire ou sur ses marges, avaient les responsabilités des services de jeunesse ou de culture : Jean Moreau, Joseph Rovin, le capitaine Ponelle. Ou, à Paris, M^{me} Grosser, Alfred Grosser, Robert d'Harcourt, Robert Minder. Bien d'autres encore, qui ont disparu : Antoine Wis-Verdier, Jean du Rivau, Louis Clappier. Qu'enseurent-ils obtenu, cependant, si, à l'échelon de la décision politique, d'autres responsables, tel Alain Poirer, n'avaient couvert le développement de contacts que

la ligne officielle n'encourageait pas ?

Au hasard des entretiens, de jeunes hommes, Allemands et Français, découvrirent assez vite que la guerre dont ils sortaient n'avait pas seulement relativisé des différences jusqu'alors érigées en privilèges nationaux. Elle les avait rabotées, jusque dans les certitudes les plus assurées. A peine libérés de captivité, maladroits dans les vêtements civils, les vaincus, s'ils se souvenaient parfois des matins du printemps 40, mesuraient chaque jour l'ampleur de la défaite. Et les vainqueurs, une fois épuisés le plaisir de l'être, retrouvaient vite le goût ambigu d'humilier qui engendrait une occupation.

Les numéros spéciaux d'Esprit — car Emmanuel Mounier était l'un des plus attentifs à ce qui naissait — et des Temps modernes, de ces années, reflètent en partie l'évolution en cours. Nos contemporains allemands nous interrogeaient sur les grands mouvements de la pensée et de la création intervenus hors d'Allemagne depuis 1933. Ils se demandaient si l'œuvre à reprendre devait partir de cette date, en ne tenant aucun compte des conséquences du Reich millénaire de douze ans. Nous apprenions d'eux tout ce qui ruinait le dogme de la culpabilité collective. L'immense n'était pas le fait d'une nation, mais de tout homme. Et d'une histoire, rien ne pouvait s'exclure. Il fallait assumer tout, même le pire.

Au-delà du nazisme, nous discernions dans les débats de nos interlocuteurs ce qui resurgissait de leur culture. Eux-mêmes la retrouvaient maintenant, leurs anciens compatriotes devenus les nôtres, ces juifs émigrés qui,

parfois au sortir même du camp de concentration, avaient choisi d'agir dans l'administration française, une médiation qui, conjurant les instincts de la vengeance et de l'enfermement, préservait l'avenir. Rien ne germa que par eux.

Les impasses du dialogue

Bientôt, à travers l'inventaire de la communauté des problèmes immédiats, des relations au monde, le sentiment d'une communauté de destin vint à maturer, d'un destin infiniment plus large que celui dont avaient rêvé les tenants d'un dialogue spécifique franco-allemand. Car au-delà de celui qui s'engageait, l'épreuve des événements, les débats de la guerre froide, le blocus de Berlin, rendirent manifeste la stérilité du tête-à-tête. Il avait été riche d'annonciateurs, de M^{me} de Staël, Hugo, Heine, Nerval, à Giraudoux. Mais aucun Jacques Forestier n'en serait plus jamais le héros amnésique, pas plus qu'après Roger Nimier et François Régis Bestide, nul écrivain français reviendrait dire le bonheur des amours allemandes du jeune cavalier vainqueur. Et nul écrivain allemand ne recopierait le journal parisien d'Ernst Jünger.

Parce que notre génération fit en peu de temps l'expérience que le dialogue franco-allemand, si fécond en dépit de ses erreurs, de ses perspectives tronquées, appartenait au quatorzième siècle, elle se retrouva dans la proposition de Robert Schuman et sa déclaration de 1950 sur la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. « Il faut de la générosité, du courage et de la clai-

voyance », dira, à peu près seul, Maurice Faure à l'Assemblée en 1963.

Sans le patient travail d'approche de groupes solitaires, mais qui comprenait quelques-uns des futurs responsables, ces qualités des dirigeants politiques eussent été vaines comme l'est la froide imagination réaliste de Jean Monnet. Le traité de 1963 restaura, dans les mots au moins, un concept désuet et engendra la méfiance permanente des autres partenaires de la Communauté.

La dernière guerre et deux occupations nous avaient enseigné que le face-à-face de deux nationalismes était néfaste et que la communauté de destin embrassait toute l'Europe, et d'abord l'Occident.

C'était au temps des vieilles lunes et des calendes grecques, il y a trente-cinq ans. Soit le même laps de temps que celui qui sépara le 11 novembre 1918 — le jour de l'armistice de la guerre — du défilé Unter den Linden des soldats de l'armée impériale allemande, le premier jour de notre avant-guerre, — de 1953 — lorsque se négociait la fusion des bataillons français et allemands dans l'armée européenne.

Renvoyées au domaine quasi onirique des sentimentalités, ces images ne s'inscrivent plus derrière des événements qui sont seulement des questions de cours à Sciences Po. Depuis 1963, l'Allemagne et la France ont tellement changé que l'évaluation du passé sonne de façon tout à fait irréaliste pour les quatre millions d'adolescents qui, grâce au traité, ont appris à mesurer les similitudes et les différences hors des schémas de catastrophe où nos vies avaient été inscrites.

Un numéro spécial de « Documents »

« Un dialogue ininterrompu et nécessaire »

Comme en ce premier numéro de 1943, qui se composait d'une série de cahiers tirés sur un mauvais papier, pour le vingtième anniversaire du traité franco-allemand, la revue *Documents* présente ce qui constitue l'actualité et ce qui pourrait être l'avenir. Laisant à d'autres les rétrospectives, les bilans, et dédaignant la nostalgie d'une histoire, les responsables — Joseph Rovin et René Wintzen — ont fait appel à d'illustres collaborateurs extérieurs pour mettre en situation la portée politique du traité et ses perspectives.

Une même orientation parcourt toutes les analyses et les entretiens, particulièrement riches, avec Raymond Aron et Alfred Grosser : démythifier ce qui subsiste d'une quelconque spécificité du « dialogue » franco-allemand, l'insérer dans l'édification de l'organisation de l'Europe, privilégier la comparaison entre les deux pays, afin de poursuivre la tâche toujours à reprendre de la normalisation des relations par l'abolition des préjugés. Tel est l'axe de la pensée d'Alfred Grosser.

L'évidence tranquille qui a toujours inspiré les constats de

Raymond Aron pour dissocier les tabous contournés par l'analyse politique trame ici sa réflexion sur les dates clés des relations franco-allemandes depuis 1918, en particulier les motivations du général de Gaulle pour conclure le traité. Le cadre européen et son évolution entre Jean Monnet et de Gaulle est redessiné par le politologue allemand Werner Weidenfeld, Michel Tatu et Charles Hargrove.

La seconde partie du dossier développe les comparaisons entre les jeunes générations (Reinhard Wilke, Bertrand

Girod de l'Ain), la réalité des conflits de générations (Iring Fetscher) et les degrés divers de prise de conscience devant l'évolution technologique (Gerhard Kiersch, Sabine von Oppeln). Une utile chronologie conclut le dossier.

Depuis le premier été de l'après-guerre, *Documents* et son homologue allemand *Dokumente* (qui, exceptionnellement, publient cette fois le même numéro dans chaque langue) ont joué un rôle majeur dans la transformation des esprits et l'information récipro-

que. Avant l'Office franco-allemand pour la jeunesse, le BILD (Bureau d'information, de liaison et de documentation), organisme privé dont elles dépendent, a développé les échanges de jeunes et de spécialistes dans tous les domaines. De cet apport tout à fait exceptionnel, marqué par la patience et le sens du possible, du réalisable au jour le jour, il serait bien nécessaire que l'historique fût entrepris. A travers les évolutions des préoccupations et des hommes, une permanence sans analogie se marque. Rarement sur une aussi longue durée, une

revue a pu exercer une telle influence.

Parmi toutes les forces qui ont créé les faits d'où est sortie la nécessité du traité franco-allemand, le BILD et *Documents* méritent une place particulière. Joseph Rovin en a pris la responsabilité principale, maintenant et assurément, contre la mythologie du « franco-allemand », la lucidité de l'analyse, le sens du réalisme, sans pourtant dénier sa place à l'espoir.

J. N.

* *Documents*, 4-82, 208 pages, 50 francs de Laborde, 75008 Paris, 30 F.

**FRED SOLDE
SA MAROQUINERIE
RUE ROYALE!**

6-21 janvier 1983

FRED

6, rue Royale Paris 8^e, Tél. : 260.30.65.

Les rendez-vous de la semaine

Voici les principaux
événements prévisibles
qui jalonnent
la semaine
du 16 au 23 janvier.

16 M. Philippe Seguin, député R.P.R. des Vosges, invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde ».

M. Giscard d'Estaing sera, lui, à Europe 1 dans l'émission du « Club de la Presse ».

16-17 M. Mitterrand en visite au Bénin et M. Gromyko à Bonn.

17 Le premier ministre japonais, M. Nakasone, se rend aux États-Unis. Il est reçu par M. Reagan le 18.

17 Tennis : début des Masters.

17-18 Réunion à Paris des ministres des finances du « groupe des Dix ».

17-18 Conseil des ministres de l'Agriculture des Dix.

18 M. Mitterrand au Gabon (jusqu'au 19). M. Diego Cordovez, chargé de mission des Nations unies pour l'Afghanistan, se rend au Pakistan.

18 Assemblée du C.N.P.F.

19 Échéance du mandat des forces des Nations unies au Li-

ban (FINUL), d'ores et déjà prorogé.

19 M. Laurent Fabius et Yvon Gattaz participent à la première émission du « Magazine politique » TF 1 à 20 h 30.

20 Anniversaire du traité franco-allemand : discours de M. Mitterrand devant le Bundestag (voir ci-dessus).

20 Colloque de l'Institut de recherches marxistes, à l'occasion du centenaire de la mort de Karl Marx, à l'Hôtel Novotel de Bagneux (jusqu'au 22).

20 Arrivée du rallye automobile Paris-Alger-Dakar.

20 Première convention nationale des villes câblées et des télévisions locales : « Téléclubs 83 » à Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne).

20-21-22 P.S. : rencontres des acteurs du changement sur les thèmes : « Culture, mentalité et changement », « la Société française et le changement », « Mutations économiques et changement social ».

21 Congrès du S.P.D. à Dortmund.

Réunion des ministres des affaires étrangères du « comité des Sept » à Rabat.

21 Visite de M. Kohl à Paris.

22 Convention nationale sur les problèmes posés par le terrorisme, organisée par Renouveau juif à l'Hôtel Sofitel-Sèvres 75015 Paris.

22 Visite à Paris du premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez.

22 Départ du 51^e rallye automobile de Monte-Carlo.

23 M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, invité au « Grand Jury R.T.L.-le Monde » et M. Georges Marchais au « Club de la Presse » d'Europe 1.

23 Congrès extraordinaire du R.P.R. à Paris pour présenter son plan de redressement.

23 Visite en France du président bolivien.

étranger

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Poussée de fièvre à Londres

A peine rentrée de son voyage aux Maldives — « Un devoir et un plaisir », a-t-elle dit, — M^{me} Thatcher a pu mesurer que les braves recueillis à Port-Stanley ne mettaient aucunement son gouvernement à l'abri des revers et des difficultés. Elle a retrouvé, en regagnant Londres, une situation dégradée, une crise politique et des milieux financiers en proie aux rumeurs et aux spéculations.

Cette fièvre avait pour signe le plus manifeste la baisse inquiétante de la livre sterling sur le marché des changes, à la fois cause et conséquence d'interrogations de plus en plus insistantes sur l'éventualité d'élections législatives anticipées. Le parti travailliste exige un débat d'urgence sur la situation financière, tandis que M. Heath, ancien premier ministre conservateur, et M. Jenkins, leader de la nouvelle formation social-démocrate, invitent d'une même voix le cabinet à résigner.

Paradoxalement, ce pèlerinage de M^{me} Thatcher sur cet archipel du bout du monde, où la victoire britannique a symbolisé la pérennité du premier ministre et le succès qui couronne généralement une réélection, loin de dissiper l'incertitude, a eu plutôt l'effet inverse. Considéré par certains comme un geste préélectoral, il a encore accru les spéculations sur l'immensité d'un nouveau scrutin, même si l'annonce du chef du gouvernement s'est aussitôt employée à dissuader une telle hypothèse.

Le premier ministre devait reprendre l'offensive durant ce week-end, en développant deux arguments. Le premier est que le gouvernement a la situation bien en main. L'inflation a été ramenée à moins de 7 %, la maîtrise des finances publiques a été restaurée, et l'état de la balance des paiements ne justifie aucune spéculation contre la livre. En second lieu, sur le plan politique, Mme Thatcher compte insister sur la stabilité de son gouvernement et sa fidélité à la politique de rigueur.

Même si les arguments en faveur d'élections prochaines ne manquent pas, à commencer par les derniers sondages, Mme Thatcher devait d'abord s'efforcer de calmer le jeu. En outre, elle a toujours insisté sur le fait qu'elle avait besoin de deux législatures complètes pour accomplir sa tâche.

LE VOYAGE DE M. MITTERRAND EN AFRIQUE NOIRE

« Je veillerai moi-même à ce que la France reste fidèlement à vos côtés »

a déclaré le chef de l'Etat à Lomé

Lomé. — La visite d'un président français dans une capitale d'Afrique francophone est généralement l'occasion d'un geste, plus ou moins important, à l'égard de son hôte. A ce titre, le général Eyadéma pourra s'estimer relativement satisfait. Quel que soit son sentiment à l'égard du régime togolais, M. Mitterrand, qui quitta, ce samedi 15 janvier en début d'après-midi, Lomé pour Cotonou, a non seulement offert sa caution au régime togolais, mais il s'est engagé à l'aider à faire face à la crise.

Vendredi après-midi, devant un public de militants du parti unique, chargé de l'accueillir dans un amphithéâtre où rien n'avait semblé laissé à l'improvise, le président de la République, dans un discours en partie improvisé, a énuméré une série de promesses. « Dans son œuvre de

promotion économique et sociale, a-t-il dit, le Togo peut compter sur le maintien de l'aide de la France, qui ne connaît ni réduction ni traitement déstabilisant, et même, nous en avons parlé, sur certains points essentiels, cette aide sera renforcée. » Entre autres, a-t-il précisé, « la participation technique apportée par des spécialistes français sera redéployée et concentrée pour tenir compte des besoins particuliers du Togo ».

Tirant déjà la conclusion du séjour qui, jusque-là, s'était déroulé dans un climat très amical, le chef de l'Etat a ajouté que, « dans ce passage tourné », de l'histoire du Togo, « je veillerai moi-même à ce que la France reste fidèle à vos côtés ». « Elle continuera, a-t-il poursuivi, d'expliquer la cause du

De notre envoyé spécial

Togo aux organismes financiers internationaux ; elle consacrera dans le cours même de cette année un effort important pour rétablir les équilibres compromis. »

Si elliptiques soient-elles, ces formules ont visiblement traduit la volonté d'engagement du chef de l'Etat, qui semble avoir été sensible — en tout cas, il ne s'est pas fait faute de le mentionner — au fait que le Togo demeure pratiquement autosuffisant sur le plan alimentaire, ce qui est loin d'être négligeable, même quand les investissements dans les autres secteurs se sont traduits par des échecs apparentement patent.

Si M. Eyadéma pouvait donc éprouver encore quelques doutes sur l'attitude de Paris à son égard, le voilà sans doute rassuré. Les Fran-

çais vont appuyer dans sa négociation avec le Fonds monétaire international, qui a de bonnes chances d'aboutir, ils vont probablement lui offrir une aide budgétaire supplémentaire. Ils vont, de toute façon, l'aider à « rétablir les équilibres compromis », le tout dans le cadre de cet effort de « sécurité » et en faveur du « développement » que M. Mitterrand entend poursuivre à l'égard des Etats d'Afrique francophone qui, il l'a redit vendredi, occupent « une place privilégiée dans les orientations de politique et de coopération française ».

Faisant suite aux entretiens privés de vendredi matin — au cours desquels le chef de l'Etat était notamment entouré de MM. Cheysson, Nucci et Penne, — ce discours augure bien des futures relations

franco-togolaises. De la part de Paris, le général Eyadéma pouvait difficilement espérer davantage, notamment, pour reprendre son expression, « dans la foulée des manifestations marquant notre libération nationale », puisque le régime a célébré jeudi le seizième anniversaire du coup d'Etat du 13 janvier 1967.

Sans attendre le défilé de samedi matin, le chef de l'Etat et son épouse ont pu mesurer la cordialité de l'accueil qui leur a été réservé. L'un et l'autre ont été décorés par le général Eyadéma. A l'occasion du dîner de gala offert vendredi soir par les Togolais, on a même vu M. Mitterrand, visiblement amusé, reprendre le refrain des Chevaliers de la table ronde dans une atmosphère toujours chaleureuse.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Les dirigeants béninois attendent une relance de la coopération avec Paris

Cotonou. — La République populaire du Bénin est à l'Afrique de l'Ouest ce que la République populaire du Congo est à l'Afrique centrale. De part et d'autre de l'équateur, au « printemps » de Brazzaville, répond celui de Cotonou. Dans les deux cas, deux régimes militaires, continuant de se réclamer du marxisme-léninisme, refusent de renoncer à un vocabulaire révolutionnaire dont l'usage dissimule mal une orientation politique interne de plus en plus « libérale » et des choix qui, en politique étrangère, se caractérisent par une ouverture prononcée vers l'Ouest.

Vers Paris notamment, où le changement de majorité a ouvert de nouvelles perspectives. On veut oublier les tensions anciennes, les rancœurs nées de la tentative de débarquement du 16 janvier 1977, dans laquelle la France avait indirectement été impliquée en raison de la participation du mercenaire Bob Denard. Tandis que se poursuivent les échanges de visites entre dirigeants du parti unique béninois et diri-

geants des « partis frères », soviétique et cubain notamment, on ne se cache plus pour critiquer l'insuffisance et l'inefficacité de l'aide soviétique. Contrairement aux Chinois, qui ont édifié de 1976 à 1982 l'immense stade de l'Amitié, dont le coût est estimé à plus de 10 milliards de francs C.F.A. (1), les Soviétiques, remarque-on, n'ont laissé aucune trace visible de leur présence. Aussi, comme on remet en cause le principe même des sociétés d'Etat, on s'interroge de plus en plus sur le bilan de la coopération soviéto-béninoise. Bref, fût-ce amicalement, on reproche, d'ores et déjà à la France d'avoir laissé un vide politique depuis dix ans et on l'invite à le remplir.

Les deux visites à Paris du président Kérékou en septembre et novembre 1981, suivies de celles de plusieurs de ses ministres, sont de nature à relancer le dialogue franco-béninois. Le réalisme y pousse d'autant plus les dirigeants de Cotonou que la France, premier client et pre-

De notre envoyé spécial

mier fournisseur, reste aussi le premier bailleur d'aide et que la conjoncture internationale est de nature à aggraver les difficultés financières du moment. « La France est et demeure notre plus fidèle amie ; c'est un legs historique... », nous a dit à ce propos un jeune technocrate pourtant peu suspect de sympathie colonialiste.

Sur le plan économique, l'agriculture reste la principale ressource, mais elle est peu développée. En ce qui concerne le commerce extérieur, on sait que les importations sont deux fois plus importantes — 110 milliards de francs C.F.A. — que les exportations (50 milliards). Sur ces 50 milliards, plus de 44 concernent des réexportations, surtout à destination du Nigeria. Cela signifie que le Bénin ne dégage que 6 milliards de production propre (tourteaux, palmistes, huile de palme).

Plus de 70 % des recettes budgétaires proviennent des taxes dous-

nières à l'importation. Dans un pays où il n'existe pas d'impôt sur le revenu et où le budget d'investissement repose exclusivement sur l'aide extérieure, les problèmes d'équilibre budgétaire sont plus qu'épineux. S'y ajoute une augmentation dangereuse de la dette extérieure, estimée à 71 milliards de francs C.F.A. en 1982, dont près de 4 milliards à l'égard de la France, et près de 13 milliards vis-à-vis de l'Union soviétique. Il est vrai que, jusqu'à une date récente du moins, le Bénin était considéré comme honorant ses dettes.

Il est exact également que le port de Cotonou, dont le trafic est deux fois plus important que celui de Lomé au Togo, peut être développé et constituer un utile appoint de recettes. D'autre part, le début de l'exploitation du pétrole découvert offshore par la compagnie américaine Union Oil en 1969 fait lever certaines espérances. Une équipe de plusieurs dizaines de Norvégiens devrait commencer, le mois prochain,

l'exploitation effective au large de Porto-Novo. Avec sagesse, le gouvernement de Cotonou n'a pas intégré les éventuels profits pétroliers au budget national. Tout se déroule comme si, officiellement du moins, la production pétrolière béninoise qui, au demeurant, sera purement symbolique — 5 000 barils par jour (2) — ne devait entraîner aucun profit financier. Psychologiquement pourtant, M. Kérékou et ses amis attachent une grande importance au démarrage de l'opération en cours.

On souhaiterait d'autre part, ici comme à Brazzaville, mettre à profit l'entrée discrète dans le club africain des producteurs de pétrole pour prendre ses distances avec le partenaire soviétique et se rapprocher de la France.

PHILIPPE DECAENE.

(1) 1 franc C.F.A. = 0,02 franc.

(2) Soit sept fois moins que la production française, pourtant elle-même considérée comme très faible.

M. Jean-Pierre Cot : si on ne jouit plus de l'appui du chef de l'Etat...

Pour la première fois depuis son départ du gouvernement, le 8 décembre dernier, M. Jean-Pierre Cot, ancien ministre délégué à la coopération et au développement, s'est exprimé vendredi 14 janvier au journal d'Antenne II, levant ainsi le voile sur les raisons de son départ.

« Il me semble indispensable que le président de la République ait la responsabilité majeure dans le domaine de la politique étrangère et, s'agissant de l'Afrique où des liens d'affection, d'amitié personnelle, sont tellement forts et importants, il est normal que ce soit du domaine réservé. Reste à gérer le domaine réservé, et ce n'est pas une chose facile », a notamment déclaré le ministre.

Accréditant les interprétations faites au moment de son départ sur les difficultés existant entre la rue Monsieur et le conseiller présidentiel pour les affaires africaines, le

ministre a poursuivi (...) : « Je dis que l'articulation institutionnelle entre le président de la République, son conseiller pour les affaires africaines, Guy Penne, en l'espèce aujourd'hui, le ministre des relations extérieures, le ministre délégué à la coopération et au développement, cette articulation n'est pas une chose simple, et cela ne se résout pas en deux coups de cuiller à pot. »

Répondant ensuite à des critiques sur sa politique, le ministre a dit : « Une politique ne peut pas plaire à tout le monde, c'est l'évidence, et je dirai que moi, je me refuse à juger une politique étrangère au fait que cela fasse plaisir à tout le monde ou que cela déplaît à certains. Une politique doit renforcer l'autorité de la France, concourir aux objectifs que la France s'assigne et, de ce point de vue, une politique, à partir du moment où elle est menée avec

une certaine cohérence et une certaine rigueur, évidemment, fait moins plaisir qu'une absence de politique. La période des petits cadeaux est passée et, de ce point de vue, ceux qui recevaient les petits cadeaux ont quelquefois du chagrin. La politique des droits de l'homme est une politique qui, nécessairement, plaît moins à certains que l'absence de politique des droits de l'homme. Sur différents exemples, il me semble, il faut savoir ce qu'on veut. »

A une question de Paul Nahon sur les divergences qui ont été évoquées entre M. Cot et M. Mitterrand, l'ancien ministre a répondu : « Dans un domaine réservé, il faut jouer d'un appui positif et constant du chef de l'Etat. Cela paraît indispensable. A partir du moment où cela n'est plus tout à fait le cas, cela veut dire que le temps est venu de passer à autre chose. »

Mozambique

Quatre rebelles exécutés publiquement

Maputo (A.F.P.). — Quatre membres de la « Résistance nationale du Mozambique » (R.N.M.) opposition armée au gouvernement de Maputo ont été exécutés publiquement, jeudi 13 janvier, à Macia, 145 kilomètres au nord de Maputo, a annoncé, vendredi, la radio Mozambicaine.

Selon la radio, les quatre personnes qui ont été capturées dans la localité de Chicalacuala, à la frontière du Zimbabwe, ont été interrogées en public par le lieutenant-général Sebastião Mabote, chef des forces armées mozambicaines, et ont avoué avoir attaqué des trains de marchandises et endommagé la voie ferrée qui relie le Mozambique au Zimbabwe. Ils ont ensuite été exécutés « selon la volonté du peuple », a précisé la radio.

Quarante personnes ont été condamnées à mort depuis 1978 par un tribunal militaire spécial mis en

place par le gouvernement du président Samora Machel pour lutter contre les actions de la R.N.M., qui dispose, selon Maputo, du soutien de l'Afrique du Sud, et est accusé d'exécutions sommaires et de destructions de voies de communications, de villages et de cultures.

D'autre part, la R.N.M. a revendiqué l'enlèvement, le 22 décembre dernier, dans le nord du Mozambique, de deux ingénieurs français qui travaillaient à l'installation d'une ligne électrique à haute tension. Les deux hommes doivent être libérés prochainement, a annoncé, le 11 janvier dernier, le porte-parole du M.N.R. à Lisbonne. (Le Monde du 14 janvier).

En juillet dernier déjà, sept opposants armés (six Mozambicains et un Sud-africain), condamnés à mort par le tribunal militaire de Maputo avaient été exécutés (Le Monde du 13 juillet 1982).

TWA Flâneries Américaines

Floride en liberté 4870 F.

2 nuits à New York, 3 nuits à Orlando, visite de Disneyworld et Epcot, 2 nuits à Miami... et voiture gratuite pendant 5 jours en Floride.

Prix moyen par personne sur la base d'un couple et 2 enfants.

Vous plaire nous plaît.



étranger

Pologne

L'entêtement d'un « simple citoyen »

M. Lech Walesa, après l'échec de sa tentative de vendredi 14 janvier, compte se présenter à nouveau lundi aux élections de Gdansk pour y réclamer sa réintégration au poste d'électro-monteur qu'il occupait auparavant. Selon la loi polonaise, tout permanent syndical doit être réintégré dès qu'il a obtenu son mandat. Solidarnosc ayant été mise hors la loi le 13 décembre, M. Walesa n'est plus pour les autorités qu'un « simple citoyen », en tant qu'ancien président de l'ancien syndicat Solidarnosc, même s'il n'est pas traité comme tel (le Monde du 15 janvier).

A la direction des chantiers, on indique qu'il n'y a « aucun obstacle » à l'embauche de M. Walesa à condition qu'il présente une attestation officielle de son dernier lieu de travail. Un tel certificat ne peut être délivré que par le liquidateur des biens du syndicat. C'est ce liquidateur qui lui avait d'ailleurs donné un congé de deux mois le 16 décembre. M. Walesa comptait ce jour, un mois après sa libération, prononcer une allocution devant les chantiers navals ; mais il fut emmené de force chez le commissaire aux comptes pour s'expliquer sur la comptabilité de Solidarnosc. Le liquidateur avait fait savoir avant son entrevue avec M. Walesa qu'il avait relevé des « irrégularités » dans l'utilisation des fonds syndicaux. Il peut très bien refuser le certificat réclamé à présent par les chantiers pour l'embauche, s'il estime encore avoir besoin de lui.

Portugal

M. Crespo, candidat des partis de la majorité pour former un gouvernement

Lisbonne (A.F.P.) - Les partis de la majorité de centre droit ont réussi à surmonter vendredi 14 janvier leurs divergences et ont choisi un candidat commun pour former un nouveau gouvernement. Un sommet de la dernière chance a permis aux trois partis de l'Alliance démocratique de se mettre d'accord sur le nom d'un social-démocrate, M. Vitor Crespo, pour former ce nouveau gouvernement de coalition, a annoncé un communiqué commun.

Après l'acceptation du nom de M. Vitor Crespo par le président de la République, les partis s'engagent à constituer dans les plus brefs délais le nouveau gouvernement et à présenter son programme à l'Assemblée de la République (Parlement), a ajouté le communiqué.

Autriche

Découverte d'un trafic d'armes en provenance de Tchécoslovaquie

Les autorités et la presse autrichiennes s'interrogent sur l'origine et la destination d'un chargement d'armes et de munitions saisi dans la nuit de mardi à mercredi, à Kleinbalsdorf, à la frontière austro-tchécoslovaque. Dans ses commentaires, la presse évoque notamment les hypothèses d'une filière terroriste et d'une éventuelle complicité tchécoslovaque.

Les trois convoyeurs, un ressortissant tchécoslovaque vivant à Vienne, Petr Bardon, conducteur du véhicule, et deux citoyens autrichiens devaient être déférés devant un tribunal. Ils transportaient trois cents pistolets de fabrication tchèque (type CZ-70 de 7,65 millimètres et CZ-75 de 9 millimètres parabolique), sept fusils automatiques Kalashnikov pour tir de précision, plusieurs pistolets-mitrailleurs et quinze mille cartouches.

Parmi les documents saisis chez les trafiquants figuraient des permis d'achat au nom d'armuriers autrichiens, et notamment un à celui de l'armurier Grillmayer, qui fait partie des trois trafiquants arrêtés. Or c'est avec un permis détourné de cet armurier qu'a été acheté en Suisse le

« En luttant pour mes droits, je lutte pour des droits normaux en faveur du monde du travail », a dit M. Walesa après la réouverture de son appartement. « On applique à mon égard une tactique spéciale, car de nombreux intellectuels ont retrouvé leur travail sans qu'on leur oppose ce genre d'obstacle. » Puis après avoir déposé une lettre présentant ses arguments au poste de garde des chantiers, M. Walesa, constamment suivi par une voiture banalisée, a regagné son appartement.

A Varsovie, les services de sécurité de la milice ont découvert dans une villa de la banlieue de Varsovie une « imprimerie illégale » de la maison d'édition indépendante Nowa, qui se spécialisait dans les ouvrages interdits en Pologne.

Enfin des préparatifs sont en cours pour un douzième plénum qui confirmera les principes marxistes-léninistes du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), a indiqué un membre du bureau politique, M. Stanislaw Kalkus, dans une interview au *Standard Młodych*, organe des jeunes communistes. Selon M. Kalkus, une telle « confirmation » est rendue nécessaire par « certains doutes » qu'éprouvent encore « de nombreux membres du parti » quant à savoir si le POUP n'est pas en train de « s'éloigner de cette ligne ».

Le POUP, selon un responsable des services administratifs, compte 2 370 000 membres. Entre août 1980 et décembre 1982, il en a perdu 779 000, et a enregistré 7 000 adhésions en 1982.

Le sort du quatrième gouvernement de l'Alliance démocratique est maintenant entre les mains du président de la République. Récemment, le général Eanes n'avait pas écarté la dissolution du Parlement si l'Alliance démocratique ne lui présentait pas, avant le 15 janvier, « une solution solide » pour sortir de la crise.

Le parti social-démocrate, principale formation de la coalition qui a proposé M. Crespo, avait lancé mercredi un ultimatum à ses partenaires du centre démocratique et social, divisés après la démission de leur président, M. Freitas do Amaral, pour qu'ils s'engagent davantage dans la formation du gouvernement.

Le parti social-démocrate, principale formation de la coalition qui a proposé M. Crespo, avait lancé mercredi un ultimatum à ses partenaires du centre démocratique et social, divisés après la démission de leur président, M. Freitas do Amaral, pour qu'ils s'engagent davantage dans la formation du gouvernement.

A Rome, M. Antonov, arrêté le 25 novembre pour « concours actif » dans cet attentat, a été confronté mercredi avec un témoin de l'accusation, a-t-on appris jeudi. Ce témoin, indique-t-on officiellement, n'est pas un détenu. L'hypothèse selon laquelle M. Antonov aurait été confronté pour la deuxième fois depuis le début de la semaine avec Ali Agca, condamné à la réclusion perpétuelle, est donc erronée. Les tribunaux italiens doivent se prononcer, d'ici à quelques jours, sur une deuxième demande de mise en liberté provisoire déposée par les avocats de M. Antonov. Ils avaient débouté une première demande en décembre dernier. D'autre part, des fonctionnaires de la division italienne d'Interpol ont ramené de R.F.A., vendredi 14 janvier, M. Musa Cedar Celebi, de nationalité turque, inculpé à Francfort sous l'accusation d'avoir conspiré contre la vie du pape. (A.F.P.)

browning dont s'est servi Ali Agca. Lors de l'attentat du 13 mai 1981 contre le pape Jean-Paul II, M. Grillmayer avait, l'été suivant, perdu sa concession d'armurier.

ÉTATS-UNIS. - Le colonel Ochoa Perez, qui avait mis fin, le 12 janvier, à sa rébellion contre le ministre de la défense, a accepté, vendredi 14 janvier, de se rendre aux États-Unis pour y suivre les cours de l'École interaméricaine de défense, une des six écoles de guerre du Pentagone. Le Front Farabundo Martí de libération nationale a, d'autre part, poursuivi vendredi son offensive, commençant le 9 janvier, en prenant le contrôle de plusieurs localités dans le nord et l'est du pays. La

Hongkong : digérés dans quinze ans ?

Dans quinze ans, Hongkong devrait réintégrer le continent chinois, celui de la République populaire. Ceux que l'on appelle les intellectuels s'inquiètent déjà...

L'échéance de 1997, qui doit marquer, en principe, la rétrocession à la Chine des « Nouveaux Territoires » (qui couvrent les neuf dixièmes de la superficie de la colonie britannique) préoccupe tout particulièrement les intellectuels. Un nombre impressionnant d'articles de la presse locale ressassent toutes les hypothèses concernant une éventuelle reprise par la Chine de la colonie britannique. Les journalistes y expriment au passage une anxiété qui leur est propre, et qui tient à leur statut. Que deviendront-ils si la Chine reprend le contrôle effectif de Hongkong en 1997 ? A supposer qu'un compromis soit trouvé entre Londres et Pékin, qui permette aux Britanniques de continuer à gouverner Hongkong, ne réduira-t-il pas leur liberté d'expression ?

Pour un peu plus de cinq millions d'habitants, Hongkong compte une trentaine de quotidiens en langue chinoise, et davantage de revues, de toutes tendances. L'éventail des opinions exprimées va des journaux communistes officiels (le *Da Gong Bao* étant le plus important) aux organes de Taiwan, en passant par les journaux « de gauche » (souvent plus nationalistes qu'idéologiques), ceux de « droite » (souvent plus anticommunistes que partisans de Taiwan), ceux consacrés au seul tiers, et aussi des revues anarchistes, trotskistes, de défense des droits de l'homme en Chine, de chrétiens de gauche prônant une plus grande justice sociale dans la ville, etc. Hongkong est, incontestablement, le seul lieu de l'espace chinois où existe une véritable liberté d'expression, une liberté que ne connaissent ni Singapour ni bien entendu Taiwan.

Les pressions de Pékin

Il n'y a pas, à Hongkong, de censure de la presse écrite, bien que les médias fassent l'objet d'une surveillance constante de la part du gouvernement. C'est ainsi qu'une association d'anciens immigrés clandestins venus de Chine populaire, « Les Vagabonds », violemment anticommuniste et vraisemblablement manipulée par les services secrets taiwanais, s'est vu refuser toute existence légale. Le gouvernement de Hongkong se montre en effet extrêmement soucieux de ménager la susceptibilité de Pékin. Si la presse écrite est libre, le cinéma et la télévision font l'objet d'une censure stricte. En 1981, celle-ci avait laissé passer par inadvertance un film taiwanais, *Un hiver froid à Pékin*, qui décrit les excès de la révolution culturelle. Le lendemain, sur simple coup de téléphone de l'Agence Chine nouvelle - qui remplit à Hongkong les fonctions d'une ambassade - le film était retiré de l'affiche.

Étant donné que la présence chinoise ne fera que s'accroître

dans les années à venir, peut-on raisonnablement espérer que la liberté dont jouit la presse sera maintenue ?

Certains signes donnent à penser le contraire. Tout d'abord en Chine, où la reprise en main des intellectuels et l'emprisonnement de contestataires aussi modérés et aussi inoffensifs que M. Xu Wenli (1), ont pour la première fois, amené la presse et les organisations étudiantes de gauche à critiquer durement la politique de Pékin et à prendre la défense des dissidents emprisonnés. Mais aussi à Hongkong même, où deux affaires ont jeté les intellectuels dans le désarroi. La première est la disparition, au bout de deux mois, du quotidien *Zhengming*, lancé en 1981 par l'hebdomadaire du même nom, célèbre chez les « *China watchers* » pour la fiabilité de ses sources concernant la politique intérieure chinoise. Cet hebdomadaire passait, en 1978 et 1979, pour refléter le point de vue de M. Deng Xiaoping. Il est maintenant, dit-on, la bête noire de Pékin, qui lui reproche d'en dire trop, de bénéficier de fuites volontaires de la part d'un certain nombre de cadres du parti et de prendre la défense des dissidents emprisonnés. Officiellement, si *Zhengming* quotidien a cessé de paraître, c'est pour des raisons financières ; mais les pressions exercées par Pékin en sont la véritable cause.

Une « stratégie de la digestion » ?

La deuxième affaire est l'affaire Luo Fu (1). Directeur d'un important quotidien communiste de Hongkong, le *Nouveau Journal du soir* (*Xin Wan Bao*), M. Luo Fu, membre du parti, a été « convoqué » à Pékin au mois de mai dernier, alors qu'il effectuait un voyage à Canton. Il est, depuis, emprisonné sans jugement. On lui reprocherait ses contacts trop étroits avec des journalistes étrangers.

Que Pékin ait pu agir avec une telle désinvolture à l'égard d'un journaliste communiste qui résidait à Hongkong depuis trente ans a paru de très mauvais augure à l'ensemble des écrivains et journalistes de gauche, qu'on appellerait en France des « compagnons de route ». Curieusement, les journalistes de la presse de droite (proche de Taiwan) n'ont pas les mêmes appréhensions. Selon eux, Pékin a trop besoin de donner des gages de sa bonne volonté concernant la réunification pacifique avec Taiwan pour se permettre de les importuner.

En revanche, certains journalistes de gauche ne cachent pas qu'ils sont déjà en quête d'un visa pour l'étranger, au cas où les choses « tourneraient mal ». Mais les visas d'immigration, que les États-Unis et le Canada délivraient avec générosité il y a encore cinq ou six ans, s'obtiennent, en ce climat de récession mondiale, avec difficulté. Il faut parfois se rabattre sur des pays peu attrayants, comme la République Dominicaine, dont les visas d'immigration se négocient, dit-on, autour de 15 000 dollars à Hongkong (autant de nos francs).

Un journaliste justifie son pessimisme en ces termes : « Si Hongkong est appelée, à plus ou moins long terme, à devenir une « zone administrative spéciale » chinoise, comme semble l'indiquer certains articles tirés de la Constitution actuellement à l'étude, cela signifie que les grands principes de la Constitution chinoise seront applicables dans une telle zone, même si l'on prend soin de préciser que cela se fera en fonction de la situation concrète. Comment imaginer qu'on nous octroie le droit de nous opposer, dans nos écrits, aux « Quatre Principes » ?

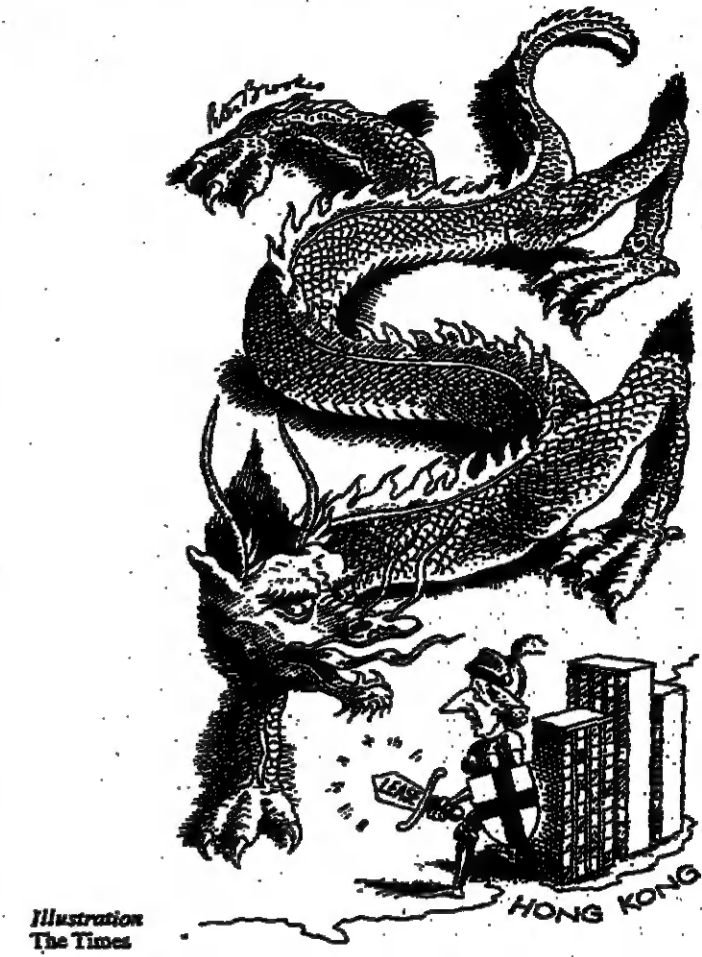


Illustration The Times

Notre interlocuteur cite, en outre, les propos tenus par M. Hu Yaobang lors d'une conférence concernant les deux provinces de Guangdong et du Fujian, qui s'est tenue en février dernier : « Il faudra mettre en œuvre, dans un avenir proche, la méthode selon laquelle un pays uni peut tolérer en son sein deux systèmes sociaux différents, et résoudre par là le problème de la restitution de notre souveraineté à Hongkong et à Macao, ainsi que la réunification de Taiwan. Telle est la ligne politique que les conditions historiques nouvelles nous imposent. » Or, pour justifier cette « nouvelle ligne politique » sur le plan doctrinal, M. Hu Yaobang s'est explicitement référé à la NEP de Lénine, et particulièrement au système des concessions (2). Pour notre interlocuteur, cette référence est peu rassurante car elle révèle une nouvelle stratégie de Pékin vis-à-vis de Taiwan et de Hongkong : « Les « zones économiques spéciales » ne sont pas seulement destinées à réaliser des joints venturiers avec l'Occident. Dans l'esprit des dirigeants chinois, elles doivent absorber un jour les « zones administratives spéciales » (Hongkong, puis Taiwan) qui leur feront face. »

Comme notre interlocuteur ne croit pas du tout à la coexistence de « deux systèmes dans un pays uni », il désire quitter la colonie.

Nous sommes Chinois, non ?

Il n'est pas seul dans ce cas. Un sondage récent, reproduit par la *Far Eastern Economic Review*, indiquait que 22 % de la population « quitteraient Hongkong par n'importe quel moyen » si la Chine venait à en reprendre le contrôle. Mais par quels moyens ? Le sondage ne posait pas cette question, et s'il l'avait posée, il est probable qu'il n'aurait pas suscité beaucoup de réponses précises. Seule la grande bourgeoisie locale a les moyens de partir.

On aurait tort d'en déduire que la majorité de la population se trouve dans cet état d'esprit. Le partage-t-on quand on a vingt-deux ans, qu'on est ouvrier affecté à l'entretien du métro, payé moins de 2 000 francs par mois, et qu'on occupe 8 mètres carrés dans un appartement loué par huit personnes ? La Chine, dit Huo Zhihong, a bien récupéré Shanghai. Elle récupérera Hongkong, c'est fatal. Huo est patriote avant tout ; il n'aime pas les Anglais. Il se déclare « plutôt optimiste » quant à l'avenir de Hongkong.

que la Chine, selon lui, saura reprendre tout en maintenant sa prospérité actuelle. Li Peixian, vingt ans, ouvrier dans le textile, gagnant l'équivalent de 1 800 francs par mois, trouve carrément saugrenue notre question sur « l'incertitude de l'avenir ». Elle rétorque : « Qu'avons-nous à craindre de l'avenir. Nous sommes Chinois, non ? »

Mais ni Hu ni Li ne parlent le *putonghua* (la langue nationale, basée sur le dialecte de Pékin) que tout jeune Cantonais de Chine parle couramment. Tous deux sont dans une ignorance étonnante des réalités de la vie quotidienne en Chine. Hu a visité Canton deux fois ; Li, jamais. Tous deux sont nés dans la colonie, dont ils sont, quoi qu'ils en disent, de purs produits. Ils n'aiment guère les jeunes immigrés arrivés de Chine ces dernières années, qu'ils trouvent « faibles », « bagarriers ». La Chine, pour eux, c'est surtout la mer patrie, dont on n'a rien à redouter. Évoque-t-on devant eux les arrestations arbitraires, l'omniprésence de la *Gong'anju* (le K.G.B. chinois) et ils tombent des nues.

Il y a là une réalité que masquent certains sondages. Celui que nous citons plus haut indiquait que pour 67 %, la population était opposée à ce que la Chine reprenne le contrôle effectif de Hongkong. Mais si la question posée avait été : « Souhaiteriez-vous le maintien de la présence anglaise ? », il y a fort à parier que le pourcentage de « non » eût été écrasant, même chez les intellectuels. Demander explicitement le maintien d'une présence étrangère liée à un passé humiliant (les guerres de l'opium) serait un sacrilège.

Il reste à savoir comment la Chine va négocier avec la Grande-Bretagne le recouvrement de sa « souveraineté » sur Hongkong. Le moindre faux pas pourrait entraîner une panique bancaire, qui aurait des conséquences immédiates sur le niveau de vie de l'ensemble de la population, particulièrement sur la classe ouvrière, dont le patriotisme risquerait alors d'être mis à rude épreuve.

HENRI LEUWEN

(1) Voir le Monde du 9 septembre.

(2) La Nouvelle politique économique (1921-1924) a accordé des « concessions », ministères notamment, à des compagnies étrangères qui, à partir de mai 1922, ont pu s'associer dans des sociétés mixtes aux capitaux d'État soviétiques.

ans?

AFRIQUE : une piétaille en mal de routes de bus et de « taxis-brousse »

Dans l'aube, des milliers de piétons, visage tendu et coude au corps, se hâtent en silence. Ils rejoignent à grande pas la zone industrielle de Nairobi. Ainsi va l'Afrique, à pied, à l'heure où le rallye Paris-Dakar tente de faire triompher les mécaniques.

De notre correspondant

Nairobi. — Le soir, des milliers de piétons, jambes lourdes et un peu moins empressés, grimpent une fois de plus les chemins menant à ces maussades H.L.M. tropicales, que deux ou trois saisons de pluie ont transformées en taudis de béton. Surpeuplés. Ici, comme dans les faubourgs de Lagos, Tunis ou Kinshasa, une multitude d'hommes et de femmes parcourent à pied les 5, 10 ou 15 kilomètres qui séparent leur foyer de leur lieu de travail (1).

L'inégalité devant les transports est l'une des mille injustices dont souffre le monde peuplé du tiers-monde, réduit — au sens fort — à l'état de piétaille. Pour la masse des plus pauvres, citadins et paysans, la marche est le mode de « transport » majeur, une épreuve quotidienne aussi éreintante que stérile. A Dar-es-Salaam, plus de sept habitants sur dix se déplacent à pied. Ils sont presque aussi nombreux à Tunis ou à New-Delhi. La plus cruelle des capitales est sans doute Kinshasa, enfer du piéton, aux « banlieues infimes », où l'on compte sa peine en heures de trajet. A la fatigue s'ajoute le danger. Dans les cités du tiers-monde, 60 % à 80 % des accidents mortels frappent les piétons, victimes trop vulnérables d'une circulation automobile chaotique. Bombay et Calcutta viennent en tête de ce macabre inventaire.

Les paysans sont encore moins bien lotis. Au Kenya, plus de 90 % d'entre eux ne se déplacent qu'à pied. L'agriculteur africain est d'abord un « porteur ». Une vieille femme marchant sous le poids de sa botte, remplie de charbon de bois ; un jeune homme gravit un ravin, avec sur la tête, la cuvette d'eau potable qui servira à préparer les gâteaux de maïs ; ces instantanés, saisis au détour des chemins, composent, multipliés à l'infini, le paysage humain des campagnes d'Afrique.

Les femmes y assurent 70 % du travail agricole. Ce sont elles qui

préparent les champs, déshercent, nettoient, plantent, récoltent, et transportent. Selon une étude de la Banque mondiale, conduite au Kenya, une petite exploitation familiale consomme quotidiennement 50 litres d'eau et 30 kilos de bois de chauffage. Sans oublier le fourrage, les semences, les engrais et les insecticides. Tout cela circule sur la tête ou le dos des femmes — et parfois des enfants — sur une distance pouvant atteindre 13 kilomètres. La seule collecte du bois et de l'eau accable les femmes pendant trois à six heures par jour. Dans ce domaine, partager la même détresse n'engendre pas forcément la solidarité conjugale. Dans les camps de réfugiés de Somalie, les mères de famille, épuisées, forment de longues queues devant les puits et portent l'eau, sous le soleil, comme le vent l'habitude ancestrale, tandis que les hommes paillardent à l'ombre des acacias.

L'énergie perdue du portage

La modernisation des techniques agricoles, soit dit en passant, soulage plus les hommes que les femmes. Celles-ci continuent notamment de sarcler et de récolter selon les méthodes traditionnelles. Consacrer tant d'heures et d'énergie au seul portage ne contribue guère à rentabiliser le travail paysan. Ce gaspillage humain aggrave quelquefois la pénurie de main-d'œuvre au plus fort de la saison agricole, provoquant même, comme au Malawi, des retards ou des pertes dans les récoltes.

Les campagnes du tiers-monde demeurent, pour l'essentiel, un univers clos, où l'on vit retranché. L'isolement y confine à la quarantaine. En Inde, les routes praticables toute l'année desservent seulement trois villages sur dix. Plus de trois cent mille hameaux ne sont reliés par aucune route. Encore faut-il, quand celle-ci existe, avoir les moyens d'utiliser les transports en commun. Au Kenya, les petits fermiers parcourent jusqu'à 15 kilomètres pour vendre sur le marché les produits de la terre. Leur nature périssable contraint souvent les paysans à s'en défaire au moindre prix. Face au marchand itinérant, le producteur, mal informé des variations de prix, se trouve en position de faiblesse. Les plus pauvres, perpétuellement endettés, sont toujours en quête d'argent liquide pour rembourser l'usurier.

En ouvrant l'horizon du villageois, la route le libère et lui apporte parfois le mieux-être. Dans l'Afrique côtière, les revendeuses — « mammas » ou « mammies », selon la langue du pays — ne tardent pas à faire école. Prenant exemple sur ces redoutables matrones, qui contrôlent avec fermeté le commerce de détail, la paysanne d'hier, à l'univers borné, devient vite «-t-on vu, au Libéria par exemple, les productrices de cacao écoulées en ville leur récolte, et découvrir, grâce à la route, l'argent en même temps que la liberté.

De tels « itinéraires » restent l'exception. En général, les politiques nationales de transport en milieu rural ne profitent qu'accroissement aux paysans pauvres. Certes, en Afrique, les routes profitent. Le réseau s'allonge, « en brousse », au rythme annuel de 3 %. Les routes, grandes ou petites, participent à l'éveil des campagnes. Mais elles bénéficient surtout aux fermiers et commerçants nantis, déjà pourvus de moyens de transport. Leur essor accentue la concentration des exploitations agricoles, au détriment des plus déshérités. Comme souvent en matière de développement, les programmes modestes sont préférables aux réalisations de prestige. Mieux vaudrait presque toujours améliorer dix pistes carrossables qu'inaugurer une route asphaltée. On gagnerait en qualité ce qu'on limiterait en quantité. Construire un petit pont, aménager un gué, installer un drainage sont des initiatives utiles au plus grand nombre et de surcroît hautement génératrices d'emplois. Après tout, neuf chemins d'Afrique sur dix sont voués, pour de longues années encore, à la circulation des seuls piétons, bicyclettes et chars à bœufs.

Peu de capitales du tiers-monde ont échappé ou échapperont à la « tyrannie » de l'automobile. Comme ce fut le cas naguère dans les pays industrialisés, les gouvernements d'Afrique ont plié leur politique d'urbanisme, quand ils en avaient une, aux besoins des élites fortunées. Dans les grandes cités modernes, on a percé des autoroutes, rétréci ou supprimé des trottoirs, négligé les transports publics. A Lagos, dès l'aube, l'automobile s'empare des avenues, envahit ponts et ruelles, occupe jusqu'à la moindre ruelle avant de



Pont de l'Inde. (Gravure du XIX^e siècle.)

régnier sur la ville ankylosée. A un degré moindre, Nairobi et Abidjan ont aussi leurs embouteillages des heures de pointe.

Les poids lourds qui relènt l'océan indien à l'Afrique des grands lacs traversent nécessairement la capitale kényane. Conséquence : la proportion d'accidents survenant dans le centre ville est trois fois plus forte que dans une cité britannique. A la campagne, aucun pays d'Afrique n'a vraiment suivi l'exemple

chinois, en favorisant l'usage des véhicules peu coûteux : brouettes, motoculteurs et deux-roues en tout genre.

Plus on est pauvre, plus on habite loin du centre des villes et plus on dépense — proportionnellement — pour se déplacer. Deux trajets quotidiens en autobus englobent le dixième du revenu d'un Africain de condition modeste. Comme les trains en Inde, les autobus d'Afrique ont une réputation légendaire. Outre qu'ils sont une source de déficit chronique pour les municipalités, les bus ont à peu près tous les défauts. Ils sont rares, irréguliers, bruyants, mal entretenus, bondés jusqu'au marchepied et souvent conduits par des trompe-la-mort.

« Ça fonce ! ça fonce ! »

L'espérance de vie moyenne d'un bus africain avoisine trois ans. A Nairobi, 15 % des autobus sont immobilisés. Faute de devises, l'Etat ne peut renouveler le stock des pièces de rechange. Pour un travailleur peu fortuné de Nairobi qui souhaite regagner en bus son lointain village natal, une précaution s'impose : acheter son billet la veille, au prix d'une longue queue devant le seul point de vente de la capitale. Mais s'il est un peu moins pauvre, il fera le voyage à bord d'un « matatu ».

Ils s'appellent « matatu » au Kenya, « trotto » au Ghana, « futa-futa » au Zaïre (traduction libre : « ça fonce ! ça fonce ! »). Taxis collectifs, minibus, camionnettes ou poids lourds aménagés, les experts les classent en vrac — et pompeusement — dans la catégorie des moyens de transport « paracollectifs ». Ils tiennent le haut du pavé sur les routes d'Afrique. Leur foisonnement constitue l'un des phénomènes sociaux des dix dernières années. La presse kényane évoque ces « arènes politiques ambulantes » où les passagers, pressés comme des sardines, s'abandonnent, la fatigue aidant, à quelques remarques amères contre les privilèges du régime qui roulent en Mercedes.

Certains notables utilisent même, dit-on, les chauffeurs de « matatu » comme « baromètres politiques », chargés d'ausculter les conversations sur des sujets délicats pour connaître l'opinion du peuple. Le chef de l'Etat, M. Arap Moi, accusa récemment les propriétaires de « matatu » de transporter des pamphlets subversifs à bord de leurs véhicules.

Côté maintenance ou insécurité, les « matatu » ont une aussi piètre réputation que les autobus rivaux, à vrai dire amplement méritée. Ils aggravent la congestion des villes, sont des consommateurs gloutons d'énergie, et leur conduite relève de la plus haute fantaisie. Qu'importe ! Mal-aimés du pouvoir et décriés par ceux qui jamais ne les fréquentent, les « matatu » ont d'irrésistibles qualités. La vitesse est leur atout maître. Ils répondent surtout à d'impérieux besoins, là où les bus sont rares, rares, prisonniers des horaires et des itinéraires. Ils s'aventurent sur toutes les pistes interdites aux bus, offrent un service rapide, souple et relativement bon marché, même si les paysans ne représentent encore que 2 % de leur clientèle. Chacun y trouve son compte : les passagers mais aussi les hommes d'affaires, pour qui posséder une compagnie de « matatu » est une entreprise juste, et la collectivité tout entière, car les « matatu » procurent de nombreux emplois.

Quand les « paracollectifs » sont trop peu nombreux, d'autres prennent leur place. Au Zaïre, par exemple, 40 % des véhicules appartenant aux sociétés d'Etat servent, aux heures de pointe, à transporter le personnel.

11 heures du matin, au palais de justice de Nairobi. L'une des salles d'audience, toutes portes ouvertes, est pleine à craquer. La séance est réservée aux infractions à la circulation routière. Neuf contrevenants sur dix sont des chauffeurs de « matatu ». Beaucoup ne parlent pas anglais. Assisté d'un traducteur, le juge, un Indien plutôt bon enfant, consacre quelques minutes à chaque cas. Le temps de poser une ou deux questions, toujours les mêmes : « Plaisez-vous coupable ? » « Oui ». « Avez-vous de quoi payer ? ». En guise de réponse, le coupable sort de ses poches une liasse de shillings, s'incline devant le magistrat, règle son amende à l'huissier de service et s'en va. Jusqu'à la prochaine fois...

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) La majorité des chiffres cités sont extraits d'études rassemblées par la commission des établissements humains ou habitat, organisation dépendant de l'O.N.U. et dont le siège mondial est à Nairobi.

BENIN

Le fantôme de la lagune

La lagune efface le reste du monde. Elle absorbe tout, et du poids de sa vie aquatique, de sa douceur, abolit le temps, comme si rien n'avait changé depuis une éternité. Comme si rien ne se prêtait au changement. Haut dans le ciel, les vols de canards sauvages fuient sans fin si bas devant de lourds nuages menaçants. Dans cet univers sans horizon et sans limites, la lagune apparaît comme une immense nappe d'eau sans importance, ne valant que d'être contournée. Du dedans, elle donne l'impression d'un monde dont on ne s'échappe pas. Omnipotente, elle est mer et terre, vie et mort. Elle sécrète et modifie ses propres fantômes, qui dominent les hommes et les placent à sa merci. Au Bénin, la lagune est reine.

Flots et frises aquatiques sont à peine dérangés par le glissement des pirogues et les filets des pêcheurs. En novembre, en période de hautes eaux, on ne sait jamais où commence la terre. Bambous et roseaux se plantent ici et là. Par moments, la végétation est si dense que l'arroyo est réduit à un maigre passage entre deux mondes impénétrables. Alléluia, la nappe d'eau stagnante semble s'étendre à l'infini. La lagune attend, à certains passages, une trentaine de kilomètres de large.

L'eau porte ses bruits. Cri du cormoran, chant du pêcheur. Mais même les éclats de voix des enfants lui appartiennent. Ici, l'univers est sans transition et sans contrastes, comme si, au fil des siècles, chaque élément de ce ma-

riage avait trouvé sa place, chacun se glissant dans la peau de l'autre, les hommes, les dieux, l'eau, la terre, les animaux. Peu à peu s'est fait un monde sans surprises et soumis aux lois de fétiches qu'il a créés et dont il est le reflet. Ici, le clair-obscur est volontaire. Il entretient la peur et la joie, il explique la foudre et la renaissance. Il rend l'univers intelligible.

Trois mois par an, les pirogues sur pilotis des Agnégus, à l'ouest de Porto-Novo, baignent dans l'eau. Les trente mille habitants de ces sept villages lacustres hibernent alors à leur façon. Vaches et cochons partagent de maigres enclos sans toit. L'eau coule sous un plancher recouvert d'un tapis d'écroulements et de foin. Tout à côté, de petits abris surélevés sont réservés aux fétiches. La veille et les hommes cohabitent dans les pirogues rongées par l'humidité. Aux pilotis sont amarrées les pirogues, pour la plupart petites et sans moteur. Les Agnégus vivent au rythme de la rame. L'eau apporte tout. Le poisson qui nourrit, la maladie qui tue. L'homme redoute le caïman — même quand ce dernier se fait très rare — et le troupeau de buffles sauvages. Un enfant sur deux meurt en bas âge.

Les Agnégus ont leurs lieux de culte, temple protestant ici, église catholique un peu plus loin. D'autres constructions en dur s'élèvent aujourd'hui au détour d'un arroyo : une école primaire ou l'habitation d'un pêcheur assez riche pour avoir fait transporter, par pi-

rogne, le ciment ou les parpaings nécessaires. Mais la lagune reprend vite le dessus. Le béton vieillit aussitôt, se grisaille et se mêle à celle des paillettes, renforçant ainsi l'impression de délabrement. Debout sur les frêles pirogues, d'un geste sûr, les pêcheurs lancent leurs filets qui s'étalent en rond sur l'eau et rapportent leur petit lot de nourriture. La vie tient à ce geste sans défaut, ample, qui ne dérange rien. Les hommes le savent. Les dieux aussi.

Une ruse de guerre

A deux pas d'un temple protestant, à l'occasion de l'anniversaire du représentant des féticheurs à l'Assemblée nationale révolutionnaire, les habitants fêtent un Zangbeto, « chasseur de la nuit » ou « policier de la nuit », un personnage déformé qui leur vient du début du dix-septième siècle. Après la mort, en 1610, du roi De-Koppon, ses trois fils se livrèrent une guerre impitoyable pour le trône. Le premier, Medji, l'emporta. Le second prit la fuite. Mais le troisième, Te-Agbanlin, fut cerné avec les siens par les troupes de Medji. Sur le conseil d'un courtisan, Te-Agbanlin adopta une ruse pour désemparer l'ennemi. Lui et ses partisans fabriquèrent de petites cases coniques en bambou et en feuilles sèches de bananier, avec deux orifices, dans lesquels un homme pouvait se cacher. Légère, la case pouvait être soulevée à l'aide de deux poignées intérieures. En soufflant dans une défense d'éléphant, l'homme pou-

vait alors pousser un horrible rugissement.

Terrorisés, les soldats de Medji s'enfuirent. Te-Agbanlin et les siens en profitèrent pour se sauver. Parvenus dans la région actuelle de Porto-Novo, ils firent des Zangbetos leurs « gardes de nuit » pour décourager les malfaiteurs. Seuls les initiés pouvaient, selon la coutume, voir les Zangbetos, dont femmes et enfants étaient tenus à l'écart. Cette pratique s'est perdue assez récemment quand des Zangbetos ont abusé de la situation pour voler eux-mêmes. Il en reste les fêtes. Les pieds dans l'eau, comme le reste de l'assistance, le Zangbeto danse, interpelle l'assistance, fait rire, tempête. Les enfants n'en ont pas si peur. Ils l'accompagnent dans ses pas et l'encouragent par leurs chants. De vieilles femmes mènent le bal. Les vieux du hameau remettent un peu d'ordre entre deux gorgées d'un terrible alcool de palme. Le fantôme semble prétendre à une maigre ripaille.

Pourtant, ses pareils continuent à hanter cet univers lacustre, qu'il faut une heure de route et à peine une autre de pirogue pour rejoindre de Cotonou. Une partie des hommes jeunes ont fini par s'évader de ce monde qui se referme sur tout ce qu'il pénètre. Une antenne de télévision, sur un toit de paille, tente de jeter un doute. Un jour, peut-être, les fantômes seront-ils à leur tour boutés hors de la lagune.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

300 PAGES 65 F
ILLUSTRATIONS
EN LIBRAIRIE

BERLIN
LE GEL PARTAGÉ

UNE NEUVILLE
BAROQUE
autrement

CHUTE DRAMATIQUE
Si est une chute qui est souvent mal acceptée, c'est bien la chute... des cheveux ! Et pourtant, il existe des moyens, des techniques, même si le remède miracle n'existe pas.
24 h. sur 24, au 633.49.20, un disque NORGIL vous informe sur ce problème et ses solutions.
10, rue Toulouze 75005 PARIS.

L'art d'imposer des « sales guerres »

Le défi que lancent aux démocraties européennes les organisations séparatistes combattantes n'est ni le premier ni le seul que ces régimes aient à affronter sur le terrain miné de la violence politique. Mais il leur pose un type de problème auquel elles ne sont pas encore accoutumées. Elles sont relativement mal armées pour y faire face, en dépit, parfois, des apparences.

Pourtant, depuis la fin des années 60, différentes formes de terrorisme se sont déjà manifestées en Europe occidentale. En particulier celle qui consistait, pour de petits groupes ne reculant ni devant l'enlèvement éventuellement suivi d'assassinat ni devant d'autres formes de crime, dont l'attentat aveugle, à tenter de changer par la force la nature même du régime démocratique. Chacun dans son registre, des mouvements comme la Fraction armée rouge en Allemagne fédérale, les GRAPO en Espagne, les Brigades rouges en Italie, voire, quoique de plus fraîche création, et dans une moindre mesure, l'Action directe en France, se sont lancés, avec des fortunes diverses et éphémères, dans ce genre d'opérations.

Ce terrorisme-là reposait notamment sur un parfait mépris de la démocratie qu'il était difficile de ne pas se dire qu'il s'agissait aussi, et peut-être avant tout, d'un mépris pour le peuple lui-même. En particulier lorsqu'il prétendait exprimer, contre toute vraisemblance, une volonté ou une aspiration populaires : les Brigades rouges, par exemple, ont toujours assuré que les victimes de leurs enlèvements étaient détenues dans une « prison du peuple ». Du moins, malgré le discours — et parfois la véritable logorrhée — de ces organisations terroristes, les choses étaient-elles claires. Les opinions publiques respectives de ces pays, y compris à gauche, où l'on aurait pu être un peu plus réceptif à leur rhétorique pseudo-révolutionnaire, ne s'y sont jamais durablement trompées.

Ces terroristes ne cherchaient pas à gagner des sympathies (sauf, à la rigueur, dans de tout petits cercles dont la bienveillance pouvait leur être utile), et, au demeurant, ne les obtenaient pas, ni à l'intérieur ni à l'étranger.

Une autre forme de terrorisme, celui-là « importé », a également frappé l'Europe occidentale, brusquement obligée de compter avec les organisations aux sigles étranges venus d'ailleurs. La France en a eu sa part depuis deux ans, après avoir tout d'abord semblé épargnée. Les faits d'armes de ces commandos visent parfois des cibles — athlètes israéliens ou diplomates turcs — mais portent aussi, souvent, les noms de rues où les tueurs anonymes ont frappé des passants : rue Copernic, rue Marbeuf, rue des Roisiers...

La lutte des micro-nationalismes violents est d'une autre nature. Il ne s'agit ni de prétendre modifier un régime politique et social par l'action d'une prétendue « avant-garde » armée, ou, à défaut, de lui nuire le plus possible, ni de régler sur le sol du Vieux Continent des comptes entamés ailleurs. Il s'agit de mener, contre des régimes politiques dont la forme importe finalement assez peu puisqu'ils sont de toute façon présentés comme « étrangers », des guerres de « libération nationale ».

Un enjeu psychologique

Cette argumentation connaît des degrés divers dans la crédibilité. Le courant nationaliste est fort en Euzkadi-Sud, comme on dit sur place (c'est à dire au Pays basque espagnol), mais les plus intransigeants des partisans de l'ETA militaire reconnaissent qu'il en va fort différemment à « Nord », autrement dit du côté français. En outre, même à l'intérieur de la famille nationaliste du Pays basque espagnol, qui est probablement un cas-limite en Europe, les indépendantistes « durs », partisans de la lutte armée, demeurent une minorité.

En Irlande du Nord, l'IRA compte dans la communauté catholique des partisans dont on aurait tort de sous-estimer le nom-

bre, mais cette communauté — grâce, il est vrai, au tracé de la « frontière » avec la République — ne représente qu'un tiers environ de la population locale. Les tenants de l'IRA sont un tiers de ce tiers, à en croire le résultat des récentes élections locales.

En Bretagne, en Occitanie, en Alsace, toutes régions où un certain autonomisme musclé a semblé pour un temps devoir faire parler de lui, le greffon séparatiste n'a pas pris. Il paraît même, aujourd'hui, en voie de nécrose. Le constat n'est pas oublier les excès auxquels le centralisme avait pu conduire, ni ce que la reconnaissance des cultures régionales doit à quelques préceptes parfois peu pacifiques.

Mais la « guerre » que les indépendantistes ont déclarée aux États centraux n'a que faire de considérations statistiques. S'il est une chose peu susceptible de désarmer ceux qui s'y livrent, c'est précisément le recours au suffrage universel. Un recours d'autant plus commode à récuser que l'on peut toujours faire valoir que c'est l'« occupant » qui l'organise. Le pouvoir n'est certainement pas dans les urnes : aujourd'hui comme hier, ici comme ailleurs, il est, dans l'esprit des séparatistes, au bout du fusil.

Non pas que les quelques centaines de vrais combattants clandestins de l'IRA, de l'ETA ou de ceux, moins nombreux, du F.L.N.C. puissent raisonnablement espérer vaincre un jour sur le terrain, fût-ce avec la bienveillance d'une partie de la population, les armées britannique, espagnole ou française. Les uns et les autres ont compris de longue date que les conflits sont désormais autant psychologiques que militaires, et les guerres « nationalistes » plus encore. Les séparatistes, un peu partout en Occident, luttent dans la seule partie du monde où les États ne peuvent user contre eux des moyens expéditifs et meurtriers qui empêchèrent, par exemple, la sécession belfastaise. Mais la seule action de quelques centaines de combattants clandestins peut pousser une démocratie à dépêcher sur place des effectifs militaires et policiers dix à vingt fois supérieurs en nombre, et à adop-

ter des méthodes de répression qui finissent par nuire à son image de marque. Plus les Britanniques assurent que l'IRA est ultranationaliste, isolée et impopulaire, plus leur quelque dix mille soldats en Irlande du Nord et leur balles plastiques qui tuent parfois semblent politiquement et humainement insupportables car disproportionnés. Plus l'Espagne de Juan Carlos et du P.S.O.E. mobilise au Pays basque, en particulier lorsqu'il s'agit de spécialistes déjà anciens, et peu regardants sur certaines méthodes du combat, plus la lutte contre la répression apporte à l'ETA des concours qu'elle n'aurait pas nécessairement trouvés.

C'est bien pourquoi les procédures électives inventées, souvent en catastrophe, par les pouvoirs centraux pour tenter de désamorcer la contestation armée n'ont que peu d'effet sur la stratégie des mouvements séparatistes. Le recours au suffrage — généralement pour élire une assemblée régionale — aboutit même parfois au résultat inverse : en « notabilisant » un Simón en Corse ou les dirigeants du P.N.V. au Pays basque, il tend à radicaliser l'action d'une deuxième génération toujours prompt à dénoncer la « trahison » des aînés.

On ne saurait dire pour autant que le combat des séparatistes néglige l'opinion, bien au contraire. Toutefois, il n'entend pas la convaincre directement, mais l'utiliser comme un levier. Il ne s'agit pas d'amener les Britanniques, dans leur masse, à découvrir sur le tard que l'Irlande du Nord, tout compte fait, ne doit pas appartenir au Royaume-Uni, ni de convaincre les Espagnols ou les Français du bien-fondé des thèses de l'ETA ou du F.L.N.C. Il s'agit de faire en sorte qu'un jour ou l'autre l'opinion commence à se demander, dans ces différents pays, si l'Ulster, l'Euzkadi, la Corse, valent vraiment la « sale guerre » qu'on aura petit à petit été conduit à y mener, le tribut de morts qu'il faut lui payer chaque année, le discrédit international qu'elle engendre.

Ce raisonnement, pour ne pas dire ce pronostic, est beaucoup plus répandu dans les milieux sé-

paratistes que la foi en un véritable succès militaire. Il s'entend dans une analyse discutable, voire dans une sous-estimation à peu près complète, de ce que furent les vraies guerres de décolonisation. En particulier la guerre d'Algérie, qui est souvent citée comme référence. « Nous sommes minoritaires », certes ! entend-on fréquemment dire chez les indépendantistes, mais combien étaient-ils au F.L.N. en 1954 et même encore en 1960 ? Peut-être faut-il y voir l'effet d'une certaine auto-intoxication : à tant parler de « colonialisme » et d'« impérialisme » de « génocide culturel » à propos des moindres manifestations du pouvoir d'État, comment ne pas finir par se prendre pour Ben Bella ?

Un vocabulaire révélateur

Et aussi, très vite, rêver au rôle qu'on pourrait jouer dans un État enfin « national ». Il est très révélateur à cet égard de constater combien les termes employés par les séparatistes relèvent du vocabulaire des gouvernements légaux : on présume l'« impôt » (fût-il « révolutionnaire »), on frappe d'« amendes », on « condamne », de préférence devant un « tribunal », et bien entendu on « exécute » — étrange dérive d'un mot, à laquelle la préface s'est d'ailleurs prêtée : on peut penser que toute exécution est aussi un assassinat, mais il est singulier de qualifier un assassinat politique d'exécution ! On n'est surtout pas un gendarme ou un frano-tireur, mais un « soldat », membre d'une « armée ». Habillage noble de réalités souvent moins glorieuses ? Pas seulement : il y a chez beaucoup d'animateurs de mouvements indépendantistes une aspiration au statut d'homme d'État qui, faute de mieux dans l'immédiat, s'exerce dans le choix des mots.

La encore, le souvenir (et probablement une connaissance un peu approximative) des combats de la décolonisation, ou de la Résistance, joue un rôle important.

S'y ajoutent des sympathies tiers-mondistes croissantes, notamment à l'égard des mouvements révolutionnaires d'Amérique latine et une certaine connivence avec d'autres organi-

sations dont on estime qu'elles mènent un combat voisin, sinon identique. Jusqu'où vont ces solidarités ? Dans l'interview que nous publions d'autre part, l'ETA — et l'on pourrait en dire autant des Bretons du F.L.B. — nie tout échange de services, ou tout financement extérieur. On peut imaginer, bien qu'il en soit souvent question dans les propos officiels, que si les différents gouvernements disposaient d'indications précises à ce sujet, ils révéleraient leurs informations, au moins à posteriori.

C'est là un domaine où l'affabulation peut s'en donner à cœur joie, sans risque d'être démentie autrement que par des communiqués invérifiables. Il n'en reste pas moins qu'un doute, au minimum, subsiste : l'agitation séparatiste coïncide trop bien avec les intérêts des puissances hostiles aux démocraties occidentales pour que la question ne soit pas posée.

Même si la réponse ne va pas de soi... Le fait que plusieurs de ces mouvements se réclament non seulement de l'indépendance locale, mais encore d'un socialisme plus ou moins marxiste, ne suffit pas à trancher : les grands prêtres de la foi en cause pouvaient rêver, à cet égard, meilleurs frères prêcheurs en Europe occidentale. Le problème est différent, il est vrai, s'agissant de territoires où la thèse du combat anti-colonial est plus facilement plausible, comme aux Antilles ou en Nouvelle-Calédonie.

Combattants d'une sanglante utopie pour les uns, précurseurs et libérateurs pour d'autres, les indépendantistes sont-ils les héritiers d'un nationalisme mal compris, en proie à une double dérive — marxiste — et parfois xénophobe, comme récemment en Corse — ou des hommes qui ont pour seul défaut d'avoir raison trop tôt ? Devant la persistance et parfois le regain du phénomène, beaucoup commencent à se demander en Europe occidentale s'ils ne mettent pas plutôt un certain acharnement, voire une certaine fierté, à avoir tort trop tard.

BERNARD BRIGOLEUX.

Deux mille morts en dix ans en Irlande du Nord

Les nationalistes irlandais rattachent leur lutte à celle des Vietnamiens et des Algériens hier, des Palestiniens et, pourquoi pas ? des Coréens aujourd'hui. Ils ne se battent pas seulement pour jeter les « Brits » à la mer — en tout cas les forces de l'ordre britanniques — ou pour une Irlande unie débarrassée des séquelles de tout « colonialisme », mais pour un objectif plus ambitieux : une république socialiste. Sans doute devrait-on apporter quelque nuance entre les « provocas » de l'IRA, plus nationalistes et catholiques, et les membres de l'Armée de libération nationale irlandaise (INLA), plus marqués par le marxisme. Mais, globalement, ils sont d'accord.

Objectif en principe respectable, auquel s'opposent les deux gouvernements de Londres et de Dublin, « impérialistes et répressifs », voués ensemble aux géométries. Par des moyens démocratiques, il paraît cependant hors de portée : au sud, le gouvernement oscille entre deux partis du centre ou de droite, au nord, la majorité protestante se caractérise plus par son intégrisme religieux que par son progressisme.

Dans un pays occidental « normal », le terrorisme au service du socialisme ne sortirait guère de la marginalité. Mais l'Irlande n'est pas un pays normal. La lutte armée se nourrit des frustrations nationales de

la minorité de l'Ulster, où le Sinn Féin a obtenu 10 % des suffrages (soit un tiers des voix catholiques) aux récentes élections à l'assemblée provinciale. Ce n'était certes pas un choix en faveur du terrorisme. Mais c'était, du moins sans conteste, un vote contre les britanniques.

Les hommes politiques de Londres et de Dublin exagèrent et minimisent tour à tour, selon les besoins du moment, les dangers du terrorisme, qui a tout de même fait plus de deux mille morts en dix ans. Leur secret est d'oublier le cauchemar nord-irlandais. C'est difficile quand une bombe détruit totalement une discothèque remplie de soldats et de civils, comme en décembre dernier à Ballykelly. L'émotion retombée, ils ne se font guère preuve d'énergie ou d'imagination pour trouver une solution.

Malgré les efforts, louables mais isolés, de M. James Prior, secrétaire d'État à l'Irlande du Nord, pour chercher une issue constitutionnelle, le gouvernement britannique semble compter d'abord sur les mesures de police pour rétablir l'ordre.

Il est vrai que c'est la quadrature du cercle. Passons sur les pétitions de principe contre toute ouverture de pourparlers avec les « terroristes » : en 1974 et en 1975, des émissaires gouvernementaux n'ont pas hésité à négocier avec l'IRA des trêves qui ont, si l'on ose dire, fait long feu. Les obstacles tiennent davantage au fond. Les autorités ne peuvent ni vider le bocal dans lequel prospère le poison terroriste en donnant satisfaction aux nationalistes modérés ni trouver dans une forme ou dans une autre de régionalisation un remède à la violence.

C'est, au contraire, l'exercice, pendant cinquante ans, d'une certaine forme d'autonomie au sein du Royaume-Uni — un gouvernement local responsable devant le Parlement de Belfast — qui est à l'origine du mouvement pour les droits civils et des troubles de la fin des années 1960. Entièrement dominé par les Unionistes protestants, le Stormont avait superbement ignoré les droits de la majorité catholique de l'Ulster. Le retour à une « dévolution des pouvoirs » n'apparaît pas comme une solution à la crise : il suppose les problèmes résolus, les divisions confessionnelles surmontées. Abandonnés à eux-mêmes par une armée britannique qui, il y a dix ans, les intervenants plus pour protéger les catholiques que pour défendre les privilèges des protestants, les Irlandais du Nord, « papistes » ou loyalistes, s'entre-déclarent de plus belle.

« Lutte armée » et paranoïa

Les nationalistes refusent évidemment l'étiquette de « terroristes ». Ils se sentent « engagés » dans une guerre contre une armée coloniale, ne visant officiellement que les objectifs militaires ou industriels, et voudraient, théoriquement, épargner les civils des auxiliaires à serpe partiel des forces de l'ordre n'ont rien, pas dans cette dernière catégorie. Mais le distingué est difficile, et les victimes innocentes ne sont pas seulement celles de regrettables « bavures ».

La « lutte armée », même quand une dérive paranoïaque qualifie

comme telle de simples coups de main, a sa logique meurtrière. Elle peut frapper indifféremment dans les camps opposés : dix grévistes de la faim sont morts en 1981 pour une cause incertaine. Elle entraîne à des actes de simple cruauté. Un porte-parole anonyme de l'IRA présente ainsi comme une preuve d'« humanité » le châtiment infligé à un jeune catholique « coupable de collaboration » avec les Britanniques : on l'a renvoyé chez lui, le corps enduit de goudron et orné de plumes... au lieu de l'exécuter !

Les nationalistes de l'IRA et de l'INLA savent bien qu'ils ne viendront pas à bout militairement des forces britanniques. Leur objectif immédiat est de susciter en Grande-Bretagne un mouvement d'opinion contre la présence des « boys » en Ulster, d'unifier les forces opposées à la présence britannique et d'imposer une solution politique.

Mais l'opinion britannique s'indigne sporadiquement à l'égard, quand des bombes explosent dans le centre de Londres. D'autre part, les gouvernements anglais (conservateurs comme travaillistes) se sentent liés par leur engagement envers les protestants de refuser toute réforme

constitutionnelle n'ayant pas l'approbation de la majorité de la population d'Irlande du Nord. Une majorité qui, à cause du partage soigneusement effectué en 1920, est encore largement protestante pour plusieurs générations. Les nationalistes les plus modérés dénoncent ce « veto » accordé, artificiellement aux unionistes, qui bloque toute évolution pacifique de la situation.

Le traité de 1921, entre les gouvernements de Londres et de Dublin, immédiatement dénoncé par les protestants d'Ulster et miné par la guerre civile dans « l'État libre d'Irlande », prévoyait la constitution de deux entités autonomes au Nord et au Sud, et la création d'un Parlement pan-irlandais à Dublin. La « lutte armée » ne perdrait-elle pas tout s'il n'y avait l'ensemble des forces politiques irlandaises et britanniques reprenant une idée qui n'a peut-être pas tellement vieilli ? « Est-il donc quelque part qu'une rébellion ne doit être liquidée par des moyens pacifiques ? », demande Lloyd George en signant le traité de 1921 avec le terroriste Michael Collins, devenu, entre-temps, chef du gouvernement irlandais.

DANIEL VERNET.

Le Monde
dossiers et documents

JANVIER 1983
**LA PAUVRETÉ
DANS LES PAYS RICHES**

•
LE GAZ NATUREL

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5 F

(Publicité)

AVEC TOURISME S.N.C.F. UNE OCCASION UNIQUE A SAISIR

Un week-end à MOSCOU 4 jours, départ de PARIS le samedi 19 février par avion. Retour le 22 février par avion. Tout compris : 1 995 F.

Un week-end à Leningrad 4 jours, départ de PARIS le samedi 26 février par avion. Retour le 1^{er} mars par avion. Tout compris : 1 995 F.

Profitez des prix très attractifs dans les agences TOURISME S.N.C.F. et par téléphone : 321-40-44.

au bout du fusil

Deux Basques qui ne seront jamais espagnols

« C'est la part au Pays basque », dit le village. Les dirigeants de l'ETA militaire ont répondu à nos questions. Du moins pour autant que l'on puisse, s'agissant d'une organisation clandestine, être jamais tout à fait sûr du « grade » de ses interlocuteurs... Leurs propos paraissent en tout cas refléter fidèlement les analyses actuelles de l'organisation. — B.-B.

« En gardant vos méthodes d'action violente et en provoquant sans cesse l'armée espagnole, ne cherchez-vous pas délibérément à faire échouer la démocratisation en Espagne ? »

« Le régime espagnol s'est-il démocratisé après la mort de Franco ? Oui, si l'on ne considère que les formes. Mais non quant à sa nature réelle. Sur le fond, Felipe Gonzalez et ses amis sont encore plus conservateurs que les socialistes français, par exemple. S'ils ne l'étaient par conviction, ils le seraient, de toute façon, par obligation : bien plus encore que la droite traditionnelle, ils redoutent de déplaire aux véritables détenteurs du pouvoir, c'est-à-dire aux militaires... »

« Vous dites que nous provoquons l'armée, que nos méthodes n'ont pas changé : mais ce sont les leurs qui n'ont pas changé, malgré le discours moderniste et pseudo-libéral tenu à Madrid. Ici, au Pays basque, policiers et soldats sont les mêmes que sous Franco, à de rares exceptions près, et les méthodes de la répression n'ont pas varié. »

« De toute façon, le vrai problème n'est même pas là. Il est dans le statut de domination de l'Etat espagnol sur l'Euskadi. Cet Etat serait-il devenu un modèle de démocratie que le fond des choses changerait pour nous ? Non, nous ne sommes pas, nous n'avons jamais été et nous ne serons jamais espagnols. Tant mieux pour le peuple espagnol si son régime devient un jour démocratique et socialiste. Mais ce n'est pas notre problème. »

« Madrid est tout de même allié très loyalement à la voie de l'autonomie. Certains nationalistes basques ne s'y sont pas trompés. Pourquoi, chez vous, ce perpétuel « tout ou rien » ? »

« Parce que cette autonomie est, à l'évidence, un piège, une

tentative de « récupération » du nationalisme basque, dans le même temps que l'on tente de faire disparaître la nation basque en tant que telle. Et d'ailleurs aussi en désignant le cas de la Navarre. Sans doute s'imaginent-ils souvent, à Paris comme à Madrid, que nous sommes des insatiables qui en veulent toujours plus et qui, après avoir obtenu l'autonomie, demandent maintenant l'indépendance. C'est totalement faux : l'ETA n'a jamais demandé ces procédures en trompe-l'œil, et elle n'a aujourd'hui aucune raison de s'en satisfaire. Il n'y a aucune escalade de la revendication de notre part. Nous ne demandons pas hier, et ne réclamons pas davantage maintenant, un peu plus de pouvoir local dans le cadre de l'Etat espagnol : nous nous battons pour la libération de notre territoire. »

« Que l'on ait tenté, à Madrid, de noyer le poisson en étendant l'autonomie à d'autres parties du territoire de l'Etat espagnol, y compris parfois à de simples régions qui n'en demandaient pas tant, ne doit pas faire illusion. Pas davantage le fait que certains notables, ou aspirants notables, se soient, ici même, laissés prendre au piège. Ce n'est d'ailleurs pas à eux que nous en avons. Ce n'est pas non plus au peuple espagnol. Ce n'est pas pour rien que nous nous réclamons de la solidarité internationale et prolétarienne... »

« Voilà un vocabulaire bien marxiste. L'êtes-vous ? »

« Nous pensons que le marxisme est, dans l'ensemble, un instrument très utile de connaissance de la lutte des classes. Le Pays basque n'échappe pas à son champ d'observation, bien au contraire : on voit bien aujourd'hui, par exemple, que le P.N.V. (1) exprime par excellence l'option nationaliste de la bourgeoisie basque, ou que le capitalisme espagnol et même multinational a besoin de la main-d'œuvre de l'Euskadi sous la domination de Madrid, et s'en donne les moyens. »

« Cela dit, à bien considérer les pays qui se réclament officiellement du marxisme, on ne peut manquer de se dire qu'il y existe souvent un écart important — et sans doute croissant — entre la théorie et la pratique. Ce que nous voudrions, c'est fonder un Etat basque sur les enseignements positifs du marxisme, tout en évitant les déviations observées ailleurs. »

« Ces « pays qui se réclament officiellement du marxisme » vous aident-ils ? »

« Soyons très clairs, parce qu'on dit périodiquement beaucoup de bêtises à ce sujet. Nous défendons l'internationalisme prolétarien. Nous luttons contre l'impérialisme chez nous, et ceux qui en font autant ailleurs ne peuvent pas ne pas avoir notre sympathie. Nous ne combattons pas seulement pour la libération nationale, mais aussi pour le socialisme. Tout cela crée des affinités, des convergences, dans certains domaines. Cela dit, nous ne nous soumettons d'aucun modèle étranger. »

« Il faut le dire et le redire : il n'existe aucune relation organique, aucun rapport structurel entre l'ETA et d'autres mouvements du même type, notamment l'IRA irlandaise, dont on parle souvent à ce sujet, ni avec aucun pays socialiste. Il n'y a ni financement ni coopération technique et militaire. Il est absurde de nous prendre pour un élément parmi d'autres dans une prétendue entreprise de déstabilisation de

l'Occident. C'est adopter la thèse du gouvernement espagnol, que ce genre de présentation dispense de s'interroger sur le fond du problème. »

« Discuter avec Madrid : jamais ? »

« Mais si. Nous nous disons soldats parce que nous avons le sentiment d'être en guerre. En même temps, nous savons bien que beaucoup de guerres se sont terminées à une table de négociation. Aussitôt que le gouvernement espagnol sera prêt à accepter nos cinq revendications fondamentales, nous nous offrirons à ouvrir des pourparlers. Mais, selon notre analyse, le P.S.O.E. n'est pas du tout en mesure d'y accéder actuellement. Or ce n'est que sur ces cinq points que le dialogue, un jour, pourra peut-être enfin être vraiment ouvert. »

« Ces cinq exigences, quelles sont-elles ? »

« Le premier point est évidemment l'amnistie. »

« En second lieu, nous demandons le retrait d'Euskadi de tous les corps répressifs espagnols qui

sont actuellement cantonnés. Ils devraient être remplacés par une police autochtone assurant la protection de tous les habitants, qu'ils soient Basques ou non. »

« Troisième point : l'amélioration des conditions de vie et de travail du peuple basque. Ces conditions se sont sévèrement dégradées. »

« En outre, les libertés démocratiques — et leur plein exercice — devront être garanties à tous les citoyens. Tous les partis politiques seront égalisés, y compris ceux qui défendent l'option indépendantiste. »

« Cinquième exigence : un véritable statut d'autonomie sera donné à l'Euskadi. Authentique, c'est-à-dire incluant les quatre provinces basques du Sud, reconnaissant l'euskara comme langue nationale et prioritaire du pays, assurant le contrôle de toutes les forces armées locales par le gouvernement basque (notamment par la création d'une capitainerie générale pour l'Euskadi-Sud), et enfin proclamant le droit du peuple basque à l'autodétermination. »

« Euskadi-Sud », « autonomie », « autodétermination », vous voilà soudain un peu en retrait, non ? »

« La finalité de notre combat, ne vous y trompez pas : c'est un Pays basque indépendant, réuni, et socialiste. Mais l'ETA sait bien qu'elle doit se situer à l'intérieur d'un processus. Il y a le poids des réalités. Celle de l'Etat espagnol. Celle du peuple basque. Celle de l'Etat français... Lorsque nous aurons apporté à nos compatriotes la preuve qu'un Etat basque peut exister librement et prospérer dans le socialisme, alors leurs yeux s'ouvriront. Et cette preuve réside en un véritable auto-gouvernement — c'est une condition préalable essentielle. »

« L'indépendance véritable et la réunification suivront. Car tous nos prétendus mystères tiennent à cette constatation d'évidence : ce que réclament les indépendantistes basques, ce n'est pas telle ou telle forme de gouvernement à Madrid, c'est tout simplement l'indépendance. »

(1) Parti nationaliste basque.

Le « percepteur révolutionnaire » : de la politique au gangstérisme

La Corse n'est pas le seul point du territoire français où des séparatistes préparent un « impôt révolutionnaire ». Cette forme de renouveau à des fins politiques, ou réputées telles, a également cours en « Euskadi-Nord ».

Certes, c'est avant tout « au Sud », c'est-à-dire du côté espagnol de la frontière, que cette pratique a cours depuis de longues années déjà. Quoique l'on ne puisse que manquer de statistiques précises sur cette fiscalité d'un genre bien particulier, on estime généralement qu'elle touche plusieurs centaines d'entreprises locales ou commerçantes importantes. Mais, du côté français également, des industriels paraissent avoir préféré se prémunir contre des risques de destructions matérielles ou d'enlèvement en devenant des « contributeurs » d'un nouveau type.

La fractionnement des versements, s'il multiplie les risques pour les « percepteurs », a l'avantage de procurer à l'ETA une source à peu près régulière d'argent frais. Il peut aussi entraîner la révolte des « contributeurs » qui se verraient extorquer en une seule fois une somme beaucoup plus importante.

L'importance prise par le recouvrement a également posé à l'ETA de sérieux problèmes. Certains « percepteurs », à l'origine motivés par la seule politique, ont parfois éprouvé la tenta-

tion de se mettre à leur compte. D'autres vocations sans origine militante sont nées dans le « milieu » local, prompt à récolter les fruits d'une teneur semée par d'autres.

Si l'ETA militaire, à quelques probables exceptions près, ne s'est guère trouvée confrontée à cette dérive gangstériste de la pratique de l'impôt révolutionnaire, il n'en va pas de même — ce sont des « atavismes » aux mêmes que l'affirmation — de la branche civile, celle de l'ETA politico-militaire. Certaines affaires récentes ont permis de constater davantage le rôle de droit commun que du terrorisme politique sont souvent considérées par les nationalistes purs et durs comme l'effet de cette dérive.

Au Pays basque, les cas de rébellion individuelle comparable à celle qui a failli coûter la vie au vétérinaire de Corte sont très rares. Un certain nombre d'industriels ont, à plusieurs reprises, exprimé l'intention de mettre sur pied des comités de défense, notamment pour obliger l'Etat espagnol à faire face à ses obligations. Une autre réplique envisagée aurait consisté, puis-que la puissance publique semblait renoncer à son monopole fiscal, à réduire les versements effectués à l'ETA du montant de la feuille d'impôt. Mais, plus généralement, les victimes préfèrent rester discrètes (certe discrétion fait d'ailleurs partie du « contrat ») et... payer.

Le vrai visage de l'homme le plus redouté du royaume

aux temps héroïques des mousquetaires

Un ouvrage boursé de faits et de pièces rares.

Ce texte précieux, riche de confidences d'un intérêt historique considérable, a été écrit pour Louis XIII. C'est le testament politique du ministre le plus habile qui fut jamais au service d'un roi. C'est aussi une des sources principales où viennent puiser les historiens du 17^e siècle.

Pour nous, aussi férus d'anecdotes que de science, ce texte écrit à la diable dans le langage savoureux, dru et imagé de l'époque, nous entraîne dans les coulisses d'un gouvernement qui sut imposer sa loi en ces temps singulièrement mouvementés.

Alexandre Dumas a menti.

Dans « Les Trois Mousquetaires », Alexandre Dumas met en scène un Richelieu diabolique, à la fois retors, sanguinaire et sans scrupules, une sorte de génie pervers rongé par l'ambition. En fait, Dumas accuse le noircisseur de la loi en ces temps singulièrement mouvementés.

La vérité historique est différente. Armand, Jean du Plessis, duc de Richelieu (1585-1642), ne fut implacable que pour les ennemis du royaume et les bas calculs qu'on lui prête ne sont que les manœuvres subtiles d'un homme d'Etat emporté par son pays. Nul peut-être n'eût une vision plus haute du destin de la France et de la mission de son Roi.

On lui doit la réduction des antagonismes religieux responsables



LES MÉMOIRES du Cardinal-Duc de RICHELIEU

(texte intégral)



Les secrets d'une politique ambitieuse révélés dans ce document devenu introuvable.

de la guerre civile, la mise au pas d'une noblesse turbulente et la conquête des frontières naturelles du royaume. Tout le mécanisme secret de cette politique intelligente et efficace est révélé dans les Mémoires.

Bref, nous avons là une œuvre éclairante et passionnante qui nous restitue le vrai visage de l'homme de génie calomnié qui, pendant 18 ans, gouverna magistralement la France à l'époque des mousquetaires et des querres en dentelles. C'est une des pages les plus colorées de notre Histoire.

Cette réhabilitation aux yeux de l'Histoire méritait d'être saluée par la bibliophilie. Conquis par Richelieu et par ses Mémoires sans tard, Jean de Bonnot propose donc aujourd'hui à ses lecteurs la première édition contemporaine d'apparat de cette œuvre devenue rarissime.

On connaît les succès des autres mémoires de grands personnages déjà publiés par Jean de Bonnot et devenus à leur tour introuvables. Les Mémoires de Richelieu, attachés au double point de vue de l'histoire et de la littérature, sont promis au même avenir, car, cette fois encore, l'éditeur n'a pas ménagé ses efforts.

Une édition d'art dans l'esprit du grand Siècle.

Nos deux in-octavo (14 x 21 cm), de plus de 530 pages chacun, contiennent la totalité d'un texte

dont le manuscrit tient à peine en huit gros volumes. Ils auraient pu figurer dignement dans la bibliothèque de Dufresnoy, fameux collectionneur du temps, à la différence que notre décor est moins lourdement chargé qu'au 17^e siècle et donc plus proche de notre sensibilité.

Nos reliures de cuir véritable sont taillées d'une seule pièce dans une peau de mouton sans reproche (un cuir souple comme nacaire, moins fragile que le veau et plus « onctueux » que le chagrin). Le dos est orné de motifs d'époque poussés à l'or 22 carats. Le même or in qui agrément et protège aussi la tranche supérieure des volumes.



Prêtez-moi ce livre gratuitement

à envoyer à JEAN de BONNOT 7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Veuillez m'envoyer pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume des Mémoires de Richelieu, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de la garder, je vous réglerai le montant de 157,50 F (+ 10,70 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez le deuxième et dernier volume au même prix et même délai.

Nom..... Prénoms..... Adresse..... Code postal..... Ville..... Signature.....

Je déclare sur l'honneur que mon adresse et mes signatures sont conformes à la vente.

édition d'art en 2 volumes grand in-octavo

Sur les plats vient en relief un décor original frappé à froid qui met en évidence la douceur chaleureuse du cuir sombre qu'il anime d'éclats profonds. Les armoiries de Richelieu, rappelant le décor du dos, sont poussées à l'or fin au centre de ces plats.

A la somptuosité de la reliure correspond la beauté d'un papier chiton soignant filigrane aux deux canons et l'élégance raffinée de quelques 80 illustrations et enluminures gravées pour la plupart par le maître Montcornet.

Bref, deux volumes denses, agréables à caresser et à feuilleter, fleurant le cuir naturel, l'encre de bon aloi et le papier sain, matériaux nobles qui, avec le fil robuste cousant les cahiers et la colle traditionnelle fixant les renforts du dos et les gardes, composent ces livres d'exception que les techniques modernes n'ont jamais su égaler.

Garantie à vie.

Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent en se patinant avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

étranger

Liban

Tractations sur la FINUL aux Nations unies

De notre correspondant.

New-York. — Le secrétaire général des Nations unies, M. Pérez de Cuellar, estime, dans le rapport qu'il a publié vendredi 14 janvier sur le renouvellement du mandat de la FINUL (Force intermédiaire de l'ONU au Sud-Liban), que « le retrait de la force avant que le gouvernement libanais soit en mesure de prendre le relais aurait des conséquences graves ».

Le mandat des troupes de la FINUL, qui, depuis 1978, sont supposées servir de tampon entre les forces israéliennes et palestiniennes au Sud-Liban, vient, une fois de plus, à échéance le 19 janvier. Il avait été prolongé pour une période initiale de trois mois le 18 octobre, trois mois après l'intervention israélienne au Liban. Dans une lettre datée du 13 janvier, le gouvernement libanais demande que le nouveau mandat soit renouvelé pour une période de six mois afin d'avoir « un effet stabilisateur général dans la région ». Au surplus, Beyrouth souhaite que la zone d'opération de la FINUL soit « étendue à l'ensemble du pays », dès que « les forces non libanaises et les éléments armés se seront tous effectivement retirés du Liban ».

Dans l'état actuel des choses, les suggestions du gouvernement libanais font un peu figure de vœux pieux. Le mieux qu'il puisse, semble-t-il, espérer, que le mandat de la force intermédiaire soit, une nouvelle fois, prolongé de trois ou quatre mois.

La décision doit être prise mardi ou mercredi prochain au Conseil de sécurité dont les membres permanents sont, pour le moment, divisés.

Dans son rapport, M. Pérez de Cuellar fournit quelques précisions sur les difficultés rencontrées par la FINUL depuis le 18 octobre : le bataillon népalais s'est retiré et le gouvernement nigérien a annoncé qu'il abandonnerait prochainement sa participation.

La FINUL, indique le secrétaire général, continue à se voir refuser l'accès de Tyr et de Saïda, ainsi que des zones adjacentes à la route côtière. Il note que l'unité de génie française continue à « exécuter les tâches importantes et dangereuses que sont la recherche et la destruction ou le désamorçage des mines et des bombes non explosées ».

Le secrétaire général rapporte une série d'incidents avec les forces israéliennes, mais surtout avec les milices chrétiennes « et associées », qu'il accuse de « harceler » la FINUL.

Le secrétaire général lance, enfin, un cri d'alarme pour le soutien financier à la Force intermédiaire : le 17 décembre dernier, l'Assemblée générale des Nations unies l'a autorisé à engager 15 229 666 dollars de dépenses pour la période allant du 19 janvier au 18 décembre 1983, soit 15 087 833 dollars par mois. Le déficit du compte spécial de la FINUL se monte actuellement à 152 millions de dollars.

N. B.

Israël et l'O.L.P.

Tempête politique à Jérusalem après les « révélations » de M. Sharir

De notre correspondant

Les informations selon lesquelles l'O.L.P. avait proposé, quelques semaines avant l'invasion du Liban, un pacte de non-agression ont déclenché une tempête politique en Israël.

Jérusalem. — Deux mois avant le début de l'intervention israélienne au Liban, l'O.L.P. a proposé au gouvernement de M. Begin de conclure un « accord de non-agression » au Sud-Liban. La proposition a été transmise à Jérusalem par l'intermédiaire des États-Unis et immédiatement rejetée par le cabinet israélien, qui a estimé qu'un tel accord limitait l'initiative du gouvernement dans l'affaire libanaise. M. Mordechai Virehovski, député du parti de gauche Shinoui, a déclaré : « Une fois de plus, il apparaît qu'Israël aurait pu faire l'économie d'une guerre et éviter la mort de centaines de ses soldats. » M. Yosef Sarid, chef de file des « colons » du parti travailliste, a lui aussi protesté et ajouté que le gou-

vernement aurait au moins pu informer la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense de la proposition de l'O.L.P.

Manifestement embarrassé pour avoir causé un tel débat, M. Sharir a jugé nécessaire de faire une mise au point, mais celle-ci a semblé pour le moins confuse. Le ministre a-t-il voulu revenir sur ses déclarations ou indiquer qu'elles avaient été mal interprétées ? Selon la radio israélienne, M. Sharir « voulait seulement faire allusion à l'accord de cessez-le-feu indirectement conclu bien avant la guerre du Liban ». Il s'agit sans doute de l'accord auquel était parvenu, à la fin du mois de juillet 1981, l'envoyé spécial américain au Proche-Orient, M. Philip Habib, pour arrêter les hostilités après une série de raids massifs de l'aviation israélienne au Liban (avec un premier bombardement de Beyrouth) et des ripostes de la part des Palestiniens.

Hélas, pour le ministre du tourisme, juste avant sa mise au point, un député de la majorité, membre du Likoud, M. Beni Shalita, en répondant aux critiques de l'opposition, a confirmé la première version. M. Shalita a justifié le refus du gouvernement en précisant que la proposition de l'O.L.P. était de toute façon inacceptable parce qu'un engagement de la part d'Israël aurait permis à l'O.L.P. de renforcer ses positions au Sud-Liban et de continuer de menacer la frontière israélienne. M. Shalita, d'autre part, a répondu à M. Sarid en déclarant que la commission des affaires étrangères et de la défense avait bien été avisée de l'offre faite par l'O.L.P. deux mois avant le début de la guerre du Liban.

FRANCIS CORNU.

A l'Assemblée européenne

Socialistes et communistes français opposés à une résolution sur la sécurité

Sous le titre « Le traité de Rome malmené », l'Humanité critique ce samedi 15 janvier le vote intervenu jeudi à Strasbourg sur les problèmes de sécurité. La résolution votée par l'Assemblée européenne « reconnaissant à la Communauté le droit de discuter de la défense » est contraire au traité de Rome, souligne l'organe du parti communiste.

La résolution, présentée par un député libéral danois, M. Haagerup, a été adoptée par 133 voix contre 50 (dont tous les Irlandais, leur pays ne faisant pas partie de l'alliance atlantique, les socialistes et les communistes français) et 19 abstentions.

La résolution déclare : « Il est urgent de mieux coordonner les consultations qui ont lieu dans le

cadre de la coopération politique européenne et du conseil atlantique lorsque sont abordés des problèmes politiques et économiques touchant à la paix et à la sécurité en Europe. » Dans son rapport, M. Haagerup estime qu'il faut « créer une conscience de plus en plus grande de la coopération au sein de l'alliance atlantique ».

Au cours d'une conférence de presse, M. Gremetz, député européen (P.C.F.), interrogé sur l'éventuelle prise en compte de la dissension française dans les négociations sur les euro-missiles, a affirmé le refus de son parti de voir la défense française discutée « par l'Assemblée européenne ou tout autre organisme ».

Les Américains et la crise

De notre envoyée spéciale

Chicago. — Par un matin glacial de janvier, vingt mille chômeurs ont fait la queue devant un bureau d'embauche de Chicago qui offrait 3 800 emplois municipaux. Les chaînes de télévision ont montré leur désespoir, leur angoisse, la colère de quelques-uns.

Il ne se passe guère de jours sans que les médias se fassent l'écho du plus grand drame social que connaissent les États-Unis depuis la crise des années 30. Près de 11 % de chômeurs : on n'avait pas vu cela depuis 1940, répètent à l'envi tous les commentateurs.

Comment vivent donc ces millions de sans-travail dans un système fait pour la prospérité ? Un système qui ne connaît pas la protection sociale au sens où on l'entend en Europe occidentale, où le citoyen moyen est supposé faire face avec ses seules ressources au coût vertigineux du logement, des soins médicaux, de la scolarité ?

L'Amérique de la crise est un étrange royaume, dans lequel les nantis paraissent se moquer éperdument des traces des moins bien pourvus. Le sentiment qui transparaît à travers les conversations et les éditoriaux est un mélange de confiance entêtée dans le « rêve américain » et d'agacement à peine voilé à l'égard des vaincus du système, qui, ont, en quelque sorte, trahi ce rêve.

L'idée qu'une solidarité puisse exister entre ces deux parties de la population paraît tout à fait exorbitante aux partisans de M. Reagan, toujours convaincus que la libre entreprise, qui a fait la grandeur et la richesse du pays, reste la seule réponse possible à la crise d'aujourd'hui.

Quant aux autres, ceux qui, jadis, votèrent pour la « grande société » de Lyndon Johnson, se battirent pour les droits civiques et contre la guerre du Vietnam, on les retrouve, ça et là, dans le mou-

vement antinucléaire ou dans les batailles écologistes, mais leur poids politique semble singulièrement réduit. Ils ont, certes, tiré un coup de semonce à M. Reagan aux élections de novembre. Mais, si les vingt-six nouveaux élus démocrates à la Chambre des représentants risquent de rendre la tâche du président un peu moins aisée, le Sénat, lui, est toujours solidement républicain. Au reste, avec 31 % de participation, il est évident que la consultation n'a pas drainé la foule des mécontents aux urnes.

En fait, l'idéologie reaganienne, celle de l'Amérique, terre de la grande promesse pour les entrepreneurs et les vertueux, reste plus vivace que jamais. Qu'est-il donc arrivé aux États-Unis vibrants, passionnés, follement généreux et inventifs des années 60.

Les « années Eisenhower »

Le président Reagan a pu démanteler le système social mis au point par ses prédécesseurs démocrates sans difficultés majeures : les ghettos noirs n'ont pas explosé (même si les « incidents » récents de Miami peuvent donner à penser que ce calme est précaire), la masse des chômeurs proteste avec mesure (même si le président de l'A.F.L.-C.I.O., M. Kirkland, parle périodiquement de « descender dans la rue ») ; les étudiants qui doivent, faute de bourses ou de prêts, renoncer à s'inscrire dans les universités cherchent sagement un emploi en attendant des jours meilleurs.

Une chape de conformisme s'est abattue sur le pays, et ce n'est pas par hasard que le « rêve » à la mode est désormais celui des années 50 : les « années Eisenhower ». Le rituel étudiant des « fraternités » et des « sororités », jeté aux orties par la génération hippie, est de retour avec ses initiations vaguement maçonniques, ses bals en « cravate noire », son snobisme et ses ostracismes. Les

tailleurs bon chic bon genre et les blouses élégantes de Nancy Reagan ont renvoyé aux oubliettes le négligé joyeux des « flower children ». Les feuilletons de télévision ont cessé d'explorer le psychisme des Noirs, des immigrés, des femmes libérées et des mères célibataires pour se consacrer aux problèmes de l'ascension sociale et de l'argent. L'une des séries les plus populaires de la CBS, *Lou Grant*, qui mettait aux prises le rédacteur en chef d'un journal de province et les notables locaux, a été interrompue après que les annonceurs eurent menacé de la boycotter : l'acteur principal, Ed Asner, vieux militant libéral, avait fondé en 1981 une association d'aide médicale à la guérilla salvadorienne.

Pour être dans le vif, la station d'informations télévisées C.N.N. donne tous les après-midi la parole à l'une des principales conseillères du président Reagan pour les affaires féminines : M^{me} Phyllis Schlafly. M^{me} Schlafly aime célébrer les vertus d'une belle jeunesse (ignominieusement ignorée selon elle par la presse), qui « ne boit pas, ne se drogue pas, respecte ses parents et ses professeurs, et croit en l'amour dans le mariage ».

Bien que la « majorité morale » soit en train de perdre du terrain et que son combat contre le darwinisme, contre le remboursement de l'avortement par les fonds publics et pour les prières dans les écoles marque le pas, un certain reaganisme pur et dur ne désarme pas. Le *Wall Street Journal*, dont les pages d'informations et de reportages sont un modèle du genre, continue à publier des éditoriaux économiques et sociaux dignes du siècle dernier. Leurs auteurs restent vigoureusement opposés à toute ingérence du pouvoir fédéral dans les affaires du citoyen moyen, aussi démuné soit-il, et font volontiers référence à la longue tradition « charitable » du pays pour faire face à la crise sociale. Il a vraiment fallu que cet

égotisme sacré dépasse les bornes pour que, à la veille de Noël, sept représentants des principales confessions religieuses new-yorkaises — catholique, protestante, juive et musulmane — déclarent dans une conférence de presse que les organisations charitables n'étaient pas faites pour soulager le gouvernement fédéral de ses responsabilités à l'égard des citoyens dans le besoin.

Malgré le scandale que constitue la juxtaposition, peut-être plus spectaculaire que partout ailleurs, de l'extrême opulence et de l'extrême pauvreté dans le pays le plus riche du monde, les critiques de l'opposition démocrate restent prudentes. Le Congrès commence seulement à remédier devant les nouveaux projets d'économies de budgets sociaux du président Reagan. Le « libéralisme » à la Kennedy n'a toujours pas bonne presse, et la perspective de voir le gouvernement fédéral financer de nouveaux des programmes sociaux, sans parler d'instituer une couverture sociale obligatoire à l'euro-péennisme, paraît, pour l'instant, hors de question.

L'un des moyens les plus sûrs de surprendre, voire de scandaliser, un Américain moyen, est de lui expliquer, que la crise aidant, il fait meilleur vivre, pour l'heure, en Europe occidentale qu'aux États-Unis. Encore que quelques éditorialistes qui reviennent de voyages entre-atlantiques commentent à la condescendance, s'énervant, notamment, dit « magnifique » fonctionnement des services publics.

Faudrait-il attendre qu'il y ait vingt millions de chômeurs pour que les Américains admettent que leur système n'est plus capable de leur faire à sa récession à long terme ? Ou faut-il croire, comme certains arguent, que la moindre petite relance économique d'ici à 1984 — même sans lendemain — pourrait assurer un second mandat à M. Reagan, qui, plus que jamais, incarnerait alors le « rêve américain » ?

NICOLE BERNHEIM.

La presse chinoise encourage le développement d'un secteur privé de l'économie

De notre correspondant

Les autorités de Pékin encouragent actuellement le développement d'entreprises « privées » sortant du cadre collectif ou étatique et dont elles soulignent le caractère « complémentaire ». Dans divers secteurs, cette réforme se heurte aux résistances des représentants locaux du parti ou de l'administration.

Pékin. — Une campagne en faveur de l'expansion du secteur privé de l'économie bat actuellement son plein en Chine. Après diverses informations, de caractère fragmentaire, publiées à ce sujet ces derniers temps dans la presse, le *Quotidien du peuple*, organe central du P.C., vient d'indiquer clairement dans quel sens soufflait le vent en appelant à un « développement approprié » de ce qui est appelé ici, pudiquement, « l'économie individuelle ».

Prenant prétexte de restrictions et de discriminations imposées arbitrairement à des titulaires de licences de commerce et de services individuels dans la province du Shandong, le journal, dans un éditorial publié dimanche 9 janvier, écrit : « L'économie individuelle n'est pas une économie de nature capitaliste. Elle combine la propriété individuelle des moyens de production avec le travail individuel, et c'est par son propre labeur que le travailleur se subvient à lui-même. Il n'y a donc là aucune exploitation. » Allant plus loin, le journal ajoute : « Dans la période présente, les

travailleurs individuels vivant en milieu urbain gagnent, en général, leurs moyens d'existence par le travail tout en offrant leur savoir-faire au pays. Cela n'a rien à voir avec le capitalisme, mais est, au contraire, profitable au socialisme. Un tel type d'économie doit être protégé et soutenu. »

Complètement abolies pendant la révolution culturelle, les activités commerciales et de services privées ont été de nouveau autorisées ces dernières années. A la fin de 1982, on estimait à un million et demi le nombre de personnes se livrant, avec ou sans autorisation, à de telles activités. Ce chiffre était trente-trois fois supérieur à celui de fin 1979.

Cet essor s'est effectué en dépit de nombreux obstacles d'ordre administratif ou politique dressés devant ceux qui se lancent dans l'aventure. Ainsi, à Pékin, les demandes d'ouverture d'un commerce privé doivent obtenir l'accord des magasins d'Etat ou collectifs environnants. Celui-ci leur est souvent refusé sous les motifs les plus divers : crainte de « perdre la clientèle », nuisance sur la voie publique (les nouveaux venus s'installant la plupart du temps sur le trottoir, vu la difficulté à obtenir un local), etc.

Commerce et corruption

La nouvelle Constitution adoptée début décembre par l'Assemblée nationale populaire a conforté sinon la situation juridique, toujours aussi aléatoire, de l'entreprise privée, du moins son statut politique : son rôle de « complément » de l'économie d'Etat et de l'économie collective a été formellement reconnu. Mais il y a loin, apparemment, de textes à la réalité.

La presse fourmille d'exemples montrant comment, à l'échelon local, les cadres du parti mettent des freins à l'initiative privée.

Le paradoxe est que, dans de nombreux cas, cette répression sournoise se fait sous couvert de la lutte, officiellement encouragée, contre les « délits économiques », c'est-à-dire contre la corruption. Le raisonnement des cadres, à la base, est d'une simplicité enfantine : puisque les « privés » gagnent de l'argent rapidement, c'est qu'ils l'acquiescent illégalement, ils doivent donc être sanctionnés.

L'objet de la campagne en cours est, au contraire, de montrer que non seulement ces activités sont légitimes, mais encore qu'elles sont utiles. Entre autres avantages, elles fournissent des emplois, elles s'adaptent plus souplesment à la demande, elles permettent de combler des lacunes de l'économie d'Etat. Ainsi, le *Quotidien du peuple* estime qu'il serait préférable de confier à des « individuels » les ateliers de réparations, de photographie, de couture et les laveries. Dans le domaine du transport, l'initiative privée facilite la circulation des biens sur courte, mais aussi sur longue distance. Il n'est plus rare que ces transports, le plus souvent par camion, dépassent le cadre des limites provinciales.

Si les gains des travailleurs individuels sont généralement très supérieurs au salaire ouvrier moyen — environ 70 yuans (1 yuan équivaut à 3,6 FF) — leur existence n'est guère de tout repos : absence de couverture sociale, non-accès à l'attribution d'un logement par les collectivités, impôts, sans parler de l'incertitude du lendemain.

Le gouvernement préparait actuellement une série de mesures autorisant les « privés » à s'associer à des partenaires, à engager des « assistants » ou à fixer certains de leurs prix. De telles mesures seraient certainement de nature à augmenter la confiance. Mais les résistances seront rudes. Le *Quotidien du peuple*, ne rappelait-il pas, ces jours-ci, avoir

souigné, il y a déjà deux ans et demi, que le transport privé des marchandises « n'est pas une activité spéculative ». Après avoir noté que, depuis lors, le problème n'avait « pas été bien résolu », le journal concluait : « Si certains ne comprennent pas le rôle d'une telle activité, c'est parce qu'ils ne se sont pas libérés de la conception figée du socialisme. A leurs yeux, le socialisme ne peut être que la propriété publique. Ils ne comprennent pas que, dans la société socialiste, l'économie et le commerce d'Etat ne peuvent pas tout faire. »

MANUEL LUCBERT.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 2287-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

324 F 519 F 715 F 910 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

ÉTRANGER

(par messagerie)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAIS-BAS

364 F 600 F 835 F 1 070 F

2 - SUISSE-TURQUIE

436 F 744 F 1 052 F 1 360 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque

postal (trois virements) doivent

joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (dans semaine ou plus) :

nos abonnés sont invités à formuler

leur demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les sous-prints en

cas de changement.

Feux de brousse, soleil de plomb

L'Est australien meurt de soif

La sécheresse qui frappe l'est de l'Australie est la plus grave qu'ait connue la région depuis 1880.

La récolte de céréales que les paysans engrangent pendant cet été austral semble bien être la plus faible depuis 1972.

En novembre, au milieu du printemps, saison habituellement pluvieuse, Canberra, la capitale, a été à plusieurs reprises balayée par de forts vents venus du nord. La ville a été recouverte d'une fine pellicule de poussière rougeâtre : de la terre arrachée aux riches champs de blé du Queensland, à un millier de kilomètres de là. La terre, desséchée par deux ou trois ans de sécheresses successives, ne tenait plus au sol et devenait la proie des vents du désert. Vu d'avion, le paysage — qui d'ordinaire aurait dû avoir cette couleur vert-bleu qui caractérise l'Australie — apparaissait grisâtre ou marron, parcheminé. Des sillons noirs, craquelés, indiquaient les rivières à sec. Les abreuvoirs à bétail étaient vides ou remplis de terre boueuse. Quelques rares filets d'eau serpentaient encore dans les zones les plus favorisées.

Les feux de brousse, la terreur des estés australiens, qui peuvent s'étendre sur un front d'une centaine de kilomètres, détruisant tout sur leur passage, étaient encore plus menaçants que de coutume et l'alerte était maintenue en permanence, les eucalyptus et la forêt s'enflammant comme des allumettes. En Australie du Sud, dans les riches vignobles de la vallée de Clare, les feuilles de vigne commencent à perdre leur belle couleur verte alors que, aux alentours, sur les terres à blé, les épis se dessèchent sur pied sans pouvoir mûrir. Aujourd'hui, dans certaines régions, on en vient à interdire l'arrosage des jardins, voire à rationner l'eau, dernière si précieuse dans ce continent où elle n'a jamais été abondante.

Dans les régions les plus touchées du Victoria ou de Nouvelle-Galles-du-Sud, la sécheresse dure depuis trois, voire quatre ans. Déjà, en 1980, nous avions vu l'élevage de la famille Ryan, son loin de Canberra. Il se reposait pratiquement plus d'herbe sur la terre durcie comme une croûte. Le fermier parcourait ses terres dans une grosse et vieille voiture américaine, roulant à travers champs en tentant d'éviter les souches d'arbres morts ou incendiés, comptant les nouvelles carcasses desséchées de moutons qu'il ne se donnait même plus la peine d'enterrer. Deux ans après, la situation est encore plus dramatique.

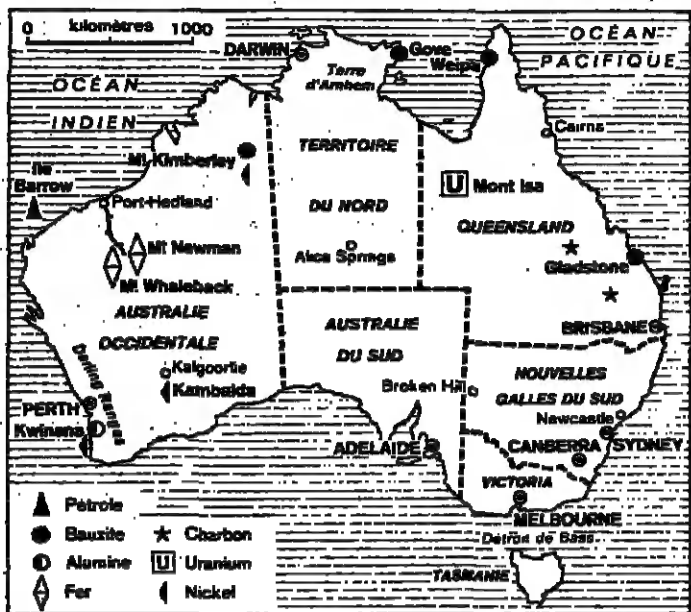
Certains éleveurs de moutons ont abattu à coups de fusil et enterré dans des fosses communes des milliers de têtes, afin de réduire leur cheptel et permettre au reste de tenter de survivre sur une maigre pâture. Les bêtes encore présentables sont envoyées à l'abattoir. Il en est de même pour les bovins. Les abattoirs en reçoivent plus qu'à l'ordinaire. Mais cette réduction massive, si elle

peut faire monter certains chiffres d'affaires et statistiques, ne doit pas faire illusion : au lendemain de la sécheresse, dans les années qui vont suivre, la capacité de reproduction du troupeau australien s'en trouvera fortement diminuée. Pour le moment, des subventions allant jusqu'à 50 % du prix du fourrage, et d'autres avantages bancaires, sont consentis aux paysans. Le bétail bénéficie également d'une nourriture imprévue : le blé qui n'a pas pu mûrir.

En Australie où tout semble atteint de gigantisme, les chiffres fournis par le B.A.E. (Bureau d'économie agricole) sont à la mesure du drame. Ils se suivent et s'enchaînent comme une litane de malheur : production de céréales en baisse de 50 % (8,9 millions de tonnes au lieu de 16,4). Encore ce chiffre n'a-t-il été atteint que

Dans un pays frappé de plein fouet par la crise économique alors qu'il se croyait au bord d'un « boom » minier miraculeux, et à quelques mois d'élections générales, la sécheresse pèse d'un poids encore plus lourd. Gouvernement fédéral et gouvernements des États mettent toute leur énergie à combattre un fléau qui pourrait aussi leur coûter le pouvoir. Avec des méthodes différentes. La plupart des administrations, dont celle de Canberra, utilisent les moyens classiques des subventions et des aides (à l'abattage, à l'achat de fourrage). Le nouveau gouvernement travailliste d'Australie du Sud, dont le ministre de l'Agriculture est lui-même un paysan, et avait déjà dû faire face en 1977 à une grave sécheresse, a des idées différentes.

« Il ne faut pas fournir une as-



parce que l'Australie occidentale a connu, elle, une année exceptionnelle. Si sa récolte est supérieure de 30 % à la précédente, celle des grands États producteurs a parfois baissé de 75 %. Neuf fermiers sur dix en Nouvelle-Galles-du-Sud sont frappés, 60 % au Victoria, 45 % au Queensland, 30 % en Australie du Sud. Au total, selon les statistiques officielles, 82 % des éleveurs et producteurs de blé. En octobre, dans les régions productrices de l'Est, la pluviosité au cours de la première semaine s'est située entre 0 mm et 8 mm contre 25 mm à 112 mm en temps normal. La valeur nette de la production agricole a baissé de 49 % en termes réels. Il en est résulté pour le pays une baisse totale des exportations de 5 %.

Du boom minier au fléau naturel

Plus grave encore, l'Australie se trouve pour la première fois depuis des décennies — elle qui est un des principaux exportateurs de céréales — obligée d'importer du blé des États-Unis et du Canada pour, à la fois, nourrir les États de l'Est et honorer des marchés internationaux, si difficiles à exporter et où la concurrence est si rude. Il aurait coûté plus cher d'envoyer par bateau du blé de Perth sur Sydney !

distance aux paysans, comme si la sécheresse était un échec. Nous ne nous préoccupons pas de leur récolte, mais de les aider à établir un budget. Nous leur fournissons comme à l'habitude quelle entreprise un crédit bancaire pour leur permettre de poursuivre leur activité. Sur les 22 millions de dollars prêtés en 1977, 17 ont déjà été remboursés. Mais si la sécheresse se poursuit, ajoute M. Brian Chatterton, les paysans commenceront à perdre espoir. J'ai vu des scènes dramatiques après trois sécheresses, des hommes solides éclater en sanglots, perdre leur volonté de continuer ! Pourtant, l'Australie du Sud est une région peu arrosée, qui produit une partie de ses céréales dans une zone semi-aride, recevant entre 250 mm et 500 mm de pluie par an, au moyen d'un système original d'alternance blé-légumineuses. Une technique dont elle fait profiter certains pays du Proche-Orient.

Si les paysans ne représentent, en Australie, que 5 % de la population active, la sécheresse du siècle étend ses dégâts bien au-delà. Les services, les fournisseurs et fabricants de matériel agricole sont aussi frappés. Ce phénomène est d'abord sensible dans les bourgs ruraux où il ne restait qu'un ou deux commerçants, vendant du matériel agricole, contre parfois une dizaine à la fin des années 60. Aujourd'hui, ces com-

merçants se trouvent en faillite, ou presque. Les fabriques et les usines tournent au ralenti, les aciéries en subissent le contre-coup, et licencient. Leur pouvoir d'achat ayant fortement baissé, les paysans consomment moins et les commerces locaux en souffrent, ferment parfois, affaiblissant le tissu urbain dans les zones rurales, déjà fort distendu. Engrais et insecticides se vendent moins, les ouvriers agricoles ne trouvent plus à s'employer. Le secteur agro-alimentaire ne va guère mieux. Selon certaines sources, la sécheresse pourrait affecter le travail d'un demi-million d'ouvriers.

L'Australie s'en relèvera sans doute, et ses paysans, bien aidés, ne sauraient en aucun cas être comparés à ceux du Sahel ou de l'Inde ! Mais, à l'occasion de la sécheresse, certains recommencent, encore discrètement, à parler d'autres causes, peut-être plus graves, qui seraient en partie à l'origine de la sécheresse. Et, en particulier, l'utilisation trop intensive de terres pauvres, la densité trop importante d'ovins dans des pâturages pauvres, à la limite du grand désert intérieur, le non-respect de certaines réglementations, surtout au cours des années 60 et 70, alors que le développement de l'exportation poussait les agriculteurs à produire toujours plus (la superficie cultivée a été multipliée par deux en vingt ans). « Un certain nombre de paysans sont plus vulnérables à la sécheresse que d'autres en raison de leurs pratiques passées », nous disait un expert du B.A.E. En particulier, sans doute, ces fermiers aux bœufs et au chapeau de cow-boy qui exploitent, dans des régions semi-désertiques, des ranches qui peuvent avoir 25 000 à 100 000 hectares et dans lesquels les déplacements se font en avions privés.

PATRICE DE BEER.

faits et chiffres

● Le chômage s'est fortement accru en Espagne, en décembre, avec 2 150 947 « chômeurs enregistrés », soit 16,53 % de la population active. Le taux de chômage, qui n'était que de 14,46 % au 30 septembre, a ainsi gagné plus de deux points au cours du dernier trimestre 1982. Selon un institut officiel, le chiffre des « chômeurs estimés » se situait à la fin du troisième trimestre à environ un demi-point au-dessus du taux des « chômeurs enregistrés ». Pour sa part, fin novembre, M. Marcelino Camacho, secrétaire général des commissions ouvrières, donnait un chiffre de chômeurs supérieur d'environ 150 000 à celui des « chômeurs enregistrés ». — (A.F.P.).

● Des camions bloqués à la frontière espagnole. — Une trentaine de camions transportant des salades d'Espagne ont été interceptés le vendredi 14 janvier par une centaine d'agriculteurs du Roussillon à la frontière espagnole sur l'autoroute Perpignan-Barcelone. Les

Faible augmentation des prix de gros

Avec une hausse de 0,1 % en décembre, les États-Unis ont enregistré en 1982 leur taux d'inflation le plus faible depuis 1971 : 3,5 % (3,2 % il y a onze ans). En 1981, les prix de gros avaient augmenté de 7 % et de 11,8 % en 1980.

Cette évolution des prix de gros permet de penser que le net ralentissement de la hausse des prix de détail (4,6 % en novembre 1982 com-

paré à novembre 1981 contre 9,6 % un an plus tôt) va se poursuivre.

L'indice de la production industrielle a, quant à lui, fléchi de 0,1 % en décembre par rapport à novembre, portant à 8,2 % son recul sur un an. Cette chute est la plus forte depuis la récession de 1974/1975 (- 8,9 % en 1974). En 1982, la production industrielle des États-Unis n'aura pas dépassé celle de l'année 1977...

Maroc

L'aide française pourrait atteindre 2 milliards de francs

De notre correspondant

Rabat. — La convention financière annuelle franco-marocaine qui a été signée vendredi 14 janvier, à Paris, par M. Joushri, ministre des finances marocain, et son collègue français, M. Delors, prévoit une aide française d'un montant global supérieur à celui de l'an dernier. Alors que par la précédente convention, signée en mars 1982 par M. Delors à Rabat, la France accordait une aide d'environ 1 milliard 300 millions de francs au Maroc, en 1983 la France en accordera une d'un montant d'au moins 1 milliard 800 millions, et qui, finalement, pourrait atteindre, y compris les crédits à l'exportation et en fonction des projets qui seront

confiés à l'industrie française, un total d'environ 2 milliards de francs.

Cette aide se décompose en prêts du Trésor et crédits privés garantis. Les crédits privés garantis porteront sur une somme plus de deux fois supérieure à l'aide directe. Elle sera liée aux contrats qui seront confiés à des entreprises françaises et affectée en particulier à des projets très importants de l'Office chérifien des phosphates, pour lesquels un financement d'environ 6 milliards de francs sur cinq années avait été envisagé dès la visite au Maroc, en janvier 1981, de M. Barre, alors premier ministre, et confirmé lors de la visite de M. Delors un an plus tard. — R. D.

Indonésie

Un budget en diminution

Le projet de budget de l'Indonésie pour l'exercice 1983 (1^{er} avril 1983-31 mars 1984) table sur des dépenses de 24 milliards de dollars. Ce chiffre correspond à une diminution d'environ 8 % du volume des dépenses publiques par rapport à l'exercice précédent.

Le gouvernement veut ralentir les dépenses de fonctionnement ainsi que les subventions accordées à des produits tels que le pétrole et le riz. Même les dépenses de développement, jusqu'à présent prioritaires,

puisque considérées comme moyen de lutte contre le danger communiste, reculent de 6 % environ en valeur réelle.

Septième producteur de l'OPEP, l'Indonésie a bénéficié pendant des années du « boom » pétrolier. Mais ses exportations de brut ont baissé de 18 % en 1982 tandis que chutaient ses ventes de café, de caoutchouc, d'étain et de bois. L'Indonésie aura besoin d'emprunter près de 4 milliards de dollars à l'étranger en 1983. — (A.F.P.).

● Le gouvernement canadien prêt à aider PUK. — Pour implanter une usine d'aluminium sur la rive sud du Saint-Laurent à Bécancour (entre Québec et Montréal), les autorités fédérales pourraient contribuer pour 60 % du montant des investissements d'infrastructure. Cette aide, évaluée à 30 millions de dollars canadiens (environ 16,8 millions de francs), s'ajouterait à celle que pourrait donner à PUK la province du Québec pour construire l'usine et qui pourrait atteindre 30 % du coût global du projet estimé à plus de 1 milliard de dollars canadiens.

● Brésil : 2 900 licenciements chez Mercedes-Benz. — La firme allemande, qui emploie 5 200 personnes au Brésil, va licencier 2 900 personnes. Des mesures avaient déjà été prises pour réduire la production de cette filiale avec,

véhicules ont été bloqués durant deux heures et deux d'entre eux ont dû rebrousser chemin.

notamment, des mises au chômage partiel, du 17 décembre 1982 au 23 janvier 1983. — (A.F.P.).

● Les banques italiennes ont décidé d'abaisser de 0,75 % leur taux d'intérêt privilégié pour le ramener à 20 %, ce qui constitue l'« effort maximum possible, compte tenu de la situation », selon M. Silvio Gozzio, président du comité exécutif de l'assemblée des banques italiennes (ABI).

Vivre avec talent.

Black & White. Choice old scotch whisky.

étranger / lectures

Les Mémoires de George Ball

La colombe qui n'aimait pas les hippies

« Écrire ses Mémoires est, par définition, faire preuve de complaisance envers soi-même... ». Cette observation figurant dans la préface, George Ball illustre brillamment tout au long de son livre (1), écrit d'une plume alerte et vigoureuse par un homme de conviction, et même de passion.

Avocat international, banquier, diplomate, économiste, George Ball a passé environ un demi-siècle dans les aléas du pouvoir, et même au gouvernement où il servit sous les présidents Kennedy et Johnson. Secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires économiques, il fut le « loyal coéquipier », parfois difficile, de Dean Rusk. Mais il ne devint jamais le « patron » de la politique étrangère américaine. Pourtant, il en avait la stature et les capacités... Sa déception apparaît seulement en filigrane dans son récit, d'une lecture facile, souvent amusant, d'un intérêt certain tant pour l'historien que pour le grand public.

George Ball est un homme convaincu d'avoir eu raison et d'avoir vu juste. Aussi son jugement sur les hommes et les événements est marqué d'une certaine complaisance et parfois d'une légère irritation à peine contenue à l'égard de ceux qui ignoraient ou dédaignaient son opinion.

A un moment où l'Europe a cessé d'être la première préoccupation des dirigeants américains, les « Mémoires » de George Ball ont quelques choses d'anachronique et de nostalgique. Car son image de marque est celle d'un « atlantiste » mais surtout d'un « européen » donnant la priorité aux relations entre les États-Unis et l'Europe. Après la guerre, où il contribua à la mise en place de l'administration du président, il travailla en étroite coopération avec Jean Monnet, participa aux négociations sur le plan Marshall et sur la Communauté charbon-acier.

Conseiller à Washington pour plusieurs gouvernements français, son association avec les hommes politiques de la IV^e République, sa connaissance des problèmes français, le qualifiaient pour mettre en

garde les présidents Kennedy et Johnson contre un engagement militaire américain au Vietnam. Mais en vain... En novembre 1961, il disait à J.F. Kennedy : « Dans cinq ans nous aurons trois cent mille hommes dans les rizières et la jungle et nous ne les retrouverons plus... Comme les Français... ». George, lui répondit le président, vous êtes simplement fou à lier... Cela n'arrivera pas. Avec Johnson, qui poursuivra dans la « tragique erreur » du Vietnam, il se fit l'avocat du diable.

George Ball raconte, non sans humour, comment Lyndon Johnson l'écouait, le remerciait chaleureusement d'avoir exprimé des vues hérétiques mais sans aucunement modifier sa politique. George Bundy, conseiller présidentiel, transmettait à son patron les remarques vigoureuses de George Ball condamnant l'intervention au Vietnam avec la note : « Vous écouteriez attentivement ses propositions... ». Cela n'empêcha pas Bundy, quelques années plus tard, de dire au président Johnson : « Je vais vous dire quelque chose que je ne pensais jamais avoir à vous dire : je suis d'accord avec George Ball ». Apparemment, Robert McNamara avait, lui aussi, les plus grands doutes sur l'intervention au Vietnam. D'autres encore partageaient ces vues. Mais ils ne les exprimaient pas devant un président qui, conscient de ses limites intellectuelles, était impressionné de voir tous ces brillants conseillers se déclarer favorables à la poursuite de la guerre.

« Loyale opposition »

George Ball distingue deux phases dans l'intervention des États-Unis. La première reposait sur la conception que la guerre pouvait être gagnée. Et il ne manque pas de citer malicieusement les conclusions optimistes du rapport préparé par M. Rostow et le général Taylor, en 1961, recommandant l'intervention avec des jugements de cet ordre : « Le Nord-Vietnam est extrêmement vulnérable aux bombardements conventionnels... ». Dans la seconde phase, il ne s'agissait plus de sauver le Vietnam mais d'éviter l'humiliation. Mais ni Johnson ni Nixon ne voulaient limiter les dégâts de peur que les alliés et adversaires des États-Unis ne s'interrogent sur les

engagements américains dans le monde. Tel n'est pas l'avis de George Ball : « Ce que nous pouvions gagner en démontrant la solidité de nos engagements, nous pouvions le perdre par l'érosion de la confiance dans notre engagement ».

Ainsi George Ball se contenta d'être la « loyale opposition » au sein d'un gouvernement qui ignorait délibérément ses avis. Mais il ne démissionna qu'en 1966 et reprit même du service plus tard, pour de courtes durées, comme représentant des États-Unis aux Nations unies. Il ne suivit pas le conseil de Walter Lippmann lui recommandant, au moment de sa démission, de faire connaître publiquement ses vues contre la guerre au Vietnam. Bref, pendant toutes ces années, il accepta d'être, selon la formule méchante d'une revue américaine, une « colombe captive ». (2). George Ball s'en explique dans son livre. Il ne voulait pas trahir la confiance de ses collègues, ni ajouter aux difficultés du président, ni aider ou encourager l'ennemi. « Simplement je ne voulais pas devenir un héros des hippies ». Bref, cet homme de l'establishment ne chercha pas à s'en sortir. Il ne voulait pas rompre publiquement avec un gouvernement qu'il combattait vigoureusement en privé. « Ma démission n'aurait pas été un événement... Au mieux on en aurait parlé pendant vingt-quatre heures », écrit-il, comme pour justifier une attitude qui, objectivement, le rendait complice passif d'une entreprise guerrière très coûteuse. Aujourd'hui sur la touche, George Ball se sent beaucoup plus à l'aise pour attaquer avec vigueur et talent la politique étrangère du président Reagan.

Envoyé en mission au Congo, à Chypre, au Laos, et toujours en mouvement entre Washington et les principales capitales, George Ball a beaucoup de choses à dire, d'anecdotes à raconter sur les personnalités d'État d'Ayub Khan à de Gaulle, en passant par Salazar et Adlai Stevenson, qu'il assista dans ses deux campagnes malheureuses pour la présidence. Et parfois, malgré la longueur du livre, on regrette son effort délibéré de concision. Il passe un peu rapidement sur les éléments dont il a été le témoin, par exemple la conférence de presse du 14 juillet 1963 où de Gaulle rejeta la candidature britannique. Couve de Murville préten-

dit n'avoir pas été informé de la décision du président, déjà connue par les journaux... « Bien que le Général fut réputé pour sa tendance au secret, je me demandais comment son ministre des affaires étrangères n'était pas au courant d'un sujet sur lequel la presse avait déjà été informée ».

La béarnaise de Kissinger

Sa fidélité à ses amis l'entraîne parfois à des appréciations discutables. Ainsi Jean Monnet lui apparaît comme « un homme du XX^e siècle... Un remarquable architecte... dont la place dans l'Histoire ne sera pas éphémère... ». Par contraste avec de Gaulle, « un Don Quichotte du XX^e siècle cherchant à maintenir les vieux cadres et à rétablir les vieilles formules... qui n'a rien laissé de concret... Un superbe acteur qui, à la différence des architectes, ne laisse qu'une légende et rien de permanent qui pourrait affecter la vie ou les sensibilités des générations futures ». Il est indulgent à l'égard de Kennedy, « pragmatique par excellence, alerte et rapide, mais il n'était profond ni dans ses analyses, ni dans son jugement... ». Néanmoins, il félicite Kennedy pour sa « performance supérieure » dans la crise de Cuba où sa conduite des affaires fut « ferme mais prudente ».

Malheureusement, on ne trouve pas une ligne sur la triste aventure de la baie des Cochons. Il n'a pas de sympathie pour Nixon dont, écrit-il, « les erreurs étaient cachées sous la sauce béarnaise d'abstractions de Kissinger ». En fait, il le rend responsable d'avoir, par une erreur stratégique dans la négociation, prolongé de quatre ans la guerre du Vietnam. Mais peut-être présentait-il l'avenir en déclarant, en 1956 : « Tout ou tard, les campagnes pour la présidence exigeront des acteurs professionnels capables de bien résumer leur texte... ».

HENRI PIERRE.

(1) The Past has Another Pattern. Mémoires. George W. Ball. Norton and Co. 1982.

(2) Dans la terminologie politique américaine, les « colombes » sont les modérés par opposition aux « faucons », partisans de la manière forte.

La négociation israélo-libanaise (« Le Réveil » Beyrouth)



Dans « Réalités » : Paradoxe Tunisie

« Dans les prisons tunisiennes, il ne reste plus de détenus politiques... ». C'est ce qu'avait solennellement déclaré le président Bourguiba le 3 août 1980. Moins d'un an plus tard, le 18 juillet 1981, des dizaines de militants du M.T.I. (Mouvement de la tendance islamique) et leur chef, M. Rachid Ghannouchi, étaient arrêtés, jugés et condamnés à de lourdes peines : ils furent envoyés à la prison de Borj-Erroumi, l'ancien « bagne » de Nador, à 7 kilomètres de Bizerte. L'hebdomadaire indépendant tunisien Réalités consacre, dans son n° 13, un dossier à leurs conditions de vie, très dures au début, mais qui se sont améliorées, à la prison où

ils sont détenus, et à leurs familles.

Paradoxe Tunisie. Alors que plusieurs publications de l'opposition ont été suspendues au cours de ces derniers mois - Réalités leur a consacré un autre dossier dans un numéro précédent, - la revue a été mise en vente. Mieux, un encadré nous apprend que « le ministère de l'Intérieur vient de soumettre, pour avis, à la Ligue tunisienne des droits de l'homme (laquelle, soit dit en passant, est une des très rares du monde arabe à jouer un rôle actif) un projet de réforme des conditions de détention dans les prisons tunisiennes ». La Ligue a émis un avis

favorable tout en proposant une série d'amendements qui devraient ouvrir la voie à l'adoption

d'un statut du prisonnier politique.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
André Lemaître, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beauvillier (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie :
de « Monde »
r. de l'Inde
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437.
ISSN : 0395-2037.

Enfin, fait sans précédent en Tunisie - et sans doute aussi au Maghreb, - un ancien détenu politique qui se situait, lui, à l'extrême gauche, M. Gilbert Naccache, a publié, il y a quelques mois, un roman-témoignage sur sa vie à Borj-Erroumi et les tortures qui lui ont été infligées, et il a choisi pour cela un éditeur tunisien, les Éditions Salammbô (74, avenue Farhat-Hached, Tunis). Ni l'éditeur ni l'auteur n'ont été inquiétés. Cela mérite d'être souligné.

PAUL BALTA.

Un portrait de l'Amérique dans « Newsweek »

Quelques rides dans les statistiques

La société américaine adore se regarder dans le miroir des chiffres, des statistiques et des moyennes. Dans ce pays qui réalise le rêve d'Auguste Comte, la sociologie, vierge de toute mauvaise conscience et que ne tourmente aucune inquiétude théorique, se proclame tranquillement une science positive.

Peu de peuples ont autant le moyen - et le goût - de se mieux connaître. Les signes de cette fascination fascinent à leur tour le visiteur étranger. On trouve outre-Atlantique, dans une salle austère qui tient à la fois de la chapelle et du musée, un tableau mural qui indique - à chaque instant - le chiffre « exact » de la population américaine, les décimales et les unités tournant à un rythme visible, sous le regard ébahi d'enfants des écoles venues par classes entières. La Constitution des États-Unis n'offre-t-elle pas d'ailleurs cette singularité de stipuler, dès ses premières lignes, qu'un « dénombrement » des citoyens doit avoir lieu tous les dix ans ?

Cette pratique, inaugurée en 1790, s'est beaucoup affinée au fil des ans, et les résultats du dernier recensement, celui de 1980, commencent à peindre à être vomis par les ordinateurs. Le Bureau du recensement, qui est chargé d'appliquer - et un peu plus - la lettre du texte constitutionnel, est devenu une énorme machine bureaucratique, d'ailleurs unanimement respectée.

Le portrait 1980 de l'Amérique que brasse cet organisme est présenté par le magazine Newsweek dans sa livraison du 17 janvier. C'est de cette enquête que sont tirés pour la plupart les chiffres qui suivent.

L'événement massif qu'enregistre le dernier recensement dénommé est la transformation en parents et en travailleurs des enfants du « Baby Boom ». Tout - ou presque - a été bouleversé par le passage de cette énorme vague démographique de l'après-guerre dont : la génération du « Baby Boom » se marie plus tard, divorce davantage et fait moins d'enfants que celle qui l'a précédée. Si l'on ajoute l'accroissement de l'espérance de vie (73,8 ans) dû aux progrès de la médecine, l'Amérique de 1980 est plus vieille et moins prolifique que celle de 1970.

L'âge moyen est passé de vingt-huit à trente ans. L'accroissement décaennal de la population, qui était de 18,5 % dans les années 50, et encore de 13,3 % dans les années 60, est tombé à 11,4 %. Selon les projections du Bureau du recensement, la population totale, qui était en 1982 de 232,6 millions, atteindra 268 millions en 2000 mais devrait décroître après 2050.

Le recensement lui-même joint à des statistiques plus récentes, ou émanant d'autres sources, est l'occasion de faire

voler en éclats quelques idées reçues. L'origine « ethnique » que revendique la proportion la plus élevée d'Américains est l'allemande (28,8 %), suivie par l'irlandaise (24 %) et - en troisième position seulement - l'anglaise (22,3 %). Onze pour cent des Américains parlent habituellement chez eux une langue étrangère (principalement l'espagnol). Répétés consommateurs d'alcool et de drogue au crédit, les Américains ont pourtant commencé à épargner davantage. Ils mettaient de côté 6,4 % de leur revenu disponible en 1981, contre 5,8 % en 1980.

Les progrès des Noirs sont indéniables, et plus rapides qu'on ne le croit. Ils forment 9,1 % des employés - en col blanc - en 1980 contre 6,6 % en 1972. Mais ils sont bien plus que les Blancs, et surtout pour les plus jeunes d'entre eux, la proie d'un chômage qui semble bien, en ce qui les concerne, destiné à durer.

En effet, en raison de l'immigration, légale et illégale, qui profite surtout aux « hispaniques » (Mexicains, Cubains et Portoricains en premier lieu), ils vont perdre leur statut de « minorité de couleur la plus nombreuse ». D'un autre côté, l'arrivée massive dans les années 70 de réfugiés d'Asie a considérablement gonflé les colonies traditionnelles de New-York ou de Californie. Les Américains d'origine asiatique sont passés en une décennie de 1,5 à 3,5 millions, et, parmi eux, les Chinois sont désormais plus nombreux que les Japonais. Tous ces nouveaux immigrants, le cas des Cubains de Floride étant exemplaire, ont tendance à dépasser rapidement le niveau de vie des plus démunis, qui restent les Noirs, si l'on met à part les Indiens, qui sont incalculables.

La baisse du revenu des ménages

Un Américain sur sept vit en dessous du seuil de la pauvreté tel qu'il est défini par le gouvernement. Et un Américain sur sept possède des actions. Mais ce n'est probablement pas le même... Newsweek relève enfin quelques curiosités dans les statistiques fédérales. Par exemple, un million de plus de femmes que d'hommes se disent séparées de leur conjoint.

An total, le chiffre qui illustre le mieux le déclin relatif des États-Unis au cours de la décennie passée est celui du revenu moyen des ménages. En dollars constants, il a augmenté de 6 000 dollars entre 1960 et 1970 mais diminué de 723 dollars pendant les dix années suivantes. Il faut y ajouter celui du chômage, qui, en décembre 1982, touchait plus de 12 millions de personnes, soit 10,8 % de la population active. Le rêve américain, comme l'Amérique elle-même, a pris quelques rides. - D.D.

Champs-Élysées : la venue de Volvo.



Volvo Paris s'agrandit avec une nouvelle adresse prestigieuse. Pour découvrir une gamme complète : 138, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris, tél. : 225.60.70

VOLVO

L'analyse des sondages

M. MITTERRAND EST-IL EN VOIE DE « CARTÉRISATION » ?

Pour la gauche, après l'état de grâce, c'est l'état d'inquiétude. Les socialistes, le gouvernement, le président de la République lui-même ont subi, ces derniers mois, une baisse de popularité spectaculaire. Bien que le dernier baromètre mensuel de l'IFOP traduise un redressement, l'hypothèse d'une « cartérisation » de l'image de M. Mitterrand, avancée par M. Michel Poniatowski, mérite examen, au-delà des axes de l'opposition.

Si l'on analyse rétrospectivement le processus d'affaiblissement de l'ancien président des États-Unis, l'opinion américaine, on peut retenir quatre éléments principaux : une chute brutale dans les sondages, un très bas niveau de popularité, le discrédit sur la capacité à exercer la fonction présidentielle, enfin la déflection des électeurs qui avaient porté Jimmy Carter au pouvoir fin 1976. Sur ces quatre points, comment se situe aujourd'hui M. Mitterrand ?

La chute brutale dans les sondages : elle est incontestable. On se souvient que le 10 juin 1982, à la mise en place d'une politique de rigueur avec le blocage des prix et des revenus. Le recul a été traduit avec une ampleur différente selon les instituts de sondage (voir le courbe). Il est d'autant plus étonnant que la question posée appelle un jugement direct sur la politique suivie.

Ainsi, selon l'indicateur IFOP-France-Soir, l'écart entre les satisfaites et mécontents a passé, entre juin et juillet derniers, soit en un seul mois, de +16 à +1. Dans le baromètre Figaro-Magazine-Soir, qui mesure la confiance en M. Mitterrand, la baisse a été moins immédiate, mais progressive : l'écart positif de confiance est passé de +30 en juin à +1 à la fin de l'année.

Un niveau très bas de popularité : Dans l'histoire de l'opinion publique sous la V^e République, le pourcentage de la confiance en M. Mitterrand n'a jamais enregistré. Seul M. De Gaulle d'États avait fait plus mal, avec 35 %. Le général de Gaulle et Georges Pompidou s'étaient presque maintenus au-dessus de 50 %. M. Carter, lui, descendu à 25 %, les mesures de popularité, toutes directement liées aux résultats obtenus, sont nettement plus favorables à M. Mitterrand (cf. courbe).

Le discrédit sur la capacité à exercer la fonction présidentielle : On a souvent souligné l'aisance avec laquelle M. Mitterrand avait revêtu les habits présidentiels. La très grande majorité des Français juge d'ailleurs qu'il s'est bien chargé. Selon l'indicateur BVA-Paris-Match, 53 % des Français ont une « bonne opinion » de son œuvre. Et, dans trois domaines essentiels, la confiance demeure majoritaire : le fonctionnement

des institutions, la politique étrangère et la défense des libertés.

L'attitude des électeurs de M. Mitterrand : Aux États-Unis, la cote de Jimmy Carter s'était aussi effondrée parmi les électeurs démocrates. Rien de tel en France, où M. Mitterrand bénéficie de la confiance de la grande majorité de ceux qui l'ont élu : 78 % de communistes et 75 % de socialistes. Il est vrai que l'Élysée peut ignorer que, ces der-

nières élections, l'électorat de gauche.

A la différence des précédents, qui disposaient d'un soutien large dans l'opinion publique, M. Mitterrand s'appuie sur un seul électorat présidentiel, la France qui, plus que jamais, est partagée en deux camps hostiles. Aux yeux de l'opinion, il est tout, le chef suprême de la majorité de gauche plutôt qu'un président au-dessus

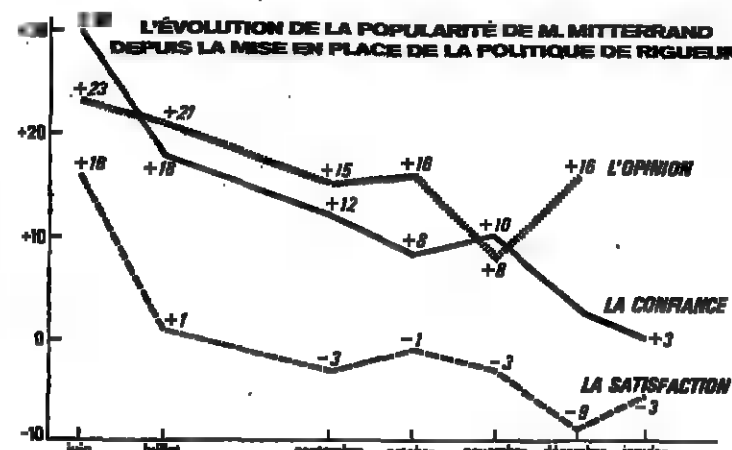
un sondage récent a montré que 47 % des interviewés portaient un jugement négatif sur le bilan de M. Mitterrand, 25 % seulement un jugement positif.

S'appuyant sur les électeurs de gauche, M. Mitterrand voit, outre, une partie d'entre eux mécontents de la politique menée. Là aussi, l'analyse des sondages est éloquent : le quart environ des électeurs de gauche ou communistes désapprouvent les décisions économiques. La majorité des électeurs de gauche ignorent les succès, pourtant réels, obtenus par M. Pierre Mauroy dans la lutte contre le chômage, l'inflation. Le tiers des électeurs de M. Mitterrand, le 10 mai 1981, se déclarent déçus. Ils représentent cinq millions de Français ! Le peuple de gauche est impatient et exigeant, mais il est vrai qu'il lui avait été beaucoup promis.

Depuis quelques mois, par toutes les successives, M. Mitterrand cherche à modifier son image. La disparition des références au socialisme, l'hymne aux entreprises, les entretiens avec les dirigeants de l'opposition, le pardon aux généraux de l'O.A.S. et le conflit sur un point avec les dirigeants du P.S., autant d'éléments qui doivent en faire un président au-dessus de la mêlée.

Malgré l'opinion qui le perçoit comme changeant et, dans le processus, les élections municipales arrivent trop tôt.

JÉRÔME JAFFRÉ, maître de conférences à l'Institut français politique de Paris.



nières mois, la baisse de popularité a été plus accentuée parmi les jeunes électeurs et les jeunes femmes. En ce qui concerne la vie économique, chaque Français a un droit à l'opinion sur toute la vie municipale, et chaque année sera publiée par les médias un état des réalisations de ce programme. Un débat public sera envisagé pour toutes les opérations d'aménagement dans les arrondissements. Dans chaque quartier sera créé un atelier d'urbanisme, un centre inter-associatif et un conseil de quartier. La population participera à la gestion des équipements

Pas de « cartérisation », donc, mais une forte baisse de popularité, qui s'explique par la position actuelle de M. Mitterrand dans le jeu politique et le mécontente-

La préparation des élections municipales

PARIS : les socialistes dénoncent le « système Chirac »

M. Paul Quilès, candidat d'union de la gauche à Paris, va publier la semaine prochaine une lettre aux parisiens âgée ainsi qu'un « journal de campagne » de quatre pages, dont deux seront réservés aux élus de liste de chaque arrondissement. De plus, un système de répondre téléphonique a été installé. On peut entendre « Paul Quilès en direct » au numéro 322-44-66. La fédération socialiste de Paris a publié un projet politique municipal qui constitue une contribution au programme de M. Quilès. Ce dernier développera son propre programme au fil de la campagne.

Le projet socialiste pour Paris, en vingt pages, établit tout d'abord la critique du bilan de la municipalité sortante et dénonce le « système Chirac ». Il est écrit dans ce texte : « L'autosatisfaction de Jacques Chirac qui s'étale en permanence sur les murs de Paris, témoigne mieux de son ambition que de son action. Après six ans, Paris n'est ni une ville plus belle, plus heureuse, plus vivante, plus dynamique ? Tous ceux qui y vivent savent que ce n'est pas vrai. » Le texte dénonce « la fausse rigueur », la « poudre aux yeux » de M. Chirac. Il présente plusieurs propositions du programme du maire de Paris en 1977 et estime que ces promesses n'ont pas été tenues. La deuxième partie du document établit par les socialistes parisiens définissent leur programme proprement dit. Les trois objectifs d'une municipalité de gauche sont : « Le développement de la responsabilité des Parisiens, l'accentuation de la solidarité entre les catégories sociales par la réduction des inégalités et la transformation de Paris en un ensemble plus humain favorisant une nouvelle urbanité. » Ce manifeste énumère les mesures prises par le gouvernement, depuis juin 1981 pour les opposer aux reproches que M. Chirac adresse à la gauche. Après avoir cité la sécurité basée sur la dissuasion, la prévention et le rapprochement de la police de la population, ainsi que le renforcement des moyens matériels, le document indique que le logement a bénéficié en 1982 d'une augmentation de 24 % des prêts locatifs aidés par l'État. Il note

que seule « la mauvaise volonté du maire » empêche la ville de bénéficier des « contrats-crèches » créés par l'État.

Les propositions du P.S. sont regroupées en treize chapitres qui couvrent l'ensemble de l'activité de la municipalité. L'urbanisme, qui doit être une priorité, assure à tous les Parisiens « le droit au logement en fonction de leurs besoins ». L'objectif est de faire disparaître les foyers de pauvreté, en pratiquant une politique plus active de préemption, en relançant le logement social et en créant un « observatoire du marché immobilier ». L'office d'H.L.M. de Paris et la Régie immobilière seront décentralisés par arrondissement et des associations de locataires y seront représentées. A propos de l'activité économique, un effort important sera fait en faveur de la réindustrialisation. Une « véritable priorité » sera accordée aux transports collectifs. Les tarifs de stationnement dans les rues pour les voitures seront adaptés au quartier et l'utilisation des parkings aux portes de Paris sera encouragée. La sécurité sera essentiellement axée sur une meilleure prévention et une police plus proche des Parisiens.

A propos de l'environnement, le projet note : « Il faut que les Parisiens puissent retrouver leur fièvre et que la vie de la ville descende vers ses berges. » Il évoque l'épuration de la Seine avec le ministère de l'environnement. Il cite également la couverture du périphérique et l'isolation phonique des immeubles riverains ainsi que le contrôle renforcé du bruit des engins à moteur, tels que les motos et les engins de chantier. Il précise que l'effort de propreté entrepris dans les rues de Paris sera poursuivi.

Il préconise un renforcement des dispositions pour l'accueil des enfants (avec la création de terrains d'aventures), pour les personnes âgées (service de soins d'infirmiers, d'aides-ménagères et de « petites sections » de « soins médicaux »). Les immigrés qui, selon le projet socialiste, sont totalement ignorés par les services de la Ville, bénéficieront d'une politique adaptée pour le logement, pour l'insertion dans les quartiers et pour les relations intercultu-

rales. Les socialistes envisagent la création d'équipements sportifs polyvalents, notamment dans les zones nouvelles ainsi que dans les bois de Vincennes et de Boulogne. En ce qui concerne la vie économique, « chaque Parisien aura un droit à l'opinion sur toute la vie municipale, et chaque année sera publiée par les médias un état des réalisations de ce programme ». Un débat public sera envisagé pour toutes les opérations d'aménagement dans les arrondissements. Dans chaque quartier sera créé un atelier d'urbanisme, un centre inter-associatif et un conseil de quartier. La population participera à la gestion des équipements

Enfin, au point de vue financier, le projet indique qu'il faut rendre la fiscalité plus juste en adaptant la taxe d'habitation aux revenus des familles et en réduisant les excédents des dépenses publiques inutilisées, qui se sont élevés en 1982 à 600 millions. La charge de la dette de la Ville de Paris, qui est aujourd'hui de 7,5 % des dépenses totales, sera ramenée à un niveau faible qui pourra être augmenté « raisonnablement ».

Ainsi, par ce document, le P.S. radical socialiste a voulu répondre point par point au bilan de la municipalité sortante (le 11 janvier).

ANDRÉ PASSERON.

LYON : l'U.D.F. mobilisée en faveur de M. Francisque Collomb

De notre correspondant régional

Lyon. — MM. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, François Léotard, député général P.R., Didier Bariani, président du parti radical et anciens ministres, MM. Jacques Barrot (C.D.S.) et Michel Durafour (radical) ont visité Lyon le 14 janvier leur « état-major » à Francisque Collomb, maire non inscrit, maire engagé dans une première élection à M. Michel Noir, député R.P.R. de Rhône. Ce dernier arrive à Lyon pour une équipe électorale par plusieurs rangs du parti politique : M. Francisque Collomb, au sein de l'U.D.F. (après le soutien du député U.D.F. M. Hamel à M. Noir, c'est M. Paul Feuga (P.R.), adjoint au maire, qui a annoncé, qui révoquant d'un changement de secteur souhaité par le maire, a préféré rejoindre l'équipe chiraquienne ; persistante neutralité de M. Raymond Barre, décevant les proches du maire qui attendaient depuis longtemps une prise de position en faveur de l'ancien premier ministre ; enfin, l'affaire Michel Noir (le 14 janvier) qui a conduit le maire à modifier la liste de candidats pour le logement, pour l'insertion dans les quartiers et pour les relations intercultu-

rales. Les socialistes envisagent la création d'équipements sportifs polyvalents, notamment dans les zones nouvelles ainsi que dans les bois de Vincennes et de Boulogne.

En ce qui concerne la vie économique, « chaque Parisien aura un droit à l'opinion sur toute la vie municipale, et chaque année sera publiée par les médias un état des réalisations de ce programme ».

Un débat public sera envisagé pour toutes les opérations d'aménagement dans les arrondissements. Dans chaque quartier sera créé un atelier d'urbanisme, un centre inter-associatif et un conseil de quartier. La population participera à la gestion des équipements

Enfin, au point de vue financier, le projet indique qu'il faut rendre la fiscalité plus juste en adaptant la taxe d'habitation aux revenus des familles et en réduisant les excédents des dépenses publiques inutilisées, qui se sont élevés en 1982 à 600 millions. La charge de la dette de la Ville de Paris, qui est aujourd'hui de 7,5 % des dépenses totales, sera ramenée à un niveau faible qui pourra être augmenté « raisonnablement ».

Erratum

Rassurer ou inquiéter ?

Dans nos premières éditions du samedi 15 janvier, l'annonce de quelques lignes et de plusieurs paragraphes a été rendue en partie incompréhensible. L'erreur consistait, sous le titre « Rassurer ou inquiéter ? », à l'ajoutement de la réduction des taux d'intérêt de l'épargne.

Le texte correct doit se présenter ainsi : « La pression du parti socialiste, celle de ses élus, qui ont pris le poids de leurs électeurs, a été telle que la décision prise par M. Jacques Delors, a été reportée avec une soudaineté et une brutalité surprenantes — par le premier ministre. Dès le 5 janvier — des indiscretions de presse avaient permis de connaître plusieurs jours auparavant le projet du ministre de l'économie et des finances — les dirigeants socialistes proches de M. Mitterrand, réunis à déjeuner par le président de la République,

lui avaient fait part de leur désapprobation.

M. Mitterrand, pas plus que ses proches socialistes, n'était au courant du projet de M. Delors, aussitôt considéré comme un faux-pas. Le lendemain, le ministre de l'économie et des finances a pourtant confirmé officiellement ses intentions devant une assemblée patrimoniale le 11 janvier au Forum de l'Expansion.

L'initiative de M. Delors a été jugée, au parti socialiste, à la présidence de la République et dans l'entourage du premier ministre, comme politiquement inopportune dans la mesure où elle touche des catégories d'épargnants soumis à la rigueur du blocage des salaires. Et cela à sept semaines du premier tour des élections municipales.

240 PAGES 60 F EN LIBRAIRIE

autrement

Tu habites chez ton père ou chez ta mère ?

1982: 600 000 ENFANTS "DIVORCÉS"

autrement

(1) Les titres de l'ouvrage « Lyon d'abord » sont : MM. Pierre Vallon (C.D.S.), sénateur, pour le premier arrondissement ; Camille Georges (C.D.S.), pour le deuxième ; M. Bernard Audo (P.R.), pour le troisième ; M. Claude Collomb (C.D.S.), pour le quatrième ; M. Michel Noir (C.D.S.), pour le cinquième ; M. Francisque Collomb, non-inscrit, sénateur, maire sortant, pour le sixième ; Robert Fucheron (C.D.S.), pour le septième ; Robert Batailly (parti radical), pour le huitième, et Roger Fenech (C.D.S.), vice-président du conseil général du Rhône.

Corte, ville partagée

Voyage au centre de la Corse

De notre envoyé spécial

Corte. — Aux malheurs de leur ville, les Cortenais eux-mêmes donnent volontiers deux explications. La première est historique : leur cité plie sous le poids du passé, en particulier du symbole de la brève république corse qui, au dix-huitième siècle, avait fait de sa capitale des Lurmes la place forte de ses révoltes contre Gênes.

Batiffères d'érudit, répliquent les partisans de la seconde explication, géographique celle-là. Cette ville n'est pas le cœur de la Corse, mais tout bêtement son centre, et, comme toutes les cités montagnardes de l'île, elle souffre loin de la côte.

Ce bourg de six mille habitants, agrippé à la pente entre deux escarpements, n'aurait pour vocation que de servir les commodités du littoral. Une simple halte pour le voyageur ayant entrepris la traversée de l'île en diagonale. Un rendez-vous à mi-distance que se sont donné une fois pour toutes Bastia et Ajaccio. Très accessoirement, Corte serait aussi un marché pour les éleveurs et les artisans de la montagne.

A trop servir aux autres du front, la ville éprouve des difficultés à vivre pour elle-même. Parce que les autonomistes, autour des années 70, avaient voulu voir en elle le berceau retrouvé de l'identité corse, elle avait accepté l'université, et depuis le jour de l'inauguration le village se trouve déséquilibré par ce corps étranger. Les quatre mille étudiants, même autonomistes, ennuiant au Rex, leur café favori, et les appartements ne louent plus qu'à bas prix. Parce que les promoteurs de la côte sont avides d'opulence, Corte doit aussi se contenter des miettes.

Historique ? Géographique ? Qu'importe après tout la cause du mal. Les Cortenais eux-mêmes préfèrent dire : « Notre malheur est mystérieux. » « Nous sommes abandonnés », explique simplement M. Michel Pierrucci, maire giscardien indépendant depuis 1962. Un autre : « Corte est victime d'une malédiction, mais je ne saurais dire laquelle. » On en a encore : « Une ville confinée, repliée sur elle-même sans raison apparente. » Qu'importe encore la cause, puisque toute la Corse paraît finalement s'accommoder de « la fêta de Corte », de ses dégringolades incessantes de ses brusques fureurs et de ses fausses léthargies.

Un tour du propriétaire d'abord s'impose. Corte se réduit à une longue rue, le cours Paoli, qui distingue la ville haute de la ville basse. Tout en haut du bourg, la sous-préfecture, installée dans une maison de notable. Et surveillée jour et nuit. Puis, en contrebas, la mairie entourée d'un joli parc. Deux fois plastiquée, comme la voiture, comme la résidence du maire. Les banques ? Souffrantes, et, depuis, protégées par de lourdes grilles.

Réprimer autrement

(Suite de la première page.)

Cette ambiguïté se double. Bref, la violence contre « la communauté nationale » est « réservée ».

Cette manière de considérer que les coups portés à la République l'atteignent lui-même, en l'absence d'une formule célèbre. « La République, c'est moi ! », pourrait dire M. Mitterrand. Avec raison, lorsque ce sont les finalités de l'Etat qui sont visées.

Il faut aussi tenir compte de l'ambivalence qu'il peut ressentir. Celle-ci était à son comble — ceux qui l'ont approché peuvent en témoigner — au lendemain du 20 mai 1981, jour où périrent six personnes au restaurant Goldenberg.

A l'émotion s'ajoute une sorte de mépris : M. Mitterrand a soudainement dénoncé l'« irresponsabilité » — qui se trouve, selon lui, « dans l'ivresse de l'action directe ». Irresponsabilité, parce que, à ses yeux, il est « décisive » de vouloir « changer la situation par les actes de violence » : cela

La ville s'étend en aval vers le campus universitaire. Il arrive que les voitures des étudiants nationalistes soient les cibles de plastiquers. Ces « barbouzes » sont considérés comme autant de répliques à ceux commis — parfois une heure plus tôt — contre des « barbouzes » ou des « barbouzes » visés par le Front de libération nationale (F.L.N.C.). Un peu plus bas, vers le fond de la vallée haute, le centre de formation professionnelle pour adultes (C.F.P.A.) qui a été endommagé, le 30 décembre, par une explosion. Un club sportif s'apprêtait à y organiser un réveil d'enfants.

Visite guidée

Mari guide, l'œil civilisé, reprend sa présentation. A droite, un Corse victime d'un racket « barbouze ». A gauche, un « protecteur », corse lui aussi, mais trahissant au retour, qui prête son concours au premier et, moyennant rétribution, tente de chasser les séparatistes de percevoir leur impôt. Survient alors la villa du docteur Jean-Paul Lafay, le vétérinaire, blessé le 31 décembre de trois balles de 9 mm par un inconnu encagoulé et que les gendarmes mobiles se sont efforcés de protéger.

Plus près de la vallée de la Restonica, la gendarmerie, « barbouze », à juste titre, à cinquante mètres à peine, un lotissement d'immeubles modernes habité par des fonctionnaires, des enseignants et des enseignants. Voitures soufflées, menaces répétées. Certains locataires, à une heure du matin, veillent encore. « Méfiez-vous, dit notre guide, ils tirent à vue depuis les premiers incidents. »

Poursuivre cette promenade nocturne local fascinant. Il suffit de savoir qu'une bonne partie des notables et des commerçants en vue, des séparatistes connus et des « barbouzes », sans compter les édifices publics, composent la liste noire de la violence passée, présente, à Corte. Les égarés de 1982 peuvent se faire des cheveux blancs pour 1983.

Leur vie quotidienne, en apparence, ne s'en trouve pas modifiée si l'on excepte les enseignants « barbouzes » qui ont subi des mutations et le docteur Lafay qui se remet à l'étude de ses blessures. Simplement, ces Cortenais qui valent à leur pays, tiennent en ce cœur une stoïque certitude. Celle de connaître le nom de leur adversaire.

Aucune procédure judiciaire, on s'en rend compte, ne vient confirmer ces soupçons. Corte s'en moque, laissant ces enfantillages à d'autres et fixant son attention sur le jeu favori de la ville : l'enquête individuelle dont on voit vivre les résultats sans crainte de la diffusion.

Prenez Jean-Thomas Guelloni. Cet ancien technicien du

Commissariat à l'énergie atomique et sa femme, une infirmière, ont planté là métier et vie sur le territoire pour revenir au « participer à la lutte de libération nationale ». « Patriote » convaincu, membre de la Consulte des comités nationalistes (C.C.N.) proche du F.L.N.C., au moins par les liens qu'elle défend, il a pour principal problème d'avoir pour beau-frère Jean, un ancien militant du F.L.N.C. (Service d'action civique), maintenant dissous en 1974.

Les deux familles se partagent la même maison de maître, hélas ! soumise à l'indivision, les hauteurs de Corte. Un samedi de chaque mois, Jean-Thomas abrite les assemblées de la C.C.N. dans son appartement. Au premier étage, Jean — dit Massu — ne peut plus, lui, résister aux amis puisque le lui lui interdit d'entrer.

Autant dire que ces « barbouzes » ne sont pas épargnés jusqu'à leurs moindres faits et gestes respectifs. « Il faut les surveiller minutieusement », affirme Jean-Thomas.

Et Emmanuel Simonini donc, qu'est-ce qu'il peut le détester, les nationalistes ! La quarantaine, râblé, le cheveu roux, le patron du café Pascal, il cite volontiers, comme tant d'autres, la liste des militants : censés des « barbouzes » du F.L.N.C. Lui, lui, lui n'ont qu'à bien se tenir. Emmanuel — dit Mann — pour être bien renseigné puisqu'il est soupçonné, on pourrait dire de « barbouze » publique, d'appartenir à Francis, ce « barbouze » clandestin placé sous l'influence du SAC de Corse qui a mené la vie dure au F.L.N.C. sous le septennat précédent. L'accusation ne lui déplaît pas, même s'il ne la considère pas de manière tout à fait explicite.

« Barbouzes »

Emmanuel dit d'en découdre parce qu'avant lui à quelques autres, c'est sûr, « la lutte contre la violence » sera plus efficace. Il est prêt à faire face et à « quel que soit le résultat ». Il est cependant de cette réputation de « barbouze » moins bien portée en ville depuis le 10 mai 1981. Il en veut surtout au maire, M. Pierrucci, qu'il accuse de l'avoir dénoncé à la police après les élections municipales de 1977. « Le maire se trompe d'adversaire ». Ces querelles d'un septennat lui ont aussi « porté tort ». Son métier ne peut fréquenter. Trop marqué.

Interrogé, M. Pierrucci confirme bien volontiers son « refus des barbouzes », ces « petits » qui voudraient lui donner des leçons d'attachement à la France. Il s'adresse aux autonomistes, aux nationalistes, plus simplement aux militants de gauche qui s'étonnent de voir Francis, leur « barbouze »,

« oublié » par le gouvernement socialiste.

Il a d'ailleurs écrit au préfet, M. Jean-Pierre Charvoron, pour lui rappeler que ces « barbouzes » étaient assimilables au SAC dissous.

La rumeur cortenaise ne rappelle-t-elle pas aussi que le docteur Lafay, après son agression, avait averti quelques membres du SAC et que ceux-ci l'avaient veillé arme à la bretelle avant même l'arrivée des gendarmes ? N'explique-t-on pas que ces « barbouzes » ont toujours compté de nombreux compagnons d'idéal — on peut-être l'erreur — parmi les gardiens de la paix du commissariat ?

L'accusation contre Francis a toutes les origines. Mais à partir de 1978 grâce aux bons offices d'un clan — celui de M. Jean-Paul de Rocca-Serra (R.P.R.) — ils ont ces derniers temps d'un déplacement à la faveur d'interventions d'un autre clan — celui de M. François Giacomini (M.R.G.).

Provocations

Bien sûr, ces immobilismes, qui favorisent le regain de la délinquance de droit commun, irritent les militants des étudiants nationalistes qui révoltent ouvertement, au Rex, d'en découdre avec la dizaine de « barbouzes » locaux. Ils passent parfois aux actes, dit-on, et on se compte plus les mutuelles provocations.

La dernière en date remonte au vendredi 14 janvier. Le nouveau commissaire de la République délégué pour la police, M. Robert Broussard, et son équipe viennent d'arriver à la sous-préfecture de Corte pour leur première visite protocolaire. Vers 9 h 20, soit dix minutes plus tard, un Cortenais propriétaire d'un cinéma, M. Antoine Barco, se précipite au commissariat. Il vient de trouver un engin explosif dans sa voiture à 200 mètres à peine de la sous-préfecture.

Corte apprend dans l'après-midi qu'un ultra, très proche des « barbouzes », M. J.-L. Orsini, un militaire qui s'était beaucoup laissé photographier, fuit à l'épaule, par la porte des derniers jours, a été placé en garde à vue. La ville a déjà une explication : depuis le 31 décembre, M. Orsini expliquait à qui voulait l'entendre que son ami, le docteur Lafay, a été blessé par Antoine Barco, autonomiste supposé. Il avait voulu ainsi faire passer à l'intérieur qu'il le soupçonnait, en déposant deux charges de dynamite sans même dans sa voiture, le désignant ainsi à la curiosité des policiers. Mais Corte, dans le climat actuel, ne se donne plus de gants. « Ils ont peur tout au plus qu'ils », indique l'un des rares observateurs froids de la cité haute, alors ils veulent tirer les premiers. »

PHILIPPE BOCCO.

Social

F.O. ne juge pas souhaitable une rencontre avec la C.F.D.T.

Pas de surprises au comité confédéral national de Force ouvrière (le Monde des 13 et 14 janvier), qui s'est achevé le 14 janvier à Paris. Présentant les résultats de ces travaux à la presse, M. André Bergeron a indiqué que, « les membres du comité confédéral n'ont pas jugé souhaitable qu'une rencontre ait lieu avec la C.F.D.T. ».

L'éventualité d'une grève générale a été discutée, mais n'a pas été retenue. « Il y a un mécontentement réel », a commenté le secrétaire général de F.O., « mais je ne crois pas que les gens soient vraiment révoltés pour l'instant de se laisser dans des généralités de la sorte. » Il a cependant souligné que « le profond mécontentement » de la politique gouvernementale risquait d'aboutir à « des tensions sociales d'une certaine gravité ».

Outre une résolution sur l'enseignement, le comité confédéral a adopté une résolution générale qui demande notamment que les syndicats du P.C.F. ne soient pas « réduits à une croissance, même modeste mais soutenue ». Le IX^e Plan « doit délibérément écarter l'utopie du socialisme et la recherche d'engagements généraux sur la réduction programmée du pouvoir d'achat par rapport aux priorités sociales ». A cet égard, la lutte contre l'inflation ne doit en aucun cas sacrifier la recherche du plein emploi ».

Chômage technique chez Bosch-France. — La semaine dernière, la commande a contracté la direction de Bosch-France (un million) de l'usine de Valenciennes pour roulement d'ateliers, durant le premier semestre de janvier. L'entreprise avait dû recourir au chômage technique en novembre et en décembre. — (A.F.P.)

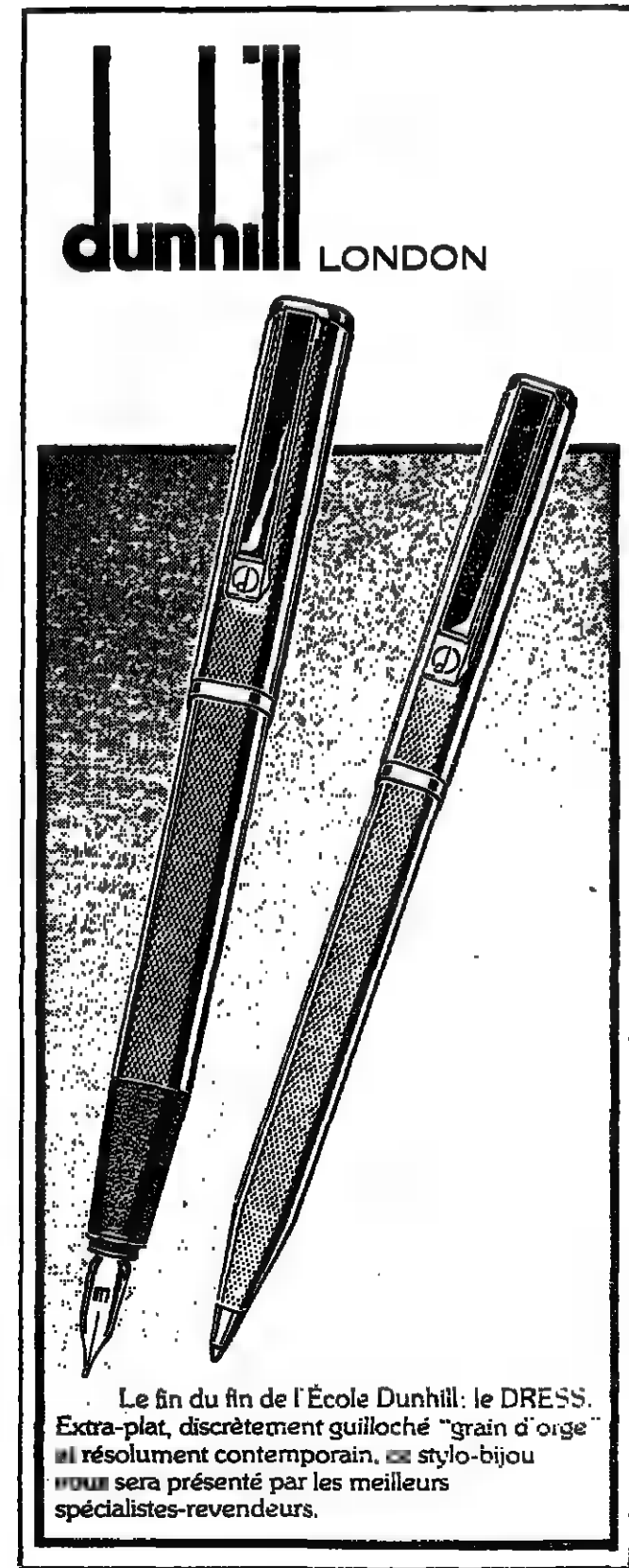
Des grèves de protestation (métallurgie, chimie...) — Les grèves gouvernementales d'austérité et de l'impasse dans la quelle se trouvent les négociations salariales ont éclaté, vendredi 14 janvier, en différents points du

A propos de l'assurance-chômage, le comité confédéral a condamné l'attitude du patronat — taxée par M. Bergeron — « maximalisme négatif » — comme « les mesures inhérentes, inévitables et restrictives » du gouvernement. Il a souhaité la négociation d'un nouveau système d'indemnisation du chômage, financé pour une part plus importante qu'actuellement par l'Etat, dans un régime conventionnel d'assurance-chômage mieux adapté à la réglementation financière et socialement équilibrée relevant de la responsabilité exclusive des partenaires sociaux ».

Le comité confédéral a également condamné l'« ostracisme » de F.O. envers la Biennale de M. Bergeron, des chaînes publiques, le radio et la télévision, qui pourrait amener la destruction de la cause le monopole qui jusqu'à présent nous a toujours défendu. « Le comité confédéral a enfin adopté la manifestation de tous les salariés intitulée finalement : « Force ouvrière : la syndicalité qui n'est pas un syndicat. »

D'autres grèves sont prévues pour les prochains jours, qui doivent culminer mardi 15 avec une grève générale. Le patronat a adopté une position dure, en déclarant qu'il ne fait remplacer le système de l'échelle mobile (indexation des salaires sur les prix) par un système plus souple, comportant une hausse de la productivité.

Transpac va investir 300 millions de francs en 1983. — La société gestionnaire du réseau de téléinformatique Transpac, filiale des P.T.T., veut ainsi multiplier son parc en service de la porter à quinze mille accès. A la fin de 1982, il parvient à neuf mille quatre accès.



dunhill LONDON

Le fin du fin de l'Ecole Dunhill: le DRESS. Extra-plat, discrètement guilloché "grain d'orge" résolulement contemporain, stylo-bijou sera présenté par les meilleurs spécialistes-revendeurs.

PEUGEOT-TALBOT : la maîtrise sur le gril

La direction nous a-t-elle...
Ainsi Peugeot-Talbot à Poissy a-t-elle...
commenté sur le vif...
réintégration en septembre...
sur huit...
supplémentaire pour cause...
d'affrontement avec les...

C'est un peu la panique parmi les chefs d'équipe, les contremaîtres et les chefs d'atelier dans l'ensemble du groupe, depuis le choc Talbot - la violente grève de juin dernier à Poissy. La maîtrise, dernier échelon de l'organisation hiérarchique, sans grande perspective de carrière, a sa base de plus en plus indisciplinée : une direction qui semble composer, elle perd confiance.

Le plus surprenant - plus nouveau - c'est encore l'inquiétude vis-à-vis des orientations de la direction supérieure : l'intervention de l'appareil d'Etat (1). La direction cède au ministre du travail... dit-on parait-il. Si la direction mute les licenciés de Poissy chez nous, déclenche la grève... ont menacé des contremaîtres de Peugeot à Sochaux. La C.G.T. veut nationaliser Peugeot, à faire - Automobiles de France - affirment certains agents à Poissy. D'autres désabusés : On nous fait affronter à main nue les grévistes, qui ont finalement gagné. A quel cela sert-il ?

En bleu de travail

Malgré la tourmente, l'agent maîtrise est toujours chargé des mêmes tâches : transmettre les ordres venus d'en haut, contrôler le personnel, en particulier par l'entretien individuel annuel avec chaque ouvrier, et faire sortir le programme de production coûte que coûte. Mais que faire quand les subordonnés lèvent le pied ? - Nous n'avons plus les moyens de notre commandement. On nous a rogné

pouvoir de sanction. Nous n'avons plus la latitude de donner des augmentations méritées. Parfois il faut même mettre la main à la pâte...

Ainsi à Sochaux durant les semaines trépidantes qui ont précédé le dernier Salon de l'auto, il fallait sortir les derniers modèles... Or, à l'époque, l'absentéisme atteint sur certaines lignes la carrosserie. La maîtrise doit boucher les trous, prenant les congés vacants ici ou là. Une bonne partie des O.S. immigrés (cinq mille personnes) a pris des congés supplémentaires, profitant d'une offre en sens de la direction centrale du groupe. D'autres ouvriers - se sont mis à maladie - pour fuir les folles cadences du moment. En plus, depuis quelques mois la direction centrale a introduit la gestion japonaise - stocks zéro, rebuts zéro (2). Avec des stocks réduits, la moindre rupture d'approvisionnement ou de production bloque. Les chefs d'équipe ont plus où donner la tête.

Pour tenir le programme de production, certains avouent même - laisser passer - une voiture défectueuse pour ne pas avoir à arrêter la chaîne. Les rebuts n'ont jamais été aussi nombreux. Certains chefs d'équipe s'en prennent aux cadences mal calculées par les administratifs du bureau des méthodes. D'autres dénoncent la laisser-aller des ouvriers, voire - coulage - de certains éléments douteux. D'autres imputent même tous ces maux à la Sécurité sociale : Si les premiers jours de maladie étaient aux frais des absents, ils manqueraient pas.

Deux plus tard, les rebuts sont revenus à un niveau décent, l'ordre de 15 %, tout comme l'absentéisme, aux alentours de 9 %. Mais l'alerte a été chaude. Elle fait partie du - passif - des yeux d'une maîtrise qui se souvient encore de la grève

novembre 1981. Les chaînes de la chaîne - hurlaient alors les grévistes. L'histoire du Salon de l'auto leur a donné raison.

A Poissy, chez Talbot, la situation est pire. La production reste toujours inférieure au niveau d'avant le conflit : 1 400 voitures par jour en décembre, au lieu de 1 600 en mai 1982. D'où un surcoût, estimé par M. Moinard, directeur de la production, à 200 par voiture. La maîtrise se sent - impuissante - sa direction - face à une C.G.T. accusée de sabotage. Elle craint le pire : la fermeture prochaine de l'usine - On ne peut continuer comme ça. C'est la folie. Cette angoisse s'alimente dans la reconstruction entamée par la direction. Une centaine d'agents de maîtrise (sur cinq cents) ont été mutés. Une - mauvaise surprise - : On s'arriverait mutations ? - s'interrogent ceux qui ont été épargnés jusqu'à présent. Les immigrés font la loi, et nous on nous balade, disent les plus amers.

A la japonaise...

Loin des turbulences, l'usine Peugeot de Mulhouse, créée en 1970 au milieu des bois, respire la sérénité. Selon un contremaître, - une affaire Talbot est impensable chez nous : les immigrés mieux intégrés, moins nombreux - 16 % au lieu de 40 % à Poissy. De la production à revendre, des embauches, aucune grève depuis 1972, une robotisation rapide, bref, l'efficacité. Mulhouse est aussi la vitrine du consensus : tout le monde est satisfait par la direction centrale du groupe. Curieusement, c'est là que le style de commandement paraît être le plus - bétonné - : Mulhouse, Japon.

M. Perrier, directeur du site, croit au sport. Sur un terrain, de l'ouvrier un cadre supérieur, en passant par l'agent de maîtrise, seule compte la compétence. Plus de casquette, l'égalité. Cela renforce

liens dans l'atelier, une grande famille. Pour améliorer les connaissances de la maîtrise - seule autorité acceptable - M. Perrier a recours à la formation, comme à l'armée. Il y a bien des écoles d'officiers. Dans les modernes ateliers de l'usine fleurissent les affiches Peugeot - griffes déhors. A la carrosserie, la Dent - tout un programme - M. Chiauppe, chef d'atelier, a installé une banderole : Pas de trahisons, des gaillards. Ses agents suivent le ton.

Chefs d'équipe et contremaîtres s'activent dans les multiples groupes destinés à améliorer les conditions de travail, les relations sociales et la qualité. Vous désirez travailler à un cercle ? Dites-moi votre heure. Grâce à M. Chiauppe, chose dite, chose faite. Trois contremaîtres, chefs d'équipe et un O.S. arabe partent en enquête au poste de chaîne, là où on pose les poignées de portes. Il s'agit de diminuer les délais de ces opérations. Chef ! Je pourrais remplacer la protection de papier par une encre en plastique qui se conserve, je ferais des économies, propose l'occupant du poste concerné. Autour de lui roule la chaîne. Ses collègues continuent leur tâche sans broncher. Ça ferait une suggestion, ajoute l'ouvrier, qui raconte comment jadis, à Sochaux, il a gagné 8 000 francs en prime de suggestion - un système rodé chez Peugeot. On verra, répond le responsable du poste.

Les chaînes de montage - contrairement à d'autres - ne sont pas l'ombre d'un délégué C.G.T. ou C.F.D.T. ne se sentent rien. Le syndicat ? Mais ça ne sert à rien, répond-on. On fait travailler à la chaîne supérieure, qui multiplie les enquêtes de satisfaction sur les chaînes inférieures les uns et les autres pour prévenir le moindre problème.

Les huit agents de maîtrise employés à Mulhouse s'affichent cependant pas tous la même sérénité. Certains doutent, - mal à l'aise dans leur rôle, isolés entre l'ouvrier d'un côté, la hiérarchie supérieure de l'autre. - Quels sont les beaux discours, des lampistes, à qui on fait le moins confiance.

Du côté de la direction générale, on veut rassurer.

M. Delubacq, directeur du personnel et relations sociales du groupe Peugeot-Talbot, il s'agit de rendre ses pleins pouvoirs à la hiérarchie et donc à la maîtrise - bref aux responsables officiels de la production. En revanche les pouvoirs parallèles doivent être neutralisés. Hier c'était le syndicat, genre C.S.L. - le syndicat genre C.S.L. Aujourd'hui sont visés les délégués de chaîne, promus par la base ou par la C.G.T. - Pas de pouvoir parallèle, d'un côté ni de l'autre - affirme M. Delubacq, qui souhaite une bonne concertation avec les syndicats. Mais ne suffit pas à restaurer la maîtrise dans ses pouvoirs.

Anti-terror ?

On nous demande de tout faire, la garde-champêtre, l'assistance sociale, le conseiller technique, l'orfevre en qualité. C'est trop, répliquent certains.

La direction, pour restaurer la maîtrise dans son rôle technique - qu'il faut renforcer si on ne veut pas la déconsidérer - modifie l'organisation de l'atelier. L'heure de l'expérimentation. A Sochaux par exemple, autour du chef d'atelier prennent place un homme du bureau des méthodes, un autre des services de gestion. On décentralise. A Mulhouse, on associe un régisseur pour les problèmes techniques au chef d'équipe qui se consacre alors à l'animation.

La réforme peut aussi retourner contre ceux qu'elle était censée promouvoir. A l'outilage de Sedan on est allé jusqu'à supprimer des postes de chefs d'équipe, qui ne faisaient pas le poids face à des ouvriers hautement qualifiés.

Toutes ces initiatives venues d'en haut désorientent une maîtrise prompt à s'inquiéter de sa perte d'autorité. Et puis, ça fait contre des délégués de chaîne - qui font la loi - comme à Talbot, avec qui - il faut constamment palabrer si on veut que la chaîne tourne. ? La direction a beau donner pour consigne de ne pas reconnaître ces délégués - illégaux - une invention diabolique de la C.G.T. - sur le terrain, la maîtrise est de fait obligée de composer. On ne peut pas faire chaque jour le coup de poing, ni travailler dans une violence permanente. D'autant que la

C.S.L. moins soutenue par la direction, s'est faite plus discrète depuis les événements de juin dernier. Les délégués sont même interdits de circulation dans les ateliers où se fait le montage à Talbot-Poissy.

Sur ce terrain des relations avec les syndicats, là encore, le courant ne passe pas très bien entre la maîtrise et la maîtrise. On glisse de la violence au terrorisme, dénonce avec vigueur M. Emery, directeur du personnel de l'usine de Poissy. En novembre, il a fait afficher à huit cent cadres de l'usine le texte d'un expert qui propose des pistes d'action anti-terror, passant par la violence, n'ayons pas peur des mots. Cette réflexion s'appuie sur une bonne dizaine de références, livresques, dont l'ouvrage de M. Mucchielli sur la subversion ou les écrits de M. Glucksmann sur Hegel.

L'opération a le mérite de la franchise. La préoccupation des dirigeants - réelle - qui canalise le mécontentement de la maîtrise ? La direction ou les syndicats ? Mais quel syndicat ? L'éventail est vaste entre la C.S.L. et la C.G.T., en passant par F.O., la C.G.C., la C.F.T.C. ou la C.F.D.T. Les partis politiques eux-mêmes s'en mêlent. A Mulhouse par exemple, l'A.O.P. - section d'entreprises du R.F.R. - fonctionnant dans les cellules d'entreprise du P.C.F., compte parmi ses leaders la crème de la maîtrise Peugeot.

Bref, chacun s'active. Pour parer au plus pressé, la direction centrale prépare un nouveau manuel qui améliorerait l'évolution de carrière des agents de maîtrise, leur permettant de passer de l'atelier aux services centraux et réciproquement. De la blouse au col blanc.

DANIELE ROUARD.

(1) Effectif : sur 11 000 salariés aux Automobiles Peugeot-Talbot, 3 300 sont agents de maîtrise. Selon une enquête réalisée à l'automne par un journaliste spécialiste de la maîtrise, la demande de la direction de Sochaux, l'agent de maîtrise se positionne en premier lieu en fonction de la conduite de ses subordonnés à son regard. Puis viennent les attributs matériels de son statut, l'entretien matériel, le titre puis la reconnaissance du rôle qu'il joue, le sentiment d'intégration, la cohérence des objectifs, l'information, l'autonomie, le niveau de qualification.

(2) De fait les stocks et rebuts sont plus élevés, mais fortement réduits.

L'ART DE RESERVER SA CHAMBRE A NEW YORK



HOTEL MERIDIEN NEW YORK : RESERVATIONS INTERNATIONALES.

Pour vos réservations d'hôtel, entrez en contact par téléphone avec le système Meridien Reservation International. Il met à votre disposition un ordinateur qui vous répondra et enregistrera instantanément et gratuitement votre demande de réservation.

Pour les hôtels Meridien, la réservation aussi se traite à l'échelle internationale. Meridien Reservation International Paris: 757.15.70. Réservations également auprès de votre agence de voyages, votre agence Air France.

Hôtel Meridien New York, 119 West 57th street, New York NY 10019 États-Unis.



LES HOTELS D'AIR FRANCE

L'ART DE VIVRE FRANÇAIS DANS LE MONDE.

A l'école de Machiavel...

(Territoire Bel-fort). - Par cette belle soirée, le patron du château des Tourneilles, tient la merque. Sur les vertes pelouses, des stagiaires - des chefs d'équipe venus de diverses usines de Peugeot - fêtent les débuts de leur formation à l'école de Morvillars.

D'une cinquantaine, ils ont leurs épouses, enfants et ateliers, pour dix-sept semaines de retraite au château. C'est l'euphorie.

Dans la cour, les stagiaires aux boiseries qui fleurissent bon l'encastrement, les 8 heures à 16 heures par jour, les séances d'études assurées par quatre enseignants qui utilisent du matériel vidéo et des fiches de lecture. Objectif : la formation aux relations humaines.

En 1978, inspirée par M. Delubacq, l'usine Peugeot-Talbot, l'école de Morvillars, comme on l'appelle, n'a cessé d'être la capitale du monde pour des syndicalistes qui n'ont jamais réussi à franchir les portes (1). D'inquiétantes ont filtré. Les stagiaires ont fourni documents et témoignages à la C.G.T. et la C.F.D.T. sur ce qui s'y disait et surtout ce qui s'y disait oralement. Un « machine de guerre syndicale », ont dénoncé les exclus.

Les faits ne sont guère contestables. « PIEM », ce code interne à la maîtrise pour se débarrasser des délégués « emmerdeurs », a circulé entre les promotions de Morvillars. Comme le rappelle un agent de maîtrise de Mulhouse, « Dès qu'un délégué rouge apparaît, je prends mon téléphone, j'appelle mes collègues de maîtrise, et je disais le mot de code

« Piem » - en clair, « préparez-vous à neutraliser l'ennemi », les collègues se précipitent, meurent d'intrigue. Celui-ci devait repartir bredouille. »

Si « PIEM » a été abandonné, par contre les « jeux de rôle » sont toujours pratiqués. Cela permet aux stagiaires de se mettre à l'école de Morvillars en situation. Le chef d'équipe, délégué, et ouvrier. Certaines séances très vives ont laissé des traces d'agressivité entre les protagonistes jusqu'à la fin du stage. En conclusion viennent les consignes. Savoir distinguer parmi les syndicats, les « participants » (F.O., C.G.C., C.F.T.C., C.S.L., S.I.A.P. des « révolutionnaires » (C.G.T., C.F.D.T.). Puis on apprend à « convaincre et gagner ». Toute une stratégie... car « toute personne en position d'exercer un pouvoir doit, pour établir et maintenir ce pouvoir, utiliser des tactiques qui sont essentiellement politiques et qui rejoignent dans une large mesure celles décrites par Machiavel » (2).

Ainsi faut-il « employer les subordonnés qui possèdent à la fois une compétence technique, mais également sur lesquels on puisse compter et qui offrent toute garantie de loyauté, afin d'éviter les sabotages éventuels... Le pouvoir de l'argent est très important... ne pas hésiter à être brutal lorsque cela peut être efficace : les gens considérés comme trop gentils ne sont plus respectés. Limiter ce qui peut être communiqué... ». On apprend encore à « comment agir auprès de son chef pour monter en grade. Si vous ne voulez pas monter, dites tout ce que vous pensez, critiquez tout systématiquement, pleurnardez, dites toujours la vérité à tout le monde... ». Enfin

pour diriger les femmes, mieux vaut ne pas faire de différence, ne pas être trop dur avec elles, se méfier des enlèveuses, femmes ayant (apparent) besoin d'être davantage entourées que les hommes.

Il y a bien d'autres sujets à l'école de Morvillars : l'économie, les énergies, la forêt, l'innovation. Et surtout on s'initie aux codes de qualité. « Morvillars », évolue, s'adapte. Crée pour former les futurs chefs d'équipe une période d'expansion aujourd'hui révolue, l'école a rapidement accusé des chefs déjà en formation, parfois en mutation. Dans la promotion de l'été dernier, un tiers environ avaient qu'ils ne retrouveraient pas leur poste, mais ne connaissent pas leur future affectation.

Les clichés idéologiques restent clairs. Pour faire tourner l'entreprise, il faut s'en donner les moyens. « Atoriné dans l'atelier, on perd le sentiment d'appartenir à un groupe, ici, on le redécouvre. On en sort regardé », constatent de nombreux stagiaires. Leur travail leur apparaît ennobli - un seigneur supérieur à celui de l'ouvrier, une responsabilité sur d'autres, la fin du geste cent fois répété sur la chaîne.

Enseigner la maîtrise, faire réfléchir, enseigner des valeurs, dont certains gardent la nostalgie des méthodes « coups de poing » jugées « efficaces », et des jeunes ouverts à la dynamique de groupe, tel est le programme de « Morvillars ».

D. R.

(1) C'est la première fois qu'un journaliste est invité à l'école.
(2) Cf. notes et documents diffusés à Morvillars.

Le gouvernement socialiste a beaucoup fait pour assurer la promotion du Danton d'Andrzej Walda : subvention du ministère de la culture, participation de TF 1, projections semi-officielles, dont l'une en présence de M. Mitterrand. Il est vrai que la Révolution française appartient à la mythologie du parti socialiste, comme l'ont montré, parmi d'autres, les déclarations de Paul Quilès devant l'Assemblée nationale de Valéry Giscard d'Estaing.

Or, voici que l'image que Danton et Andrzej Walda conçoit le dément. Voici Danton réhabilité et Robespierre caricaturé. Voici, en filigrane, les personnalités de Walda et de Jaruzelski qui viennent troubler la vision. M. Mitterrand, en privé, exprime des réserves sur le film. Avec lui, beaucoup d'interrogent sur la fidélité du cinéaste à l'histoire, sur le rapport entre la fiction et les réalités, celles d'hier et celles d'aujourd'hui.

« La révolution n'est pas à l'ordre du jour en France »

P.S., M. Joux est président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

Dumas et lui demande-t-on compte du nombre de ses mousquetaires alors que lui-

La manifeste tromperie historique qu'il a signée (1) inter-

■ sans dignité dont les siècles
auraient pourtant protégé
l'image, accolé au puissant

« Mentir vrai »

l'ordre ■ l'esprit, des devoirs.
Notamment celui de ■ pas al-
térer, pour des finalités bi-

est pas un « livre », l'histoire
Voyelle a publié dans l'*Hu-
manité* le 7 janvier une longue
sur ce thème.

DANTERRE ET ROBESPION

l'ordre ■ l'esprit, des devoirs.
Notamment celui de ■ pas al-
térer, pour des finalités bi-

est pas un « livre », l'histoire
Voyelle a publié dans l'*Hu-
manité* le 7 janvier une longue
sur ce thème.

هكنا من الأهل

Auvergnats dans la capitale

Un siècle de culture « fouchtra »

Noir de poil et de charbon — elle derrière le zinc, lui un sac de boulets Bernot sur le dos, — l'Auvergnat de Paris n'avait été, jusqu'ici, l'objet d'aucune reprise savante. Au mieux l'objet de sarcasmes lorsque le « fouchtra » était parvenu à s'élever dans la hiérarchie — but, depuis deux cents ans qu'elle dure, de l'émigration à Paris. La latence est comblée : auteur, en 1979, de *Quand les Auvergnats parisiens conquièrent Paris*, Roger Girard récidive avec *Journal d'un Auvergnat à Paris* (Payot). Il profite du centenaire de la naissance d'Auvergnat de Paris pour relire ce journal, le refondre, et nous conter au jour le jour l'aventure ignorée et pourtant si importante pour Paris de ses Auvergnats.

Auvergnat espagnol, non pas ! Une odorante boutique de salaisons, ce *Journal* ! A travers l'anodin, qui a tellement contribué à l'homogénéité de la colonie — « Céline Vergnolle, la Fagole près du Pinol, l'élue reine des blanchisseuses », — Girard retrace la carrière du fondateur de l'Auvergnat de Paris et de la Ligue auvergnate : Louis Bonnet, ses rêves et chimères, son évolution politique (à la fin de ce premier tome, en 1907, il est « bloc des gauches »). Bonnet sans lequel la colonie n'aurait été ce qu'elle est : qui a donné Doumer, Pompidou, Giscard... Chirac peut-être... Les hommes du *Journal* d'Auvergnat de Paris, de la délimitation géographique de l'Auvergne à Paris, qui l'Auvergne réelle puis aux

Puy-de-Dôme, Cantal, Haute-Loire s'ajoutent Corrèze, Lot, et surtout Aveyron et Lozère, l'Aubrac, qui en est une partie, fournit 90 % les patrons des bistrot de Paris.

Parisien puisque à Paris, Auvergnat cœur, d'âme et de poitrine (loin lui l'émigré préfabriqué !), Girard se plaint de ne toujours faire entendre l'originalité auvergnate de Paris, qui résulte de cette composante apportant, au surcroît, une dimension supplémentaire.

Précisément, Girard fournit précieuses indications sur la culture populaire à Paris il y a cent ans, sur le boulevard de la Chapelle par excellence la « rue des Auvergnats » — d'abord les ferrailleurs, — sur les bals-musette. Traditionnel aujourd'hui, l'accordéon,

importé par les Italiens, a eu du mal à entrer dans la danse : Paris était voué à la cabrette, ou « musette » (quel réalisateur s'en est jamais soucié dans les reconstitutions cinématographiques ?). Les Auvergnats, ceux avec accordéon étaient de curieux petits bails famille où les apaches jouaient à Casque d'Or...

Le dernier grand du musette parisien, Jo Privat, ne fait plus guère d'illusions sur son art, sur l'accordéon... Lisons que Girard écrit page 396 : « Les intellectuels bourgeois de la rive gauche, en dédaignant d'édifier un opéra place de la Bastille, n'ont évidemment pas eu l'idée de rendre hommage à la musique authentiquement populaire qui y est née ».

Qui, part Girard, Privat, Lépidis de Belleville aussi, les affrontements musicaux qu'il y eut là, 13, rue de Lappe, la guerre 1914, Bouscatel le cabrettier et Péguri l'accordéoniste ? Ou tout sur le blues, le jazz, mais rien — M. Lang ne me contredirait — sur le musette, tout ce qui impliquait pour la vie du menu peuple à Paris. Cette profession de foi anachronique, allée au désenchantement de Jo Privat, me confirme mon intuition que, dans l'indifférence généralisée, le Paris gai et généreux que nous avons connu est fichu, et que, tout ce qu'on nous prépare, son chemin de l'école à l'usine, miné, hélas !

CLAUDE DUBOIS.

BREF

INITIATION A L'INFORMATIQUE

L'Université populaire de Paris organise quatorze ateliers du soir, de 19 heures à 22 heures, par groupes de quinze à vingt participants. Exercices pratiques : micro-ordinateurs munis d'une imprimante. Aucune connaissance spéciale n'est demandée. Les cours ont lieu au centre d'animation Mathis de la Ville de Paris, 15, rue Mathis, près de la station de métro Crimée.

* Université populaire de Paris, 48, rue de Ponthieu, 75008 Paris, Tél. : 256-83-08.

CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE

L'université Paris-Nord organise, pendant l'année scolaire, des séminaires et ateliers destinés aux enseignants (cycles maternel, élémentaire, collège) sur les thèmes suivants : moyens de lutter contre l'échec scolaire ; transformation de l'école, travail des différents acteurs sociaux ; zones d'éducation prioritaires, informatique à l'école, pratique de l'audiovisuel, techniques documentaires.

* IFREP, université Paris-Nord, J.-B. Clément, 93430 Villiers-sur-Marne, Tél. : 821-61-70, 49-52.

LES DEMEURES DU TROISIÈME AGE

La préfecture de la région Ile-de-France vient de publier un guide pratique dressant la liste complète des établissements qui accueillent les personnes âgées en Ile-de-France, qu'il s'agisse de résidences, de maisons de retraite ou de maisons de cure médicale. Cette brochure, établie par l'observatoire régional de santé, fournit également des précisions sur le statut des établissements, sur leur taille et sur la possibilité qu'ils ont d'accueillir des personnes invalides ou des personnes devenues invalides.

* Disponible sur demande : dans les préfectures de tous les départements de la région Ile-de-France ; à l'accueil de la mairie de Paris, 29, rue de Rivoli, 75004 Paris ; et au service de documentation de la préfecture de la région Ile-de-France, 29, rue Barbès-de-Joey, 75700 Paris.

ENTRAIDE EN MUSIQUE

Depuis deux ans, le conservatoire de musique et d'expression artistique de la région Ile-de-France a initié des ateliers de handi-caps (physiques, mentaux) dans son centre de psychopédagogie musicale. Il s'agit de contribuer à l'éveil de la personnalité par un enseignement artistique approprié, pourvu d'une pédagogie originale : cours d'instruments de musique (piano, guitare, batterie, flûte), arts graphiques (dessin, sculpture), mime, théâtre.

* 55, avenue Jean-Baptiste, 93100 Le Pré-Saint-Gervais, tél. : 484-44-44.

CHIFFONNAGE SAUVAGE

La mairie de Paris prépare, en liaison avec la préfecture de police, un arrêté pour étendre aux grands conteneurs d'ordures réservées à la collecte des gros objets l'interdiction de « chiffonnage » qui s'applique déjà aux poubelles immobilières.

Cette disposition, qui permettra à la police de verbaliser en cas d'infraction, vise à empêcher les chiffonniers-ferrailleurs — ou particuliers — fouiller dans ces grandes bennes, ce qui a pour effet de transformer leurs abords en zones de décharges sauvages.

DEVENIR ARTISAN

L'Association des amis du centre régional d'éducation populaire d'Ile-de-France organise en 1983 des ateliers de formation professionnelle aux métiers de l'artisanat : poterie-céramique, grès, tissage-tapisserie, sculpture sur terre, peinture sur soie... Une semaine, moins de 100 F.

* 1, rue du Docteur-Le Savoyant, 92290 Châtenay-Malabry. Tél. : 67-53.

JEUNES AU MARAIS

L'Association sociale du Marais organise une brochure de loisirs, de sport et de culture pour les enfants et les jeunes de Paris. Ce document présente les activités de l'association, et en particulier son service d'accueil — avocat-clinicien — son groupe de réflexion sur la drogue.

* Brochure peut être envoyée contre un chèque de 10 F + 6 F de frais de port à l'Association sociale du Marais et des Halles, M. Lafont, 55, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

Gâchis sous les Halles

Un souterrain dans le tunnel

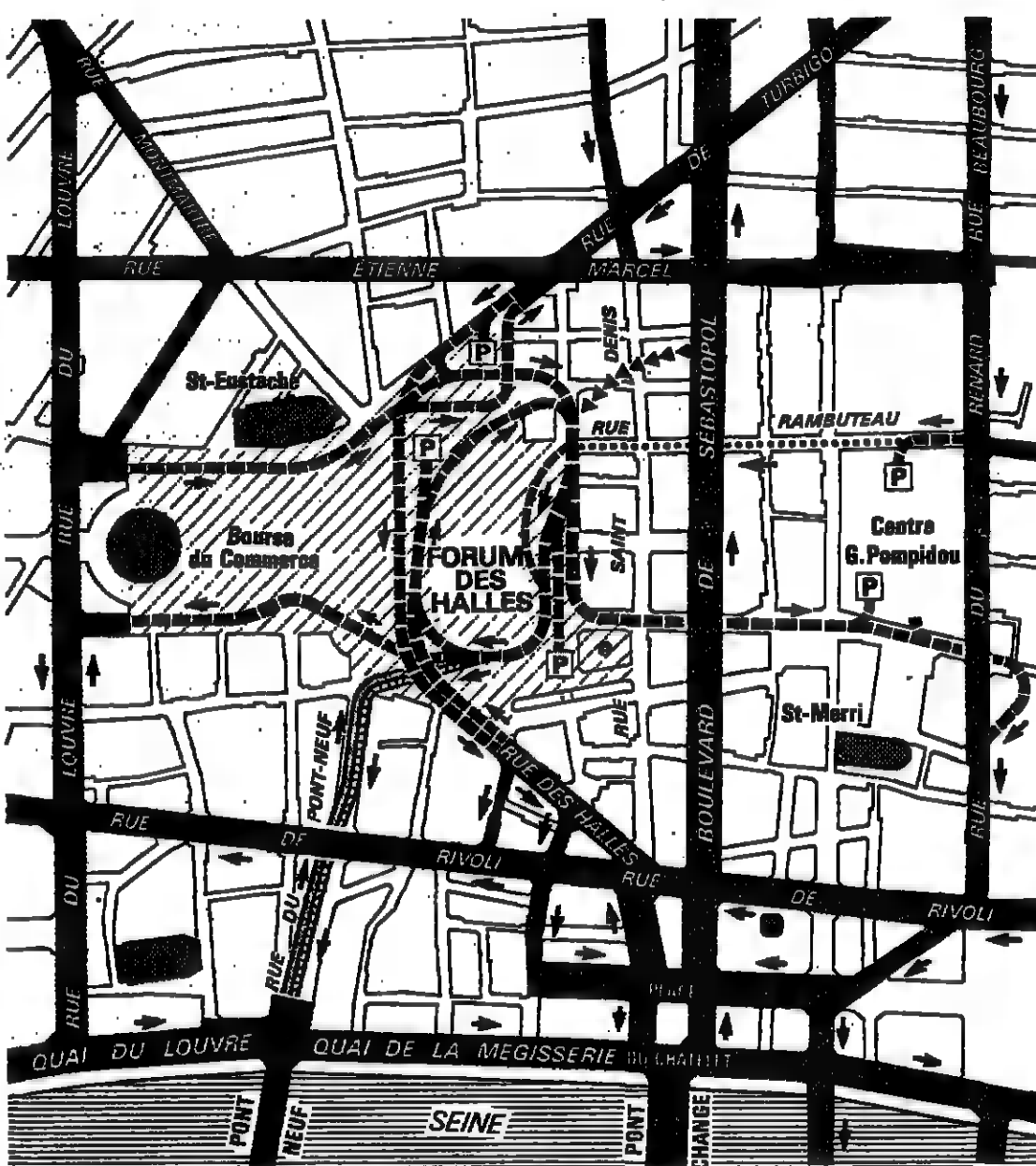
Depuis peu, les automobilistes parisiens ont à leur disposition 350 mètres de souterrain supplémentaires : celui qui vient d'être ouvert entre le Forum des Halles et les quais de la Seine. Après être passé sous la rue de Rivoli, il débouche devant le Pont-Neuf.

Ce nouveau tronçon compléte le lacis de voies souterraines long de 5 000 mètres qui dévalent les méandres sous les anciennes Halles. Ouvert pour l'instant dans le sens nord-sud, il devrait être doublé en 1984 par une voie parallèle, cette fois dans le sens sud-nord.

L'équipement moderne du quartier des Halles sera-t-il achevé pour autant ? Les plans initiaux prévoyaient encore un tunnel d'environ 300 mètres suivant la rue Rambuteau et permettant de relier la rue du Renard au réseau des Halles. Il aurait ainsi complété les axes existants. Si l'ouvrage est toujours programmé, sa réalisation paraît remise sine die.

Les multiples tunnels qui s'entre-croisent sous les pieds des habitants du quartier des Halles n'ont pas tenu leurs promesses. On pensait que, permettant de franchir toute cette zone sans feux rouges, ils atténueraient une bonne partie du trafic qui encombre les voies de surface, comme le boulevard de Sébastopol et la rue du Louvre. Il n'en a rien été. Ainsi le souterrain qui permet de passer sans encombre de la rue de Turbigo, au nord, à la rue de Rivoli, au sud, a été calculé pour recevoir 2 000 véhicules à l'heure. Il en passe 800 seulement, aux moments de pointe. Le complexe souterrain des Halles, qui fait l'orgueil de ses ingénieurs et qui a coûté au total plus de 400 millions de francs, est donc utilisé à 40 % de sa capacité.

La première raison en est qu'il a été conçu il y a une dizaine d'années, alors que le boulevard Saint-Michel était encore à double sens. On estimait que les flux de circulation nord-sud passant dans le souterrain trouveraient leur exutoire sur la rive gauche, au-delà de la Seine, par le boulevard de la Chapelle. Hélas, on ne peut plus remonter la célèbre artère, et les hypothèses d'antan sont donc par terre.



Voie surface — Voie souterraine déjà en service — Voie souterraine nouvelle
 [P] Entrée de parking — Voie souterraine 1984 — Voie souterraine programmée
 <<<<< Voie souterraine à l'étude

0 100 200 300 m

Autre explication : le circuit intérieur est compliqué et la signalisation si peu claire que beaucoup d'automobilistes étrangers au quartier hésitent à s'y aventurer. Nombre de ceux qui s'y sont aventurés jurant, dit-on, qu'on ne les y prendrait plus s'ils n'ont pas ressenti des vibrations de béton là où ils croyaient.

L'une des particularités du système est que pour sortir vers la droite, il faut généralement entrer par la gauche. Cette apparente absurdité déroute les esprits logiques. En fait, dans la spécialité de la circulation, il faut suivre les indications des panneaux et surtout ne pas réfléchir. En somme, pour utiliser les souterrains des Halles, il faut être « conducteur parisien ».

On attendait aussi des souterrains des Halles qu'ils permettent de séparer la zone du commerce et la zone Pompidou d'une zone piétonne. Or le boulevard de Sébastopol est un fleuve automobile difficilement franchissable par les promeneurs. Faudra-t-il en 1985, date d'achèvement du Forum, le jardin des équipements voisins, le mettre en tranchée ? Techniquement, ce serait possible. Napoléon III et son ministre le baron Haussmann avaient construit une gare à cet emplacement. Il n'y a donc aucune ligne de métro sous le boulevard, mais un souterrain qu'on pourrait déplacer. Mais l'ouvrage est déjà cher.

Comment ouvrir la voie aux piétons à moindre frais ? L'idée maladroite de l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) consiste à rentabiliser au maximum les souterrains actuellement construits en y faisant passer le trafic à sens unique. Pour cela il faudrait d'abord interdire aux voitures particulières le boulevard de Sébastopol. La circulation du sud au nord, par la rue des Halles, emprunterait les tunnels et ressortirait de Turbigo. Pour écarter le flot des véhicules descendant du nord, il faudrait forer un tunnel de 150 mètres sous le boulevard de la Chapelle et le complexe souterrain. Celui-ci ainsi « suralimenté » utiliserait enfin ses pleines capacités et libérerait son environnement. L'hypothèse, audacieuse, est l'étude.

MARC AMBROISE-RENDU.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 16 JANVIER

« Ministère de la marine », 10 h 30, 2, rue Royale, Mlle Garnier Ahlberg. « Confidences de la Comédie-Française », 10 h 30, porte place Collette, Mlle Oswald.

« De Carthage à Kairouan », 10 h 30, Petit Palais, D. Bouchard.

« Le Pape Léchaise », 15 heures, entrée principale, Mme Moutard (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

« Hôtels du Châtelet et de Villeroi », 15 heures, 127, rue de Grenelle (La France et son passé).

« Hôtel de Salm », 15 heures, 2, rue de Bellechasse (Histoire et archéologie).

« Rencontre avec des artistes de la Cité fleurie : le peintre Cadou »,

15 heures, 65, boulevard Arago, M. Jaslet.

« Saint-Germain-des-Près », 15 heures, parvis de l'église (Lutèce-Visites).

« Hôtels du Marais, place des Vosges », 15 heures, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« La Conciergerie », 15 heures, 1, quai de l'Horloge, E. Romann.

« L'art irlandais », 10 h 45, Grand Palais (Visages de Paris).

LUNDI 17 JANVIER

« L'art irlandais », 13 h 45, Grand Palais, M. Zojovic.

« La Liberté guidant le peuple », de Delacroix, 14 h 30, Louvre porte Jaurès, M. Lecomte.

« Trésors d'Irlande », 15 heures, Grand Palais, (Approche de l'art).

« La Tour et Le Nain », 14 h 30, Louvre porte Denon, (Arcs).

« Les Impressionnistes », 14 h 45, Musée du Jeu de Paume, (Arts et curiosités de Paris).

« La Peinture romantique française », 14 heures, Louvre porte Denon, Bouchard.

« École des beaux-arts », 15 heures, 13, quai Malaquais, M. Moutard, (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

« Crypte archéologique de Notre-Dame », 15 heures, parvis, M. Hauger.

« La Bourgogne romane, épigraphie et iconographie », 15 heures, Musée des monuments français, (Histoire et archéologie).

« Hôtels du Marais, quartier des Archives », 15 h 30, métro Saint-Paul, (Résurrection du passé).

« La Cour des Miracles, la tour Jean sans Peur, Halles », 14 h 30, 16, rue Étienne Marcel, (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 16 JANVIER

14 h 30, 28, avenue George-V, P. Bouchard : « New-York, Los Angeles », 17 h 30, « San Francisco », (audiovisuel).

14 h 30, 60, boulevard Latour Maubourg, M. Bouchard : « L'exode et le culte », et 16 h 30, « La conquête de la terre sainte » (Rencontre des peuples).

15 heures et 19 heures, 195, rue Saint-Jacques, « Le monde de l'île de Pâques » (Centre de la mer et des eaux), film l'équipe Cous-

15 h 30, 15, rue de la Bûcherie, J. d'Arès : « Mystérieuse Vallée du Nil, origine des civilisations d'Occident ? » (Les secrets de l'esprit), projections.

LUNDI 17 JANVIER

15 heures, 23, quai de Conti, Ch. Ferenbach : « La science de l'Halley », (Académie des sciences).

15 heures, 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, Cl. Thibaut : « Louis XV à Versailles », (Casse nationale des documents historiques) (projections).

19 heures, Musée des français, L. M. Tillet : « La Bretagne romane », (Centre d'études bretonnes).

20 h 30, 30, boulevard de Port-Royal, A. Kriegel, A. Sieg, J. Grunewald : « Mythes et vérités sur Sarras et Chastila », (Centre Rachi).

هكذا من الأول

Le Monde

La commission permanente de l'enseignement catholique accepte les « contacts directs » proposés par Alain Savary

■ **communiqué publié par M. Savary** (le 14 janvier) en réponse au rejet par l'enseignement privé de négociations de la commission permanente de l'enseignement catholique, que nous publions ci-dessous.

« La commission permanente de l'enseignement catholique, réunie le 14 janvier 1983, a pris connaissance du communiqué de M. Savary, ministre de l'éducation nationale, en date du 13 janvier.

« Elle prend acte de la décision du ministre de retarder l'ouverture des négociations concernant l'enseignement public et l'enseignement privé, afin de modifier pour l'année prochaine l'objectif.

« Le ministre précise qu'il lui permettrait, en l'absence de toutes négociations, d'accueillir par l'enseignement catholique, les questions relatives à la poursuite de l'ouverture des négociations.

« L'enseignement catholique a défini récemment ses positions et demandé des garanties : il s'agit de profiter de l'année pour obtenir du ministre de l'éducation nationale les éclaircissements nécessaires et les réponses attendues.

T.C. : divergences

L'hebdomadaire *Témoignage chrétien* publie, dans son numéro du 17 janvier, un texte signé par des personnalités chrétiennes - jugeant totalement négative l'attitude du Comité national de l'enseignement catholique - au sujet de la décision de l'éducation nationale formule propositions. Les signataires déclarent responsables de l'enseignement catholique la « dérive » de parler

au nom de l'ensemble de la communauté chrétienne et leur reprochent de « gâcher » la chance historique qu'ils ont constituée l'ouverture des négociations.

Dans le même numéro, M. Georges Montaron, directeur de l'hebdomadaire, dans un éditorial intitulé « Nous nous désolidarisons ! », écrit : « Des élèves et des enseignants du plus au plus nombreux ne partagent pas les attitudes archaïques et négatives du porte-parole officiel de l'enseignement catholique. Il reproche aux membres du Comité national de refuser de faire évoluer l'école catholique en disant : non - au dialogue, au progrès, à une attitude dure, à la veille des élections municipales ».

« La déclaration du Syndicat national des instituteurs et professeurs du collège (S.N.I.-P.E.G.C.) et le Grand-Orient de France - estimant que les propositions ministérielles de réorganisation comportent des points

positifs pour ce qui concerne l'intégration progressive du secteur privé dans le service public. Mais ces propositions contiennent des incertitudes et des imprécisions qui rendent indispensable une négociation rigoureuse qui doit permettre d'établir les garanties et sécurités nécessaires, pour ce qui concerne le strict respect des principes généraux de l'enseignement public français ».

« En accueillant positivement la proposition de ces « contacts directs », l'enseignement catholique accepte en face-à-face sans commencer à négocier. Que retiendra-t-on, sinon que l'honneur est sauf pour tout le monde ? M. Savary s'est efforcé de faire passer ses propositions et a rappelé que les résultats de la négociation ne peuvent être précisés avant qu'elle ait lieu. Les dirigeants de l'enseignement catholique tentent de dissiper l'embarras au lieu de le refuser de négocier, manifestement incompris par une part de l'opinion et contesté par des catholiques choqués d'une telle attitude « négative ». - C.V. »

La retraite à 60 ans

M. Bérégovoy aux partenaires sociaux : à vous aussi de faire un effort

« C'est aux partenaires sociaux de faire l'effort qui s'impose pour parvenir à une solution sur la retraite à 60 ans », a déclaré M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, à l'issue des entretiens qu'il a eus, vendredi 14 janvier, avec chacune des confédérations syndicales et patronales. Autrement dit, c'est à vous de faire, d'abord, un effort, répond le gouvernement à la demande des gestionnaires des caisses de retraites complémentaires. Ceux-ci - surtout le C.N.P.F. qui refuse toute majoration de cotisation - souhaitent que, de 1983 à 1985, l'Etat fasse des versements de trésorerie de l'ordre de 25 milliards de francs, soit, selon les calculs des experts, 1,6 milliard en 1983, en 1984, 5,8 milliards en 1985, 7,9 en 1986.

La C.F.D.T. a proposé qu'un emprunt soit lancé ; il serait garanti par l'Etat et gagé sur les réserves importantes des caisses de retraites complémentaires. F.O. n'a pas de solution, admettant que les caisses contribuent à l'effort financier qui se révèle nécessaire, mais elle considère que cette participation ne sera pas suffisante.

Autres sujets des entretiens : le champ d'application de la réforme (qui va bénéficier de la retraite ?) ; le montant des pensions. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont à nouveau insisté sur la nécessité de prévoir un nouveau minimum de pen-

sion de telle sorte que les retraités à 60 ans ne soient pas pénalisés par rapport aux préretraités qui, au même âge et avec des cotisations inférieures, ont un minimum de 3 150 F par mois. Les deux syndicats ont aussi posé la question de la validation gratuite des points de cotisation durant la période de 60 à 65 ans. La C.G.C. a aussi insisté sur ce fait, notant qu'en l'absence de validation le montant des retraites serait inférieur de 12 à 15 % à celles que percevraient actuellement les cadres à 65 ans.

M. Bérégovoy, qui souhaite réunir tous ensemble les partenaires sociaux vendredi 21 janvier ou au début de la semaine suivante, doit auparavant obtenir un feu vert du gouvernement sur le niveau de la participation financière de l'Etat. La C.G.C., qui entend limiter la répartition tripartite au seul aspect financier, s'inquiète d'une éventuelle intervention de l'Etat sur les modalités d'application de la retraite complémentaire. M. Bérégovoy essaiera-t-il de rapprocher les points de vue des deux confédérations ? Il se contentera-t-il d'apporter une réponse uniquement financière ? Question délicate, lui ne peut en tout cas faire appel à l'Etat et exiger un autre temps que celui-ci ne déroge pas de l'utilisation des fonds qu'il accepterait d'accorder. - J.-P. D.

Le conflit chez Renault

Le vote sur la reprise du travail aux usines de Flins est différé

Week-end d'attente à Flins Renault de Flins (Yvelines), toujours paralysée. Le scrutin sur la reprise du travail, prévu pour 13 h 30 le vendredi 14 janvier, a été finalement différé, les syndicats jugeant insuffisantes les dernières propositions patronales. Les discussions techniques entre la direction et les représentants des travailleurs devraient reprendre samedi en fin de matinée, et le vote à bulletins secrets pourrait être organisé lundi après-midi, l'usine étant fermée samedi et dimanche.

Une nouvelle montre de protocole d'accord devait être soumise aux grévistes de l'atelier de peinture. Vendredi après-midi, la C.G.T. et la C.F.D.T. avaient réclamé des prévisions quant aux garanties accordées par la Régie, tant sur la prime mensuelle de subsistance, portée de 80 francs initialement à 140 francs pour les peintres, que pour l'indemnisation du chômage technique imposé à quelque 10 400 salariés sur 18 000. Les quatre premières semaines de pertes salariales seraient compensées à 100 % et les suivantes à 30 %.

Par ailleurs, la grève continuait au centre de livraison, bien que la direction ait accepté la fourniture de matériel supplémentaire contre les intempéries, ainsi que l'augmentation des coefficients de qualification pour une vingtaine de salariés. Dans le département de l'électrolyse, les discussions sur des problèmes de

primaires étaient également bloquées. La direction soulignait qu'une poursuite de la grève dans ce secteur - qui s'occupe du chromage des pièces pour d'autres établissements de la Régie - se généraliserait par la remise en activité de l'usine. En revanche, la grève du centre de livraison pourrait gêner cette reprise, selon la direction, si des ouvriers-continuaient de bloquer les issues au parc des voitures.

A Boulogne-Billancourt enfin, la chaîne de fabrication était toujours paralysée vendredi par la grève des peintres, qui a commencé mardi 11 janvier : 40 R-4 seulement étaient sortis de l'usine Seguin vendredi, au lieu de 800 en temps normal. Au cours des neuf premiers jours de cette crise, le « manque à produire » s'est élevé à 10 000 R-5 et R-18 pour l'usine de Flins et à 2 300 R-4 pour l'établissement de Boulogne-Billancourt.

Fortes plus-values du stock d'or de la Banque de France

La situation hebdomadaire arrêtée au 11 janvier 1983 est affectée par la réévaluation de l'or, des devises, des ECU et des droits de tirage spéciaux intervenue au 31 décembre 1982. Les nouveaux chiffres applicables pour le premier semestre 1983 sont les suivants :

1) Les avoirs en or ont été comptés au prix de 97 069 francs le

kilogramme d'or fin (contre 97 016 francs pour le second semestre 1982).

2) Les devises ont été comptabilisées sur la base d'un cours du dollar de 6,7070 F (contre 6,9190 F). Il en résulte une diminution nette des 173 millions de francs du poste « Disponibilités à vue à l'étranger ». Cette moins-value a été prise en compte par le Fonds de stabilisation des changes.

3) Les avoirs en or et en devises, déposés auprès des banques du Fonds européen de coopération monétaire, ont été réévalués. Le poste « Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECON » a été majoré en conséquence de 18 991 millions de francs.

4) Les postes ECU ont été réévalués sur la base du cours en francs de l'ECU : 1 ECU = 6,52038 F (contre 6,55282 F).

5) Les avoirs en droits de tirage spéciaux (D.T.S.) ont été comptabilisés en fonction d'une valeur en francs du D.T.S. de 7 41982 F (contre 7,50718 F).

A B C D E F G

Le rescapé de l'Everest

L'alpiniste belge, M. Jean Bourgeois, 44 ans, le minier napoléonien du 17 janvier, un texte signé par des personnalités chrétiennes - jugeant totalement négative l'attitude du Comité national de l'enseignement catholique - au sujet de la décision de l'éducation nationale formule propositions. Les signataires déclarent responsables de l'enseignement catholique la « dérive » de parler

au nom de l'ensemble de la communauté chrétienne et leur reprochent de « gâcher » la chance historique qu'ils ont constituée l'ouverture des négociations.

Dans le même numéro, M. Georges Montaron, directeur de l'hebdomadaire, dans un éditorial intitulé « Nous nous désolidarisons ! », écrit : « Des élèves et des enseignants du plus au plus nombreux ne partagent pas les attitudes archaïques et négatives du porte-parole officiel de l'enseignement catholique. Il reproche aux membres du Comité national de refuser de faire évoluer l'école catholique en disant : non - au dialogue, au progrès, à une attitude dure, à la veille des élections municipales ».

« La déclaration du Syndicat national des instituteurs et professeurs du collège (S.N.I.-P.E.G.C.) et le Grand-Orient de France - estimant que les propositions ministérielles de réorganisation comportent des points

positifs pour ce qui concerne l'intégration progressive du secteur privé dans le service public. Mais ces propositions contiennent des incertitudes et des imprécisions qui rendent indispensable une négociation rigoureuse qui doit permettre d'établir les garanties et sécurités nécessaires, pour ce qui concerne le strict respect des principes généraux de l'enseignement public français ».

« En accueillant positivement la proposition de ces « contacts directs », l'enseignement catholique accepte en face-à-face sans commencer à négocier. Que retiendra-t-on, sinon que l'honneur est sauf pour tout le monde ? M. Savary s'est efforcé de faire passer ses propositions et a rappelé que les résultats de la négociation ne peuvent être précisés avant qu'elle ait lieu. Les dirigeants de l'enseignement catholique tentent de dissiper l'embarras au lieu de le refuser de négocier, manifestement incompris par une part de l'opinion et contesté par des catholiques choqués d'une telle attitude « négative ». - C.V. »

« Les fédérations de Paris du P.S. et du P.C. ont conclu, vendredi 14 janvier, un accord qui prévoit la constitution de listes communes aux vingt arrondissements de la capitale. Les responsables des deux formations ont précisé que des contacts seront pris prochainement avec le P.S.U., les radicaux de gauche et les gaullistes de gauche. La date du 25 janvier a été retenue pour la présentation de listes complètes.

M. Philippe Séguin

invité du Grand Jury R.T.L. - « Le Monde »

M. Philippe Séguin, député R.P.R. des Vosges, sera l'invité du Grand Jury R.T.L. - « Le Monde » - dimanche 16 janvier de 18 h 15 à 19 h 30.

Une semaine avant le congrès du R.P.R. du 23 janvier, M. Séguin, qui est candidat à la mairie d'Épinal, répondra aux questions de François Grosche et André Passeron, du Monde, et de Gilles Leclerc et Jean-Jacques Truffaut, de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Balod.

M. Raymond Barre, qui participait, vendredi soir 14 janvier à Lille, à un meeting de soutien à la liste d'union de l'opposition conduite par M. Bruno Chauvière (R.P.R.), a notamment déclaré : « Si l'opposition veut les prochaines élections législatives, il faut qu'elle se souvienne qu'il ne peut y avoir question d'un quelconque compromis historique, il ne faut pas rechercher le compromis, mais la coexistence ou la cohabitation qui légitimerait, après coup, ce qui a été fait ».

Le numéro du « Monde » daté 15 janvier 1983 a été tiré à 502 725 exemplaires.

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE

COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS

Il s'agit de cours de 20 heures de 1983. - Cours pour débutants et avancés (6 degrés)

Laboratoire de langues

Excursions, soirées

Age minimum : 16 ans

Droits de cours et d'inscription : 2 200 F - 1983 F. - Prix tentatives d'inscription, cours, matériel pour 10 personnes (A.S. 1983 - Eau 2 031 F)

Programme détaillé :

WIENER INTERNATIONALE HOCHSCHULEKURSE

1010 WIEN - UNIVERSITÄT

(Echange de 62)

jusqu'au 31 janvier

NEUBAUER met en vente ses PEUGEOT et TALBOT d'exposition (0km) et en démonstration



Le meilleur prix - le meilleur service

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

APRES INVENTAIRE SOLDES EXCEPTIONNELS PENDANT 6 JOURS

sur tous les instruments marqués d'un point rouge du 17 (11 h) au 22 janvier 1983



135-139 rue de Rennes, Paris 6°. Tél. 544.38.66. Parking à proximité.

en vrai bois

NOS ENSEMBLES D'ÉLÉMENTS (lattes) représentent la solution pour l'aménagement de votre intérieur.

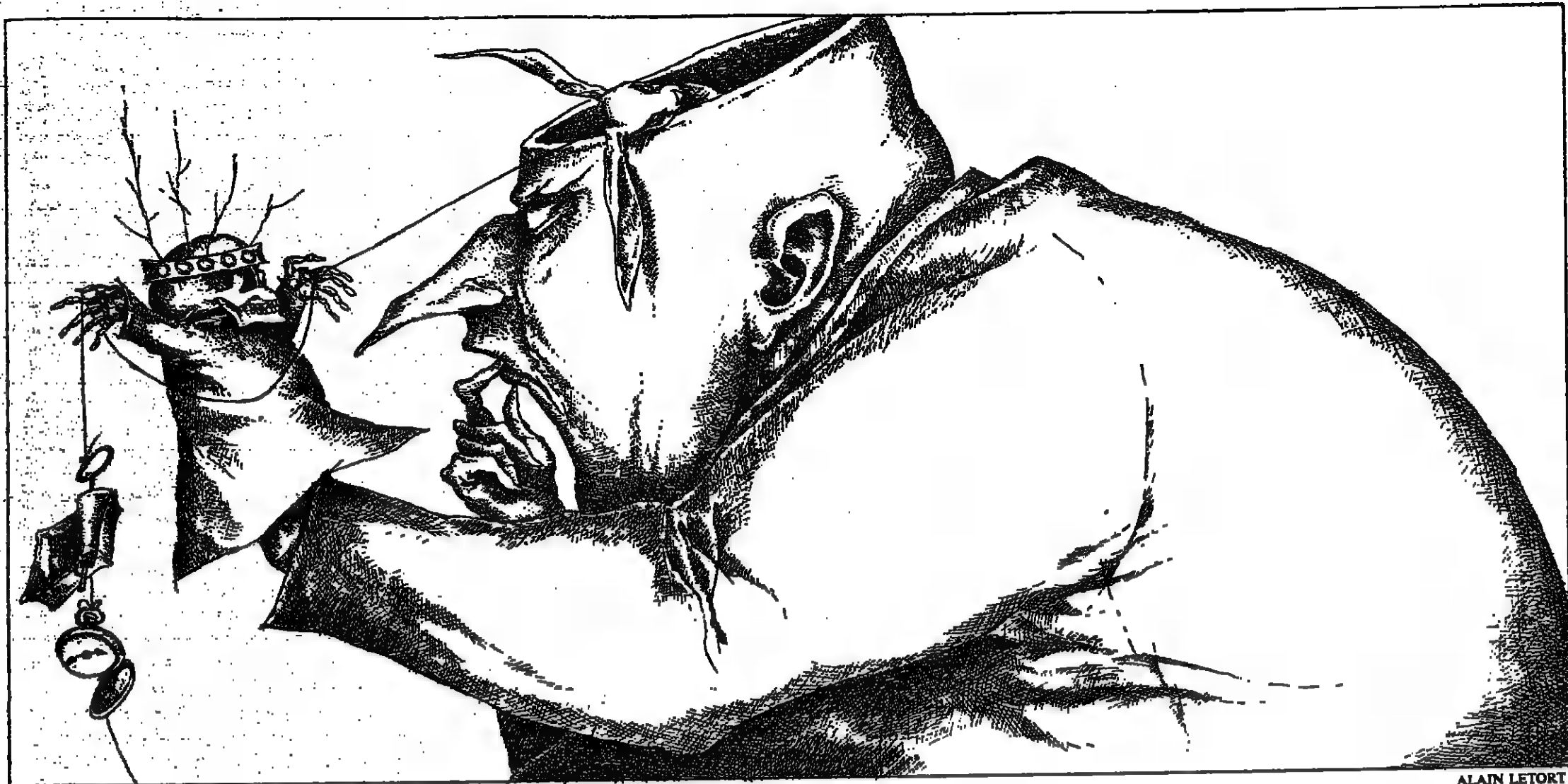
bibliothèques, secrétaires, vitrines avec ou sans armoire-lit, toutes essences de bois de qualité.

CAPELOU

neige fraîche AURON

Tel. (93) 21.02.45

Côte d'Azur / France



ALAIN LETORT

Souvenirs d'enfance d'un ethnologue défroqué

LONGTEMPS j'ai attendu à deux pas d'une décharge publique. Cela n'avait rien à voir avec les dépotoirs d'aujourd'hui. Mon trou à ordures était bucolique, charmant presque. Il s'agissait, en fait, d'une ancienne carrière de sable qui avait été abandonnée, faite de matière première. La brousaille et les noisetiers avaient vite envahi ses cotés abrupts. Les ordures n'encombrent pas la partie accessible par la route. Les rats y vivaient en toute impunité. Ils étaient les gardiens naturels de cette grotte à ciel ouvert où j'ai passé mon enfance, jusqu'à l'âge de douze ans.

La forme du trou avait l'allure générale d'un haricot ou d'un boomerang. Le chemin qui y parvenait faisait environ 800 mètres. Il se terminait par une mare dont les eaux prenaient les couleurs du temps. Une lagune ? Un fjord ? Non. J'ignorais ces mots-là, et, selon la saison, elle était l'une ou l'autre...

La topographie exacte du lieu ne m'est pas effacée. Je revais l'arbre autour duquel tournait mon univers, un noyer, le poulailleur clandestin que mes parents avaient installé pendant la guerre, les nids et les terriers, les sentes annexes, les pierres et la cachette à mi-pente d'où j'observais l'ensemble.

Je suppose que mon inconscient a décalqué le plan de ce que l'on appellerait, de nos jours, un « terrain pour l'aventure ». Les animaux y tenaient une place prépondérante et hiérarchisée : d'abord les rats (bruyants), puis les poules (domestiques) et enfin les grenouilles (furtives et athlétiques). Partout, il y avait des moineaux, des lapins, des merles, des mésanges, des moineaux. Les pères faisaient office de perroquets. Rien que de la faune vulgaire, en vrai ! La plaine de

décroître (qui, à mes yeux, semblait un haut plateau) était le royaume des corneilles, des perdrix et des sturonneaux. Ces oiseaux-là ne s'égarèrent presque jamais parmi les miens... A peine s'ils daignaient nous survoler.

C... village de la vallée de la Seine, était nettement divisé en deux : les gens d'en haut, les gens d'en bas. La voie de chemin de fer servait de frontière. Si bien que les gosses d'en haut, de familles rurales et ouvrières, ne se mélangeaient pas avec ceux d'en bas, plutôt commerçants et petits fonctionnaires. Les Parisiens de week-end constituaient une catégorie à part où chacun pouvait choisir ses alliés. N'empêche que régulièrement une rumeur de guerre hantait l'espace de mes jeux : je construisais des abris et des tranchées en fonction d'une éventuelle attaque. Une simple corde, tendue au-dessus du chemin, était armée de fusées à conserve vides, destinées à donner l'alarme. Le truc a été tenu secret pendant des années !

La mare gelait au plus fort de l'hiver. Au printemps, elle débordait et transformait l'endroit en forêt-galerie. Je la sillonnais sur un radeau de planches et de jerrycans.

Pendant les périodes de neige, je chassais. Avec une carabine à plomb. Tout partait dans le guet. L'approche. Ma première victime fut un lapin blanc, des ronces givrées. Je l'épaulais à bout portant et il cracha le sang. Au moment de le ramasser, je m'aperçus qu'il était déjà pris au piège d'un braconnier...

Un autre jour, je déterrais une larve d'un talus herbeux. Elle était presque neuve. Je la roulais jusqu'à la maison. Les pompiers et les démineurs se charge-

rent du reste. Mon nom figura dans le journal local, à la rubrique « Imprudences ».

Je ne raconterai pas ici comment fut capturé le poisson échappé d'une villa voisine. Trois semaines à mes havres... Ma plus belle gloire, en vérité, fut d'écarter du terrain le boîtier d'une montre-ornement. Il était noir et cabossé. Je le décapais pour examiner le motif du couvercle et les inscriptions de l'intérieur. C'était de l'argent ! Mes parents, qui étaient très attachés à leur argent, leur baccarat de couteaux, de fourchettes, de cuillères et de pinces à escargots... A onze ans donc, j'avais déjà un passé d'archéologue et d'aventurier. Mais la chance n'était pas mon fort.

La guerre avait coupé les ponts avec le village d'en haut. En attendant qu'on leur fasse passer une passerelle provisoire, un passeur fut préposé au va-et-vient des riverains. Il chargeait les gens et les vélos dans sa barque à godille. Le matin, pour aller à l'école, je le saisis du bord de l'embarcadere.

Cet homme-là était un fierfié menteur et un collaborateur notoire. Il profitait de la traversée pour nous faire parler. « Un petit, t'es bien défruté, n'est-ce pas ? » Il voulait sans doute savoir si on mettait du beurre ou de la confiture anglaise sur mes tartines... « Comme d'habitude », je répondais en soufflant dans mes doigts.

(Ce minuscule menteur m'est revenu l'année dernière, alors que j'interrogeais un Indien Tarahumara, dans la sierra Madre. A chaque question précise que je lui posais sur l'origine de ses traditions, il hochait la tête en disant : « Qui le sait ? »)

A quatorze ans, j'allais en Angleterre. Mes séjours linguistiques avaient pour fonction de nous initier à une langue étrangère et, aussi, de nous déniaiser. Je débarquai dans une famille singulière. Vivant en haut d'une colline, à 30 kilomètres de la mer, le père — un ingénieur, je crois — construisait un bateau de pêche dans son jardin. Chaque matin, il ouvrait grand les fenêtres de sa chambre et — à l'aide d'un marteau — il faisait le point. L'après-midi, il travaillait d'arrache-pied à l'étanchéité de la coque. Sa fille et moi, amants malhabiles, nous jouions au bilboquet sans ficelle... C'est ainsi que j'ai découvert — dans

l'année Albion — le principe de plaisir et celui de réalité. Bien avant d'avoir lu Sigmund Freud.

En attendant de retrouver, mon goût pour l'exotisme se précise. Caricatures.

Le professeur de « français moderne » était un type épatant et timide. L'année, un romancier breton : Joseph Zobel. Il venait d'écrire un roman remarqué, *Le Vieil Homme*. Il était très attaché à son enseignement classique, il se contentait de nous lire *Le Livre de la jungle* ! Il y avait les histoires d'un griot habité par les mythes et les rites. Pourquoi je ne tins pas compte de l'enseignement de Rudyard Kipling pour le plus grand des conteurs africains.

Seize ans. Je vais en auto-stop en Laponie. Le chemin est long. Au pied du Kebnekaise, je lie amitié avec un Lapon. Il me fait boire du café sauté et manger des saucisses d'élan fumé. Il m'apprend à réparer les filets. Nous confectionnons du lest en ligaturant des pierres dans de l'écorce de bouleau. Cela n'empêche pas

une première déception exotique : le minuit se couche régulièrement à 11 heures moins le quart.

Dix-huit ans. De l'explorateur j'adopte la panoplie. La pipe et l'impassible. Je lis les ethnologues : Leiris, Malinowski, Lévi-Strauss, Bataille. L'année, j'habite maintenant un village à l'ouest de Fontainebleau, j'arpente les sentiers et grimpe les rochers. Je visite les grottes. Les pétroglyphes m'indiquent la route à suivre : je pars pour l'Amazonie, à la recherche d'autres signes. Je passe la ligne équatoriale une fois, deux fois, trois fois, etc.

L'exotisme est né. Il ne m'a pas cependant débarrassé de l'autre réalité : celle du génocide et de l'ethnocide. Celle de la décivilisation. De la clochardisation. De la contestation et de la révolte. A quoi bon, en effet, faire la science, jouer au professeur de l'opprimé, si c'est pour rendre un hommage posthume à ceux que l'on vient d'observer ?

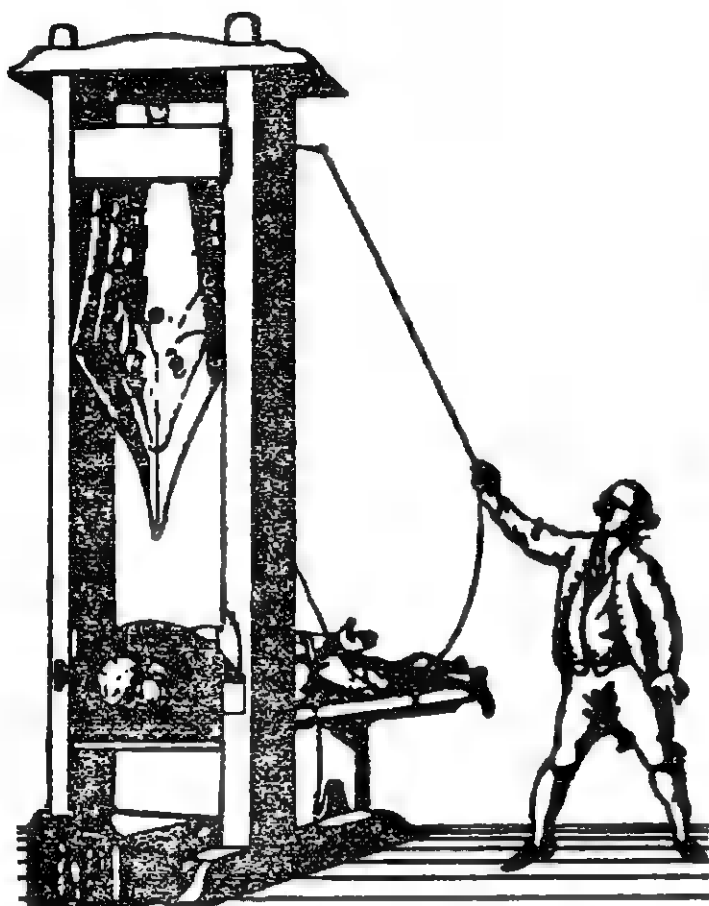
Je suis un ethnologue défroqué.

JACQUES MEUNIER.

LIRE

- **LES MARCHANDS D'IMAGES DE MARQUE**
Les cabinets de relations publiques sont aujourd'hui sollicités pour redorer le blason des marchands et gouvernants (lire page III).
- **THEODORE W. SCHULTZ : UN ÉCONOMISTE OPTIMISTE**
Prix Nobel d'économie en 1979, Theodore W. Schultz ne croit pas que l'humanité court à sa perte... Elle a montré sa capacité à s'adapter aux situations sans issue (lire page XIII).
- **L'ANTIQUÉ USAGE DE LA DÉMOCRATIE**
Quand Alexandre Soljénitsyne découvre, dans l'Appenzel, le modèle suisse de démocratie à l'antique (lire page XV).

COURRIER



OPHELIE

ACTUELLES

Libre enseignement

Nous contestons le droit spécial de l'Etat matière d'enseignement ; nous n'admettons pas que l'Etat ait sur l'enfant un droit qu'il n'a pas le père. Il a le même droit l'enfant que sur le père, mais pas un autre droit ; de même qu'il lui pas permis d'imposer ses idées, ses croyances, sa manière de voir son père de famille, l'homme fait, il n'a pas plus ce droit, mission à l'égard de l'enfant. [...]

« Quel est donc le droit de l'Etat dans l'enseignement ? Celui de la surveillance générale pour qui touche la liberté d'autrui ; la sécurité publique. Nous l'accordons, le monde d'accord là-dessus. Il a un droit que je connais : c'est celui de suppléer à la négligence ou à l'indigence du père de famille. [...] Mais de là à substituer partout toujours le père de famille, c'est-à-dire à établir [...] le monopole de l'enseignement, monopole avoué déguisé comme il l'eût été par les lois relatives à la liberté de l'enseignement qu'on a proposées jusqu'à présent, il y a un abîme. »

D'un discours prononcé à l'Assemblée constituante, le 18 septembre 1848, par Montalembert, qui va jusqu'à comparer, dans le paragraphe suivant, le monopole de l'enseignement de l'Etat à « communisme intellectuel » (rires et murmures dans l'Assemblée).

JEAN GUICHARD-MEILL

A un ami Afghan

Ta lettre (le Monde du 22 décembre 1982) me donne bien des soucis. J'y apprends des choses terribles. On arrache des yeux, on coupe des membres, on viole des femmes, des enfants ramassés des jouets tombés du ciel qui leur apportent la mort...

Ici, rien de tout cela. Les femmes se marient de rouge sur les mains, on les aime, les enfants regardent le ciel pour voir passer un magicien qui fera tomber des jouets dans leur cheminée. Nous sommes en paix, nous sommes heureux, les uns malheureux. Et pourtant, ce bonheur, cette joie en Occident, n'en sommes plus le prix. Il y a dix ans nous nous sommes vus, lorsque, avec Arnaud Desjardins, dans la nuit calme de Kaboul, nous étions d'accord pour penser que l'être mieux que l'avoir. Aujourd'hui, que nous sommes en Occident ?

La fête que nous préparons, n'a plus de sens pour la majorité d'entre nous si ce n'est de nous aider à oublier... oublier le monde.

Et pourtant rien, ni les bombes, ni les chars, ni le feu n'empêchent le brouillard de faire scintiller les jardins d'Hérat, ni les fleurs de Kandahar de s'ouvrir, ni les boudhas de Bamyan de sourire au soleil du matin, ni la neige d'illuminer les sommets de l'Hindou-Kouch, ni l'homme de debout.

Mais je ne puis rien pour toi, je suis loin.

Alors, il faut donc mourir ? Je sais que tu ne peux t'y résigner. Regarde donc le ciel, il est si beau, si pur dans ton pays ! Un jour, ici, dans les montagnes très lointaines, s'est levée. Les hommes l'ont vue, elle leur a porté l'espérance. Ils n'y croyaient plus mais l'ont suivie elle était la paix. Pourquoi ne revendrait-elle pas ?

PATRICK DAVOVS,
docteur en médecine.

« Impur »

Je tiens le titre - L'ignorance française - (le Monde Dimanche du 21 novembre) particulièrement apte pour décrire un état des choses : il y a environ deux semaines, je me voyais en critique du Monde de la lettre d'un Français sur le sujet de « Langues, dialectes et parlers ». Evoquant le multilinguisme Suisse, mon sieur, habitant Alger, décrivait

phénomène d'une façon péremptoire, voire franco-chauviniste.

Vous avez, votre numéro suivant, préféré s'en tenir au plus à un de vos compatriotes qui foudroyait ses critiques plutôt sur la spéculation que sur l'étude de la chose.

Certes, je suis d'origine « impure », voire « extra-européenne » et ma première langue n'est pas la langue maternelle. Je parle non seulement plusieurs langues mais aussi la situation dans ce pays parfaitement, tant comme citoyen que comme ancien.

En choisissant une correspondance française, vous avez donc fait la preuve de votre ignorance.

ROGER BEAUD
(Borne Sainte-Foy-Lyon.)

Réel

Il est malaisé d'accepter la théorie - peu explicite, d'ailleurs - M. Rosset (le Monde Dimanche 12 décembre), laquelle le réel est la même, qu'il n'y a qu'à approuver, et qu'il y a qu'à approuver, nature, matrice, origine ou idéalisme, le ne se laisse dépouiller sans risques nombreux, et de « divers ». On demande des explications, cela semble trop simple, même si le qui est l'origine de l'espèce quelque chose de pas compliqué du tout. Il y a un peu de romantisme chez M. Rosset, derrière sa voile de rigueur. Puis ceci : il sera difficile de nous faire approuver un réel qu'il ne peut lui-même décrire que par approximations. Mais dont, au moins - c'est énorme dans la panoplie d'embûches et de re-présentations qu'il possède, - peut déceler tout ce qu'il a de politique. Et cela est déjà plus net.

GASTON FERNANDEZ C.
(Bruxelles.)

Exécuse

Comme Edouard Auclair (« Inhumain », le Monde dimanche 2 décembre 1982), j'ai été longtemps intrigué par la parabole du figuier stérile. L'interprétation qu'il en donne est sans aucun doute valable. J'avais l'impression d'assister à un exercice de style.

Un figuier qui donne des fruits lors de la fête de la sainte figure un bon figuier ordinaire. Mais le Christ exige davantage : ceux qui veulent le suivre : parfait comme votre Père céleste est parfait ! Pour que l'humanité soit sauvée, il faut que ses sauveurs atteignent le surhumain : Martin a donné l'exemple de son manteau (c'était un effet d'intendance !), François abandonna son chemise. Jésus a donné sa peau, avec sa réputation de rabbi.

J. FLEURY
(Briare.)

PARTI PRIS

Rajeunir

Le Monde Dimanche paraît aujourd'hui sous une présentation un peu différente et, du moins en sommes-nous persuadés, améliorée. Même si le retour des programmes de radio et de télévision comprimés ses rubriques. Le quotidien du son jumeau, gagne en ampleur, en informations et en analyses.

Les lecteurs, au total, n'y perdront donc rien. Ils y gagneront en lecture pour leur fin de semaine et conserveront le plaisir de leur est offerte : la page du courrier reste inchangée et les « croquis » continuent.

Un journal qui ne change pas constamment est un journal qui meurt. Même s'il ne doit changer qu'avec prudence : nul n'aime acheter, nous l'espérons, la lecture à laquelle il est habitué, une marchandise nouvelle.

Le Monde Dimanche sera plus facile à parcourir pour ceux qui aiment faire un choix dans le menu. Et ils auront la satisfaction de voir que ni les enquêtes, reportages, interviews et chroniques, ni la poésie (qui a des partisans et des adversaires également farouches), ni la nouvelle ne disparaissent.

Un simple rajeunissement, en somme. Après trois ans et cinq mois d'existence, ce bel enfant redevient un beau bébé.

JEAN PLANCHAIS.

Clarté

Que ferons-nous de nos langues (dont parlez) : ériger une nouvelle Babel - pour le rapprochement des peuples ?

Il ne peut-être trop tard pour répondre à ce qui a été écrit dans le wallon. Cependant, je ne puis résister à l'envie d'exprimer mon opinion au sujet des dialectes.

Je ne comprends pas que l'on puisse pour le dialecte des divers patois - au lieu de se réjouir du pouvoir de servir d'une langue claire et compréhensible.

Pour les dialectes wallons, l'on s'attache à d'imparfaits idiomes, que l'on a du mal à écrire. Ils sont composés de mots gutturaux, de mots à aboiements ne correspondant à aucune écriture.

Je ne connais rien de plus risible que les représentations dialectales données en public. J'ai l'impression d'assister à un exercice de style. Les dialectes très réduits ne servent qu'à exprimer des sentiments primaires et sans nuances. Je me suis laissé dire que les parents de nos enfants ont droit voir enseigner dans les écoles les dialectes de nos régions : de do, de, p-p-p, etc.

Pour moi, pauvre ignorant, je crois que ces patois que l'on doit voir enseigner dans les écoles sont le balbutiement de nos frustes.

Les dialectes s'expriment en français ou en latin, pour la clarté et l'exactitude des expressions.

Etant flamande, je suis d'autant plus impartiale assistant au même engouement chez nous.

Certaines personnes ont une réelle adoration pour leurs idiomes régionaux - qui diffèrent d'une ville à l'autre.

Chez nous, l'enseignement se faisait, autrefois, en français ; la justice, l'armée, etc., en wallon ; pratiquement une langue commune à tous. Mais, au cours de la dernière guerre, le français a été imposé dans les écoles. Ce qui est parfait, et je n'ai pas à réclamer l'enseignement du dialecte.

Sentimentalement j'aime le dialecte de la campagne avoisant que parlait mon père. Avers se prononce avers en wallon. Bruxelles comme Anvers - respecter les mots propres, voilà ce qu'il faut défendre.

Les Gantois me maudissent, quand je dis que le gantois est affreux. Le Gantois, Masterlink l'a appelé : « Ce jargon vaseux ». Je n'ai pas jusqu'à...

Je ne crois pas cependant que nous ne devrions pas nous en occuper - notre histoire - en renouant au culte de ces balbutiements ou à ces expressions hautes en couleur d'une époque où la plupart des dialectes n'avaient ni lire ni écrire, et je me réjouis de voir enseigner le bon dialecte (flamand, wallon, etc.), parfait, riche des pensées et sentiments contemporains.

N.B. - Le flamand est un néerlandais ce que l'américain est à l'anglais.

HÉLÈNE CARLIER
Gent (Gand)

Ma génération

Ma génération, si elle n'a pas connu la guerre, n'a pas connu la paix non plus. Depuis vingt-cinq ans, que d'atrocités, que de violences ! Il suffit pour s'en rendre compte de tourner le bouton de son téléviseur, de sa radio. Guerres lointaines, détresse proche, famine lointaine, délinquance proche, violence partout, physique ou morale.

De l'amour, nulle part ailleurs que dans la famille, pour ceux qui, comme moi, ont eu cette chance.

Et qu'est-ce advenu de cette génération, trop jeune pour être « hippie », trop vieille pour être « disco » ? Eh bien la réponse pour paraître banale, mais elle me semble conforme à la réalité des choses. Cette génération a été sur ses valeurs, elle a vu le mariage, l'homme, le travail, et elle est sans cesse à la recherche d'un idéal qu'elle ne trouve nulle part.

Plus de grand homme à vénérer, plus de guide spirituel, le monde étant mort il y a très longtemps déjà.

Le seul refuge, notre seul refuge, c'est nous-même, si tant qu'elle ait besoin de refuge, cette génération issue de rêves avortés.

ALAIN GENARD
(Lyon.)

Timbre

Desire prendre le train à la gare d'Austerlitz, j'ai la malencontreuse idée de vouloir poster quelques lettres. Je vais au bureau desservant ladite gare, situé boulevard de l'Hôpital. A 15 h 30, heure de mon arrivée, la machine qui sert aux affranchissements tombe en panne : un bout de papier est coincé. C'est la seule machine disponible au bureau. Le directeur du bureau, les employés, s'activent, qui à téléphoner aux services techniques, qui à brutalement l'insolent robot. A ma suggestion de servir les clients manuellement en utilisant des timbres, on répond que cela était bon dans le temps et qu'il n'y a rien de mieux pour pouvoir le faire. Au moment où je me décide à quitter le bureau, il y a en effet une queue de vingt à une trentaine de personnes qui attendent leur tour.

Faisons un rêve : M. Mitterrand est la vingt-deuxième personne à s'inscrire à la queue. Le ministre des P.T.T. démissionne (je pourrais écouter France-Musique sans brouillard quand le nouveau ministre s'occupera de la question) et le directeur général de la poste est limogé.

ANATOLE BRAUN
(Oxford, Angleterre.)

VOUS ET MOI

Conseil de classe

Ca y est ! Je me lance ! Je m'engage ! Je m'engage ! Je m'engage... des parents d'élèves... La PEEP, la P.C.P.E. n'ont plus de secrets pour moi...

Cela inquiète beaucoup ma fille, « le Puce », que j'aie fourré mon nez, ou plutôt mon orifice, dans le conseil de classe. Elle n'a pas conscience tranquille que me confesse en extrême quelques mauvaises notes passées sous silence : « J'ai raté l'interro d'histoire, mais, tu sais, tout le monde a merdouillé, je ne suis pas seule... »

Comme mon syndicat me le conseille, j'ai pris contact par téléphone avec les parents des élèves de la classe. Je constate que tous ont le téléphone, que trois pères de famille sont au chômage et peuvent dialoguer avec moi l'après-midi, que la majorité des mères travaillent et que plusieurs sont divorcées et ne portent pas le même nom que leur enfant. Dans l'ensemble, les parents ont peu de problèmes particuliers : ils « ne voient rien », « ne savent pas », « réfléchissent ». Ma récolte est décevante : « Quand remplacera-t-on le prof de biologie, en congé maladie ? (Ça ne presse pas, me dit la Puce) ; « Y aura-t-il une réunion parents-professeurs comme les années précédentes ? - Non, madame, car, en principe, les professeurs ne sont plus rémunérés pour tenir ce genre de réunion. »

« Pourquoi ne reçoit-on plus de carnet de correspondance avec les notes de fin de mois ? On se plaint encore de la cantine, du prof d'histoire, qui parle trop vite (Vous comprenez, mon fils est lent, et il ne peut pas prendre de

») Et pourquoi... en résumé... tout ça... ?

A la veille du jour J, ma Puce se renseigne sur la tenue vestimentaire que je vais adopter. Il faut que je produise une bonne impression. « Lève-toi les cheveux et fais ton brushing - Dis, ce n'est pas un concours de beauté, au moins ? - Et que vas-tu mettre ? - Mon tailleur pied-de-poule ? - Ah, non ! Avec ton tailleur tu fais trop soignée. - Soignée s'il te plaît ! - Tu sais très bien ce que je veux dire ! - Alors, mon Jean et mes boots ? - Tu plaisantes ! - D'accord ! Mais on va te prendre pour la déléguée des élèves ! - Oh ! merci, ma Puce, ça c'est gentil ! »

Puis elle me brosse le portrait de ses profs, afin que je sois naïve au premier coup d'oeil. « Le prof de français est très BC-BC, tiré à quatre épingles, toujours bien coiffé (tu devrais lui demander l'adresse de son coiffeur), avec des blouses en soie « naturelle » et des chemises « en or ». En anglais, c'est une petite souris toute mince. Le prof de maths, il est triste et désemparé... Tu penses, enseigner les maths en A ? Le pauvre ! La plus cool est le prof de dessin... on l'adore. En histoire de l'art... toute son intelligence est concentrée dans son regard... Dieu ! Quel regard ! Le prof d'allemand est très... germanique : « Fou foyez ce que je fais dire ?... » En histoire-géo... elle est très, très encochée... Son caractère s'en ressent... En physique, c'est un journal, un no-vice... Pour son premier cours, il tremblait... Il se rattrape depuis en étant vache... »

Jour J. Derniers conseils de ma Puce avant le conseil de classe : « N'oublie pas que tu es tenue à devoir de... » Secret professionnel ? Comme les autres, les médecins, les avocats ? Oh ! je tremble !

J'arrive très en avance. Les profs discutent encore entre eux dans la salle, autour d'une table (on les aperçoit par la porte vitrée). Je fais, dans le couloir, connaissance avec ma rivale, la déléguée de l'autre association, d'ailleurs fort sympathique, et beaucoup plus à l'aise que moi : depuis la sédition de son fils, elle milite.

Les délégués des élèves se présentent gentiment. Anne est une copine de ma Puce : vive, intelligente, drapée dans un grand châle romantique (nous sommes dans une classe artistique, ne l'oublions pas !). Quant à Eric... j'ai souvent entendu parler de lui par la Puce : il fait de merveilleux dessins (parait-il) et ressemble à Huster jeune (ce qui est vrai). Cela suffit à lui conférer dans la classe un certain prestige.

On nous fait entrer. Nous prenons place en bout de table. Je vérifie que les descriptions de ma Puce sont exactes. M^{me} le censeur préside. Les professeurs se présentent, puis les délégués. Chaque prof prend ensuite la parole pour parler d'une manière générale de la classe, au point de vue de la matière qu'il enseigne. Le prof de dessin (prof principal) est très enthousiaste : « Classe exceptionnelle... quelques élèves très doués... ». Le prof de français se plaint du niveau très moyen : « A six mois de l'examen, ils ne savent pas faire un commentaire composé... ». A ce propos, ma collègue déléguée dit

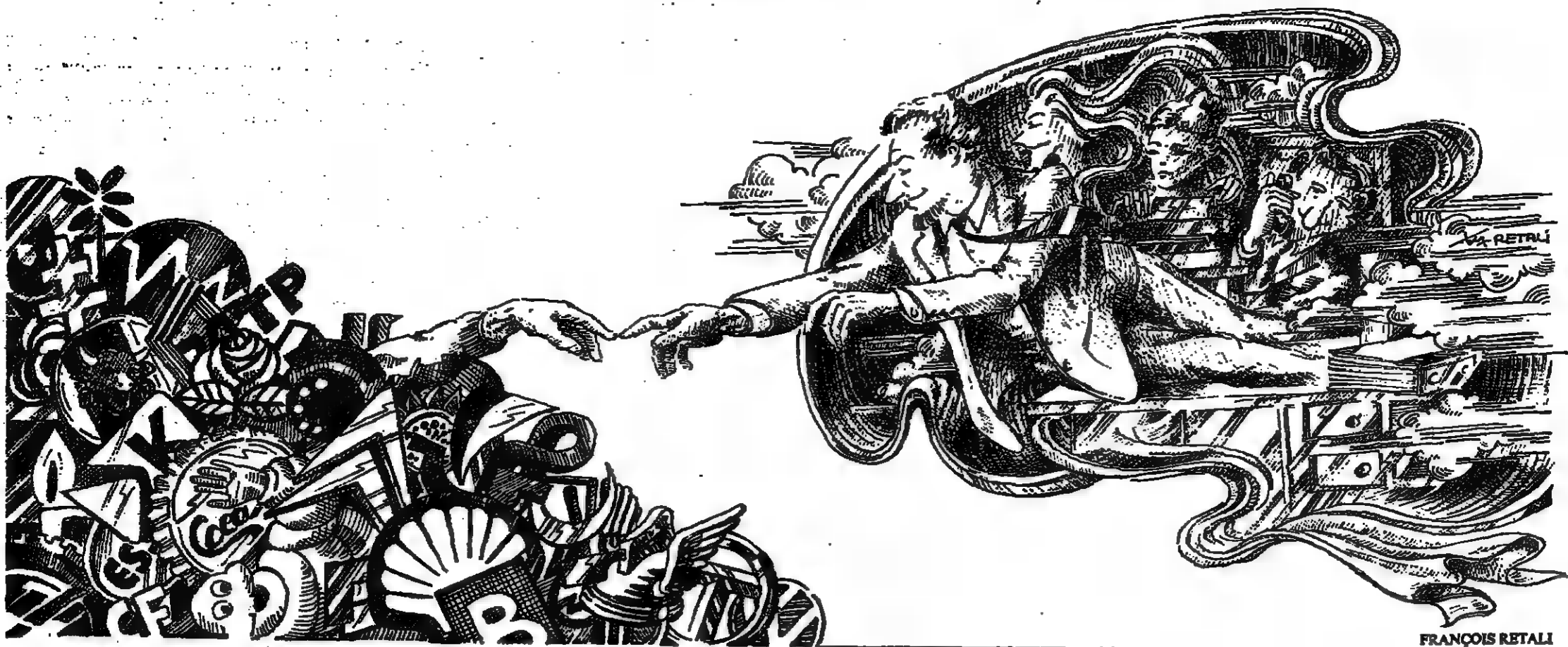
que beaucoup de parents sont dérangés par les sujets de français, sur la condition : la femme, le tiers-monde, la télévision, etc. De plus, ils n'ont jamais fait de corrections de textes ou de commentaires composés, et ne peuvent pas aider leurs enfants...

Le prof, ironique, propose des cours de recyclage pour les parents « à la chaîne », où ils apprendront à « préciser et à éclaircir le sens d'une page, méthodiquement... ». Je me remémore soudain les sujets que nous traitons en première : « Expliquer cette définition de La Fontaine par Saint-Beuve... ». On en arrive aux appréciations individuelles, cas par cas. Je vois, avec terreur, approcher sur la liste le nom de ma Puce. Ce que je donnerais pour être la mère d'un brillant sujet ! Mais je sais bien ce que l'on va me dire : « Pourrait mieux faire l'élève... »

Or que savent-ils de ma Puce, cas privé ? Je voudrais leur expliquer qui est ma Puce, et tout ce qu'elle connaît, et tout ce qu'elle fait en dehors des leçons et des exercices scolaires. Mais naturellement je me tais, car je ne suis là qu'en tant que représentant de tous les parents de la classe, comme le répètent les instructions.

La réunion se termine. Il est tard. Je suis épuisée. Ma collègue aussi. Et nous devons encore faire le compte rendu en commun. Nous allons boire un petit verre au bar du café d'en face. La PEEP et la P.C.P.E. fraternisent.

GABOU.



FRANÇOIS RETALI

Les marchands d'images de marque

Expliquer les bienfaits du nucléaire, les avantages d'un pays ou d'une région... Les cabinets de relations publiques sont aujourd'hui moins sollicités pour lancer un produit que pour redorer le blason de professionnels ou de gouvernants face aux consommateurs, aux écologistes ou aux salariés...

En 1974 le nucléaire fait peur. L'opinion d'une grande partie de la population, craintive, se traduit par une vague de refus. Pour apaiser les craintes, l'E.D.F. souhaite étaler sous les yeux des citoyens les mesures de sécurité qui garantissent l'exploitation et le transport des combustibles. Pédagogique, elle souhaite aussi expliquer que le nucléaire est indispensable à l'activité économique.

Plutôt qu'à la publicité, qui lui paraît inadaptee, l'E.D.F. a recours aux relations publiques. Le message ? Faire accepter aux riverains immédiats des centrales leur participation au programme, et souligner l'ampleur. « Jusqu'alors, explique Jacques Coup de Fréjac, directeur de l'agence Information et Entreprise chargée de la campagne, l'E.D.F. faisait passer le pactole aux communes concernées. Outre son côté « achète » très vexatoire, l'argument était fallacieux, car la redevance, en fait, est répartie sur l'ensemble du département ».

« Nous avons également tourné la tête à la stratégie d'information menée par l'E.D.F. dans un premier temps. De belles brochures sophistiquées, distribuées gratuitement, c'était taper dans le vide, car l'opposition au nucléaire ne vient pas des notables. On a fait des fiches ponctuelles, sobres, sur des sujets précis, à l'intention de la population ».

Faut-il proposer la bonne parole, les vertueuses locales d'E.D.F., pas toujours disponibles - ni favorables au nucléaire - obéissent la place à des scientifiques extérieurs, plus convaincus et convaincants. Mais le trait de génie de la campagne est d'essayer de faire informer les parents par les enfants. L'E.D.F. « briefe », des milliers d'une école de parents, les écoles, la réputation des enseignants, sur le thème « Quelle énergie pour quel avenir ? ». Au début, nous nous sommes efforcés de faire de l'inox, rappelle Jacques Coup de Fréjac. Mais les écologistes nous ont copié, et finalement, nous « inox » est apparue plus crédible que la leur ».

Une autre caractéristique de la campagne, la modulation des arguments selon les régions : « Les préoccupations esthétiques touchent davantage les gens de Plogoff que ceux de Cattenom, en Lorraine, où l'on a toujours eu des chemins d'usines. Là, on est plus sensible aux problèmes d'emploi. E.D.F. y a mis l'accent sur l'emploi de la main-d'œuvre locale, qui représente 87 % des effectifs de Cattenom, et seulement 14 % de ceux de Plogoff, en Normandie ».

Quant à Golech, on a tenu compte des pratiques culturelles locales : l'écrit n'y a aucune portée. Seul le verbe compte. Nous avons donc multiplié les entretiens, les réunions, les discussions ».

La finesse, la douceur, le doigté de la stratégie d'information sont cet exemple suffisant à montrer ce qui sépare les relations publiques de la publicité. Elles expliquent quand elle échoue. Elles démontrent quand elle réussit. Elles insistent quand elle affirme. Elles rampent enfin, discrètes et imperceptibles, quand elle se dresse à toute la hauteur de ses panneaux d'affichage, quand elle trace de tous les décibels de ses flashes radio.

Arrivés trop tard

Ni les uns ni l'autre ne sont toutes-puissants. Plogoff, par exemple, où le type de l'échec cinglant, les habitants ayant persisté dans leur refus de signer les offensives de charisme. « Nous sommes arrivés trop tard, explique Jacques Coup de Fréjac. Ils ne pouvaient plus se défendre ».

Autre échec : Chooz, où, en raison des implications internationales, l'E.D.F. a dû à l'organisation de la campagne centrée sur les « décisionnaires ».

N'empêche. Les cibles étroites, les messages difficiles, mais bien le message des relations publiques. Imagine-t-on des affiches dans le métro vantant le nucléaire ?

Deux mondes différents. Quelques géants de la publicité ont bien posé un pied, prudent, dans les relations publiques : Young and Rubicam possède la seconde agence mondiale, Saatchi and Saatchi est présente dans une vingtaine de pays. En France, Publicis a créé l'agence Dialogue Conseil, qui a réalisé 15 millions de chiffre d'affaires en 1981 (chiffre doublé par rapport à 1980). Mais, dans l'ensemble, on passe peu de l'un à l'autre activité.

On s'observe avec une certaine méfiance. « Spontanément, pourriez-

vous citer une campagne de relations publiques ? », demande un publicitaire, prompt à reprocher aux frères ennemis un côté manipulateur : « On ne sait pas qui est derrière une campagne, ça frise parfois la malhonnêteté ». Aussi étonnant qu'ils soient, les agents d'évaluation de l'impact de la publicité (taux de mémorisation, de notoriété) ont le mérite d'exister. Rien de tel pour les relations publiques, qui travaillent à l'aveuglette.

Mais, de leur discrétion, les professionnels des relations publiques tirent plutôt gloire. Nombre d'entre eux placent un point d'honneur à ne jamais acheter d'espace sur les murs ou dans les médias. Les campagnes coordonnées, sont rares.

Dans la morosité du marché publicitaire, les relations publiques affichent une insolente bonne santé. Les taux de croissance de 20 %, voire 30 %, ne sont pas rares dans la profession. Avec 2 milliards de francs de chiffre d'affaires, elle arrive environ à 10 % de la publicité. Les agences-conseils proprement dites ne représentent, en 1981, que 240 millions en 1982 (200 millions en 1981). La majorité des investissements en relations publiques est effectuée par les entreprises, les administrations et les organismes eux-mêmes, qui, de plus en plus souvent, possèdent un service intégré.

« Une cause parmi d'autres »

Si les agences restent distantes sur le montant de leurs budgets, les tarifs semblent eux-mêmes assez homogènes. Une journée de consultant à facture de 4 000 à 5 000 francs, un mois 35 000 francs environ, à quoi s'ajoutent, pour le client, les frais d'édition, d'organisation de manifestations, etc. A titre d'exemple, la campagne d'information et d'entreprise sur le nucléaire a coûté trois consultants à plein temps pendant quatre ans.

Au total, la trentaine d'agences-conseils qui se partagent le marché emploient environ trois cents personnes, ce qui peut paraître dérisoire à côté du million de salariés de Grande-Bretagne (1) et, surtout, des vingt mille professionnels d'outre-Atlantique. Il est vrai que les cabinets ne comptent pas beaucoup de personnes, alors que les plus grands cabinets français plafonnent à vingt-cinq employés, dont seulement une dizaine de chargés de dossiers : critique au-delà de laquelle le fondateur de l'agence, qui est toujours l'âme, ne peut plus suivre personnellement chaque dossier.

Indice incontestable de la respectabilité gagnée par les relations publiques : le gouvernement, pour ses campagnes institutionnelles, s'adresse de moins en moins à la presse, mais à la radio, à la télévision, à la presse écrite.

La fête de la musique, les printemps dernier (splendide réussite, avec un budget de 500 000 francs), la campagne sur « La découverte de la France », organisée par le ministère du temps libre (sur simple appel téléphonique à un répondeur, le candidat-touriste recevait une brochure vantant les attraits de la région de son choix), les « vendues » essentiellement par relations publiques.

Pour la Quilliot, autre exemple, une campagne de publicité a été très inopportune. Le ministère a préféré expliquer aux relâche les points encore

obscur de cette nouvelle législation du logement. Les réunions avec les propriétaires, les locataires et les agences ont permis de faire connaître les incertitudes et les inquiétudes majeures (qui doit payer les charges locatives, à quel moment donner congé ?).

Le ministère a fait aussi rédiger des fiches pratiques (identiques pour les deux partenaires), les a rassemblées dans un livret (Les Dix Clés de la location) diffusé par les Editions Messageries de la presse parisienne, et dont quarante mille exemplaires ont été vendus, au prix de 23 francs, dans les quinze premiers jours.

« Nous nous sommes cantonnés aux explications techniques », explique Jean-Pierre Beaudoin, d'Information et Entreprise, chargé de la campagne. Mais faire comprendre est évidemment une condition pour faire admettre. Jusqu'à la promulgation, seuls les adversaires avaient commenté la loi ».

Six mois après le début de la campagne, les résultats sont modestes, si l'on en juge par la difficulté à trouver un appartement à louer. Cela n'entame pas la satisfaction de Jean-Pierre Beaudoin. « En septembre, on présentait la loi Quilliot comme seule responsable de la destruction du marché locatif, affirmait-il. Maintenant, ce n'est plus qu'une cause parmi d'autres. Son caractère était mystérieux et inquiétant. Aujourd'hui, les revendications portent sur des points précis ».

Les relations publiques ont encore été préférées à la publicité pour la campagne contre le bruit organisée par le ministère de l'environnement. « Une campagne de publicité aurait pu hypersensibiliser à la lecture des remèdes apportés à ce problème », explique, avec quelque embarras, Joseph Daniel, du Service d'information et de diffusion du premier ministre (SID).

Le SID a rencontré à plusieurs reprises le Syndicat national des conseils en relations publiques (2) ; il a recruté des « fructueuses » par deux parties. « Bien sûr, un ministre préfère voir son flash à la télé à 20 heures qu'organiser des réunions dans les salles de fêtes. De surcroît, les contrôleurs financiers des ministères se méfient parfois réticents, l'essentiel du matériel utilisé par les relations publiques étant de la matière grise. Mais nous essayons de les convaincre que la publicité, c'est parfois un marteau-pilon pour chasser une mouche », explique Joseph Daniel.

Il est vrai qu'on part de peu : les relations publiques gouvernementales ne représentaient en 1981 que 3,1 millions de francs, contre 117 millions pour la publicité.

170 000 F pour un déjeuner

Les relations publiques ont donc en passe de trouver leur voie. Mais fini, les temps où elles n'étaient qu'une mode de la publicité pour un produit de luxe. S'il est vrai qu'aujourd'hui qu'un parfumeur peut se permettre d'investir 170 000 francs dans un simple déjeuner de presse pour le lancement d'un parfum, les relations publiques pour les « produits », en dix ans, n'en ont pas moins passées de 30 % à 7 % du chiffre d'affaires global de la profession.

La voie d'avenir, on l'a vu, c'est la communication, la promotion, la création, la transformation, de l'image de marque « globale » d'un groupe. Le développement des associations écologistes, à cet égard, a représenté une véritable manne pour les cabinets de communication. En dix ans, la part du dialogue avec ces associations est passée de 0 à 12 % du chiffre d'affaires.

Un type typique : Kléber-Colombes, initiée par Que Choisir ? pour les imperfections de l'un de ses pneus de pneu qui lui allument en tête de multiples contre-feux. Concessionnaires, fabricants de voitures et journalistes spécialisés furent donc emmenés, aux frais de la société, sur le circuit du Castellet, où, dans des voitures pilotées par Didier Pironi ou Jean-Pierre Beltoise, ils purent se rendre compte que les pneus incriminés n'éclataient pas plus vite que les autres.

Fouiller la liste des principaux clients des grandes agences, c'est passer en revue les mal-aimés des consommateurs ou des écoles. On les retrouve tous, des hamburgers au Formica, en passant par la Coca-Cola et la margarine (accusée d'être cancérogène).

Tout le monde est-il pour autant défavorable ? « Un avocat se fait bien un devoir de défendre le plus abject des criminels », répond Chris Fisher, leader pour la France de Burson-Marsteller. Pas une fois, au cours de notre enquête, il ne fut répondu par l'affirmative à la question : « Avez-vous déjà refusé un budget par désaccord idéologique avec votre client ? ».

Les négociations entre client et conseil, il est vrai, sont parfois rudes. « Un de nos clients, une société dont les salariés étaient en grève, ne voulait pas qu'elle soit embauchée des vigiles. On a dû l'y forcer », raconte Jean-Claude Lemaignan, P.-D.G. d'Actis, une des principales agences françaises, qui gère également la communication de l'Union des granulates, critiquée pour exploiter les carrières destructrices de l'environnement : « On a d'abord leur faire comprendre que la protection de l'environnement n'était pas une simple mode, les convaincre par exemple de louer leurs camions pour sortir de la carrière. Rien ne sert d'afficher une façade rutilante si les escaliers sont lépreux ».

Autre voie porteuse pour les agences-conseils : la communication interne des entreprises (20 % environ de leur chiffre d'affaires). Là aussi, un long chemin a été parcouru depuis la traditionnelle « tournée » des représentants, avec voyage aux Seychelles à la clé, à la conception de journaux d'entreprise et sondages effectués parmi le personnel, la palette est large.

DANIEL SCHMITTER

(Lire la suite page IV.)

(1) Signe de l'importance des relations publiques outre-Manche : le Financial Times leur a consacré, le 23 avril 1982, un supplément de 100 pages.

(2) Sur les risques de déviation des rapports presse et relations publiques, voir « Les charges de séduction publique » (Le Monde Dimanche, 15 novembre 1981).

ENQUETE

L'amour «dur»

Aux États-Unis, des parents, las des conflits avec des enfants violents ou drogués, ont décidé de ne plus céder, de leur tenir la dragée haute, et au besoin de se débarrasser d'eux...

LS sont venus de partout. Du Tennessee, de Caroline, de l'Indiana, de New-Jersey... L'Amérique profonde est là. Des couples, des femmes seules, moyenne d'âge quarante à soixante ans, habillés en «dimanche», la lèvre rose, le verbe haut, le sourire guilleret, dans un petit monde qui dirige allègrement vers la table du petit déjeuner, un plus donuts. Pourtant, «n'est pas là pour rigoler». On est venu pour résoudre certaines difficultés familiales bien précises : «mes enfants ne s'entendent pas, ils ne comprennent et qui ne soutiennent. Toughlove (l'amour dur), une symbolique un point serrant un cœur, fait partie de ces quelques cinq mille personnes d'Amérique recensées actuellement aux États-Unis. Une organisation à but non lucratif qui demande 110 dollars pour un séminaire de deux jours (non compris le voyage, l'hôtel, le repas du soir), plus l'achat du matériel (6 dollars), indispensable pour comprendre la philosophie de David et de Phillis York, cofondateurs de l'association.

Phillis est brune, chignon, maquillage sobre, cheveux noirs à ramages, à l'air dans ses écarapins. L'œil est dur. David, un monsieur à cheveux gris, guère plus grand qu'elle, plus silencieux, le regard sévère.

Ma voisine, la voisine passée, avait beaucoup du même. Sa fille Deborah, dix-sept ans, était fugueuse, l'injurie, a décidé de quitter son travail, refuse de rencontrer son beau-père et se drogue. Deborah a adopté l'âge de ses mois et on le lui a appris il y a deux ans, lorsque sa mère a constaté le début de la crise. Deborah s'entend avec son

beau-père, un Européen qui ne comprend rien aux Américains.

La mère de Deborah se refait une beauté en narrant tout avec une «détachement, de désinvolture, qui surprend. Elle repartira dimanche soir avec un tas d'adresses dans son sac. Deborah a disparu depuis un mois, sa mère cherche à la raison objective de lui refuser un retour au bercail.

Je regarde l'assemblée : cent soixante personnes attentives, avides, anxieuses. C'est peut-être leur dernière chance. Certaines des magnétoscopes, ou blocs, pour prendre des notes. Ils attendent...

Pour ouvrir le feu, Phillis décide de dire pourquoi Toughlove.

On sonne un après-midi de 1976 chez David et Phillis York. Leur fille n'est pas la maison. À vrai dire, on ne l'a jamais bien vue elle. Trois policiers entrèrent arme au poing : un mandat d'arrêt à l'encontre de leur fille pour trafic de drogue et hold-up. Elle n'a que dix-huit ans.

Le drame américain. La peur, l'angoisse, une situation qu'ils n'étaient pas prêts à affronter, pourtant, à l'époque, ils étaient l'un et l'autre conseillers dans des centres de réhabilitation pour enfants délinquants. Alors ils ont commencé la longue marche vers les «pays». Psychiatres, psychologues, psychanalystes, ont été mis à contribution. Sans résultat.

Ne plus tergiverser

Le 24 décembre, rentrant à la maison pour passer Noël en famille, David et Phillis apprennent que leur fille est en prison. Arrêtée le matin même, elle réclame de l'argent et des cigarettes... Désespoir, abattement, larmes, et puis, soudain, la réaction : c'est fini, le point de non-retour est atteint : ils n'ont plus la voir en prison, ils ne chercheront pas à la reconforter. Ils ne paieront pas ses dettes, ils ne la soutiendront pas. Cela envers et contre tout, contre tout, en particulier malgré des jugements très sévères de l'association sociale de la prison.

Ils demandent alors l'aide de leurs voisins, de leurs amis, auxquels ils confient en quelque sorte la garde de leur enfant, ceux-ci se substituant aux parents dans cette affaire. David et Phillis ont décidé d'agir et d'être «durs». Ils ont demandé à leurs amis de leur soutenir que ceux qui sont là aujourd'hui peuvent exiger de Toughlove.

Un groupe dont le but est essentiellement de «dépouiller» les parents et de leur éviter de devenir les victimes des

enfants qui n'ont pas les capacités de comprendre l'amour qu'on leur portait et d'y répondre. Lorsque la crise est là, il s'agit de la résoudre, et pas plus tergiverser.

Teresa, membre du groupe, vient à son tour. Elle est sur un ton pathétique, aventure avec sa fille, qu'elle croyait aimer comme il le fallait, avoir élevée comme elle le devait. Un soir, parce qu'elle la voyait s'amaigrir, se dévêtir peu à peu, la croyant enceinte, elle lui demande qui est le père. Elle apprend qu'un sanglot, sa fille est héroïne. Sait le récit de l'agonie, de la longue descente aux enfers (Teresa fera mettre sa fille en prison) puis de la rédemption, grâce à Toughlove.

L'alcool et la drogue sont les deux préoccupations majeures des parents réunis. «Un problème de la classe moyenne blanche américaine». D'ailleurs, on ne voit pas de pauvres, pas de Noirs ici : les enfants n'ont pas l'excuse de la misère ou du chômage.

Peu importe que les parents droguent occasionnellement ou fument de l'herbe (1). Si un adulte décide de droguer, on ne le drogue, «il sait ce qu'il fait» (?), compte tenu de son expérience, de ses croyances, de ses valeurs. Et après tout, «c'est son problème». «Cela le regarde». Mais si l'enfant se révolte et ne comprend pas, ce qui est le droit d'un parent Toughlove de lui interdire la maison, éventuellement de le faire mettre en prison, de refuser de lui cas de payer ses dettes. Peu importe si l'on risque d'aggraver la situation — car ils sont très jeunes (treize à dix-huit ans).

Une religieuse se lève, elle s'occupe d'un adolescent de treize ans. À l'âge de dix ans, il a été violé par son père et, il y a six mois, il a lui-même violé ses jeunes frères et sœurs. Doit-elle employer la méthode «dure»? Aucun doute ! Ce sujet, lui répond Phillis sans hésitation. «Ce n'est pas parce que son père a abusé de lui qu'il doit abuser des autres». Logique impeccable, évidemment.

La «philosophie» des York est celle des parents dépassés, submergés. Il n'est plus question de déterminer pourquoi et comment on en est arrivé là, il s'agit d'être réalistes et de mettre fin à une situation intolérable, vite et bien. Le manuel Toughlove est l'indique : «Il n'est pas important de savoir pourquoi ils sont comme ça, la question est de savoir si vous voulez vivre avec quelqu'un qui a conduit à la destruction destructrice» (p. 33). «Se sentir fautive rend impuissant et avec besoin de votre pouvoir» (p. 72).

Au nom de ces principes, les parents s'octroieront le droit de faire émanciper

leur enfant (dans certains États à seize ans) car, nous dit le manuel, dans cette hypothèse : «Vous ne perdez pas un enfant, vous gagnez un adulte».

Saisissant raccourci !

Une dame part se laver les mains : «Voulez-vous surveiller mon sac?», demande-t-elle. Et sa voisine de lui répondre : «Mes enfants ne sont pas là, on peut être tranquilles!»

L'après-midi, pratiques : comment résoudre concrètement une crise. Pamela, la quarantaine, originaire du Maryland, enceinte, vêtue d'une robe bleu marine façon pensionnaire, le cheveu raide, se lève et expose son cas. Elle aussi a des ennuis avec sa fille Jo Ann, seize ans. Jo Ann est l'enfant d'un premier mariage. (Remariée depuis, la mère attend son cinquième enfant.) Jo Ann refuse de se plier aux règles de la maison, ne respecte pas le couvre-feu, et vole sa mère ! Elle lui a même dérobé son diaphragme (rires gras dans l'assemblée)...

La paix pour toujours

On va résoudre la crise selon la méthode dure : 1) fixer jusqu'à quel point limite on accepte de céder à son enfant ; 2) les conséquences à en tirer ; 3) établir ensuite un plan rigoureux ; 4) enfin, le groupe Toughlove de sa région et le faire intervenir à sa place.

Qu'en vient Pamela ? Elle hésite quelques secondes, puis lance comme un défi : «Je veux que Jo Ann me fiche la paix pour toujours». L'assemblée est quelque peu interloquée. David traduit dans un superbe élan : «Je veux avoir une relation décente avec ma fille» (1). Les décisions que prend Pam en accord avec les York seront les suivantes : envoyer Jo Ann vivre chez son père ; refuser ses éventuels appels en P.C.V. ; ne plus répondre à ses lettres ; changer toutes les serrures des portes d'entrée à la maison si dans la semaine qui vient elle ne s'est pas pliée à la volonté de sa mère.

Enfin Pam prendra contact avec les parents Toughlove susceptibles de la soutenir si les amis, la famille, les professeurs et autres assistants sociales ou assimilés la condamnent. Le groupe lui servira aussi d'intermédiaire et de messager pour régler à sa place les situations critiques.

Trois autres cas seront soulevés dans l'après-midi. On abandonnera notamment un gamin de quinze ans à la prison sans qu'il ait revu sa famille. Le lendemain, on reprendra par groupes. On applaudit ceux qui se sont montrés durs, car des comptes sont demandés. La journée s'achève par l'étude de la création d'un groupe au niveau de la région.

Toughlove est aujourd'hui implantée pratiquement tous les États : compte sept groupes comptant en général une douzaine de personnes, l'association a gagné l'Europe : elle a déjà fait des adeptes en Allemagne. Le manuel a été traduit en français.

Le succès de Toughlove est cependant controversé. Pour certains psychologues, cette approche convient à des cas précis d'adolescents en crise. Ainsi Barry Schwartz, un psychiatre de Philadelphie spécialisé dans le traitement des enfants «à problèmes», estime qu'il faut regarder les choses en face : psychologues et psychiatres n'ont pas de succès significatifs avec les drogués. En pareil cas, «une démarche qui se différencie de l'approche intellectuelle peut parfois donner des résultats positifs». Mais Toughlove ne les utilise que lorsque les autres approches ont échoué.

D'autres praticiens jugent la méthode dangereuse, ou, dans le meilleur des cas, sans effet. Selon eux, ce n'est pour les parents qu'un moyen de se débarrasser de leurs responsabilités sans bonte et d'éviter de se poser les vraies questions. Le docteur Bocchini, praticien au centre mental de l'hôpital de Pennsylvanie, reproche, par exemple, à Toughlove son ignorance délibérée des causes du mal. Leur crainte majeure est que les adolescents, jetés dehors, ne perdent définitivement toute «accroche» morale, tout espoir en l'existence, et que certains, particulièrement faibles, ne glissent à la prostitution, à l'abus des drogues dures, ou au suicide.

Plus largement encore, on craint que des parents ne voient en Toughlove un véritable miracle, utilisable en toute circonstance. David York lui-même, souligne que Toughlove n'est qu'un secours en cas de crise, quand l'amour a échoué.

John Hinkley, qui tira le 30 mars 1981 sur le président Reagan, avait ainsi été mis à la porte par son père trois semaines plus tôt, avec 200 dollars en poche (2), en raison de son «comportement irresponsable». Sur le conseil de son psychiatre, le docteur Hopper. Au cours du procès, au printemps dernier, le père de John Hinkley a déclaré qu'il avait commis «la plus grande faute de sa vie». Il n'avait jamais réussi à déterminer, à-t-il dit, si son fils était perturbé ou simplement manquant de discipline (3). Il avait été «dur» sans le savoir...

MURIEL HEES.

(1) L'histoire : la marijane.
(2) 400 francs environ.
(3) Finalement, John Hinkley, jugé irresponsable par le tribunal, a été transféré dans un hôpital psychiatrique (le Monde du 23 juin 1982).

Les marchands d'images de marques



(Suite de la page III.)

De plus en plus, les grandes entreprises développent, hors de tout conflit, des politiques de communication interne propres justement... Le transporteur routier, souhaitant savoir ce que pensent ses chauffeurs, organise des entretiens non directs dans tous ses centres régionaux. La Régie immobilière de la Ville de Paris se penche sur ses concierges parisiens.

Une grande chaîne hôtelière réalise, à l'intention de ses directeurs d'hôtel, une brochure pratique sur les rapports avec la presse : comment organiser une conférence de presse (choisir des locaux plutôt trop petits que trop grands), com-

ment créer l'événement pour le dixième client, l'embauche d'un nouveau chef.

L'avenir, c'est l'interne

Chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires, directeurs du marketing, se forment à la conviction, à la sincérité en vidéo. «L'avenir, c'est l'interne!», s'exclame Daniel Verpeux, directeur de la France de Hill and Knottown, la première agence mondiale.

Dernière série de clients, les villes, les régions ou les pays étrangers désireux attirer les investisseurs. On peut créer de toutes pièces un congrès ou un festival qui «lancera» la ville : congrès cynégétique à Châteauroux, Festival du film fantastique à Avoriaz sont des idées de Promo, cabinet spécialisé dans ce type de clientèle. On peut encore découvrir et faire porter aux nues le patron-local-dynamique-et-exportateur, dont le seul exemple attirera les usines dans les zones industrielles vierges.

Améliorant encore la technique, Hill and Knottown accueille dans ses murs un représentant du commerce extérieur indonésien, le promoteur de chambre de commerce en antichambre de ministre en passant par le château de Versailles, pour lui «faire découvrir la réalité française». Dans sa promotion, plus large, de l'Indonésie, l'agence affiche la volonté de s'en tenir à l'économie, sans faire mention du régime politique. Frontière bien délimitée : quand fument les questions investissements en puissance, il est difficile de ne pas faire état des garanties qu'offre un régime fort... et plutôt à droite.

Modèle du genre : la promotion par de l'Espagne post-franquiste, après

la mort du Caudillo. Désigné par Franco, le roi Juan Carlos, en 1975, n'inspire pas a priori une confiance massive. Des élections, certes, doivent se tenir. Mais qui garantira aux Européens qu'elles ne seront pas truquées? En quête de respectabilité — l'adhésion à la C.E.E. est à la clé — l'Espagne souhaite convaincre de son fervor démocratique.

«Pour valoriser le référendum d'approbation de la Constitution, centre de campagne, on a recruté un juriste espagnol de très grand talent, opposant libéral emprisonné par Franco. L'homme idéal, explique Jean-Claude Lemaignan, directeur d'Actis. Avec lui, nous avons organisé une tournée dans toute l'Europe. Nous expliquerons ensuite le référendum. Espagnols eux-mêmes, nous avons fait filmer à Paris, par la télévision espagnole, un débat avec des politologues connus. Des interviews d'Edgar Faure ou d'Alain Fokier sur l'avenir de l'Espagne ont été diffusées aux Espagnols. «Vendre» l'Espagne à l'étranger serait vain si les Espagnols eux-mêmes ne sont pas persuadés de l'importance de l'évolution démocratique.

On est là loin de l'image des «petits fours» qui, depuis ses débuts, colle à la peau de la profession. Paradoxalement, les relations publiques n'ont jamais su ou voulu mettre leurs talents à leur propre service, pour faire connaître au grand public leur efficacité de manipulateurs d'images. Et quand une grande agence — Actis — choisit de sortir de l'ombre où se plait la profession, elle le fait... en achetant une double page de publicité dans le Monde.

DANIEL SCHNEIDER.

(3) 24, rue Royale, 75008 Paris. Tél. (1) 261-80-61.

FRANÇOIS RETALI

CRQUIS Mlamed du restaurant

Son air semble égaré au menu, en pensée, et sans l'once d'un sup- plément, Mlamed prend commande, note, et les tables, sert les plats. Mlamed humeur dans une même le geste. Mohamed du res- taurant le domicile est souvent le chandelier, ou d'une copine. Mohamed, et le premier roman ne fut pas un et qui doit parer au plus pressé. Équidienne, élémentaire. Celle où se trouve pas. Mais où les modes comme de grands pains chauds forment la complexité des autres. Surtout. Poète en tablier par- gant avec stèles et des antécédents haricots. Équidienne de chapitres sur fond de sous-marin. Souvent, Alger lui est en mémoire, des rues toutes de de soleil, des enfants rebondissant sa tête, ou des par- fums de la qu'il sert aux clients comme d'habitude. Mohamed, quelquefois, regarde au loin, sur les verres ou du café, et se dit un petit restaurant. Il rêve. Ou non. Nostalgie surgissent sans cesse. La temps qui passe. Mohamed voudrait bien s'en sortir, publier un roman, chasser ces heures d'attente, il s'agit. Et si tout allait, si les jours ne décol- laient pas, il ne pourrait pas la chance à son bon sens, il parle d'une femme, dans au coin d'un bar, che- leur de bout de la rue. C'est son caractère. Liberté qui retrouve son caractère. Mohamed a fait du quartier, et la terre d'émigration, et le soir, après service, il révisait ses habits de dimanche.

JEAN-PIERRE FLY.

Unenort

C'est histoire vraie, tellement vraie qu'elle est banale, quelconque. C'est l'histoire d'un homme qui est mort de froid, au par l'hiver en plein centre ville.

On le connaît bien. Toute l'année, il était dans en porte cochère, de biatros pupes populaires. Les bonnes anglaises de temps en temps unie, parfois un billet, dans sa main un tendue. Certains rient, d'autres s'arrêtaient ou l'évitait. Personne n'aurait vraiment.

Pourtant mort de froid un matin, sous le po qui lui servait de refuge. La veille, ne tout les soirs, il avait des ses fins pour ne revêtir qu'un peignoir d'une, évitant ainsi d'être intré par l'hiver.

Quelques jours, plus homme que jamais dans sa peau de clo- chard, à des des grands magasins et des cafés de d'été, à des pas des tramways confortables et des concis tranquilles.

C'est histoire vraie. C'était dans le journal.

MARC CAPELLE.

Les H.L.M. électroniques d'Apt

Du robinet qui fuit à la pose de balcons, le recours à l'ordinateur et l'enquête auprès des habitants permettent une rénovation « à la carte », laissant aux intéressés le choix de la formule et des prix.

DANS un immeuble de la Maison Bonhomme, à Apt (Vaucluse), un locataire des H.L.M. d'alentour interroge l'ordinateur. En appuyant sur la première touche, il a fait surgir sur l'écran l'image de son immeuble, puis celle de son « entrée » (escalier B). Le voilà « chez lui », en familiarité. Par touches successives le dialogue se poursuit. Type de logement occupé ? Revenu annuel ? Nombre de personnes à charge ? etc. L'ordinateur enregistre, interroge le nouveau, digère, et livre la réponse à la question finale : « Quelle sera l'incidence sur mon loyer du coût des travaux de rénovation pour lesquels j'ai opté ? »

Les chiffres se bousculent sur l'écran, se figent : « Voilà, ça fera tant ». Addition pour travaux, déduction de l'aide personnalisée au logement (A.P.L.). C'est tout simple. « Et si je veux dispo- sition pour calculer immédiatement l'incidence d'une modification future de mon revenu ? » — travail, famille — ou d'une autre option parmi les trois types de travaux proposés.

En vrai, ce n'est pas aussi simple que ça... Pour en arriver à la claire réponse donnée par la machine, bien des gens ont

travaillé longtemps à la préparation d'une opération « électronique » et vie sociale » entreprise par la ville d'Apt antique, Apt Julia, toujours « capitale mondiale du fruit confit », dont la chro- nique, méconnue, demanderait d'autre part des volumes.

La petite Maison Bonhomme a aussi son histoire. Hier encore elle était en ruine, cible majeure des jeunes désor- vris du coin. Les mêmes ont collaboré à sa réhabilitation actuelle. Demain elle sera Maison de quartier, pour eux, pour les tout-petits, pour le troisième âge, pour tout le monde. En attendant elle héberge une exposition-explication sur les moyens de conduire « en concerta- tion » la rénovation de l'ensemble H.L.M. — six « quartiers », trois cent soixante logements, mille cinquante-huit habitants — en fonction des vœux des habitants.

Avant de donner à chacun la réponse individuelle citée plus haut, l'ordinateur a trié — et ordonné — au préalable les souhaits exprimés par les habitants au cours d'une enquête de deux mois. Il a mis au point des petites synthèses et offert alors au « client » non pas un service de travaux à la carte mais, du moins, un choix de trois menus différents pour cha- que immeuble. Le premier menu, à 45 000 F environ par logement, porte à l'essentiel : isolations, réparations, réfections indispensables. Le second, à 260 000 F, comporte notamment l'instal- lation d'un chauffage électrique, et le « grand menu » à 380 000 F va jusqu'à la pose de balcons, de baïoires au lieu de bacs à laver, et à l'aménagement des entrées.

Si le menu n° 1 forme une sorte de tronc commun qui résume les demandes prioritaires formulées par tous au cours de l'enquête, les formules n° 2 et n° 3 varient en fonction d'un « affinement » des vœux moyens dans chaque immeuble pris séparément. On envisage même, au- delà du grand menu, d'individualiser les travaux : par exemple, baignoire ou non.

A ces complexités il faut ajouter que les trois options possibles entraînent des financements différents qui font interve- nir ou non subventions, prêts conven- tionnés ou A.P.L. C'est ainsi que le « grand menu » entraînera paradoxalement a priori, une augmentation plus faible des loyers... Alors, vrai — sachant encore que les organismes gestionnaires ne sont pas toujours les mêmes selon les immeubles, — l'ordinateur, pour de pareils calculs, « c'était pas du luxe ! »

Excellent, merci !

L'enquête préalable ne s'est pas seule- ment faite « à la machine ». Les visi- teuses et visiteurs du Collectif aptésien pour l'habitat (1) se sont pris par la main pour aller frapper aux portes. Armés d'un questionnaire rempli en 171 points — allant du robinet qui fuit au potin des deux-tuons, et de futures aires de lavage pour voitures à l'affi- chage des spectacles — ils ont tenu des entretiens, à domicile, ou dans la rue. Quel accueil ? « A quelques rares exceptions près, excellent, merci ! Au point qu'accepter même les petits verres offerts aurait été un défi à l'alcoo- lisme ! »

Ainsi, l'ordinateur a besoin des habitants. C'est plutôt rassurant de se l'entendre dire : d'ordinaire, quand votre immeuble est en mauvais état, la municipalité n'a rien à vous proposer. Quotidien, ou quand votre place de train, dans un compartiment non fumeurs et dans le sens de la marche, vous condamne à 1 000 kilomètres de marche arrière à travers les nuages de deux cigares et de trois pipes, « c'est la faute à l'ordinateur », tout le monde sait ça. Légende — ou alibi — désormais non repus à Apt.

En amont de l'enquête elle-même — dont les résultats ont fourni sa pâture à l'ordinateur — il y avait une volonté. A l'origine, une autre opération d'urbanisme : rénovation-réhabilitation de la ville ancienne — laquelle vaut le détour — projetée par la municipalité. Existait d'autre part Campanile, une association « spontanée » de jeunes qui, dans le cadre d'un travail de fin d'études d'architecte urbaniste, économiste urba- niste, ingénieur, géographe, se charge- rent de l'enquête préliminaire. Amorcée en 1979, cette opération est toujours en cours.

Partant de cette expérience, la mu- nicipalité décida de rompre avec l'usage de faire appel à de successifs bureaux d'étude pour chaque opération ; elle demanda à Campanile de créer une équipe locale permanente chargée d'étu- dier et de suivre l'ensemble de ses pro- jets d'urbanisme. Ainsi naquit le Collec- tif aptésien pour l'habitat où se trouvent représentés la municipalité, Campanile, les offices H.L.M., différents acteurs — de la chambre de commerce à diverses caisses, — les associations locales de toute nature, dont celles des locataires, des propriétaires, des habitants, etc.

Ainsi fut décidée la « grande consulta- tion information » des habitants des

H.L.M. Au lieu qu'un programme de travaux — pressant ! — soit décidé « au sommet », on allait demander aux gens ce qu'ils souhaitaient, mais aussi les informer sur le possible, les moyens et le niveau de leur participation financière. L'Agence du développement de l'informa- tique vint fournir à ce propos ambi- tieux l'assistance gracieuse d'un micro- ordinateur, avec la manœuvre de s'en servir donnée par un « socio-informaticien » qui réalisa le programme.

Comment tant de nouveauté allait-elle être reçue par une petite ville (12 000 habitants) en proie à bien des problèmes économiques et un peu à l'écart au bout de son Lubéron — trains de voyageurs supprimés, cars rares au départ d'Avignon ?

Les réserves les plus formelles vien- nent d'un citoyen qui s'intéresse long- temps à l'urbanisme de sa ville. Il s'est pas contre la concertation, mais il s'en prend à « la question de fond » : quelle que soit la formule employée pour une rénovation, on aboutira à « un cata- plasme sur une jambe de bois ». Pour- quoi ? « Parce que la qualité même des H.L.M. les a condamnées dès l'origine à être un jour ou l'autre démolies. Quand on pense aux moyens technologiques dont le bâtiment dispose à notre époque, on se demande comment on peut aller. Mais non ! Logement social — a pour synonyme « qualité basse », avec beau- coup de vent autour. »

Mai français ? Vaste problème qui dépasse la bonne ville d'Apt ? Au vrai on entendait en écho l'un des membres du Collectif aptésien déplorer la conception au départ des H.L.M. qui, dégradées bien avant l'âge, exigent tant de travaux si peu de temps après. Encore faut-il dire que, par leur situation remarquable et leur apparence extérieure, les H.L.M. aptésiennes feraient envie à bien des habitants des banlieues de Paris et d'ail- leurs ! Encore faut-il dire ce que l'enquête précise dans ses conclusions : « En dépit des énormes inconvénients qu'ils subissent, huit sur dix des loca- taires ont fait savoir qu'ils n'entendaient pas quitter leur quartier ni leur loge- ment. »

C'est sans doute pourquoi, dans la Maison Bonhomme, on les voit jouer le jeu et dialoguer avec l'ordinateur ; cer- tains — parfois des personnes âgées — timidement, d'autres — souvent des femmes — aussi à l'aise que s'ils s'adon- naient, devant leur poste de télévision, à un jeu électronique. Un « jeu » qui, pour eux, vaut la chandelle.

JEAN RAMBAUD.

(1) Collectif aptésien pour l'habitat, avenue Ph.-de-Chirac, 84400 Apt.



ANNIE BAILLET

SUIVRE

« Pua » en coopération inter-université

La cell de recherches en sciences et en génie (C.R.S.) de l'université de Toulouse pour un projet de 75 000 dol- lars à l'Université de l'université de l'Ontario pour mettre pied un bureau de coordi- nateur qui assurera la liai- son entre universités cana- diennes Northern Telecom, dans le cadre d'un programme de coopération de « pua » de circuits intégrés V.L.S.I. (Very Large Scale Integration : circuits intégrés grande échelle).

Nort Telecom Ltd met ainsi à disposition ses instal- lations d'essai à la disposi- tion de collectifs universi- taires du monde. Le programme permet à deux universités de soumettre chacune, deux fois par an quatre projets de V.L.S.I. seront fabriqués par Northern Telecom. Information : Marilyn Taylor (613) 983-3659.

* Soc. de technologie 6222, Châteaubonnet (Québec) H3G 3R6. Tél. (514) 1-514-2733.

Tapis roulant pour exposition

La superficie de l'exposition universelle scientifique de Tau- kuba en 1985 au Japon sera de 102 hectares et les points les plus éloignés sont situés à une distance de 1,6 kilomètre. Un nouveau système de transport sur tapis roulant sera installé à l'intérieur de l'exposition. Il reliera l'entrée et les différents pavillons (1 km).

Il aura la forme d'un S et les entrées se trouveront à l'entrée, au milieu et à l'autre bout. C'est un système CTM — transport continu à aimant. Douze ou treize rames de trois wagons accueillant chacun vingt per- sonnes seront mises en service. Avec une vitesse maximale de 40 km/heure, il assurera le transport de 1 000 per- sonnes/heure. Le coût de l'installation est évalué à 1,8 milliard de yen par kilomètre (mètre : 10 à 20 millions de yen).

* Nissensha Scientific et techniques du Japon, 7-37, Office Space-Japan, 14, rue Cimara, 75116 PARIS. Tél. : (1) 30-90.

BOITE A OUTILS

Choisir de changer
Intentional changes : a fresh approach to business

change (changements) volon- taires, une nouvelle façon d'écouter les gens à changer, d'Allen Tough, est fondé sur trois cent trente entretiens indi- viduels effectués dans diffé- rentes régions des États-Unis, du Canada et de Grande- Bretagne entre 1977 et 1980 ; on a cherché à savoir comment les gens choisissent de modifier un aspect important de leur vie (connaissance de soi, relation avec autrui, situation profes- sionnelle, etc.). L'auteur a essayé d'en tirer les éléments susceptibles d'aider les consul- tants, psychologues, éducateurs ou autres personnes à conseiller des individus qui doivent faire des choix. Les changements volontaires sont fréquents d'abord dans le domaine profes- sionnel, ensuite dans les rela- tions avec les autres, des émo- tions et de la perception de soi, dans les loisirs et le lieu de ré- sidence. La moitié des personnes interrogées ont réussi les chan- gements qu'elles désiraient.

* Follet Publishing Company, 1010 West Washington Boulevard, Chicago, Illinois 60607, États- Unis.

Emploi futur

Dans un numéro du New Scientist consacré aux technolo- gies de l'information (vol. 96, n° 1325) un article sur l'emploi compare les données d'une étude prospective effectuée en Grande-Bretagne par l'Institut

de la recherche sur l'emploi de l'université de Manchester aux chiffres du Bureau des statis- tiques des États-Unis.

Principales prévisions : de 1980 à 1990 la population active passera en Grande- Bretagne de 24,2 millions à 29,5 millions de personnes, sur États-Unis de 97,6 à 121,4 mil- lions. Les professions de l'avenir seront les plus : celles de la santé (G. + 18 %, E.U. + 48 %), ingénieurs et scientifiques (G. + 16 %, E.U. + 38 %), techniques (G. + 18 %, E.U. + 34 %). Les professions de l'avenir ou les moins : dans les deux pays les moins : les professeurs (G. - 1 %, E.U. + 5 %) les employés de bureau (G. - 3 %, E.U. + 26 %). On peut prévoir des changements importants entre les deux pays en ce qui concerne les travail- leurs manuels, les ouvriers qualifiés (G. - 12 %, E.U. + 22 %) et les artisans (G. - 15 %, E.U. + 26 %).

* New Science Publications, Commonwealth House, 111 Elm Oxford Street, London WC1A 1NG, Grande-Bretagne. Tél. : (19) 44-01-404 0700.

Habitat autogéré

Philippe Bannin et Paul Rey- naud publient dans Autogésions n° 11 un dossier sur les « utopies du n° 2 ». Ils y analy- sent le phénomène social connu sous les termes d'« habitat groupé autogéré », les mou- vements et expériences passés et en cours. Ces mouvements se multiplient en France et en Europe. Ils sont caractérisés par la participation à la conception architecturale, l'autogestion du bâtiment, de l'entretien, de la vie du bête- ment, la construction de locaux collectifs.

Le dossier étudie la genèse de ces groupes, les conditions de leur apparition (insécurité du logement d'après-guerre, refus des structures de concep- tion, de production et de gestion de l'habitat instaurées par la promotion immobilière de masse), et la filiation avec les mouvements antérieurs (Cas- tors, Godin, Comblément, Fou- rier, etc.). Trois groupes sont analysés, montrant l'éventail des possibilités entre la simple copropriété et la communauté.

* Autogésions, 34, boulevard Raspail, 75006 Paris.

que et technologiques pour le développement (CISTOD) orga- nise son premier congrès mon- dial à Tunis du 2 au 8 avril 1983, sur le thème gé- néral « Interdépendance et co- développement : promesses et limites de la science et des tech- nologies ». Y seront discutés : la coopération internationale pour le développement des res- sources humaines en science et technologie ; la possibilité d'une prise de conscience dans les pays en voie de développement, du potentiel de la science et la technologie ; le rôle possible des organisations transnatio- nales en ce domaine ; le finan- cement (national, régional et international) de ce développe- ment.

* M. Hodge-Nield, secrétaire général, CISTOD, 51, boulevard de Montmorency, 75016 Paris, France.

RENCONTRES DU FUTUR

Interdépendance
et codéveloppement
La Fédération des organisa- tions internationales scienti-

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Général :
André Laurens, directeur de la publication
Ancient directeurs :
Viktor Steiner (1944-1969)
Jean-Louis Fournier (1969-1982)
Imprimé :
Le Monde
S.A. des Éditions
PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles,
sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437.
ISSN : 0395 - 2637.

سكزا من الاموال

مكتبة الأهل

PÉRIPHÉRIE

IDENTITY

R.T.L., 21 h, *Hello Dolly*, film de J. Kelly on *la Bande à César*, film de K. Annakin.

T.M.C., 20 h 15, *Jeu dangereux*, film de E. Leibaich ; 22 h 20, *Dédicé* : magazine de la photo.

R.T.B., 20 h 20, *Courage*, film de M. Richtie.

TELE 2, 20 h 45, *Opéra : Der ring des Nibelungen*, de Wagner.

T.S.F., 21 h 10, *Auteur d'une femme* ; 22 h 15, *Luke la Main froide*.

هكذا من الاهل

TELEVISION

TF 1

A2

FR 3

PÉRIPHÉRIE

Magazine

Le cœur et le nombril

MOL... Je, le magazine mensuel de Bernard Bouthier, sur A 2, est décidément très inégal. Au sommaire du numéro de janvier, un seul sujet capte l'attention : « Les passagers de l'attente ». Les deux autres — en dehors des rubriques habituelles — auraient dû rester dans les cartons, faute d'une approche et d'une réalisation plus originales et plus rigoureuses.

« Les passagers de l'attente ». Un brin de mystère, au départ : on nous cache la destination de ces femmes qui montent, ce matin-là, dans un car, gare Denfert-Rochereau. Certaines disent qu'elles font le trajet plusieurs fois par semaine et qu'elles ne pourraient pas s'en passer. Des enfants sont aussi du voyage.

Après un long tour de roues, ponctué de confidences aléatoires, on est renseigné en découvrant une maison d'arrêt dans la banlieue de Paris : elles vont rendre visite à leur prisonniers de maris, de compagnons, de fiancés, de fils. Entre le moment où elles grimpent dans ce car et celui où elles se trouvent en face d'eux, il s'écoule en moyenne quatre heures. « Pour une demi-heure de joie », dit une femme. C'est-à-dire le temps réglementaire accordé, de part et d'autre d'une vitre à double épaisseur, dans la capoterie des parloirs.

Fonctionnaires administratives, exaspérées, attardées dans les salles nues, d'où la fatigue et l'énervement des enfants, numéros d'appel, ampoules crues, blâmes de clés : le régime carcéral traite les femmes et les mères de prisonniers comme si elles étaient coupables elles-mêmes. Coupables d'aimer. Dans cette séquence, signée Gérard Senes, qui ne dit mot de ceux qui sont derrière les barreaux, le souffle de l'amour passe, en effet, à travers la froideur des visages des hommes et la chaleur des voix « off ». Une épouse dit : « La première fois que je suis allée le voir, je croyais que je pourrais le toucher, l'embrasser ».

L'amour, paternel celui-ci, anime la séquence intitulée « Deux fois vingt ans » : être de nouveau père, vers quarante ans, quand on a des enfants majeurs. Malheureusement le peintre Daniel Authouart, le journaliste Jean-François Kahn et l'éditeur Alain Moreau n'ont pas grand chose d'autre à dire que : « C'est très différent d'avoir mon premier enfant ». « C'est une grave responsabilité ». On ne s'en doutait pas.

La troisième volet — celui qu'il fallait garder pour soi — est tout aussi familial : un écrivain, Gérard Guigan, a été mis au karaté parce que ses deux fils aînés le pratiquent. C'est d'un intérêt bouleversant : moi le fils du vélo parce que ma grand-mère en faisait. Réalisation : Gérard Guigan lui-même. On ne voit que lui : il s'interroge. Tout dans le nombril. Voilà un karatéka, pourtant, qui ne cesse pas des bragues !

MICHEL CASTANG.

* MOL, JE, Antenne 2, mercredi 19 janvier, 22 h 10 (50 minutes).

Téléfilm

Jules et Jim version féminine

PILIPPE DEFRANCE, trente-six ans — la génération de mai 68 — se fait le prosélyte de la vie à trois dans un téléfilm produit par Antenne 2. « L'homme qui aimait deux femmes », c'est Paul, né à Clémence, le rencontre Jules. C'est lui qui suggère un nouveau type de rapports. Mais celui-ci ne sera possible que grâce à la complicité qui va s'établir entre les deux femmes. Elles vont rapidement mener le jeu, se Paul sera bientôt confronté à son phallotexte. Les états d'âme successifs de Clémence et de Jules ne lui laissent aucune marge de manœuvre. Leur revirement final — l'ubiquité ensemble dans le même appartement — est leur triomphe : c'est leur amour commun pour le même homme qui rend viable l'aventure, et non le désir de celui-ci.

Le mûle du film est le prototype de ces « nouveaux hommes » révélés par les enquêtes, mal il l'aide dans les contradictions que leur propose ou leur impose une nouvelle façon de vivre les relations amoureuses, conséquence pour partie de la « révolution » féministe. « Avec les femmes, dit un personnage secondaire, il n'y a plus de modèles : elles veulent être à la fois Kate Millett et la Belle au bois dormant ».

Jules et Clémence sont cela et bien plus : deux forces face à une... Et le film un mélange de mélodrame et de comédie. Avec une question sans réponse : que deviendrait-elle avec le temps ?

YVES AGNÈS.

* L'homme qui aimait deux femmes, Antenne 2, mercredi 19 janvier, 20 h 35 (91 minutes).

Crime et boniment

PIERRE LACAZE, ancien député, propriétaire terrien, robuste comme un chêne — ou comme son interprète Roger Hanin, — en violer de jeune fille : c'est possible, mais ce n'est pas vrai. Si ce n'est pas lui, c'est donc son fils, ou plutôt l'ami de ce dernier. Qui sera ? La personnalité glorieuse du juge d'instruction (Marie-France Pisier) saura trouver le coupable. Elle d'ailleurs même avec lui et tombera amoureuse du présumé assassin.

Au 18 des minutes, le Crime de Pierre Lacaze, de Jean Delannoy, accumule les invraisemblances en tout genre. On n'en croit pas ses yeux. Est-ce possible de jouer sur tous les registres — judiciaires, sentimentaux... — avec aussi peu de tact ? A désespérer de regarder le petit écran.

M. G.

* Le Crime de Pierre Lacaze, TF 1, dimanche 23 et lundi 24 janvier, 20 h 35 (environ 90 minutes chaque).

VENDREDI

- 11 h 15 Vision plus.
12 h Météorologie.
12 h 10 Suspens.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Emission régionale.
14 h 05 Ba ont votre âge : un moment de la vie de Lucette. Emission du C.N.D.P.
14 h 15 L'été, huit ans, doit surmonter son handicap, la surdité. Une intégration scolaire réussie grâce aux efforts de toute une équipe.
15 h 40 C'est à vous.
15 h 25 Le village dans les nuages.
16 h 50 Histoire d'enfance.
17 h 5 Météorologie.
18 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 35 Formule 1 : Julien Clerc émission de variétés de M. et G. Carpentier.
21 h 40 S'été à Mirel Sylvestre, de J.-J. Tarbes, R. S. Korne, avec A. Doney, C. Haxari, B. Korne. Troisième épisode : nouvelle tentative. Sylvestre est cette fois recruté comme « gouvernant » pour le jeune fils d'une femme P.-D. G.
22 h 30 Histoire naturelle : la Fauconnerie. Emission d'E. Lalon, I. Barrière et J.-P. Fleury.
23 h 10 Journal et Cinq jours en Bourse.

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal.
12 h 05 Jou : l'Académie des nouf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Sid, descente dames à Mirel.
13 h 45 La vie des...
14 h Aujourd'hui la vie.
15 h 15 Histoires : Histoires d'État.
16 h 55 Roprio : l'histoire question : Affaire Mobla. (diffusé le 20 à 20 h 35).
17 h 55 Histoires.
18 h 45 Récit A 2.
19 h 30 C'est la vie.
19 h 50 Jou : Des chiffres et des lettres.
20 h 20 Emissions régionales.
21 h 45 Le théâtre de Boulevard.
22 h 30 Journal.
23 h 35 Feuilleton : L'épingle noire. D'après le roman de D. Saint-Arban, de M. Frydland.
24 h 15 L'été est réprimé par Napoléon III. Les barricades tombent les uns après les autres. Ludovic est né de l'épique républicaine.
25 h 35 Apostrophes, magazine littéraire de B. Pivet. L'émission est entièrement consacrée à Louis Aragon, le poète du « Roman inachevé » et de « Les Yeux d'Elsa ».
26 h 55 Journal.
27 h 05 Ciné-club (cycle fantastique) : Frankenstein, de James Whale.

« Je reconnais qu'il y a quelque chose de comique à voir un bonhomme de télévision protester contre l'indépendance de celle-ci. »

Thierry Dumayot, journaliste et producteur, dans les Nouvelles littéraires du 21 décembre 1982.

SAMEDI

- 9 h 45 Vision plus.
10 h 15 Philatélie club.
10 h 45 La séquence du spectateur.
11 h 15 La maison de TF 1 (et à 13 h 35).
13 h Journal.
15 h 30 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe du commandant Cousteau. A la recherche des civilisations perdues : Atlantide I, deuxième partie du document sur cette grande légende mystérieuse.
16 h 30 Téléfilm : La voie Jackson. Réal. G. Herzog.
18 h Trente millions d'amis. Les chiens de drogue : Jean-Louis Fies pour son livre « Le Chat dans tous ses états ».
19 h 30 Magazine auto-moto.
19 h 10 D'accord, pas d'accord.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Dantes. J.R. toulou (diffusé) dans le piège tendu par Leslie Stewart, qui sait comment se retrouver à la tête de la compagnie Exing, Passions sans chuchotements à Texas.
21 h 35 Droit de réponse : Des goûts et des couleurs. Emission de Michel Polac.
22 h 50 Étoiles et toiles : La peur au cinéma. Magazine de cinéma d'A. de Sédeny, Fr. Mitterrand et M. Joando. Numéro spécial sur le cinéma fantastique et d'épouvante. Claude Miller, John Boorman, Jacques Demy, Georges Franju parlent des mécanismes de la peur. Extraits de films.
23 h 30 Journal.

- 12 h 15 A.N.T.I.O.P.E.
13 h Journal des sourds et des malentendants.
13 h 30 La vérité est au fond de la marmite.
14 h A nous deux.
14 h 45 Journal.
15 h 35 Série : Drôles de dames.
16 h 25 Série : Ah ! Quelle famille.
17 h 50 Les jeux du stade.
18 h Récit A 2.
19 h 50 La course autour du monde.
19 h 50 Jou : Des chiffres et des lettres.
20 h 10 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
20 h 20 Emissions régionales.
20 h 45 Le théâtre de Boulevard.
21 h 35 Variétés : Champs-Élysées. De M. Drucker.
22 h 50 Série : Theodor Chindler. D'après le roman de B. von Bredow, réal. H. W. Geissendörfer, avec H.C. Blech, R. Fendel, K. Thalbach. En huit épisodes, un chapitre de l'histoire allemande : la première guerre mondiale et les événements révolutionnaires de 1918 à travers les destins personnels d'une famille moyenne.
23 h 50 Tennis : le Master's de New-York.
23 h 30 Journal.



DIMANCHE

- 9 h Émission islamique.
9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Orthodoxie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe célébrée en la paroisse catholique du Raincy (Seine-Saint-Denis), prédicateur : pasteur Jean Dannon.
12 h Téléfoot.
13 h Journal.
13 h 20 Série : Star Trek.
14 h 30 Sports Dimanche (et à 16 h 10).
15 h 40 Série : Arnold et Willy.
16 h Pour vous.
17 h Les animaux du monde.
18 h 30 Jeu : J'ai un secret.
19 h Sept sur sept. Magazine d'actualité de J.-L. Burgal, E. Gilbert et J.-L. Boulay.
20 h Journal.
20 h 35 Émission : le Crime de Pierre Lacaze. D'après le roman de J. Laborde, adapt. S. Gual, réal. Jean Delannoy, avec Roger Hanin, M.-F. Pisier, M. Croton, A. Falco.
22 h 5 Journal.
22 h 10 Tennis : Tournoi des Masters.
23 h 30 Journal.

- 10 h Gym Tonio. (Et à 10 h 45).
10 h 30 Magazine du cheval.
11 h 15 Dimanche Martin.
12 h 15 Émission des artistes.
13 h 20 Dimanche Martin (suite). Incroyable mais vrai : 14 h 25, Série : L'homme qui tombe à pic : 15 h 15, L'école des fous : 15 h 55, Les Voyageurs de l'histoire : 16 h 25, Thé d'antenne.
17 h 5 Série : la Traque. 18 h 15 Dimanche magazine.
19 h Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés.
21 h 40 Série documentaire : Roule Roule Roule.
22 h 35 Émission : États-Unis. (Lire notre sélection.)
23 h 35 Émission : Désir des arts. De Cl. Hadet et P. Collin. Réal. R. Itzhak.
24 h 15 Émission : Peinture d'histoire. peinture politique, une... voir à réfléchir sur... Liberté gu... peuple... d'Éugène Delacroix.
25 h Journal.

- * R.T.L., 21 h, Cycle Patrick Dewaere : Plain sud, film de J. Renard.
* T.M.C., 21 h 30, Maîtres à New-York.
* R.T.B., 21 h, Téléfilm : Trois morts à zéro, de J. Renard.
* T.E.L. 2, 20 h 30, Tennis - Madison Square Garden : Tournoi des Maîtres.

RADIO

FRANCE-CULTURE

LUNDI 17 JANVIER

- 7 h 2, Matinales : Des villages et des hommes (Bretagne et Corse).
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Les sorciers et leur sabbat ; à 8 h 32, le Proche-Orient arabe ; à 9 h 30, Échec au hasard.
- 9 h 7, Les heures de l'histoire.
- 10 h 45, Le texte et la marge : « Pauvre Antoine », de Jean Milet.
- 11 h 2, Musique : L'Opéra d'État de Berlin.
- 12 h 5, Agora.
- 13 h 45, Panorama.
- 14 h 30, Musique : Tournes du royaume de la musique.
- 15 h 5, Un livre, des voix : « La Mère indécise », de Anne-Marie de Villedieu.
- 16 h 45, Les après-midi de France-Culture : Le monde au singulier ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 30, rendez-vous ; à 17 h, Rous livre.
- 17 h 32, Musique instantanée : Les musiques à la Maison des cultures du monde.
- 18 h 30, Feuilleton : Les bonnes femmes du XVIII^e siècle.
- 19 h 25, Jaz à l'antenne.
- 20 h 30, Présence des arts : Le musée Félix Ziem à Martigny.
- 21 h, Carte blanche : L'Ombre de G.E. Clancier, par L. Sion.
- 22 h, L'entre scène ou les vivants et les morts : Henri-Cornille et la philosophie occulta.
- 23 h, Nuits magiques.

MARDI 18 JANVIER

- 7 h 2, Matinales : Des villages et des hommes (Portugal et Beaulieu).
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Les sorciers et leur sabbat ; à 8 h 32, le Proche-Orient arabe ; à 9 h 30, Échec au hasard ; à 10 h 30, la vallée aux loups.
- 9 h 7, La méthode des autres : l'usage du bandit.
- 10 h 45, Étranger non soi : Le chemin de Corinthe.
- 11 h 2, Musique : Le Oud dans les pays arabes (et à 13 h 30, à 17 h 30 et 21 h 15).
- 12 h 5, Agora.
- 13 h 45, Panorama.
- 14 h 30, Musique : Les bonnes femmes du XVIII^e siècle.
- 15 h 5, Un livre, des voix : « Pauvre Blanc », de St. Anderson.
- 16 h 45, Les après-midi de France-Culture : le monde au singulier ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 30, rendez-vous ; à 17 h, Rous livre.
- 17 h 32, Musique instantanée : Les musiques à la Maison des cultures du monde.
- 18 h 30, Feuilleton : Les bonnes femmes du XVIII^e siècle.
- 19 h 25, Jaz à l'antenne.
- 20 h 30, Sciences : La théorie des catastrophes, une philosophie scientifique.
- 21 h, Dialogues avec P. Sain et M. Agnès, le système monétaire international est-il un facteur de la crise économique mondiale ?
- 22 h 30, Nuits magiques.

MERCREDI 19 JANVIER

- 7 h 2, Matinales : Des villages et des hommes (Tunisie et la Louange).
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Les sorciers et leur sabbat ; à 8 h 32, le Proche-Orient arabe ; à 9 h 30, Échec au hasard ; à 10 h 30, la vallée aux loups et des techniques.
- 10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : Rencontre avec le lecteur avec V. Thérèse.
- 11 h 2, La musique prend la parole.
- 12 h 5, Agora.
- 13 h 45, Panorama.
- 14 h 30, Journée Érotica : autour de la troisième symphonie de Beethoven (et à 17 h 32 et 20 h).
- 15 h 5, Un livre, des voix : « Les quatre coins du monde », de J.-B. Barman.
- 16 h 45, L'école des parents et des enseignants : Le service national aujourd'hui.
- 17 h 32, Les après-midi de France-Culture : Le monde au singulier ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 30, rendez-vous ; à 17 h, Rous livre.
- 18 h 30, Feuilleton : Les bonnes femmes du XVIII^e siècle.
- 19 h 25, Jaz à l'antenne.
- 20 h 30, La science en marche : L'imparfait du crime.
- 21 h 30, Nuits magiques.

JEUDI 20 JANVIER

- 7 h 2, Matinales : Des villages et des hommes (Tunisie et la Louange).
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Les sorciers et leur sabbat ; à 8 h 32, le Proche-Orient arabe ; à 9 h 30, Échec au hasard ; à 10 h 30, la vallée aux loups et des techniques.
- 10 h 45, Questions en zigzag : à C. Chabais : la mort : une fin ou un commencement.
- 11 h 2, Musique : L'Opéra d'État de Berlin.
- 12 h 5, Agora.
- 13 h 45, Panorama.
- 14 h 30, Musique : Les bonnes femmes du XVIII^e siècle.
- 15 h 5, Un livre, des voix : La dernière croûte du dragon zéphir, de N. Spigard.
- 16 h 45, Les après-midi de France-Culture : départementale à Boulogne-Billancourt ; à 17 h, Rous livre.
- 18 h 30, Feuilleton : « Les Bonnes femmes du dix-huitième siècle ».
- 19 h 25, Jaz à l'antenne.
- 20 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : la lepre avec le professeur M. Gentilini.

VENDREDI 21 JANVIER

- 7 h 2, Matinales : Des villages et des hommes (le Tassin et les Ardennes).
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Les sorciers et leur sabbat ; à 8 h 32, le Proche-Orient arabe ; à 9 h 30, Échec au hasard ; à 10 h 30, la vallée aux loups.
- 9 h 7, Matinales : Des villages et des hommes (le Tassin et les Ardennes).
- 10 h 45, Le texte et la marge : « Les sorciers et leur sabbat », de Pierre Grimal.
- 11 h 2, Musique : Jean Barraqué (et à 13 h 30 et 16 h).
- 12 h 5, Agora.
- 13 h 45, Panorama.
- 14 h 30, Musique : Les bonnes femmes du XVIII^e siècle.
- 15 h 5, Un livre, des voix : Les pelotes de la grande porte, de F. Pohl.
- 16 h 45, Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire.
- 17 h 32, Musique instantanée : Les musiques à la Maison des cultures du monde.
- 18 h 30, Feuilleton : Les bonnes femmes du XVIII^e siècle.
- 19 h 25, Jaz à l'antenne.
- 20 h 30, Présence des arts : Le musée Félix Ziem à Martigny.
- 21 h, Carte blanche : L'Ombre de G.E. Clancier, par L. Sion.
- 22 h, L'entre scène ou les vivants et les morts : Henri-Cornille et la philosophie occulta.
- 23 h, Nuits magiques.

SAMEDI 22 JANVIER

- 7 h 2, Matinales : Des villages et des hommes (Suisse et Algérie).
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Regards sur la science.
- 9 h 7, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : Une soirée d'état de guerre en Europe.
- 10 h 45, Dénarques, avec Michel Cabanis.
- 11 h 2, Portrait d'un : P. Médina.
- 12 h 5, Le pont des arts.
- 13 h 45, Panorama.
- 14 h 30, Musique : Les bonnes femmes du XVIII^e siècle.
- 15 h 5, Un livre, des voix : « Pauvre Blanc », de St. Anderson.
- 16 h 45, Les après-midi de France-Culture : le monde au singulier ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 30, rendez-vous ; à 17 h, Rous livre.
- 17 h 32, Musique instantanée : Les musiques à la Maison des cultures du monde.
- 18 h 30, Feuilleton : Les bonnes femmes du XVIII^e siècle.
- 19 h 25, Jaz à l'antenne.
- 20 h 30, Sciences : La théorie des catastrophes, une philosophie scientifique.
- 21 h, Dialogues avec P. Sain et M. Agnès, le système monétaire international est-il un facteur de la crise économique mondiale ?
- 22 h 30, Nuits magiques.

DIMANCHE 23 JANVIER

- 7 h 2, La fenêtre ouverte.
- 7 h 15, Baroque, magazine religieux.
- 8 h, Classement de son.
- 9 h 7, Orthodoxie.
- 10 h 45, Ecoute Israël.
- 11 h 2, Divers aspects de la pensée contemporaine : l'Union nationale.
- 12 h 5, Mémo, à la chapelle du couvent Saint-Dominique (Paris).
- 13 h 45, Varenne déconstruite.
- 14 h 30, A. Agnès.
- 15 h 5, Wagner maintenant.
- 16 h 45, Les chemins de la connaissance : Les sorciers et leur sabbat ; à 8 h 32, le Proche-Orient arabe ; à 9 h 30, Échec au hasard ; à 10 h 30, la vallée aux loups et des techniques.
- 10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : Rencontre avec le lecteur avec V. Thérèse.
- 11 h 2, La musique prend la parole.
- 12 h 5, Agora.
- 13 h 45, Panorama.
- 14 h 30, Journée Érotica : autour de la troisième symphonie de Beethoven (et à 17 h 32 et 20 h).
- 15 h 5, Un livre, des voix : « Les quatre coins du monde », de J.-B. Barman.
- 16 h 45, L'école des parents et des enseignants : Le service national aujourd'hui.
- 17 h 32, Les après-midi de France-Culture : Le monde au singulier ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 30, rendez-vous ; à 17 h, Rous livre.
- 18 h 30, Feuilleton : Les bonnes femmes du XVIII^e siècle.
- 19 h 25, Jaz à l'antenne.
- 20 h 30, La science en marche : L'imparfait du crime.
- 21 h 30, Nuits magiques.

RADIO FRANCE INTERNATIONALE

La Chaîne-Sud en direction de l'Afrique et du Moyen-Orient peut être captée en France sur 48 mères, 117 KHz.

■ Spécial Bénin le 17 janvier à 14 h 15.

■ Spécial Gabon le 18 janvier à 14 h 15.

■ Magazine santé le 19 janvier à 19 h 15 : Colette Bertout organise un débat sur l'orchestre ou l'orchestre des rivières avec des professeurs de la faculté de médecine de Paris, Philippe et Mouchet de l'ORSTOM.

■ « Canal tropical », l'actualité de Gilles et Michèle, tous les jours à 17 heures, sur les musiques africaines et les Caribbes.

FRANCE-MUSIQUE

LUNDI 17 JANVIER

- 6 h 2, Musique légère de Radio-France : Œuvres de Kallé, Joly, Durand.
- 6 h 30, Musique de matin : œuvres de Villa-Lobos, Bartók, Grieg, Witold.
- 8 h 7, Le « Bouillonnement de 8-9 ».
- 9 h 5, Le matin des musiciens : De Saint-Petersbourg à Leningrad ; Les Migrants ; œuvres de Prokofiev, Glazounov, Borok, Scriabine, Rimsky-Korsakov, Tchaikovsky, Rachmaninov.
- 12 h 35, Jazz : Jackie McLean ; de Miles à Ornette.
- 13 h 30, Les solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Spohr, Thomas, Gluck, J.-S. Bach, Chopin, Godefrid, Fauré, Gluck, par M. Pignon, Saint-Bonnet, harpe, H. de Villèle, flûte.
- 14 h 4, Musiciens à l'œuvre : Aspects de la musique américaine ; œuvres de Brant, Cowell, Carter, Crumb, Rieger, Foss, Schuller, Cage, Ruggles, Sessions.
- 17 h 3, Répertoire contemporain ; à 17 h 30, Les intégrales : La musique de chambre de J.-S. Bach.
- 18 h 30, Studio-Concert : (en direct du Théâtre du Champs-Élysées à Paris) « Adagio pour violon et orchestre » de Mozart ; « Concerto pour violon et orchestre » de Berg ; « Symphonie n° 7 » de Bruckner par le Nouvel Orchestre philharmonique ; H. Soudant ; Sol. J. Sak, violon.
- 22 h, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; à 23 h 5, Aspects de la musique française.

MARDI 18 JANVIER

- 6 h 2, Musique de matin : œuvres de Ravel, Debussy, Gluck, Witold, J. Strauss, Borok, Scriabine, Rimsky-Korsakov, Tchaikovsky, Rachmaninov.
- 8 h 7, Le « Bouillonnement de 8-9 ».
- 9 h 5, Le matin des musiciens : de Saint-Petersbourg à Leningrad ; œuvres de Prokofiev, Glazounov, Borok, Scriabine, Rimsky-Korsakov, Tchaikovsky, Rachmaninov.
- 12 h 35, Jazz : Jackie McLean ; de Miles à Ornette.
- 13 h 30, Les solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Spohr, Thomas, Gluck, J.-S. Bach, Chopin, Godefrid, Fauré, Gluck, par M. Pignon, Saint-Bonnet, harpe, H. de Villèle, flûte.
- 14 h 4, Musiciens à l'œuvre : Aspects de la musique américaine ; œuvres de Brant, Cowell, Carter, Crumb, Rieger, Foss, Schuller, Cage, Ruggles, Sessions.
- 17 h 3, Répertoire contemporain ; à 17 h 30, Les intégrales : la musique de chambre de J.-S. Bach.
- 18 h 30, Studio-Concert : (en direct du Théâtre du Champs-Élysées à Paris) « Adagio pour violon et orchestre » de Mozart ; « Concerto pour violon et orchestre » de Berg ; « Symphonie n° 7 » de Bruckner par le Nouvel Orchestre philharmonique ; H. Soudant ; Sol. J. Sak, violon.
- 22 h, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; à 23 h 5, Aspects de la musique française.

MERCREDI 19 JANVIER

- 6 h 2, Musique pittoresque et légère : œuvres de Mozart, Christian, Horner, Betti, Bolling, Franconi, J. Strauss.
- 6 h 30, Musique de matin : œuvres de Hérold, Paganini, Gounod, Moniusko, Beethoven, Saint-Saëns.
- 8 h 7, Le « Bouillonnement de 8-9 ».
- 9 h 5, Le matin des musiciens : de Saint-Petersbourg à Leningrad ; œuvres de Prokofiev, Glazounov, Borok, Scriabine, Rimsky-Korsakov, Tchaikovsky, Rachmaninov.
- 12 h 35, Jazz : Jackie McLean ; de Miles à Ornette.
- 13 h 30, Les solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Spohr, Thomas, Gluck, J.-S. Bach, Chopin, Godefrid, Fauré, Gluck, par M. Pignon, Saint-Bonnet, harpe, H. de Villèle, flûte.
- 14 h 4, Musiciens à l'œuvre : Aspects de la musique américaine ; œuvres de Brant, Cowell, Carter, Crumb, Rieger, Foss, Schuller, Cage, Ruggles, Sessions.
- 17 h 3, Répertoire contemporain ; à 17 h 30, Les intégrales : la musique de chambre de J.-S. Bach.
- 18 h 30, Studio-Concert : (En direct du Théâtre du Champs-Élysées à Paris) « Adagio pour violon et orchestre » de Mozart ; « Concerto pour violon et orchestre » de Berg ; « Symphonie n° 7 » de Bruckner par le Nouvel Orchestre philharmonique ; H. Soudant ; Sol. J. Sak, violon.
- 22 h, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; à 23 h 5, Aspects de la musique française.

JEUDI 20 JANVIER

- 6 h 2, Musique de matin : œuvres de Brant, Paganini, Borne, Grunados, Ravel, Haendel, Rimski-Korsakov, Debussy, Moussorgsky.
- 8 h 7, Le « Bouillonnement de 8-9 ».
- 9 h 5, Le matin des musiciens : de Saint-Petersbourg à Leningrad ; œuvres de Prokofiev, Glazounov, Borok, Scriabine, Rimsky-Korsakov, Tchaikovsky, Rachmaninov.
- 12 h 35, Jazz : Jackie McLean ; de Miles à Ornette.
- 13 h 30, Les solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Spohr, Thomas, Gluck, J.-S. Bach, Chopin, Godefrid, Fauré, Gluck, par M. Pignon, Saint-Bonnet, harpe, H. de Villèle, flûte.
- 14 h 4, Musiciens à l'œuvre : Aspects de la musique américaine ; œuvres de Brant, Cowell, Carter, Crumb, Rieger, Foss, Schuller, Cage, Ruggles, Sessions.
- 17 h 3, Répertoire contemporain ; à 17 h 30, Les intégrales : la musique de chambre de J.-S. Bach.
- 18 h 30, Studio-Concert : (en direct du Théâtre du Champs-Élysées à Paris) « Adagio pour violon et orchestre » de Mozart ; « Concerto pour violon et orchestre » de Berg ; « Symphonie n° 7 » de Bruckner par le Nouvel Orchestre philharmonique ; H. Soudant ; Sol. J. Sak, violon.
- 22 h, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; à 23 h 5, Aspects de la musique française.

VENDREDI 21 JANVIER

- 6 h 2, Musique de matin : œuvres de Brant, Paganini, Borne, Grunados, Ravel, Haendel, Rimski-Korsakov, Debussy, Moussorgsky.
- 8 h 7, Le « Bouillonnement de 8-9 ».
- 9 h 5, Le matin des musiciens : de Saint-Petersbourg à Leningrad ; œuvres de Prokofiev, Glazounov, Borok, Scriabine, Rimsky-Korsakov, Tchaikovsky, Rachmaninov.
- 12 h 35, Jazz : Jackie McLean ; de Miles à Ornette.
- 13 h 30, Les solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Spohr, Thomas, Gluck, J.-S. Bach, Chopin, Godefrid, Fauré, Gluck, par M. Pignon, Saint-Bonnet, harpe, H. de Villèle, flûte.
- 14 h 4, Musiciens à l'œuvre : Aspects de la musique américaine ; œuvres de Brant, Cowell, Carter, Crumb, Rieger, Foss, Schuller, Cage, Ruggles, Sessions.
- 17 h 3, Répertoire contemporain ; à 17 h 30, Les intégrales : la musique de chambre de J.-S. Bach.
- 18 h 30, Studio-Concert : (en direct du Théâtre du Champs-Élysées à Paris) « Adagio pour violon et orchestre » de Mozart ; « Concerto pour violon et orchestre » de Berg ; « Symphonie n° 7 » de Bruckner par le Nouvel Orchestre philharmonique ; H. Soudant ; Sol. J. Sak, violon.
- 22 h, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; à 23 h 5, Aspects de la musique française.

SAMEDI 22 JANVIER

- 6 h 2, Musique de matin : œuvres de Brant, Paganini, Borne, Grunados, Ravel, Haendel, Rimski-Korsakov, Debussy, Moussorgsky.
- 8 h 7, Le « Bouillonnement de 8-9 ».
- 9 h 5, Le matin des musiciens : de Saint-Petersbourg à Leningrad ; œuvres de Prokofiev, Glazounov, Borok, Scriabine, Rimsky-Korsakov, Tchaikovsky, Rachmaninov.
- 12 h 35, Jazz : Jackie McLean ; de Miles à Ornette.
- 13 h 30, Les solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Spohr, Thomas, Gluck, J.-S. Bach, Chopin, Godefrid, Fauré, Gluck, par M. Pignon, Saint-Bonnet, harpe, H. de Villèle, flûte.
- 14 h 4, Musiciens à l'œuvre : Aspects de la musique américaine ; œuvres de Brant, Cowell, Carter, Crumb, Rieger, Foss, Schuller, Cage, Ruggles, Sessions.
- 17 h 3, Répertoire contemporain ; à 17 h 30, Les intégrales : la musique de chambre de J.-S. Bach.
- 18 h 30, Studio-Concert : (en direct du Théâtre du Champs-Élysées à Paris) « Adagio pour violon et orchestre » de Mozart ; « Concerto pour violon et orchestre » de Berg ; « Symphonie n° 7 » de Bruckner par le Nouvel Orchestre philharmonique ; H. Soudant ; Sol. J. Sak, violon.
- 22 h, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; à 23 h 5, Aspects de la musique française.

A écouter

Le « moi profond » de Martin Saint-Pierre

Murmures, sifflements, cliquetis, tapotements, crisements, silence. Rythmes... Depuis le temps qu'il vit avec son tambour, à chercher sous ses doigts les sons les plus rares, les plus inouïs, depuis le temps qu'il fait et refait, à l'envers et à l'endroit, le chemin qui mène de l'Afrique à l'Amérique, en passant par Cuba... où il a participé récemment aux fêtes indiennes de la Santería, — Martin Saint-Pierre, percussionniste argentin, a acquis une science, une maîtrise, qui parfois courent le souffle. Ce virtuose revisite les grands mythes, les paysages, les continents, à sa manière, passionnelle, dominatrice, concentrée, impulsive, scientifique à la fois.

Comme beaucoup d'Africains, Martin Saint-Pierre considère que « le tambour, c'est l'homme ou son prolongement ». C'est son double visible et sonore. Tous ceux qui ont assisté au concert « L'incroyable et longue histoire d'un tambour et de sa mémoire » — donné le 16 février dernier au Grand Auditorium de Radio-France, et organisé par le secteur des musiques traditionnelles de Radio-France, dirigé par Pierre Tournelle — ont gardé le sentiment fulgurant d'avoir vu jaillir son « moi profond » vision étrange et quasi magique, au milieu de la flamme douce des bougies. France-Musique, en diffusant ce concert, nous donne l'occasion de refaire le voyage.

CATHERINE HUMBLLOT.

« Golems » et psychothérapie familiale en Californie

Dans la série « Recherches et pensées contemporaines », suite à la série « L'intelligence artificielle aujourd'hui à l'université Stanford », pose les enjeux politico-économiques de l'effacement de la télématique, de la robotique, mots barbares qui couvrent des techniques qui feront bientôt partie de notre vie quotidienne, mais dont l'issue n'est pas encore déterminée. Deviendrons-nous une société automatisée/atomoisée, servie/asservie par des « golems » perfectionnés communiquant par des codes linéaires ? Ou saurons-nous concevoir des « robots pensants » capables de s'autoréguler ? Questions posées de la science-fiction, sur lesquelles travaillent deux chercheurs de l'université américaine, le professeur Fernando Flores, philosophe, ancien ministre de l'économie d'Argentine, et le professeur Terry Winograd, mathématicien et informaticien au département de la science informatique.

La deuxième partie de l'émission traite de la nouvelle approche psychothérapique de l'école de Palo-Alto, avec Paul Watzlawick, l'un des fameux psychologues du Mental Research Institute, centre qui applique les recherches avant-gardistes en communication et en cybernétique à la psychothérapie familiale.

(*) « L'incroyable et longue histoire d'un tambour et de sa mémoire », France-Musique, mardi 16 janvier, 20 h 30.

(**) « Deux recherches d'avant-garde en Californie », France-Culture, samedi 22 janvier, 16 h 20 et 17 h 55.

Radios locales

- Enfants de Lyon, passent en direct sur l'antenne dans l'émission « Le Jardin secret ».
- Tous les mercredis, de 9 h 30 à 12 h, sur Radio Happy, 101,5 Mhz.
- Avec aux amateurs parisiens, Jean Dutoit parvient de son « moi profond » nationale, pendant l'émission « L'imprimé France ».
- Le 17 janvier, de 11 h 30 à 11 h 30, sur Radio Express, 100,85 Mhz.
- Surprises africaines à Massy-Palaiseau pour un festival de mélodies francophones.
- Le 21 janvier, à 21 h, sur Radio Massy-Pal., 102,5 Mhz.
- La B.D. à Lyon : le dessinateur Dubouillon raconte des personnalités du « 9^e art » pour l'émission « Gribouillons ».
- Le 18 janvier, à 11 h, sur Radio Clot, FM 99,2 Mhz.
- Parisiens, gardez votre souffle, pour suivre les deux cents épisodes des aventures roborologiques de Toto, Lulu et Flourelap.
- Tous les dimanches, à 11 h, sur Radio Hiv, FM 88, 11 Mhz.
- Village fait des haitiens avec Pierre Fula, journaliste sportif d'Antenne 2, André Corret, président de la Fédération d'haitiophilie, et Paterny, ex-champion du monde.
- Le 17 janvier, à 19 h 20, sur Radio Soleil, 99 Mhz.
- Au diapason sur la tour Eiffel. Musique classique en liberté et pour tous les goûts.
- Le 21 h 30, sur Radio Dispo Tour Eiffel, 101,5 Mhz.
- Bernard Guetta, correspondant du « Monde » à Varsovie, fera revivre le nuit du 12 au 13 décembre 1981 en Pologne.
- Le 23 janvier, à 17 h, sur Radio Clot 98, 98 Mhz.
- Radio T.S.F., à Paris, change de fréquence : elle passe sur 93 Mhz (chaque jour, de 6 h à 23 h, et le week-end, de 11 h à 21 h).

Stations nationales

France-Inter

● Insolence. La télévision à la radio, le radio sur la télévision, humour, humour : Philippe Meyer, Michel Grevand et Gérard Lefort conjuguent leur insolence pour une émission acide et plutôt révérencieuse sur le petit écran. (Téléscopage, chaque samedi, de 13 h 30 à 14 heures).

● Les jours avec. Après la gymnastique « aérobie », le « biorythme ». Le vent souffle décidément des États-Unis ! France-Inter lance une nouvelle émission en ce début du mois de janvier. Christian Debois-Froge va nous parler chaque matin à l'aube des jours « avec » et des jours « sans » (de quoi se lever tôt !), des jours où l'on ferait mieux de rester au lit et de ceux où l'on peut conquérir le monde. C'est une question de « biorythme », paraît-il. « C'est ça, c'est ça, c'est ça », dit Christian Debois-Froge, qui établit en direct le biorythme de trois auditeurs et propose en plus un jeu-égrimage (qui rapporte 500 francs au gagnant) et quelques secrets de mise en forme biorythmiques, du lundi au vendredi, de 4 h 30 à 6 heures.

Radio Monte-Carlo

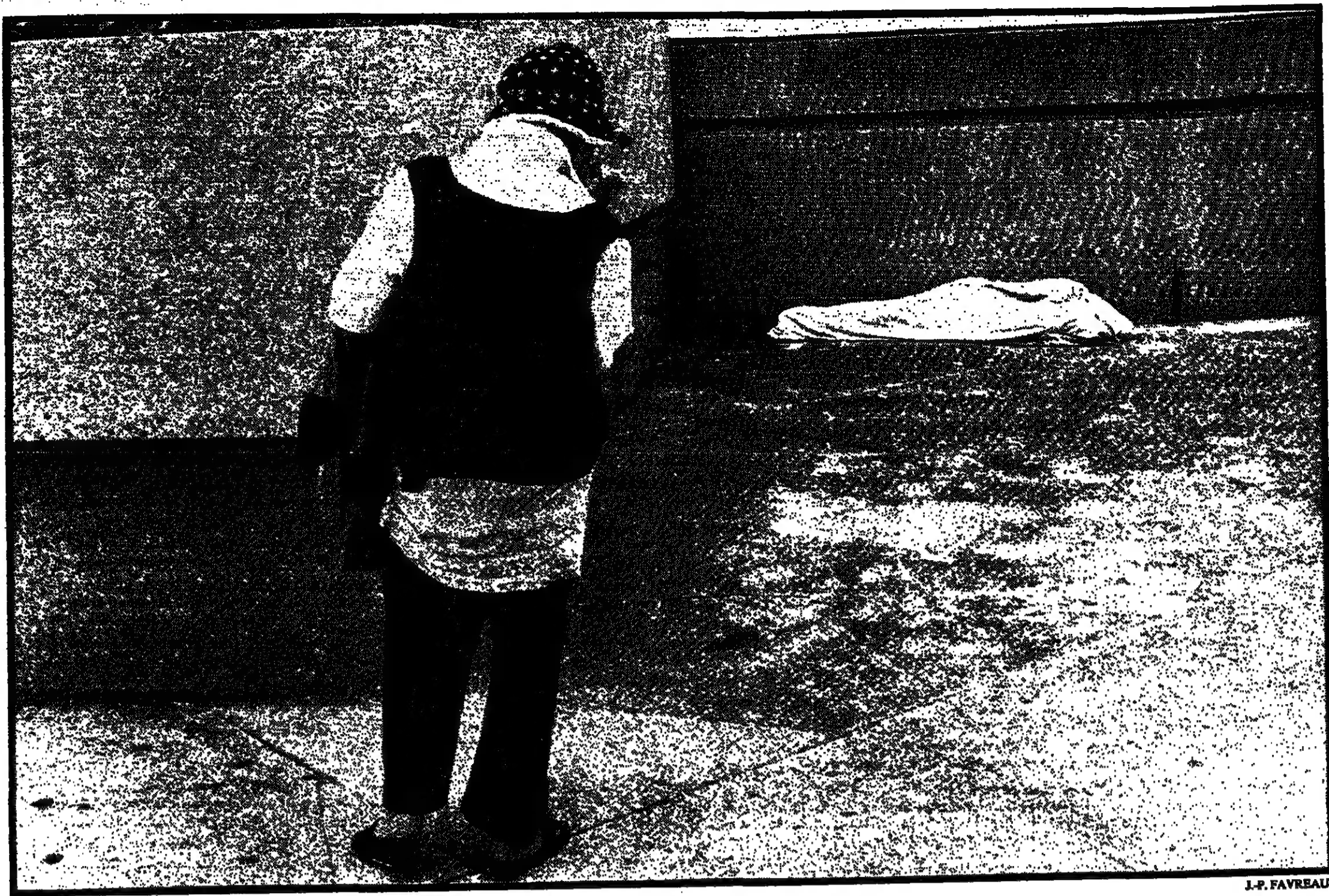
● Les dessous. Autour de Pierre Dumas et de sa fameuse pipe, trois complices — mais non complaisants — Roger Colombani, Claude Angeli et Jean Schmitt, nous révèlent chaque semaine les dessous des « affaires », dont ils se réservent, actualité oblige, la surprise (le faits divers...). Vous en direz divers ?... chaque midi, de 12 heures à 12 h 45).

Europe 1

● Mousquetaires. Duel ou escarmouche ? Les deux mousquetaires, en tout cas, ne manquent pas de panache. Rien de tel pour enflammer leur passion et déchaîner leur verve. Ils s'amusent, s'enthousiasment et ne sont pas d'accord. L'un en baïonnette parfois, l'autre joue de sa voix comme d'un instrument. Les propos sont sérieux, les thèmes portent les noms terribles d'inflation ou de municipalisme... On finit par sourire, sans trop savoir comment, on leur en sait gré car ils ont du talent (face-à-face, Alain Duhamel et Jean-François Kahn, chaque dimanche, 8 h 15).

هكذا من الراحل

هكذا من الأسفل



J.-P. FAVREAU

ENTRETIEN

Theodore W. Schultz un économiste optimiste

Pour Theodore W. Schultz, prix Nobel d'économie en 1979, les catastrophes (surpopulation, crise, pollution...), ne sont pas inéluctables : en effet, l'homme a toujours montré sa capacité à s'adapter aux situations apparemment sans issue...

Né en 1902 aux États-Unis, docteur de l'université du Wisconsin, Theodore W. Schultz commence en 1930 sa carrière d'enseignant à l'université agricole de Iowa. En 1943, il est nommé professeur à l'université de Chicago, dont il dirigera le prestigieux département d'économie pendant de longues années. Il écrit dès lors de nombreux articles et ouvrages, dont notamment *Transforming traditional agriculture* (1), appliquant au secteur agricole la théorie économique et ses méthodes d'analyse.

Depuis une vingtaine d'années, ses recherches se sont essentiellement axées sur la valeur économique de l'éducation et l'investissement en capital humain. Son plus récent ouvrage sur la question, qui sort ce mois-ci sous le titre *Il n'est de richesse que d'hommes*, est son premier livre traduit en français (2). C'est pour l'ensemble de ses travaux sur le développement économique, et particulièrement sur les problèmes des pays en voie de développement, qu'il a reçu en 1979 le prix Nobel d'économie, avec l'Anglais Arthur Lewis. Il a inauguré le grand colloque organisé récemment par l'ESSEC et la Chambre de commerce et d'industrie de Versailles sur le thème : « La gestion du développement ».

« Plusieurs études de prospective parues ces dernières années ont alerté

l'opinion mondiale sur les dangers qui menacent la planète à terme. Ces inquiétudes vous semblent-elles fondées ?

— Il est vrai que, dans les deux dernières décennies, nous avons vu se multiplier les cris d'alarme : contre l'explosion démographique, le manque d'espace, les perspectives du Club de Rome... Mais cela est tout simplement faux. Je me rappelle qu'il y a cinquante ans on tenait déjà le même langage. Prenez la Grande-Bretagne : au début du siècle, on disait qu'elle manquerait bientôt de blé. Aux États-Unis, nous étions persuadés que les Européens seraient condamnés à tout importer. Et aujourd'hui ce sont de grands exportateurs de produits agricoles, la France notamment.

« Que s'est-il passé ? Tout simplement que les individus se sont adaptés à la situation. Ils se sont accommodés des ressources dont ils disposaient ou bien ils ont trouvé des substituts à la terre grâce aux recherches entreprises. Qui peut dire aujourd'hui ce qui ressortira des travaux des biologistes ?

— Lorsque M. MacNamara déclarait que « l'accroissement de la population » est, après la guerre nucléaire, le problème le plus grave auquel le monde devra faire face au cours des prochaines décennies (3) ou que le secrétaire général de l'O.U.A.,

annonce que « l'avenir semble sans avenir » (4), cela n'est-ce pas votre optimisme ?

— Les gens ne regardent pas les choses en face. Le débat sur la croissance démographique en est l'illustration. Il n'y a pas si longtemps, les Européens étaient aussi pauvres que beaucoup de pays aujourd'hui, et leur comportement présentait bien des similitudes avec celui des populations des pays actuellement en voie de développement. Or les populations européennes ont vu leur croissance démographique se ralentir considérablement.

« L'exemple du Japon est encore plus frappant : quand j'étais étudiant, j'apprenais que le Japon était fini, que sa population allait exploser... et puis en dix ans le taux de natalité a chuté. Le même phénomène se produit actuellement dans un grand nombre de pays pauvres : Colombie, Costa-Rica, Taiwan, Corée du Sud. Pourquoi ce renversement de tendance ? Parce que les populations de ces pays ont trouvé d'excellentes raisons pour choisir d'avoir des familles moins nombreuses et qu'elles se sont comportées en conséquence. On sous-estime toujours les capacités des êtres humains.

Priorité au « capital humain »

— Précisément, vous écrivez dans votre dernier livre qu'il y a, en Occident, une tendance générale à sous-estimer les facteurs humains et à surestimer les facteurs physiques.

— Oui, c'est symptomatique de l'aide occidentale aux pays pauvres : elle est orientée vers la transformation en capital physique. Comme si la terre ou les dépenses de structure pouvaient être la clé d'une croissance régulière en termes de produit national. En revanche, on perd de vue l'amélioration de la capacité et de l'habileté des populations locales, qui est primordiale. Pourtant les seuls pays à faible revenu qui aient fait des progrès solides sont ceux — telle l'Inde — où l'effort a porté sur l'éducation et la santé.

« Je suis totalement opposé à l'approche intellectuelle des États-Unis, de la

France et des pays occidentaux en général qui consiste à croire que ces pays manquent avant tout de ressources physiques : structures, équipement, irrigation, terre... Ce qui est bien plus fondamental, c'est le capital humain et l'enrichissement de ce capital.

— Le sens commun donne au mot « capital » fait généralement référence à quelque chose de matériel. Qu'entendez-vous exactement par « capital humain » ?

— Ce qui est très important lorsque l'on parle de capital humain, c'est de bien distinguer le problème de la dotation génétique de celui des connaissances acquises. Pour autant que nous le sachions, il semble qu'en gros la distribution soit comparable sur le plan génétique entre les grandes masses de population : il y a autant de gens intelligents partout. Ce qui distingue les peuples, ce sont leurs acquis. Or ceux-ci sont le fruit de leurs sacrifices, de leurs efforts, de leurs investissements : c'est pourquoi l'on peut parler de capital. Et la valeur de ce capital réside tout à la fois dans ce qu'ils sont capables de faire et de gagner et dans les satisfactions qu'ils peuvent en retirer. Il s'agit donc aussi bien de la santé que de l'éducation, l'expérience, l'apprentissage sur le tas ; en somme toutes les aptitudes qu'un individu développe au long de sa vie. Si ce capital augmente, il accroît en même temps la productivité du travail, le revenu et les satisfactions de son détenteur. Mais la question qui se pose, c'est de savoir comment le processus de transformation de ce capital s'effectue (5).

Les paysans illettrés savent ce qu'ils font

— Pour analyser ce processus, vous fondez votre raisonnement notamment sur l'idée que le comportement de tous les individus pris en tant qu'agents économiques est identique (6). En d'autres termes, que les choix d'un paysan pauvre d'Afrique ou du riche fermier américain sont guidés par un même critère : celui de l'optimisation sous contraintes.

— Un exemple illustrera cela mieux que tous les discours. J'étais en Inde peu

après l'indépendance, au moment où la Fondation Ford a commencé un grand programme avec le gouvernement indien pour former les fermiers locaux aux techniques modernes de production. Elle a fait venir des experts des États-Unis : des gens très compétents... mais pour éduquer des agriculteurs américains. En Inde, quand les fermiers ont fait ce que les experts leur ont conseillé, ils ont tout simplement fait faillite. Tout illettrés qu'ils soient, les paysans indiens savaient bien mieux que les experts ce qui convenait à leur production.

« Il ne faut pas sous-estimer ces gens. Ils savent parfaitement ce qu'ils font. De même lorsqu'ils choisissent d'avoir ou non beaucoup d'enfants et de leur donner une éducation. Lorsque l'espérance de vie est courte, il n'y a pas de stimulation pour l'investissement humain. En revanche, quand elle augmente comme en Inde où les hommes vivent aujourd'hui bien plus longtemps que leurs aînés, il y a une incitation fantastique à apprendre. Tout cela est très logique : ils veulent améliorer leur situation. Il faut nous débarrasser des préjugés encore fréquents malheureusement chez beaucoup d'économistes ou d'intellectuels. Partout il existe un ensemble de talents, d'intelligence, d'expériences, de compréhension, de sentiments, acquis après des milliers d'années. Et cela chez les pays pauvres comme chez les riches.

BERNARD SPITZ.

(Lire la suite page XV.)

(1) New Haven, London Yale University Press (1964).

(2) Éditions Bonnel, 30, rue Le Peletier, 75009 - tél. : 504-20-17.

(3) Déclaration faite en 1979 lors de son discours devant les assemblées générales du F.M.I. et de la banque mondiale, dont il était alors président.

(4) Lors du sommet économique de Lagos (O.U.A. : Organisation de l'unité africaine).

(5) Une bonne introduction à la pensée de T.W. Schultz peut être trouvée avec le discours qu'il a prononcé à l'occasion de la remise du prix Nobel. On le trouve sous le titre « The economics of being poor » dans le *Journal of political economy* d'août 1980.

(6) Lire à ce sujet « The value of the ability to deal with disequilibria » dans le *Journal of economic literature*, septembre 1975.

CHRONIQUES

LANGAGE

Une ressource pour les poètes

LES faiseurs de dictionnaires sont bien embarrassés avec les adjectifs dits « de manière », du genre *poliment, rapidement, agréablement*. Combien y en a-t-il à mériter une place dans un dictionnaire ? Pour cinq cents, ils sont usuels, ou au moins facilement identifiés.

Mais il y a les autres, ceux qui existent en pointillé, tel ce *mauvaisement* de Rimbaud : les femmes... « regardent parader mauvaisement un groupe de gamines », qui n'est pas seulement un écart de poète ; un *ferveusement*, qui fut de mode au début du siècle ; un *terrienement*, un *campagnardement* ou un *paysannement*, dont je ne sais s'ils existent autrement que dans mon imagination, mais qui diraient fort... satisfaisamment une façon de vivre vouée aux humbles joies de la terre, comme d'ailleurs *parisienement* ou *trépidamment* pourraient dire le contraire.

Première constatation donc : de tels adjectifs, correctement formés (sur mauvais, fervent, terrien...) et dont le sens et l'emploi ne présentent aucune singularité (sinon leur rareté, à la rigueur), ne figurent dans aucun dictionnaire. Sont-ils cependant « français » ? A mon appréciation, oui, tout à fait.

La vieille règle, ou supposition, d'après laquelle on formerait des adjectifs de manière en *ment* à partir des adjectifs, est fautive par les deux bouts : pourquoi *valablement* et pas *capablement* ? *listiblement* et pas *audiblement* ? *probablement* et pas *possiblement* ? Mais aussi, à quels adjectifs peuvent bien correspondre notamment *sciement* ou *impunément* ?

Il y a là, dans notre vocabulaire, une classe de mots étranges. La plus litté-

raire peut-être : on sent bien quel parti peut en tirer un écrivain un peu pourvu d'imagination, même si on doit, à l'occasion, l'accuser de préciosité à cet égard. La plus soumise à la mode aussi : des époques (au moins leur littérature) ont été plus que d'autres friandes d'adjectifs rares.

Le treizième siècle d'abord, qui en a créé des quantités, dont beaucoup ont disparu de l'usage. Ainsi *abandonnement* (avec largesse), *aroutement* (sans arrêt, sans prendre haleine), *afaitement* (avec une grâce un peu maniérée), *bassement* (à voix basse)... Puis le seizième et la Renaissance, Ronsard et Amyot en particulier. C'est à elle que nous devons *avenamment* (de façon avenante), *cautement* (de façon sournoise, « cante »), *cellement* (en cachette), *closement* (en privé, secrètement), *aptement* (de façon bien adaptée, efficace), *cointement* (joliment, bellement), et bien d'autres dont Ronsard dit, sans doute ironiquement : «... Quand l'humeur pindarique enflait ampoulément ma bouche magnifique... »

Renverser l'argument

Nouveau contingent, ou reprise de la mode, dans le dernier quart du dix-neuvième siècle, chez les « Décadents », comme Catulle Mendès, Jean Lorrain, René Ghil. Ainsi, *têtement*, *torpidelement*, *torpeusement*, *sororalement*, *sancimonieusement*, j'en passe et des meilleurs !

Ces caprices ajoutent à l'embarras du dictionnaire. Si les histoires de la langue et les grammaires s'accordent pour souligner la très grande vitalité, dès le Moyen Âge, de la formation d'adjectifs en *ment*, cette vitalité est irrégulière et ne touche guère l'usage courant.

Leur emploi le plus fréquent n'est d'ailleurs pas d'indiquer la « manière » dont se fait une action. Dans les tables de fréquence des mots, viennent en tête dans cette catégorie des adjectifs plus ou moins vidés de leur signification d'origine, et qui n'ont plus qu'une valeur générale d'affirmation ou de semi-négation. Ainsi, *évidemment*, *naturellement*, *absolument*, *exactement* ou *parfaitement* ou *forcément*. Ou encore, *finallement* et *décidément*, pour ramasser, résumer une argumentation et la clore.

Le cas de *justement* est curieux. Une étude à laquelle ont participé Oswald Ducrot et François Recanat fait le point avec finesse, à ce sujet, dans le premier numéro de *Lexique*, publication de l'Université de Lille-III animée par Pierre Corbin (1).

On peut définir en principe (et paresseusement) n'importe quel adjectif en *ment* par « de façon + adjectif » : *rapidement*, « de façon rapide » ; *largement*, « avec largesse », ou « de façon large »... Cela ne marche pas très bien pour les adjectifs d'assertion (dont nous parlons ici), et pas du tout pour *justement*. On ne peut pas expliquer : « Il a été justement condamné à cinq ans de prison », ou : « Il a été justement décoré du Mérite agricole », par « de façon juste, justifiée, avec justice ».

Notre adjectif n'a que deux emplois usuels bien caractérisés. Le premier est temporel : « Il vient justement de sortir ». Le second réalise ce que les auteurs de *Lexique* appellent une inversion argumentative. Comme M. Jourdain faisait de la prose, c'est ce que nous faisons chaque jour, très simplement, en employant *justement* pour renverser en notre faveur un argument que vient d'avancer notre interlocuteur. Ainsi :

« Je n'épouserai pas ce type, je ne veux pas finir mes jours à la campagne. — Pourtant tu devrais l'aimer, la campagne, tu y es née. — Justement ! »

On peut paraphraser : « C'est justement, précisément, parce que je suis née à la campagne que je ne l'aime pas. » Mais l'emploi du mot en simple réplique, qui surprend toujours l'étudiant étranger de français, a une force beaucoup plus grande.

Les adjectifs en *ment*, de manière ou pas, sont une des ressources les plus variées du français, et *Lexique* l'apporte à leur étude une contribution intéressante.

JACQUES CELLARD.

(1) Presses universitaires de Lille, 9, rue Auguste-Angelier, 59000 Lille. 164 pages, 60 francs.

POÉSIE

CHRISTIAN DOTREMONT

Christian Dotremont, qui est né à Tervuren (Belgique) en 1922, est mort en 1979. Il a notamment publié *Ancienne Eternité* (La poésie est là), *la Mathématique du ténu* (La Boétie), *la Pierre et l'Oreiller* (N.R.F.), *Péris, donc je crée* (Zigzag). A titre posthume, on a pu lire *Traces* (Jacques Antoine), *Grand Hôtel des vallées* (Gallée). Avec Asger Jorn il invente, dès 1948, les peintures-mots, fonde le groupe Cobra (Copenhague-Bruxelles-Amsterdam), qu'il anime avec Karel Appel, Constant, Corneille et Alechinsky. Une exposition « Dotremont peintre de l'écriture » a lieu jusqu'au 31 janvier au Centre culturel Wallonie Bruxelles (127, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

CHRISTIAN DESCAMPS.

Sur les îles...

A Svetijdri où, une nuit, avec une demi-valise de restes, je cherchais dans l'autre un tube d'encre acheté la veille au papeter qui vend aussi des brimborions de minéral, lettres usées de lente nature, une à une puisées, emballées une à une en des enveloppes.

Et l'animal devenait yiti, évoluant sur le papier blanc du désert, gravissant l'encre par bondissements et méditation, en logogramme. Tête, cœur, et main sombres, encore attachés cependant à un souvenir de lignes toutes faites, de l'école primaire ou d'une primitivité anticulaire mais déjà systématique. J'ai donc entrepris, Extrême-Nord, de me décentrer, de te chanter sur le désert blanc du papier, de te danser, de ne plus me relier, de t'écrire.

Tu, si agile et malhabile danseur invinciblement chargé de sables, les jambes arquées, les pieds en dedans, comme moi jamais dégringolant, ours ne glissant que par douceurs, les paupières dormeuses, à quel langage te réduirai, puisque tu es aussi le paysage, puisque tu es inextricablement la danse lourde, la fixité nomade, la lenteur et l'éparpillement, le lièvre ouvert et le nuage, le bois rangé vivant, le bois rangé mort, le bois rangé, le bois résinant, dérangé en feu, coriace, supplie gai ou tu te retrouves tout, qui agites les rubans de couleurs sur le paysage noir, secouant tes breloques de glauque au bord de la chemise, tes bottes de feutre de sept fatigues, les souvenirs de neige de quatre cains ?

Et vole ton traîneau, la semaine proche, avant que la blancheur ne se défasse en néphéloges !

LAPONIE FINLANDAISE (1966).

SCIENCE

L'effet Saint-Matthieu

LA science, comme toutes les composantes de l'activité culturelle moderne, s'étale dans les supermarchés de la consommation du spectacle. Condiement un peu exotique, elle a l'avantage d'offrir des mets un peu nouveaux, délicatesses abstraites dont les arcanes esotériques enchanteront les amateurs de jeux difficiles. Elle offre un répertoire neuf où les acteurs de néo-sages contemporains embrassent les mythes anciens sous des déguisements futuristes, dans les éclats fascinants d'un langage où fleurissent les mots inconnus. Ainsi, de plus en plus, on s'attache à faire l'histoire de la science contemporaine, à en présenter les débats, un peu à la façon du théâtre, à faire comprendre au profane la saveur de tragédie et de comédie, le grandiose et le burlesque qui se cachent dans les conflits partisans, entre écoles et personnes.

L'équipe de *Pandore*, petite revue bimestrielle publiée par une équipe de chercheurs en sciences humaines vient de traduire en français et de rassembler en un volume (1) quelques-unes de ces histoires, écrites par des sociologues anglo-saxons, qui s'efforcent de présenter quelques chauds débats et controverses modernes, comme les avatars de la détection des ondes gravitationnelles ou de celle des neutrinos. La tentative est intéressante, même si les exemples proposés souffrent un peu, écrits par des sociologues, d'un manque de définition vraiment rigoureuse des bases scientifiques des problèmes évoqués (car c'est souvent un détour de microtermes dans les équations que se situent les divergences de fond), d'une absence de support graphique toujours utile pour saisir des concepts et de quelques erreurs de traduction un peu beaucoup d'importance. Tels quels, ils ont cependant le mérite de mettre en relief le processus chaotique de la science en train de se faire, avec ses hésitations, ses rêves et ses mythes, au hasard des rencontres ou des lectures.

Les présentateurs ont voulu distinguer nettement la sociologie des contenus scientifiques, qu'ils réclament le droit d'examiner de l'extérieur, de la sociolo-

gie de la tribu des scientifiques eux-mêmes, avec ses hiérarchies, ses stratégies, ses rites et ses masques. Ce dernier type de littérature ethnographique est très instructif pour les chercheurs de profession qui y découvrent clairement étalées des règles du jeu qu'ils ne soupçonnaient qu'intuitivement. Le psychosociologue Gérard Lemaire, dans un article à paraître (2) évoque par exemple la question de la « différenciation sociale dans la cité scientifique ». Il y expose la nécessité où se trouve le chercheur de s'évaluer lui-même, d'évaluer les autres, de se définir une identité et de s'avouer une image dans le contexte collectif où il lutte pour la reconnaissance, pour la distinction. On sait l'importance que prennent dans ce jeu les récompenses et l'escalade de la hiérarchie. C'est aussi une forme de théâtre où chacun cherche à conquérir une place dans l'échelle de l'admiration forcée des autres.

Gérard Lemaire insiste sur les stratégies utilisées pour s'assurer la visibilité la plus centrale possible dans le champ étroit des spécialités. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, il souligne que ce n'est pas toujours en s'attaquant aux problèmes scientifiques difficiles, en se frottant aux meilleurs sur le plan mondial, qu'on s'assure ce genre de succès ; il peut être au contraire efficace de suivre le vent et de se plaquer dans une ombre choisie, à l'abri de laquelle on échappe à une évaluation réelle de ses capacités. C'est que, en effet, dans ces micro-cités spécialisées, dominent souvent des orthodoxies sourcilieuses, qui, par le biais de diverses commissions, contrôlent les récompenses et les moyens.

Les coutumes de la tribu

Pour conserver le pouvoir, ces orthodoxies s'efforcent de marginaliser les concurrents potentiels. Ceux-ci, pour éviter l'échec, peuvent être contraints de se couler sous la voûte du despotisme officiel, c'est-à-dire s'orienter vers des travaux où le risque de concurrence des dominants est minimisé. On dépend alors de la qualité de la domination. Si celle-ci est très brillante, on peut sans danger, choisir les beaux sujets, à condition bien sûr de s'intégrer dans le sérail. En revanche, si l'orthodoxie au pouvoir est confinée dans le moule de conceptions vieillissantes, si elle s'efforce de prolonger des sujets démodés en les maillant sous des couleurs nouvelles pour les maintenir sur le devant de la scène, on peut assister au blocage de l'évolution d'une discipline. C'est que, dans tous les cas, pour conserver le rôle central, le plus visible, de la comédie, les acteurs dominants contrôlent la troupe, en appliquant les recommandations d'un verset de l'Evangile : « Car on donnera à celui qui a, et il aura en plus ; mais celui qui n'a pas, on lui enlèvera même ce qu'il a » (Mat. XIII, 12). C'est l'effet Saint-Matthieu (Merton, 1968).

Gérard Lemaire montre encore que l'un des problèmes majeurs qui se posent aux orthodoxies vieillissantes est l'irruption dans leur domaine de technologies nouvelles. En effet, les instruments qui apparaissent sur le marché ne sont pas seulement des appareils de mesure et d'observation, ils portent en eux une complexité théorique qui doit être maîtrisée par l'utilisateur. Il se peut que cette complexité, si elle n'est pas le fruit brillant des efforts du groupe dominant, soit si étrangère au champ conventionnel qu'elle dépasse les capacités de compréhension des acteurs centraux, ou leur capacité d'apprendre.

La portée des technologies nouvelles est alors minimisée et elles sont rapidement marginalisées au détriment des chercheurs qui ont eu l'audace de s'y frotter, mais généralement, après un certain temps, au bénéfice d'autres chercheurs d'un sous-secteur voisin qui détournent alors à son profit les sujets rejetés. Ainsi se font, de fait, beaucoup de « transferts » d'une discipline vers une autre.

Il est donc particulièrement important pour les scientifiques, modernes Nambikwara, de se tenir au courant du défillement que font des coutumes de leur tribu les ethnologues de la cité scientifique. Placés dans une situation de concurrence aiguë, ils ont besoin de comprendre le fonctionnement du système social dans lequel ils évoluent.

Une revue comme *Pandore* peut les aider beaucoup. Elle diffuse des informations sur l'état des recherches et des spéculations dans ce domaine neuf où science, technologie et société se télescopent. Sociologues, épistémologues, technologues y contribuent selon leur fantaisie puisque la revue est en fait rédigée par ses lecteurs. Les éditeurs y joignent des analyses d'ouvrages français et étrangers, le sommaire des principales publications qui couvrent ce secteur assez bien défini dans le monde anglo-saxon, et l'annonce des réunions ou des programmes de recherches en cours. *Pandore* dessine le contour du monde de plus en plus peuplé des observateurs professionnels de la science et de la technologie. Ce monde est tourmenté. L'un des charmes de *Pandore* est la vigueur et la verdeur des controverses qui s'allument entre ses pages (comme par exemple entre Edgar Morin et des amis de Michel Serres).

Il est réconfortant de s'apercevoir que des praticiens éminents de la sociologie des sciences se jettent avec esprit des noms d'oïseaux fort fragiles à la tête. Cela donne de la vie à un sujet aride et cela humanise les docteurs.

PAUL CARO.

(1) La Science telle qu'elle se fait, un volume édité par la revue *Pandore*, 5-11, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05.

(2) Gérard Lemaire, « La différenciation sociale dans la cité scientifique », à paraître in *The Social Dimension*, Talley (éd.).

Aux quatre coins de France

Produits régionaux

HUILE D'OLIVE VIERGE EXTRA

Produit naturel de renommée millénaire

Catalogue et tarif M gratuits.

Demande à STE HELIOLENE, B.P. 37

SALON-DE-PROVENCE, 13652 Cedex.

Vacances et loisirs

COTE D'AZUR - MENTON

Hôtel Celine-Rose, 57, avenue de Sospel
06500 Menton. Spécial 3 à 4 pers. : (93)
35-74-69 - 28-29-38. Chambres tout confort, salons et cuisines, cuisine familiale, ascenseur, jardin, piscine compl. div. 82-83 : 125 à 150 F T.T.C.

FORAÎT WEEK-END EN ALSACE

de 130 F à 411 F en hôtel 1 ou 2* + une entrée grat. par pers. au Musée de l'Automobile-Mulhouse S.I.-O.T. - 68500 GUEBWILLER
Téléph. : (89) 76-10-63.

CORRÈZE

en LIMOUSIN

Vacances scolaires

en Gîte d'enfants

Des familles rurales sélectionnées accueillent vos enfants à la ferme. A partir de 810 F la semaine en pension complète incluant activités de loisirs (poney, randonnée, tissage, etc.). Documentation gratuite : Loisirs-Accueil
Maison du Tourisme - Quai Baluze 19000 TULLE. Tél. : (53) 26-46-88

TOURISME FLUVIAL EN FRANCE

An Salon nautique de PARIS

du 15 au 24 janvier 1983

VENTE DES PÊCHETTES

Niveau 1 - Stand 22 D

LOCATIONS SANS PERMIS

Niveau 4 - Stand 37 B

demandez notre brochure

« sigle » LOCABOAT PLAISANCE

Port au Bois

89300 JOIGNY

Tél. : 86-62-06-14

PLAGE MIDI - PARC LOISIRS

Choix de locations

Dépliants gratuits M^r Boisset

34 SÉRIGNAN (67) 32-26-17

Vins et alcools

CORBIÈRES MINERVOIS FITOU

Tarifs : bouteilles, produits régionaux

CAVES SAURY-SERRES 12000 LEZIGNAN

CORBIÈRES Tél. : (88) 27-07-57

UN EXCELLENT

BORDEAUX

A un prix producteur, franco

24 bout. 1981, 450 F, 60 bout., 980 F.

Domaine du Templey - 33550 PAILLET

CRUS du BEAUJOLAIS

BROUILLY - COTE DE BROUILLY

MOULIN A VENT - Médailles d'or.

Vente directe - Prix franco.

Benoît TRICHARD & FILS

VITICULTEURS-EXPLOITANTS

69830 ODNAS (74) 03.40.87.

200 THÉS

VENTE PAR CORRESPONDANCE

LE THÉ MALIN

souhaitez recevoir sans frais catalogue et échantillons

☐ thé nature ☐ thé parfumé ☐ cocher s.v.p.

et envoyer à :

COMPAGNIE INTERNATIONALE DES THÉS sari

13, rue André Del Sarte 75018 Paris

200 THÉS

Tél. (1) 255.25.76 - 24 h sur 24

Arômes de Whisky, 9,50 F les 100 g et 199 autres thés.

L'antique usage de la démocratie

PAR ALEXANDRE SOLJENITSYNE

Le 27 avril 1975, Alexandre Soljenitsyne était invité à assister aux élections dans le canton suisse d'Appenzell. Très frappé par cet exemple de démocratie à l'antique, il fait ici le récit de cette curieuse journée.

PLUS les années passent, plus s'amplifie le débat politique et plus ce dimanche 27 avril 1975, dans le canton d'Appenzell, s'impose à ma mémoire. J'avais reçu une invitation à la journée solennelle des élections cantonales; le rédacteur en chef de *Neue Zürcher Zeitung*, Fred Luxinger, m'ayant convaincu qu'il ne fallait pas manquer une telle occasion, s'était spontanément offert à nous y conduire. Appenzell... petit canton montagnard de la Suisse orientale, plus exactement deux demi-cantons, deux Appenzell, l'un catholique, l'autre protestant, divisés. Nous étions les invités du canton catholique.

Sur la route, en dépassant les piétons (on se rend à pied aux élections, prendre une voiture passe pour inconvenant, et ceux qui viennent de loin partent avant l'aube), nous ne pouvions pas ne pas remarquer que tous les hommes portaient une arme blanche, signe de leur droit de vote, alors que femmes et adolescents n'en avaient point. La foule venait de partout, délaissant les chemins, passant à travers champs: la coutume à Appenzell permet de fouler l'herbe jusqu'aux élections, puis on la laisse repousser. Filles et garçons portaient presque tous une boucle à l'oreille. La messe catholique s'achevait, impossible de trouver place dans l'église où, autour de l'autel, se dressaient les oriflammes richement décorées des différentes communes. Dans la grande rue, aux fenêtres des chalets riants et baroques pendaient de longs drapeaux représentant des animaux et des dessins aussi variés qu'insolites.

Dans la salle de l'hôtel de ville, les invités commençaient par déposer leur arme puis la récupéraient de leur pélerine noire. Ensuite, six porte-drapeaux en anciens uniformes se placèrent avec leurs étendards en tête de la procession, accompagnés par des garçons qui les assistaient, eux aussi vêtus d'uniformes. Puis les personnalités officielles et les invités d'honneur s'ébranlèrent en un long et lent défilé au milieu de la rue, entre deux haies formées par les habi-

tants. Il en pendait par grappes aux fenêtres, des gosses s'accrochaient aux murs. Tous m'accueillaient avec enthousiasme comme si j'étais un des leurs, une célébrité locale subitement revenue au pays. J'aurais cru que cet obscur petit canton ignorait jusqu'à mon nom. (En fait, ce n'était pas l'écrivain qu'ils acclamaient, mais celui qui s'était battu contre le Mal, ce qu'allaient d'ailleurs préciser le chef du gouvernement.)

Au milieu de la place, sur une petite estrade provisoire en bois, une quinzaine de personnalités officielles, alignées sur un rang, allaient pendant toute la durée de l'assemblée rester, debout, tête nue, en pèlerines noires. La place était envahie par la foule compacte des *stimmrechtigen Männer*, des hommes ayant droit de vote, avec leur arme, tête également découverte (il y en avait de grises, de roussâtres, de blanches), tous vêtus sans appareil. Les femmes se pressaient tout autour de cette foule, aux fenêtres ou sur les balcons. Les adolescents sur les toitures en pente s'accrochaient aux garde-fous, un photographe avait pittoresquement enroulé la falaise d'un toit.

La démocratie a besoin de mains fortes

Le chef de gouvernement, le *Landammann* Broger, une touffe de cheveux gris surplombant un visage énergique et intelligent, prononça un discours qui me fit grande impression: ah! si l'Europe pouvait prêter l'oreille à ce demi-canton d'Appenzell; ah! si les dirigeants des grandes nations pouvaient en tirer profit!

Voilà près d'un demi-millénaire, disait-il, que notre communauté n'a pas modifié sensiblement les formes gouvernementales qui lui permettent de s'autogérer. Nous sommes mus par la conviction qu'il n'existe pas de liberté en général, mais uniquement des libertés particulières, séparées, chacune relevant de notre responsabilité et de notre sens

de la discipline. La violence de notre époque prouve quasi quotidiennement qu'on ne peut garantir la liberté des personnes ni celle de l'État sans honnêteté ni discipline. Ce sont ces deux fondements qui ont permis à notre communauté de maintenir au fil des siècles son incroyable vitalité: jamais elle ne s'est livrée à la folie de la liberté absolue, comme jamais elle n'a souscrit aux théories déshumanisantes qui rendent l'État tout-puissant. Un État qui fonctionne rationnellement ne peut exister sans quelques ingrédients aristocratiques, voire monarchiques.

Bien entendu, dans une démocratie, le peuple reste souverain, juge dans toutes les questions importantes, mais il ne peut être présent tous les jours pour diriger le gouvernement. Le gouvernement ne doit pas se hâter d'épouser les hésitations et fluctuations des votes populaires; une fois élu ou réélu, il doit s'abstenir de tout discours enjoliveur aux électeurs, mais avancer à contre-courant. Conformément aux faits et à la vérité, le gouvernement a pour tâche d'agir comme agiraient une majorité populaire raisonnable, si elle pouvait tout savoir jusqu'aux moindres détails, ce qui devient pratiquement impossible avec le poids croissant des problèmes gouvernementaux. Il reste donc à élire, pour délibérer et administrer, les meilleurs possibles, et à leur accorder toute la confiance nécessaire.

Une démocratie invertée qui distribue les droits à tout un chacun dégénère en une démocratie de servilité. La solidité d'un régime dépend non des articles de sa Constitution, si excellents soient-ils, mais de la qualité des forces sur lesquelles ils s'appuient. Nous rendrions bien mauvais service à la démocratie en faisant des dirigeants sans caractère. Car, précisément, le système démocratique exige des mains fortes qui sachent tenir le bon cap sans hésiter. La crise que traverse la société vient non des peuples mais des gouvernements...

Or ce mois d'avril 1975 n'était pas un avril comme les autres, il était porteur de mort pour l'Occident sans que celui-ci s'en rendît compte: les États-Unis déclaraient l'Indochine. Ni l'Amérique ni l'Europe ne comprennent alors qu'en ces jours ils jouaient leur avenir. Dix jours à peine avant l'assemblée d'Appenzell, la presse occidentale, crédule, annonçait que la population de Phnom-Penh avait accueilli les Khmers rouges avec allégresse...

En ce jour, il était surprenant d'entendre dire sur cette petite place ensolée, dans ce trou perdu en plein cœur de l'Europe, à quel point l'insécurité générale s'est accrue au cours des dernières années. Combien nous sommes effrayés par le comportement de l'Amérique qui lâche ses alliés indochinois. Effrayés par le destin des Vietnamiens qui fuient en masse leurs libérateurs communistes. Face à cette tragédie, nous nous demandons: l'Amérique restera-t-elle fidèle à ses engagements envers l'Europe?

Envers cette Europe qui a perdu au cours des dernières décennies toutes les occasions de s'unir et qui, incapable de résister à l'agression soviétique, compte sur l'aide américaine, qu'elle considère comme acquise. Il faut comprendre qu'à l'avenir l'Amérique ne défendra que les gouvernements qui veulent bien se défendre eux-mêmes. L'Europe doit à bref délai prouver qu'elle est prête pour de grands sacrifices et pour une unité réelle...

Le *Landammann*, dans la mesure de ses forces, tenait à l'adresse de son continent des propos directs et courageux, mais serait-il entendu?

Puis il critiqua la Suisse, qui trouve excessives des dépenses militaires qui s'élèvent à 1,7 % de son budget, et l'état de son économie: la Suisse a cessé d'être le pays de cocagne qu'elle était.

Un vote unanime

Après ce discours et les salutations d'usage aux invités, le *Landammann* ôta de sa poitrine l'imposante chaîne métallique, symbole de son pouvoir, transmit à son voisin de tribune quelque chose qui ressemblait à un sceptre, et brusquement tourna les talons. C'était fini. Il avait rempli son mandat.

Mais un autre officiel prit alors sa place et proposa de réélire Broger sur-le-champ. Il proposa de passer au vote, et toute la masse d'hommes, d'un seul geste, leva les mains. On n'en fit pas le décompte, tant il était clair que Broger était réélu. Bien que je ne sois pas un incondicional de la démocratie, je ne pus m'empêcher de rire sous cape: allons donc, cette démocratie ressemble à celle de chez nous...

Broger réapparut sur la tribune, il leva les doigts de sa main droite et, à la suite du lecteur, répéta le serment face au peuple; le peuple, lui, reprenait les paroles en chœur: le peuple prêtait serment à lui-même!

Puis le *Landammann* proclama les noms des membres de son gouvernement, en demandant à chaque fois qui était contre. Mais il n'y avait pas d'opposition et il semblait laisser peu de temps pour la contradiction. Je continuais de rire à part moi: de nouveau, c'était comme chez nous.

Mais je fus vite édifié. La première loi importante que voulait faire adopter le *Landammann* concernait l'augmentation des impôts pour que le canton puisse maîtriser ses projets. Une rumeur traversa la foule, les hommes se mirent à parler entre eux. Un premier orateur monta à la tribune et parla pendant cinq minutes contre la loi proposée. Puis le ministre des finances essaya de formuler quelques arguments en sa faveur, mais la foule clama qu'elle ne voulait pas l'écouter, qu'elle voulait passer au vote. Le *Landammann* demanda à voix haute: « Qui est pour la loi? » Peu de mains se

levèrent. Contre? Une vraie forêt! Les hommes lançaient énergiquement leurs mains, on eût dit une aile qui se déployait, on avait l'impression d'un choix convaincant, écrasant, comme on n'en éprouve pas lors d'un vote à bulletins secrets. (Or, chacun gardait à sa ceinture, sans que cela se voie, qui un poignard, qui une épée.)

Le *Landammann* s'en trouva très affligé et, usant apparemment de son droit, fit lui-même valoir des arguments en faveur de la loi et exigea un second vote. Il fut écouté avec attention, mais le vote contre la hausse des impôts fut tout aussi écrasant.

La voix du peuple! La question est tranchée sans rémission, sans articles de journaux, sans commentaires à la télévision, sans commissions sénatoriales, en dix minutes et sans appel pour un an.

Le gouvernement avança une seconde proposition: revaloriser les indemnités de chômage. Mais, de la foule, on cria: « Qu'ils travaillent! » De la tribune: « Ils n'arrivent pas à trouver d'emplois. » La foule: « Qu'ils continuent à chercher! » Il n'y eut pas de discussion. De nouveau le refus fut voté à une majorité écrasante, si nette qu'on ne fit pas le décompte des mains: comment d'ailleurs les tenir levées si longtemps? Sans doute ne les compte-t-on jamais, on évalue au jugé.

Une nouvelle et troisième proposition du gouvernement demandait que l'on fit membres du canton des personnes habitant Appenzell depuis plusieurs années, des Italiens pour la plupart. Il y avait une dizaine de candidats. On vota sur chaque nom mais tous furent, si je ne me trompe, repoussés. Ils sont indignes, nous n'en voulons pas...

Non, ce n'était plus du tout comme chez nous. Après avoir réélu Broger, on confiait le choix du gouvernement à son goût, ils lui ont refusé de voter les principaux projets législatifs. Et puis, vas-y, gouverne! Une démocratie de ce genre, je n'en avais jamais vue, jamais je n'en ai entendue parler, et cette démocratie-là (surtout après le discours de Broger) force l'estime.

La Confédération helvétique a été constituée en 1291, c'est effectivement la plus vieille démocratie de la Terre. Elle est née non des idées de la Renaissance, mais directement des anciennes formes de la vie communautaire. Cependant, les cantons riches, industrialisés, peuplés, ont perdu ces coutumes, se sont coiffés sur le modèle de l'Europe. Appenzell, lui, a gardé l'antique usage.

Que de diversité sur cette Terre, que de voies encore à ouvrir, inconnues, invisibles à nos yeux! Dans la Russie de demain, nous aurons encore beaucoup à y réfléchir... pour autant qu'on nous en donne seulement la possibilité!

Traduit du russe par Nikita Struve
1982, © Alexandre Soljenitsyne.

Théodore W. Schultz

(Suite de la page XIII.)

Concrètement, quels types d'action préconisez-vous pour permettre le développement de ce capital humain, et selon quelle hiérarchie des priorités?

Il est clair que la première priorité revient à l'enseignement primaire, qui fait le plus défaut aux pays pauvres. Prenez le Brésil, qui n'est pas le plus mal loti: quand vous sortez des grandes villes, vous constatez qu'à l'exception de quelques écoles agricoles la moitié des enfants restent illettrés. En Haute-Volta, c'est encore pire. Un de mes étudiants qui y a passé deux ans a pu constater que, sur une population rurale à 90 %, aucune fille ne va à l'école et 85 % des garçons en sortent illettrés. Apprendre à lire, à écrire et à calculer, voilà l'essentiel. Il y a aussi le problème de la recherche: celle-ci doit se faire sur place. Le cas de l'Inde est exemplaire à cet égard (7).

Vous êtes un représentant de l'école de pensée libérale, mais vous admettez toutefois que, dans ces cas précis, ce soit à l'État d'intervenir?

L'État doit intervenir pour l'éducation primaire et la recherche quand le marché s'avère incapable. Mais ce qui compte surtout, c'est l'implication des

parents, des enfants et des professeurs. Chez nous, aux États-Unis, le système a été conçu à la base. Les gens ont dû construire les écoles et tout payer sans aide extérieure.

Et cela a donné d'excellents résultats. Les fermiers payaient mon professeur de cours élémentaire 37 dollars par semaine, et c'est le meilleur professeur que j'aie jamais eu. Aujourd'hui, dans une ville comme Chicago, tout le monde se mêle des problèmes de l'éducation: l'État, la ville, le maire... et c'est un désastre. L'État doit intervenir le moins possible. Sinon on court le danger d'un centralisme étatique, comme au Pérou où toutes les décisions passent par Lima, ou pire encore en U.R.S.S. où l'on essaye de gérer l'agriculture depuis le sommet, ce qui est une ineptie.

Ne craignez-vous pas que, dans certains pays en voie de développement, l'élite locale fasse en sorte de bloquer tout essor de l'éducation pour continuer à assurer sa domination sur les populations?

Je ne sais pas si l'on peut prouver ça; en revanche, ce qui se vérifie, c'est que ceux qui sont au pouvoir essayent toujours de privilégier l'éducation de

leurs propres enfants. Le système anglais a longtemps favorisé une certaine classe. Aujourd'hui, ce népotisme est plutôt pratiqué en Union soviétique.

Parmi les problèmes les plus aigus qui menacent le développement des pays pauvres, vous dénoncez également le maintien artificiel des prix agricoles à des niveaux trop bas et l'absurdité de certains choix économiques. Vous attendez-vous à des progrès dans ce domaine?

Il y a une loi en économie qui s'appelle la loi des avantages comparatifs (8) et qui doit fonder les choix de production des États. La Chine, sous la période de Mao, l'a ignorée: il a été décidé que chaque région devait produire son propre blé et son propre riz. La conséquence en a été l'arrêt de la production de soja et la nécessité d'importer. L'exemple contraire est offert par la Malaisie, qui a su se spécialiser intelligemment dans le caoutchouc et la culture de palmiers. Quand on refuse de se spécialiser dans les productions pour lesquelles on est le plus efficace, il faut en payer le prix. L'Afrique tropicale en fait actuellement l'expérience.

Quant au problème des prix agricoles, il est typique de certains pays africains. Pour démanteler l'industrialisation et approvisionner les villes au moindre coût afin d'éviter des troubles, les autorités exploitent les agriculteurs. Ce qui conduit ces derniers à abandonner leurs terres pour s'installer dans les villes. L'Inde la première a compris l'absurdité de cette politique. Aujourd'hui une prise de conscience commence à se produire en Afrique. Peut-être que tout ce que nous pourrions dire ici ou là aidera à sa

réalisation, mais de toute façon la réalité se chargera de ce dur apprentissage. D'autre part, il ne faut pas cacher que nous portons, nous Occidentaux, une part de responsabilité dans cette situation par le biais de l'aide alimentaire.

Le verbiage du dialogue Nord-Sud

Vous avez en général une attitude très critique à l'égard de l'aide internationale, alors que beaucoup lui reprochent plutôt sa modicité devant l'ampleur des besoins.

L'aide en 1982 a été de 36 milliards de dollars, dont 30 provenant des pays de l'O.C.D.E. Le problème n'est pas de savoir si c'est assez ou non; le tout est de bien l'utiliser. Or, il a fallu attendre cette année pour trouver un rapport de la Banque mondiale qui soit économiquement sensé. Si l'on ne se décide pourtant pas à utiliser cette aide plus efficacement, l'ensemble du système perdra le peu de crédibilité qui lui reste. En fait les pays occidentaux ont été trop négligents; notamment la Suède, qui a contribué à entretenir l'idée que l'aide n'avait pas de limites. Le rapport Brandt était tout aussi irresponsable. Les pays de l'Ouest ne sont pas dans une situation où ils peuvent se permettre d'importer de telles dépenses.

Vous êtes donc favorable à un arrêt de l'aide?

Pas à son arrêt, mais à la fixation de limites précises et d'engagements tangibles. Il faut prendre exemple sur le Fonds monétaire international, qui

conditionne son soutien par des exigences précises envers ses débiteurs. L'exemple de l'Égypte est significatif. Avec 2 milliards de dollars d'aide américaine en 1982, on en est arrivé à un point où l'on devrait dire aux Égyptiens: nous nous engageons à vous aider sur trois ou cinq ans; mais à condition que vous nous attaquiez réellement aux vrais problèmes, même si cela demande des décisions difficiles. Dans le cas du Mexique, les autorités américaines ont ainsi fait preuve de réalisme. C'est ce genre de langage qu'il faut tenir à un gouvernement; et pas le verbiage improductif d'un « dialogue Nord-Sud » où l'on ne pose aucun problème sérieusement et où l'on préfère faire de la rhétorique sur des choses impossibles.

Si vos livres révèlent une vision plutôt optimiste, vous semblez pessimiste dans votre analyse de la situation actuelle.

Je ne suis ni optimiste, ni pessimiste. Je constate seulement que jusqu'à présent les hommes ont toujours su dominer les problèmes qu'ils ont dû affronter, grâce à leur intelligence. Je ne vois pas pourquoi il en irait autrement aujourd'hui.

BERNARD SPITZ.

(7) Cf. « Investment in human capital. The role of education and of research », New-York, Free Press; London, Collier-Mac Millan (1971). et « Investment in education: the equity-efficiency quandary » dans le *Journal of political economy*, mai-juin 1972.

(8) Énoncée par D. Ricardo, cette loi stipule que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans les produits pour lesquels il a l'avantage relatif le plus grand.

NOUVELLE

L'inscription

par CLAUDE NOËL

MONSIEUR le commissaire, ce n'est pas sans avoir mûrement réfléchi que je prends la liberté de vous écrire. Je me suis déjà, voici un peu plus d'un an, rendue au commissariat afin d'exposer mon cas aux autorités de police ; mais M. l'inspecteur Santoni, qui m'a reçue, a cru devoir m'écarter après quelques minutes d'entretien. Il estimait probablement avoir affaire à une vieille toquée et s'est contenté de m'assurer qu'une surveillance serait exercée dans le voisinage de l'église.

Non pas, monsieur le commissaire, que je nourrisse quelque animosité que ce soit à l'égard de M. l'inspecteur Santoni, dont la courtoisie ne saurait être mise en doute. Je me bornerai à souligner que cet inspecteur est bien jeune pour assumer de telles fonctions et connaître toutes les noirceurs de l'âme humaine. Sa tenue vestimentaire et la longueur de ses cheveux sont au demeurant assez peu compatibles avec l'idée que l'on a généralement d'un inspecteur de la police. M. Santoni m'a fait en outre une promesse de Gascon, l'église n'ayant, en définitive, été l'objet d'aucune surveillance après ma visite au commissariat, ainsi que vous pourrez en juger vous-même à la lecture de cette lettre. Peut-être serait-il bon de lui suggérer d'accorder dorénavant plus de crédit aux plaintes des personnes âgées.

Voici donc les faits.

C'est au mois de mai dernier, en empruntant le chemin que je suis d'ordinaire pour me rendre à Saint-Sauveur, que j'ai découvert pour la première fois l'inscription sur le mur du jardin du notaire. Elle portait, en lettres tracées à la craie blanche, le mot « MORT » entouré d'un rond blanc et elle était visiblement toute fraîche. J'ai d'abord pensé que c'était là l'œuvre de quelque garnement de l'école, mais une sensation prémonitrice m'a fait presser le pas.

Les jours suivants, toujours sur le même trajet, cette inscription est apparue successivement à l'angle de la rue des Capucines et de l'impasse Bel-Air, en face du bureau de poste, rue Emile-Deschanel, et le long du mur qui borde les Fossés Saint-Omer. Toujours cercle de blanc, toujours de la même main malhabile. J'ai, comme il est normal, commencé à m'interroger. S'agissait-il vraiment d'une simple coïncidence ? Quelle était la personne dont on semblait souhaiter la mort ? Et qui pouvait bien être le scripteur anonyme ?

L'inscription figurait *uniquement* sur le parcours qui va de chez moi à l'église, je crois devoir le préciser : ailleurs, on ne voyait que les graffiti anodins d'enfants qui jouent à la marelle ou dessinent un cœur percé d'une flèche, ceux aussi des gens qui affichent leurs opinions politiques en période électorale.

J'ai alors résolu d'emprunter un chemin moins direct pour aller à confesse. Le premier jour, tout s'est bien passé. Dès le second, j'ai aperçu, presque au coin de la rue de la République et de la rue Henri-Barbusse, un dessin obscène. Je puis vous assurer, monsieur le commissaire, qu'il n'y avait pas la veille au soir : si tel avait été le cas, j'aurais aussitôt remarqué cette horreur.

L'incertitude ne m'était plus permise. Quelqu'un me suivait, épiait mes faits et gestes, cherchait à me menacer et, qui plus est, à attenter à ma pudeur. Je ne saurais vous énumérer, monsieur le commissaire, tous les itinéraires que j'ai suivis pour me rendre de mon domicile à l'église : la liste en serait trop longue. J'en suis venue à décrire les zigzags les plus insensés, à pratiquer les détours les plus invraisemblables — ce qui, par parenthèse, était extrêmement fatigant pour moi et rendait mes visites à Saint-Sauveur de moins en moins fréquentes. A chaque nouveau chemin, l'inscription ou le dessin apparaissait sur un mur, bien en évidence, là où j'étais passée la veille. Je marchais très vite, les paupières baissées, au point que j'ai plusieurs fois failli me faire

écraser par une voiture. C'est peut-être, du reste, le résultat qu'essayait d'obtenir l'auteur infâme de l'inscription ; et je considère que seule la main de Dieu a empêché pareils accidents de se produire.

J'ai fini par m'en ouvrir à M. l'abbé Causard. Il m'a tenu des propos qui m'ont apaisée, sur le moment du moins : il fallait me dominer, faire taire des appréhensions qui étaient sans fondement et aller à confesse ou aux offices aussi souvent que je le désirais sans modifier en rien mon itinéraire habituel, celui d'avant les inscriptions. Je ne demandais, bien entendu, qu'à le croire. J'ai tenté de suivre son conseil et me suis même efforcée de modérer mon allure. Mais l'angoisse ne me quittait pas. M. l'abbé m'a alors suggéré, avec beaucoup de ménagements, de consulter mon médecin. Cela m'a semblé une curieuse idée, vu que mon état de santé (indépendamment de la fatigue bien naturelle provoquée par les multiples détours que j'avais été forcée de faire) est en général plutôt satisfaisant. J'étais de surcroît assez gênée d'aller voir le docteur Augier, il ne sait que soigner les bronchites et les rhumatismes et se serait demandé ce que signifiait cette histoire d'inscriptions. Je me suis donc rendue chez le docteur Lemierre, qui m'a prescrit des calmants. Comme bien vous pouvez l'imaginer, les calmants n'ont rien arrangé du tout, pour l'excellente raison que les inscriptions étaient toujours là et qu'il en apparaissait chaque jour de nouvelles un peu partout sur mon trajet.

C'EST alors que je me suis décidée, en désespoir de cause, à voir M. l'inspecteur Santoni. Je ne reviendrai pas sur la déception que m'a causée la brièveté de notre entrevue. L'assurance qu'une surveillance serait exercée aux abords de l'église m'a toutefois soulagée, et c'est d'un cœur plus léger que, pendant un certain temps, je me suis rendue à Saint-Sauveur, persuadée que j'étais de me trouver sous la protection occulte, mais vigilante, de la police. J'ai bientôt déchanté, monsieur le commissaire : cette prétendue surveillance n'était qu'un leurre. La preuve en est que j'ai commencé à rencontrer sur mon chemin des individus on ne peut plus suspects.

Le premier était adossé à un arbre et fumait une cigarette. J'ai tout de suite compris que c'était moi qu'il guettait et je suis revenue sur mes pas pour gagner l'église par une voie détournée. Mais les jours suivants, j'en ai aperçu d'autres à la mine aussi patibulaire, tantôt appuyés contre un mur, tantôt assis sur un banc, tantôt postés devant une boutique. Certains affectaient de ne pas me voir, certains me dévisageaient ouvertement. Et tous, je précise bien, tous, se trouvaient, comme par hasard, sur le parcours choisi par moi pour me rendre à l'église, quels que fussent ce parcours et l'heure à laquelle j'essayais de rejoindre monsieur l'abbé. Il faut bien comprendre, monsieur le commissaire, que M. l'abbé Causard est très occupé. Il dessert à lui seul toute la paroisse et n'est disponible que de cinq à sept heures pour confesser les gens.

Au début, j'ai fait d'interminables crochets pour éviter ces individus et gagner l'église envers et contre tous. Ma fatigue me reprenait, en même temps qu'une anxiété dévorante. M. l'abbé essayait de me rassurer, m'affirmait qu'il n'y avait pas lieu de m'alarmer, qu'il s'agissait de passants inoffensifs, que je n'avais aucune raison de les croire animés de mauvaises intentions à mon endroit. Mais le pauvre cher homme n'imaginait pas le mal et sa belle âme a naturellement tendance à minimiser les vilénies que lui confient ses ouailles. Ce n'est pas moi qui l'en blâmerais, cela fait partie de son caractère et de sa fonction. Il n'empêche qu'il n'a pas vu, lui, les individus en question. Sans quoi il aurait compris la terreur dans laquelle je vis désormais et admiré la ténacité dont il m'a fallu si longtemps faire preuve pour continuer à pratiquer ma foi.

Toujours est-il, monsieur le commissaire, que l'apparition constante de ces individus sur mon chemin et les innombrables détours qu'elle m'imposait m'ont littéralement épuisée, au physique comme au moral. C'est à peine s'il me restait jusqu'à ces derniers jours la force de sortir un moment pour faire mes courses chez l'épicier du coin. Il existe un gang qui entend m'empêcher d'aller à confesse et qui n'a que trop réussi. C'est à vous qu'incombe le soin de le neutraliser en mettant tous ces gens-là sous les verrous dans les plus brefs délais.

Il m'est difficile de vous en fournir un signalement précis. Ils paraissent jeunes pour la plupart, leurs vêtements sont négligés et leurs cheveux longs et sales. Beaucoup d'entre eux portent la barbe, une barbe souvent hirsute qui dissimule en partie leurs traits : ce doit être exprès, pour ne pas se faire reconnaître. J'ai d'abord pensé qu'il s'agis-

sait d'une seule et même personne qui avait modifié son apparence et sa physiologie au moyen de postiches divers ou de lunettes. Mais j'en suis parvenue à la conclusion qu'ils sont au contraire très nombreux, car certains diffèrent par le teint, la taille ou la corpulence.

Un de ces individus se tenait immobile à un carrefour, morné sur une grosse motocyclette et coiffé d'un casque à visière *positivement terrifiant*. D'autres, relativement bien mis, ont l'air plutôt quelconque : ce sont d'ailleurs, à mon avis, les plus dangereux, dans la mesure où l'on ne songe pas à s'en méfier. Inutile d'ajouter que, si tôt qu'il s'en présentait un sur ma route, je rebroussais chemin aussi hâtivement que me le permettait l'état de mes pauvres jambes.

Je sais bien, monsieur le commissaire, que ces descriptions sommaires ne sont guère de nature à vous aider dans votre enquête. Mais je vous supplie d'agir *très vite*. Je suis à bout. Me voilà pratiquement enfermée chez moi, seule et désespérée, privée de tout contact avec le monde extérieur. Ils me traquent jusque dans ma rue. Pas plus tard que ce matin, j'ai aperçu, en entrant dans mes rideaux, un grand barbu posté sous mes fenêtres. Il était vêtu d'un imperméable beige et faisait les cent pas sur le trottoir d'en face devant la pâtisserie Mabineau en levant de temps en temps la tête dans ma direction. Il a disparu au bout de dix minutes, mais qui me dit qu'il ne s'est pas dissimulé dans un recoin où je ne peux pas le voir et d'où il m'espionne en attendant que je sorte ?

J'E n'ose plus mettre le nez dehors. J'ai peur de faire mes courses. Il me reste encore quelques provisions : de la confiture, des biscuits, du thé, un reste de fromage, du sucre, un paquet de pâtes et trois ou quatre boîtes de conserve. Mais cela ne me permet pas de soutenir un siège prolongé, et si vous ne prenez aucune mesure pour me protéger au reçu de cette lettre, vous serez responsable de ma mort, je tiens à vous en prévenir.

D'autant que ma conscience ne me laisse pas de repos. J'ai besoin de me confesser, monsieur le commissaire. Comprenez-vous ? J'ignore ce que sont vos convictions religieuses et, quelles qu'elles soient, je les respecte, croyez-le bien. Mais en admettant même que vous soyez athée, vous concevrez, j'en suis certaine, qu'il est inadmissible, dans un pays comme le nôtre, de laisser

un gang de malfaiteurs molester de la sorte une honnête personne et l'empêcher de se mettre en règle avec Dieu. La dernière fois que j'ai pu voir M. l'abbé Causard (ce qui remonte à quatorze jours), je l'ai adjuré de venir me confesser à domicile. Il m'a répondu que cela lui était impossible, vu que je n'étais pas malade et que sa charge était déjà trop lourde pour lui. Mais il ne se rend compte de rien. J'ai eu beau lui expliquer la machination dont je suis victime, il n'a rien compris du tout.

Et me voici réduite, à mon âge, à affronter seule les membres de ce gang, quitte à recevoir quelque mauvais coup ou à mourir lentement d'insatiation entre mes quatre murs. Je n'ai pas grand-chose à attendre de mes voisins de palier, qui est une dévotionnée et se contenterait de se moquer de moi. Ma porte, comme vous devez vous en douter, est soigneusement barricadée ; mais s'ils venaient à la forcer, je suis sûre que cette femme ne lèverait pas le petit doigt pour me porter secours.

N'ayant pas le téléphone, je vais essayer de vous faire parvenir la présente par les voies les plus directes, en guettant par la fenêtre le passage d'une des anciennes clientes de ma librairie et en la priant de vous remettre ce pli en main propre parce qu'il y a de ma vie. J'ose espérer que le gang n'y verra que du feu et le laissera accomplir sa mission. Le seul ennui, c'est que j'habite un quartier de la ville assez excentrique que mes anciennes clientes ne fréquentent pas beaucoup. Si, dans les prochains jours, je ne parviens pas à en alerter une, force me sera de recourir aux moyens extrêmes. J'ai chez moi un long couteau de cuisine à la lame *très effilée et très pointue*. Croyez que je n'hésiterai pas à m'en servir en tentant une dernière sortie en direction de l'église. Il faudra bien que je me fasse justice moi-même si vous n'intervenez pas et si le monde entier se ligue contre moi.

En vous demandant de bien vouloir excuser la longueur de ma lettre et en vous remerciant à l'avance de votre aimable concours, je vous prie d'agréer, monsieur le commissaire, l'expression de ma considération la plus distinguée.

ADELINE ROBICHON.

Claude Noël est traductrice de l'anglais et de l'italien. Elle a publié entre autres traductions de A. Mauriac, C. Zevi, C. P. Snow, A. Wilson, G. C. Argan, R. Aronheim. Elle est coauteur d'une anthologie *Paris aux yeux du monde* (Gallimard, 1983).

TUDOR SANTUS

Le Monde

Le Monde

Le Monde